

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Philippe MACHENAUD-JACQUET
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

Matahiti 157 N° 16	TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI	Mahana 17 no Eperera 2008
-----------------------	---	------------------------------

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 42 52 61

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Pages

Délibérations de l'assemblée de la Polynésie française ou de la commission permanente

Délégation n° 2008-4 APF du 10 avril 2008 portant réglementation de l'activité d'entrepreneur de véhicule de remise	1407
Délégation n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 portant réglementation de l'activité d'entrepreneur de taxi.	1414
Délégation n° 2008-6 APF du 10 avril 2008 portant réglementation de l'activité d'entrepreneur de véhicule de service particularisé	1421
Avis n° 2008-1 A/APF du 10 avril 2008 sur le projet de loi autorisant l'adhésion à la convention internationale de 2004 pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires (ensemble une annexe et deux appendices)	1425
Avis n° 2008-2 A/APF du 10 avril 2008 sur les projets de loi autorisant l'approbation de deux accords entre le gouvernement de la République française d'une part, et le gouvernement de la République du Bénin et le gouvernement de la République du Congo d'autre part, relatifs à la gestion concertée des flux migratoires et au codéveloppement.	1426

ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 390 CM du 11 avril 2008 portant nomination de M. Raphaël Demarquet en qualité de chef du service des affaires administratives par intérim.	1426
Arrêté n° 391 CM du 11 avril 2008 portant nomination de Mme Isabelle Vahirua-Lechat en qualité de directeur général de l'Institut Louis-Malardé par intérim	1427
Arrêté n° 394 CM du 11 avril 2008 portant nomination de M. François Loret en qualité de chef du service de la délégation générale à la protection sociale par intérim durant le congé de M. Toreia Carlisle.	1427

EXTRAITS

Arrêté n° 385 CM du 8 avril 2008 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 8-07 CA/FDA du 6 novembre 2007 portant adoption du compte financier et affectation du résultat de l'exercice 2006 du Fonds de développement des archipels.	1427
--	------

Arrêté n° 386 CM du 8 avril 2008 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 9-07 CA/FDA du 6 novembre 2007 constatant la nomination de M. Rousselet en qualité d'agent comptable du Fonds de développement des archipels et fixant ses indemnités	1427
Arrêté n° 387 CM du 8 avril 2008 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 12-07 CA/FDA du 6 novembre 2007 du Fonds de développement des archipels autorisant la vente et fixant le tarif de vente de fenêtres à projection	1427
Arrêté n° 389 CM du 11 avril 2008 portant autorisation d'empiétement de prospect sur le domaine public routier, voie K, route du CES à Puurai, commune de Faa'a, au profit de la SA Electricité de Tahiti dans le cadre de la construction d'un immeuble	1428
Arrêté n° 392 CM du 11 avril 2008 portant ouverture à la circulation aérienne publique de l'aérodrome de Vahitahi (archipel des Tuamotu) pour une exploitation en classe 1B "à vue"	1428
Arrêté n° 393 CM du 11 avril 2008 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 14-08 CA/IFM-PC du 10 janvier 2008 autorisant la formation au poste de surveillant de port en faveur des stagiaires du port autonome	1428
Arrêté n° 395 CM du 11 avril 2008 rendant obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur d'activité des entreprises de stockage, de conditionnement et de distribution des hydrocarbures liquides de Polynésie française les dispositions de l'avenant du 12 janvier 2008 à la convention collective dudit secteur d'activité portant sur les salaires minima conventionnels pour l'année 2008	1428
Arrêté n° 396 CM du 11 avril 2008 rendant obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur d'activité du gardiennage de la Polynésie française les dispositions de l'avenant du 21 janvier 2008 à la convention collective dudit secteur d'activité portant sur les salaires minima conventionnels pour l'année 2008	1428
Arrêté n° 397 CM du 11 avril 2008 rendant obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur d'activité du nettoyage de Polynésie française les dispositions de l'avenant du 22 janvier 2008 à la convention collective dudit secteur d'activité portant sur les salaires minima conventionnels pour l'année 2008	1428
Arrêté n° 398 CM du 11 avril 2008 rendant obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur d'activité du bâtiment et des travaux publics de Polynésie française les dispositions de l'avenant du 24 janvier 2008 à la convention collective dudit secteur d'activité portant sur les salaires minima conventionnels pour l'année 2008	1428
Arrêté n° 399 CM du 11 avril 2008 rendant obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur d'activité de l'imprimerie, de la presse et de la communication de Polynésie française les dispositions de l'avenant du 21 janvier 2008 à la convention collective dudit secteur d'activité portant sur les salaires minima conventionnels pour l'année 2008	1428
Arrêté n° 400 CM du 11 avril 2008 rendant obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur d'activité de l'industrie hôtelière de Polynésie française les dispositions de l'avenant du 14 janvier 2008 à la convention collective dudit secteur d'activité portant sur les salaires minima conventionnels pour l'année 2008	1428
Arrêté n° 401 CM du 11 avril 2008 rendant obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur d'activité de l'industrie de la Polynésie française les dispositions de l'avenant du 4 février 2008 à la convention collective dudit secteur d'activité portant sur les salaires minima conventionnels pour l'année 2008	1428

ARRETES DU PRESIDENT DE LA POLYNESIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 897 PR du 8 avril 2008 portant nomination de M. Emmanuel Nauta en qualité de chef de cabinet auprès du ministre des ressources de la mer	1429
Arrêté n° 920 PR du 8 avril 2008 portant habilitation de M. Bertrand Labroy en qualité d'agent spécial de la société d'assurances Zenith Insurance Plc	1429
Arrêté n° 922 PR du 8 avril 2008 relatif à l'exercice des attributions du ministre du tourisme	1429
Arrêté n° 932 PR du 9 avril 2008 portant délégation de signature à Mme Lucie Lucas, chef du service d'aide aux populations	1430
Arrêté n° 933 PR du 9 avril 2008 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la jeunesse et des sports	1430
Arrêté n° 944 PR du 10 avril 2008 portant nomination de Mlle Nicole Sanquer en qualité de chef de cabinet auprès du ministre du tourisme	1430

Arrêté n° 965 PR du 10 avril 2008 portant nomination de M. Steven Rey en qualité de directeur de cabinet adjoint auprès du ministre de la culture et de l'artisanat.	1431
---	------

**Ministère de l'économie et des finances, de l'industrie, du commerce,
des petites et moyennes entreprises, et de l'énergie**

EXTRAITS

Arrêté n° 31 MEF du 7 avril 2008 portant attribution d'une subvention en faveur de l'entreprise Moorea Nautic Tours de M. Billy Ruta destinée à l'acquisition d'un bateau destiné aux transports de personnes dans le cadre du dispositif d'aide à la création ou au développement d'entreprises.	1431
--	------

Ministère des affaires foncières et du logement

Arrêté n° 8 MAP du 10 avril 2008 portant délégation de signature à M. Moetai Charles Brotherson, directeur de cabinet du ministre des affaires foncières et du logement, chargé de l'Office des postes et télécommunications et des nouvelles technologies.	1431
--	------

**Ministère de l'équipement, de l'urbanisme, des ports et aéroports,
et des transports terrestres**

Arrêté n° 70 MET du 9 avril 2008 portant délégation de signature à M. Jean-Christophe Shigetomi, directeur de l'aviation civile (DAC)	1432
---	------

EXTRAITS

Arrêté n° 16 MET du 7 avril 2008 portant déconsignation d'une partie de l'indemnité versée à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Taiharuru (PV 579) nécessaire à la réalisation de l'aérodrome de Niau.	1433
--	------

Arrêté n° 19 MET du 7 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à une parcelle de la terre Tehoatia-Faauraavaa 2 partie cadastrée sous la référence K 500 (plan 28) nécessaire à la réalisation de la troisième entrée est de Papeete dans la commune de Arue entre le carrefour de Erima et le carrefour du bowling	1433
--	------

Arrêté n° 20 MET du 7 avril 2008 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Atihania nécessaire à la réalisation d'un stade à Afareaitu dans la commune de Moorea-Maiao.	1433
---	------

Arrêté n° 21 MET du 7 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 421 (plan 28) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes	1433
--	------

Arrêté n° 22 MET du 7 avril 2008 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée AB 41 nécessaire au centre administratif de Mataura à Tubuai. ...	1433
---	------

Arrêté n° 26 MET du 8 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 310 (plan 12) et PV 419 (plan 26) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes	1433
--	------

Arrêté n° 27 MET du 8 avril 2008 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée AB 41 nécessaire au centre administratif de Mataura à Tubuai. ...	1433
---	------

Arrêté n° 28 MET du 8 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 421 (plan 28) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes	1433
--	------

Arrêté n° 30 MET du 8 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 310 (plan 12) et PV 419 (plan 26) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes	1433
--	------

Arrêté n° 31 MET du 8 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 310 (plan 12) et PV 419 (plan 26) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes	1434
--	------

Arrêté n° 32 MET du 8 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 416 (plan 23) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes	1434
--	------

Arrêté n° 33 MET du 8 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée Huaairu 1 (plan 14) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes	1434
Arrêté n° 34 MET du 8 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 416 (plan 43) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes.....	1434
Arrêté n° 36 MET du 8 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes	1434
Arrêté n° 37 MET du 8 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes	1434
Arrêté n° 38 MET du 8 avril 2008 portant modification de l'arrêté n° 527 MET du 30 janvier 2008 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations concernant les terres Tetahunameko (plan 3), Geogeo (plan 6), Pauaho (plan 7), Rahuigaeheehe (plan 18), Moturoa (plan 20), Gatitagihia (plan 22), Tepagagie (plan 40), Koparamatua (plan 43) et Tevainakare (plan 58) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Raroia	1434
Arrêté n° 39 MET du 9 avril 2008 portant déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations concernant les terres Tetahunameko (plan 3), Geogeo (plan 6), Rahuigaeheehe ou Pauhugaeheehe (plan 18), Moturoa (plan 20) et Koparamatua (plan 43) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Raroia	1434
Arrêté n° 40 MET du 9 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes.	1435
Arrêté n° 41 MET du 9 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes.....	1435
Arrêté n° 42 MET du 9 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes.....	1435
Arrêté n° 43 MET du 9 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes.....	1435
Arrêté n° 44 MET du 9 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes.....	1435
Arrêté n° 45 MET du 9 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes.	1435
Arrêté n° 46 MET du 9 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes.	1435
Arrêté n° 47 MET du 9 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes.	1436
Arrêté n° 48 MET du 9 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 414 (plan 46) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes.....	1436
Arrêté n° 49 MET du 9 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 427 (plan 30) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes	1436

Arrêté n° 50 MET du 9 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes	1436
Arrêté n° 51 MET du 9 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes.	1436
Arrêté n° 52 MET du 9 avril 2008 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée AB 41 nécessaire au centre administratif de Mataura à Tubuai ...	1436
Arrêté n° 53 MET du 9 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes	1436
Arrêté n° 54 MET du 9 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes.	1437
Arrêté n° 55 MET du 9 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes.	1437
Arrêté n° 56 MET du 9 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes.	1437
Arrêté n° 57 MET du 9 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes.	1437
Arrêté n° 58 MET du 9 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes	1437
Arrêté n° 59 MET du 9 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 299 (plan 1) et PV 313 (plan 15) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes	1437
Arrêté n° 60 MET du 9 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 301 (plan 3), PV 309 (plan 11), PV 317 (plan 18) et PV 1139 (plan 41) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes.....	1437
Arrêté n° 61 MET du 9 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 1161 (plan 47) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes.	1438
Arrêté n° 62 MET du 9 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 302 (plan 4) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes.	1438
Arrêté n° 63 MET du 9 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 305 (plan 7) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes.....	1438
Arrêté n° 64 MET du 9 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 301 (plan 3), PV 309 (plan 11), PV 317 (plan 18) et PV 1139 (plan 41) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes.....	1438
Arrêté n° 65 MET du 9 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 1161 (plan 47) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes.	1438
Arrêté n° 66 MET du 9 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 1161 (plan 47) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes.	1438

Arrêté n° 67 MET du 9 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 421 (plan 28) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes.	1438
Arrêté n° 68 MET du 9 avril 2008 portant déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Tefakatokiga n° 6 et Tefakatokiga n° 7 nécessaires à la construction de l'aérodrome de Fakarava (archipel des Tuamotu).	1438
Arrêté n° 69 MET du 9 avril 2008 portant déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la parcelle de terre Tegarara repérée sous le plan n° 14 nécessaire à la réalisation des travaux d'extension de l'aérodrome de Anaa.	1438
Arrêté n° 71 MET du 10 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 414 (plan 46) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes.	1439
Arrêté n° 72 MET du 10 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 427 (plan 30) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes.	1439
Arrêté n° 73 MET du 10 avril 2008 portant déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Oanini 6 et Marutaka 2 nécessaires à la construction de l'aérodrome de Fangatau.	1439
Arrêté n° 74 MET du 10 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 301 (plan 3), PV 309 (plan 11), PV 317 (plan 18) et PV 1139 (plan 41) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes.	1439
Arrêté n° 75 MET du 10 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 301 (plan 3), PV 309 (plan 11), PV 317 (plan 18) et PV 1139 (plan 41) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes.	1439
Arrêté n° 76 MET du 10 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 299 (plan 1) et PV 313 (plan 15) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes.	1439
Arrêté n° 77 MET du 10 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 299 (plan 1) et PV 313 (plan 15) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes.	1439
Arrêté n° 78 MET du 10 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 307 (plan 9) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes.	1439
Arrêté n° 79 MET du 10 avril 2008 portant déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Tautearofoa, Fakatorohuga et Kumegapoti nécessaires à la construction de l'aérodrome de Tureia.	1440
Arrêté n° 80 MET du 10 avril 2008 portant déconsignation d'une partie de l'indemnité versée à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Motuohua nécessaire à la réalisation de l'aérodrome de Apataki.	1440
Arrêté n° 81 MET du 10 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 1161 (plan 47) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes.	1440
Arrêté n° 82 MET du 10 avril 2008 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 1161 (plan 47) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes.	1440
Ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche	
Arrêté n° 9 MEE du 8 avril 2008 portant sur la composition du conseil d'administration du Groupement des établissements de Polynésie pour la formation continue (GREPFOC).	1440
Arrêté n° 10 MEE du 9 avril 2008 portant délégation de signature du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme, à Mme Maeva Salmon, déléguée de la Polynésie française.	1441

Ministère des ressources de la mer**EXTRAITS**

Arrêté n° 5 MER du 10 avril 2008 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mlle Reiono Léonne Teaurua (exploitante n° 304), sis aux Gambier, commune des Gambier	1442
Arrêté n° 6 MER du 10 avril 2008 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mlle Cécile Tehei (exploitante n° 333), sis aux Gambier, commune des Gambier	1442
Arrêté n° 7 MER du 10 avril 2008 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mme Romy Noélani Mahiatekura Mahuta épouse Teuapiko (exploitante n° 536), sis à Takaroa, commune de Takaroa	1442
Arrêté n° 8 MER du 10 avril 2008 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Eric Sichoix (exploitant n° 335), sis aux Gambier, commune des Gambier.	1443
Arrêté n° 9 MER du 10 avril 2008 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mme Hiriata Tearere Tania Toofa épouse Pommier (exploitante n° 269), sis à Arutua, commune de Arutua	1443
Arrêté n° 10 MER du 10 avril 2008 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Yves Tuaihi Teihoarii (exploitante n° 267), sis à Arutua, commune de Arutua	1443
Arrêté n° 11 MER du 10 avril 2008 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Bernard Tuarue (exploitant n° 137), sis à Makemo, commune de Makemo.	1443
Arrêté n° 12 MER du 10 avril 2008 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Victor Tehei Sue (exploitant n° 389), sis à Ahe, commune de Manihi.	1443

Ministère de l'environnement et du développement durable

Arrêté n° 4 MED du 4 avril 2008 portant ouverture de l'enquête de commodo et incommodo n° 08-14 ENV/IC et de la consultation du public concernant l'évaluation d'impact environnementale comprise dans le dossier installation classée, dans la commune de Punaauia, dans le cadre de la demande d'autorisation formulée par la société COPA pour installer et exploiter les équipements techniques d'une usine agroalimentaire (installation classée pour la protection de l'environnement).	1444
Arrêté n° 5 MED du 4 avril 2008 portant ouverture de l'enquête de commodo et incommodo n° 08-9 ENV/IC et de la consultation du public concernant l'évaluation d'impact environnementale comprise dans le dossier installation classée, dans la commune de Hitia'a O Te Ra, dans le cadre de la demande d'autorisation formulée par l'EURL Teipora Noni pour installer et exploiter les équipements techniques d'une usine de transformation et de conservation de fruits de noni (installation classée pour la protection de l'environnement)	1444
Arrêté n° 6 MED du 4 avril 2008 portant ouverture de l'enquête de commodo et incommodo n° 08-5 ENV/IC, dans la commune de Papeete, dans le cadre de la demande d'autorisation formulée par la SAS Océanie Pneus Auto Service pour exploiter un stockage de pneus (installation classée pour la protection de l'environnement).	1445
Arrêté n° 7 MED du 7 avril 2008 autorisant la CCISM à installer et à exploiter un hangar abritant des stockages de liquides inflammables, sis dans la commune de Papeete (établissement de la première classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits)	1446
Arrêté n° 8 MED du 7 avril 2008 autorisant la société Comptoir polynésien import export "COPIE" à installer et à exploiter les équipements techniques et les entrepôts de matériaux de construction de son entreprise, sis dans la commune de Papara (établissement de la première classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits).	1450
Arrêté n° 9 MED du 7 avril 2008 autorisant la SARL CFAB à installer et à exploiter un hangar de stockage dans la commune de Papeete (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits)	1455
Arrêté n° 10 MED du 7 avril 2008 autorisant la Société d'investissements de Polynésie (SIP) à installer et à exploiter les équipements de l'hôtel Four Seasons, dans la commune de Bora Bora (établissement de la première classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits).	1460

Arrêté n° 11 MED du 7 avril 2008 autorisant la société SAS Limonaderie Singapour à exploiter les équipements techniques de son unité de production de sirop et de limonade, sise dans la commune de Papeete (établissement de la première classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits)	1471
--	------

Ministère du transport interinsulaire et de la fonction publique

EXTRAITS

Arrêté n° 29 MTF du 4 avril 2008 portant autorisation d'organiser une tombola au profit de l'association des parents d'élèves de l'enseignement libre de l'école Saint-Hilaire	1478
--	------

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Arrêté n° A 26-2008 APF/SG/SRH du 31 mars 2008 portant nomination de Mme Sylvie Varet, épouse Ariiotima, aux fonctions de chef du service des ressources humaines de l'assemblée de la Polynésie française	1478
Arrêté n° A 31-2008 APF/SG/SRH du 8 avril 2008 portant cessation des fonctions de Mme Ahya Elisabeth Mabi, épouse Ngô, en qualité de chef du service de la communication, de l'information multimédia et de l'accueil de l'assemblée de la Polynésie française	1478
Arrêté n° A 32-2008 APF/SG/SRH du 8 avril 2008 portant modification de l'arrêté n° A 33-2007 APF/SG/SRH du 3 juillet 2007 nommant les représentants de l'administration au sein des commissions administratives paritaires et du comité technique paritaire de l'assemblée de la Polynésie française	1479

ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

Modifications du règlement intérieur du Conseil économique, social et culturel adoptées le 8 avril 2008	1480
---	------

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêté n° 1-2008 PPF du 31 mars 2008 portant désignation de mandataires et délégation de signatures à la paierie de la Polynésie française	1482
Arrêté n° 2-2008 TGPG du 1er avril 2008 portant modification de mandataires et délégation de signatures à la trésorerie générale de la Polynésie française	1483

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Service de l'urbanisme.— 1° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et des Tuamotu-Gambier pour le mois de février 2008	1484
2° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Marquises pour le mois de février 2008	1487

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales	1488
Annonces diverses	1492



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

DELIBERATION n° 2008-4 APF du 10 avril 2008 portant réglementation de l'activité d'entrepreneur de véhicule de remise.

NOR : STT0702048DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée portant réglementation générale sur la police de la circulation routière et ses textes d'application ;

Vu la délibération n° 2004-65 APF du 1er juillet 2004 fixant les dates et durées des sessions ordinaires de l'assemblée de la Polynésie française pour la mandature 2004-2009 ;

Vu l'arrêté n° 1504 CM du 6 novembre 2007 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 930-2008 APF/SG du 2 avril 2008 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 115-2007 du 29 novembre 2007 de la commission des affaires économiques, du tourisme, de l'agriculture, de la mer et des transports ;

Dans sa séance du 10 avril 2008,

Adopte :

Article 1er.— L'activité d'entrepreneur de véhicule de remise est couverte par les dispositions de la présente délibération. L'exercice de l'activité d'entrepreneur de véhicule de remise est ouvert à toute personne physique ou morale ayant son siège social en Polynésie française.

TITRE Ier - L'EXPLOITATION DES VEHICULES DE REMISE

CHAPITRE 1er - Dispositions générales

Art. 2. — Définition

Les véhicules de remise sont des véhicules automobiles de louage de grand luxe, avec chauffeur, qui permettent d'effectuer, à la demande et à titre onéreux, le transport particulier des personnes et de leurs bagages.

Ils offrent aux passagers les conditions de confort, les aménagements intérieurs et la puissance réclamée pour le transport des hautes personnalités et la clientèle internationale de haut de gamme.

L'appellation "véhicule de remise" est exclusivement réservée aux véhicules répondant à la définition énoncée ci-dessus et pour lesquels une autorisation a été délivrée dans les conditions prévues par la présente délibération.

Art. 3. — Conditions relatives au véhicule

Les véhicules de remise doivent comporter au plus neuf places assises, chauffeur compris. L'aspect intérieur et extérieur de ces véhicules, ainsi que les équipements caractéristiques du niveau de la prestation offerte, dont la liste est précisée par arrêté pris en conseil des ministres, font l'objet d'un contrôle dans les conditions prévues à l'article 31 ci-après.

Les véhicules de remise doivent être des véhicules de type récent. Lors du dépôt du dossier de demande d'autorisation auprès du service chargé des transports terrestres, ils ne doivent pas avoir été mis en circulation pour la première fois depuis plus d'un an à partir de la date de leur première mise en circulation telle qu'elle est inscrite sur le récépissé de déclaration de mise en circulation.

La durée maximale d'exploitation des véhicules de remise sera fixée par arrêté pris en conseil des ministres.

Art. 4. — Signes distinctifs

Chaque véhicule de remise est obligatoirement pourvu :

- d'un macaron sur lequel sont portés le numéro de licence du véhicule et le numéro d'autorisation d'exercer la profession ;
- d'un macaron sur lequel est porté la mention "VIP".

Ces macarons sont les seuls signes distinctifs autorisés sur les véhicules de remise.

Un arrêté pris en conseil des ministres précisera la forme et l'emplacement de ces indications.

Art. 5. — *Location des véhicules de remise*

Toute location de véhicule de remise doit se faire au siège de l'entreprise propriétaire du ou des véhicules. Elle donne lieu à l'inscription sur un registre chronologique et/ou sur un carnet de bord à souches numérotées et/ou sur un programme journalier de réservation. Doivent y figurer le nom du client, la date et l'heure de la commande, le transport à effectuer et dans le cas d'un encaissement direct, le prix de la prestation.

Le registre chronologique, le carnet de bord à souches numérotées et le programme journalier de réservation doivent être présentés à toute réquisition.

Si le transport est inclus dans une prestation globale de voyage payée par le client à un opérateur extérieur, l'entrepreneur de véhicule de remise doit être en mesure de fournir sur demande du client, un bon de transport sur lequel figurent le nom du client, la date et l'heure de la commande, ainsi que le transport effectué.

Chaque véhicule doit avoir à son bord au moment où il arrive sur les lieux pour prendre en charge le client :

- une copie du programme journalier de réservation avec le tampon de la société dans le cas où le transport est inclus dans une prestation globale de voyage ;
- le carnet à souches portant obligatoirement les mentions figurant à l'alinéa premier dans le cas où la réservation est effectuée directement par le client, donnant lieu à un encaissement direct.

Le carnet de bord à souches numérotées est composé de deux volets reprenant chacun les mentions citées à l'alinéa premier et qui sont respectivement destinées à l'entreprise et au client.

Le conseil des ministres fixera, par arrêté, le modèle du carnet de bord ainsi que les modalités de son utilisation et de sa conservation.

Art. 6. — *Tarification*

Le seuil minimal de la tarification applicable est fixé par arrêté en conseil des ministres.

Ces tarifs doivent faire l'objet d'un dépôt au service chargé des affaires économiques.

Les entrepreneurs de véhicule de remise doivent fournir une copie des tarifs ainsi déposés auprès du service chargé des transports terrestres.

Au-delà de ce seuil minimal, les conditions tarifaires des prestations assurées par les véhicules de remise sont librement fixées à l'avance entre les parties.

CHAPITRE 2 - *Conditions d'exercice*

Art. 7. — *Certificat de capacité à la conduite des véhicules de remise*

Le véhicule de remise est conduit obligatoirement par un chauffeur titulaire d'un certificat de capacité délivré par le ministre chargé des transports terrestres.

Art. 8. — *Accès à la profession*

L'exercice de la profession d'entrepreneur de véhicule de remise est subordonné à l'obtention d'une autorisation délivrée par le ministre chargé des transports terrestres, dans les conditions prévues aux articles 22 et 23 ci-après, délivrée à titre personnel ou dans le cadre d'une personne morale régulièrement constituée.

L'autorisation d'exercer la profession d'entrepreneur de véhicule de remise est délivrée pour une île déterminée sans condition de durée, sous réserve d'un exercice continu de la profession, exception faite des dispositions prévues aux alinéas 4 et 7 de l'article 11 ci-après.

Cette autorisation détermine le nombre de licences de véhicules de remise qui peuvent être exploitées. Les licences sont accordées pour des véhicules déterminés.

Les entrepreneurs employant des chauffeurs de véhicules de remise devront fournir, avant le 31 janvier de l'année $n + 1$, une attestation de déclaration de salaire et de main-d'œuvre délivrée par la Caisse de prévoyance sociale, au service chargé des transports terrestres pour chacun de leurs salariés, sur l'année n .

La délivrance de l'autorisation est refusée dès lors que la personne physique ou le représentant légal de la personne morale ne remplit pas les conditions d'honorabilité et de capacité financière.

Art. 9. — *Conditions d'honorabilité*

L'autorisation est refusée dès lors que la personne physique ou le représentant légal de la personne morale ne répond pas aux conditions prévues à l'article 23 de la présente délibération.

Art. 10. — *Conditions de capacité financière*

L'autorisation est refusée dès lors que la personne physique ou le représentant légal de la personne morale ne remplit pas les conditions de capacité financière suivantes :

- soit disposer d'un capital et de réserves d'une valeur au moins égale à 500 000 F CFP par véhicule. Les véhicules pris en compte sont ceux présentés dans la demande d'autorisation ;
- soit disposer d'une garantie bancaire ou de tout autre moyen de garantie pour une valeur équivalente.

Art. 11. — *Délivrance et exploitation des licences de véhicules de remise*

Le ou les véhicules mis en exploitation doivent appartenir en propre au titulaire de la ou des licences qui lui ont été attribuées. Le titulaire de l'autorisation et des licences doit assurer une exploitation effective et continue du ou des véhicules de remise, personnellement ou dans le cadre d'une personne morale régulièrement constituée.

La licence de véhicule de remise est délivrée par le ministre chargé des transports terrestres. Chaque licence est accordée pour l'exploitation du véhicule proposé dans la demande d'autorisation. Elle exclut l'utilisation du véhicule pour toute autre activité de transport onéreux de passagers.

Les titulaires d'une autorisation d'exercer la profession d'entrepreneur de véhicule de remise disposent d'un délai maximal de huit mois pour mettre en service le nombre total de licences que l'autorisation a accordé, sous peine de retrait des licences non utilisées.

L'exploitation du véhicule pour lequel une licence a été délivrée peut être suspendue pour une durée maximale de dix-huit mois sur déclaration du titulaire auprès du service chargé des transports terrestres.

En cas de suspension non déclarée, la licence est retirée après six mois de cessation d'activité.

Le service chargé des transports terrestres met en œuvre la procédure de retrait des licences après mise en demeure de l'intéressé.

Toutefois, en cas de maladie et sur présentation d'un certificat médical justifiant d'un arrêt maladie, le titulaire de l'autorisation peut se faire remplacer temporairement par un tiers pour une période maximale de trois mois. Le remplaçant devra remplir les conditions requises pour pouvoir conduire un véhicule de remise. Le service chargé des transports terrestres qui en instruit la demande délivrera alors une attestation provisoire autorisant le chauffeur à exploiter la licence pour le compte du titulaire.

Art. 12.— *Transfert de l'autorisation et des licences*

Les autorisations et licences sont personnelles.

Nonobstant le paragraphe précédent, les titulaires d'autorisations et de licences peuvent en cas de cessation d'activité et à condition d'avoir assuré une exploitation effective et continue du ou des véhicules de remise, personnellement ou dans le cadre d'une personne morale régulièrement constituée pendant cinq ans au moins, ou en ce qui concerne une personne morale régulièrement constituée, en cas de fusion, scission, redressement ou liquidation judiciaire, solliciter l'autorisation du ministre chargé des transports terrestres pour transférer l'autorisation et la ou les licences qui y sont rattachées.

De même, en cas de décès du titulaire de l'autorisation, ses ayants droit (conjoint et enfants) bénéficient de la faculté de présentation d'un successeur de leur choix pendant un délai de un an à compter du décès du titulaire.

Le candidat ou successeur présenté doit dans tous les cas remplir les conditions d'accès à la profession requises par la présente délibération pour l'exercice de cette activité et doit déposer un dossier de demande au service chargé des transports terrestres.

Ce transfert de l'autorisation et de la ou des licences qui y sont rattachées requiert l'accord préalable du ministre chargé des transports terrestres dans les conditions des articles 22 et suivants de la présente délibération.

Art. 13.— *Conditions générales d'exercice de l'activité*

Le chauffeur du véhicule doit remplir les conditions prévues aux articles 7 et 29 de la présente délibération.

La licence permet l'exploitation d'un seul véhicule. Toutefois, en cas de panne de ce véhicule, le titulaire de la licence peut présenter un véhicule de remplacement au service chargé des transports terrestres qui instruit la demande et délivre, le cas échéant, une carte violette provisoire d'une validité maximale de 6 mois non renouvelable.

Le véhicule doit remplir les conditions prévues par la présente délibération, sans pour autant appartenir au titulaire de l'autorisation et de la ou des licences qui y sont rattachées.

La durée de validité ainsi que le modèle de carte violette provisoire seront fixés par arrêté en conseil des ministres.

CHAPITRE 3 - *Conditions d'exécution de la prestation de transport par véhicules de remise*

Art. 14.— *Tenue vestimentaire*

Le chauffeur du véhicule doit porter, lors de l'exécution de son service, une tenue adaptée à la qualité de la prestation offerte. Le port du débardeur et de sandales formées de semelles et de brides en V ("savates") est interdit.

Art. 15.— *Interdictions générales*

Les véhicules de remise ne peuvent :

- ni stationner sur la voie publique, dans l'attente de la clientèle, s'ils n'ont pas fait l'objet d'une location préalable ;
- ni être loués à la place ;
- ni circuler en quête de clients.

TITRE II - REGLES DE PROCEDURE

CHAPITRE 1er - *Le comité consultatif et la commission de discipline*

Art. 16.— *Le comité consultatif*

Il est institué un comité consultatif chargé de formuler, sur demande du ministre chargé des transports terrestres, des avis sur les questions d'organisation et de fonctionnement relatives à la profession d'entrepreneur de véhicules de remise.

Le comité consultatif peut également être consulté sur les problèmes relatifs à la politique du transport de personnes dans le ressort de sa compétence.

Le comité consultatif est présidé par le ministre chargé des transports terrestres.

Le comité consultatif comprend, en nombre égal, des représentants de l'administration et des représentants des organisations professionnelles d'entrepreneurs de véhicules de remise. Ces représentants siègent avec voix délibératives.

Un représentant, ou son suppléant, désignés par l'assemblée de la Polynésie française parmi les membres de la

commission en charge des transports, participe de droit, avec voix consultative, aux travaux du comité consultatif.

Deux représentants des consommateurs des îles du Vent sont associés aux travaux du comité consultatif, avec voix consultatives.

Des personnalités compétentes dans le domaine du transport public de personnes peuvent également être associées aux travaux du comité consultatif, avec voix consultatives.

La composition du comité est précisée par un arrêté en conseil des ministres.

Les membres du comité consultatif et leurs suppléants sont désignés par arrêté du ministre chargé des transports terrestres sur proposition des organisations professionnelles et des associations de consommateurs pour ce qui concerne respectivement la désignation des représentants des organisations professionnelles d'entrepreneurs de véhicules de remise et la désignation des représentants des usagers.

La durée du mandat des membres du comité consultatif est de trois ans.

En cas de décès, de retrait de l'autorisation administrative, de démission ou de perte de mandat en tant que représentant syndical et/ou d'une organisation professionnelle ou d'une association de consommateurs d'un membre du comité consultatif en cours de mandat, son suppléant désigné ou, à défaut, son remplaçant, siège pour la durée restante du mandat à courir.

Les avis du comité consultatif sont rendus en séance plénière. Les avis sont pris à la majorité des membres et, en cas de partage, la voix du président du comité consultatif est prépondérante.

Les membres du comité consultatif sont convoqués par le ministre chargé des transports terrestres. Ils reçoivent au moins sept jours avant la date de réunion, une convocation écrite portant l'ordre du jour et, éventuellement, les documents nécessaires à l'examen des affaires qui y sont inscrites.

Le quorum est atteint lorsque la moitié au moins du nombre des membres est présente. Lorsque le quorum n'est pas atteint sur un ordre du jour donné, le comité consultatif peut être convoqué en séance plénière sur le même ordre du jour dans un délai de 48 heures. Il délibère alors quel que soit le nombre de membres présents.

Le procès-verbal indique le nom et la qualité des membres présents, les questions traitées et les avis donnés au cours de la séance. Tout membre du comité consultatif peut demander qu'il y soit fait mention de son désaccord avec la majorité.

Le procès-verbal est transmis à l'autorité compétente.

Le secrétariat du comité consultatif est assuré par le service chargé des transports terrestres.

Art. 17. — *La commission de discipline*

Il est institué une commission de discipline chargée de prononcer les sanctions relevant des infractions des 1^{re} et 2^e catégories.

Elle est chargée d'émettre un avis sur les infractions relevant de la 3^e catégorie.

Elle est composée du :

- ministre chargé des transports terrestres ou son représentant, *président* ;
- chef du service des affaires administratives ou son représentant ;
- chef du service chargé de la traduction et de l'interprétariat ou son représentant ;
- chef du service chargé du tourisme ou son représentant.

La commission de discipline pourra inviter à participer à ses séances, à titre consultatif et après autorisation du haut-commissaire de la République en Polynésie française :

- un représentant de la gendarmerie nationale ;
- un représentant des polices urbaines.

Le secrétariat de la commission de discipline est assuré par le service chargé des transports terrestres.

CHAPITRE 2 - *Attribution des certificats de capacité*

Art. 18. — *Procédure d'attribution des certificats de capacité*

Le certificat de capacité est délivré par le ministre chargé des transports terrestres pour une île déterminée, aux candidats ayant réussi à un examen comportant des épreuves écrites d'admissibilité et une épreuve orale d'admission.

Les épreuves écrites d'admissibilité comportent :

- un questionnaire portant sur les règles applicables à l'activité ;
- un questionnaire portant sur le code de la route ;
- un questionnaire portant sur les connaissances générales du tourisme en Polynésie française ;
- un questionnaire portant sur les connaissances spécifiques de l'île concernée.

L'épreuve orale d'admission comporte :

- une épreuve orale de connaissances générales ;
- une mise en situation réelle du candidat afin d'évaluer son comportement face au client ;
- une conversation en français, tahitien et anglais.

Nul ne peut se présenter à l'épreuve orale d'admission s'il n'a pas été déclaré admissible aux épreuves écrites.

Les candidats déjà titulaires d'un certificat de capacité pour une île déterminée et souhaitant obtenir celui pour une autre île sont dispensés des épreuves écrites à l'exception de celle portant sur les connaissances spécifiques de l'île concernée, sous réserve d'avoir obtenu le certificat de capacité depuis moins de deux ans à compter de sa délivrance.

Un arrêté en conseil des ministres fixe la nature, le programme et le coefficient des épreuves.

Le modèle du certificat de capacité sera précisé par arrêté pris en conseil des ministres.

Art. 19.— *Pièces à fournir*

Toute personne désirant se présenter aux épreuves de l'examen du certificat de capacité doit adresser au service chargé des transports terrestres une demande d'inscription à laquelle sont jointes les pièces suivantes :

- une photocopie du permis de conduire ;
- un document justifiant leur identité ;
- un certificat médical d'aptitude, délivré dans les conditions prévues à l'article 140 de la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée susvisée datant de moins de 6 mois à la date de dépôt du dossier ;
- un extrait n° 3 du casier judiciaire datant de moins de trois mois à la date de dépôt du dossier ;
- quatre photos d'identité ;
- quatre enveloppes timbrées au tarif en vigueur libellées à l'adresse du candidat ;
- une copie du ou des certificats de capacité déjà obtenus en vue de bénéficier de la dispense prévue à l'article 18.

Tout dossier incomplet sera rejeté.

Le ministre chargé des transports terrestres fixe par arrêté la date de l'examen du certificat de capacité qui se déroulera au moins deux mois après sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 20.— Un jury choisit les sujets, fixe la liste des candidats admis à se présenter et celle des reçus, et fait office de jury d'examen lors de l'épreuve d'interrogation orale.

Il est composé comme suit :

- ministre chargé des transports terrestres ou son représentant, *président* ;
- chef du service chargé des affaires administratives ou son représentant ;
- chef du service chargé de la traduction et de l'interprétariat ou son représentant ;
- chef du service chargé du tourisme ou son représentant.

Art. 21.— Nul ne peut se présenter à l'examen du certificat de capacité lorsqu'il a fait l'objet d'une condamnation définitive mentionnée au casier judiciaire pour l'un des délits définis aux articles 247, 254, 269 et 282 de la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée susvisée, ou d'une condamnation à une peine d'au moins trois mois fermes d'emprisonnement pour vol, escroquerie, abus de confiance, outrage public à la pudeur, infraction à la législation en matière de stupéfiants, ou d'une condamnation pour atteinte volontaire à l'intégrité de la personne ou pour proxénétisme.

CHAPITRE 3 - *Attribution des autorisations et des licences*

Art. 22.— *Procédure d'attribution des autorisations et des licences*

La décision visée à l'article 8 est prise par le ministre chargé des transports terrestres.

Art. 23.— *Demandes d'autorisations*

Quiconque souhaite exercer la profession d'entrepreneur de véhicule de remise doit en faire la demande écrite au service chargé des transports terrestres, qui instruit le dossier. Dans le cadre de cette instruction, l'avis du service chargé du tourisme sera obligatoirement requis.

La personne physique ou le représentant légal de la personne morale ne doit pas avoir fait l'objet :

- soit d'une condamnation définitive mentionnée au bulletin n° 3 de son casier judiciaire entraînant une interdiction d'exercer une profession commerciale ou industrielle ;
- soit d'une des condamnations définitives mentionnée au bulletin n° 3 de son casier judiciaire pour l'un des délits définis à l'article 1er de la loi n° 95-97 du 1er février 1995 ou aux articles 247, 254, 269 et 282 de la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée susvisée, ou d'une condamnation à une peine d'emprisonnement avec ou sans sursis pour vol, escroquerie, abus de confiance ou pour l'un des crimes ou délits visés aux articles 222-1 à 222-51 du code pénal ;
- soit d'une condamnation définitive mentionnée au bulletin n° 3 du casier judiciaire relative aux règles applicables en matière de droit du travail.

Toute demande doit comporter notamment les renseignements suivants :

- état civil, 4 photos d'identité, un extrait n° 3 du casier judiciaire datant de moins de trois mois à compter de la date de dépôt du dossier ;
- profession habituelle, références professionnelles, déclaration sur l'honneur de l'inscription au registre du commerce et des sociétés dans la profession concernée ;
- statuts pour les personnes morales.

Les demandes d'autorisations d'exercer l'activité d'entrepreneur de véhicule de remise doivent comprendre, en outre, des renseignements relatifs aux véhicules pour lesquels des licences sont demandées, ainsi que le dépôt des tarifs envisagés.

Art. 24.— *Conditions de mise en exploitation des licences*

Pour mettre en exploitation la ou les licences de véhicule de remise, le titulaire d'une autorisation doit présenter au service chargé des transports terrestres, qui instruit le dossier, un véhicule conforme à celui pour lequel la licence a été accordée, et fournir notamment les renseignements suivants :

- l'autorisation d'exercer la profession d'entrepreneur de véhicule de remise ;
- les pièces relatives à la propriété du véhicule ;
- la photocopie du ou des permis de conduire du ou des chauffeurs ;
- un extrait n° 3 du casier judiciaire datant de moins de trois mois ou document équivalent dans le cas d'un ressortissant étranger sous réserve d'une traduction effectuée par un interprète assermenté près les tribunaux, à la date de dépôt du dossier du chauffeur.

CHAPITRE 4 - *La procédure disciplinaire*

Art. 25.— *Procédure disciplinaire*

En cas d'infraction(s) aux dispositions de la présente délibération, le président de la commission de discipline ou son représentant communique à la personne mise en cause la nature des infractions constatées, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par remise au destinataire, contre émargement du registre des convocations.

La lettre doit indiquer les délais de convocation, qui sont d'au moins quinze jours pour les résidents des îles du Vent et d'au moins un mois dans tous les autres cas. Elle précise également où le dossier peut être consulté par la personne concernée ou son représentant.

Une copie de cette correspondance est adressée aux membres de la commission de discipline.

La personne mise en cause doit être entendue. Toutefois, elle peut présenter sa défense par écrit si elle est dans l'impossibilité de répondre à la convocation. L'intéressé peut se faire assister ou représenter par une personne de son choix. Il peut faire appel à témoin(s).

La commission de discipline entend toute personne susceptible de l'aider dans la recherche de la vérité.

Les membres de la commission de discipline sont convoqués par le président de la commission par lettre recommandée avec accusé de réception ou par lettre remise au destinataire contre émargement du registre des convocations au minimum quinze jours avant la date de la réunion. La lettre de convocation comprend l'ordre du jour et la correspondance adressée à la personne mise en cause.

Le quorum est atteint lorsque la moitié des membres est présente.

La commission de discipline délibère à huis clos, à la majorité des membres.

La sanction administrative est signifiée à la personne mise en cause par lettre recommandée avec accusé de réception ou par lettre remise à la personne contre émargement du registre.

Dans le cas où la personne mise en cause est un salarié titulaire du certificat de capacité, une copie de la décision portant sanction administrative sera notifiée à son employeur.

Peuvent être sanctionnées par défaut, les personnes qui :

- ont manifesté, de manière explicite, leur refus de comparaître qui se traduit notamment par toute absence volontaire ou le refus de la correspondance ;
- ont manifesté leur accord explicite, sur les faits qui leur sont reprochés.

Art. 26. — *Infractions*

Les infractions relevant de la commission de discipline sont les suivantes :

- infractions de 1re catégorie :
 - tenue vestimentaire non conforme à l'article 14 de la présente délibération ;
 - démarchage d'articles auprès des clients ;
 - non-respect des dispositions édictées à l'article 15 de la présente délibération ;
 - consommation de tabac à l'intérieur du véhicule.
- infractions de 2e catégorie :
 - dépassement des tarifs déposés et/ou affichés ;
 - refus de présentation des documents réglementaires aux agents de l'administration ou de la force publique ;

- non-présentation de l'attestation de déclaration de salaire et main-d'œuvre délivrée par la Caisse de prévoyance sociale, prévue à l'article 8 de la présente délibération.

- infractions de 3e catégorie :
 - tenue vestimentaire indécente ;
 - attitude ou propos injurieux vis-à-vis des clients et des agents de la force publique ou de l'administration ;
 - rabattage ou racolage de client ;
 - conduite du véhicule par un conducteur non titulaire du certificat de capacité ;
 - exercice de l'activité sans autorisation administrative relative à la circulation du véhicule ;
 - suspension non déclarée de l'activité ;
 - consommation d'alcool et état d'ébriété pendant l'exécution de la prestation de transport.

Art. 27. — *Sanctions*

La commission de discipline prononce les sanctions relevant des infractions des 1re et 2e catégories.

Les infractions de la 1re catégorie sont passibles d'un avertissement et les infractions de la 2e catégorie d'un blâme.

En cas de récidive aux infractions des 1re et 2e catégorie, la sanction immédiatement supérieure est applicable.

Les infractions de la 3e catégorie sont passibles du retrait de la licence ou du certificat de capacité ou des deux pour une période d'un mois. La décision appartient à l'autorité ayant délivré l'autorisation et/ou la ou les licences, ou le certificat de capacité.

La récidive à une infraction de 3e catégorie est passible, une première fois, du retrait de la licence ou du certificat de capacité ou des deux pour une période de trois mois et, la seconde fois, du retrait définitif de la licence ou du certificat de capacité ou des deux. La décision appartient à l'autorité ayant délivré l'autorisation et/ou la ou les licences ou le certificat de capacité.

Le retrait définitif de toutes les licences accordées au titulaire d'une autorisation d'exercer la profession d'entrepreneur de véhicule de remise entraîne automatiquement le retrait de cette autorisation. La décision appartient à l'autorité ayant délivré l'autorisation et/ou la ou les licences ou le certificat de capacité.

Selon la nature et les circonstances d'exécution de la faute, la sanction concerne l'entrepreneur ou le chauffeur ou les deux solidairement.

Le ministre chargé des transports terrestres prononce le retrait définitif de la licence, de l'autorisation ou du certificat de capacité ou des deux pour des fautes constitutives de crimes ou de délits, lorsqu'elles sont liées à l'activité d'entrepreneur de véhicule de remise.

Les dispositions prévues aux deux alinéas précédents sont applicables à tout entrepreneur de véhicule de remise lorsque ce dernier tombe sous le coup d'une condamnation visée aux articles 21 et 23 ci-dessus.

CHAPITRE 5 - Mesures diverses

Art. 28. — Visite médicale

Les titulaires du certificat de capacité à la conduite des véhicules de remise sont soumis aux visites médicales, périodiques et/ou occasionnelles, prévues à l'article 136 de la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée susvisée.

En cas d'infirmité affectant les réflexes, la vue, le système auditif et les membres inférieurs ou supérieurs, le certificat de capacité peut être retiré définitivement par le ministre chargé des transports terrestres, après avis de la commission médicale prévue à l'article 136 sus-cité.

La reprise de l'activité du conducteur qui a été reconnu provisoirement inapte à la conduite, est subordonnée à un contrôle médical d'aptitude, dans les conditions prévues à l'article 136 sus-cité.

Art. 29. — Assurances

La délivrance de l'autorisation de mise en circulation des véhicules de remise par le service chargé des transports terrestres est subordonnée à la présentation d'un contrat d'assurances, conclu auprès d'une compagnie d'assurances disposant d'une agence en Polynésie française.

Le contrat en cours de validité doit couvrir le transport onéreux de passagers.

En outre, il doit couvrir la responsabilité civile du propriétaire du véhicule et du chauffeur, ainsi que la réparation des dommages corporels et matériels des personnes transportées.

Un contrat en cours de validité doit être présenté à chaque visite technique.

Art. 30. — Contrôle technique

Les véhicules concernés par les dispositions de la présente délibération sont soumis aux dispositions des articles 145 à 147 de la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée susvisée relatives à l'autorisation de mise en circulation et aux visites administratives des véhicules automobiles affectés au transport de personnes et de marchandises.

Ces véhicules sont également soumis semestriellement à un contrôle de qualité destiné à vérifier l'état général intérieur et extérieur des véhicules. Il n'exonère pas le propriétaire de maintenir en bon état général son véhicule ainsi que les équipements relatifs à la qualité des prestations offertes. Le manquement à ces obligations pourra être constaté à tout moment par les agents habilités par le service chargé des transports terrestres.

Un arrêté en conseil des ministres fixe les modalités de ce contrôle de qualité.

Tout véhicule ayant été gravement endommagé par suite d'un accident devra être présenté au contrôle technique visé au premier alinéa avant sa remise en service.

Il est prescrit, à cet effet, à la charge du demandeur, une révision totale du véhicule par un garage, justifiée par une facture, ainsi qu'un rapport de conformité du véhicule à l'exercice de la profession d'entrepreneur de véhicule de

remise, établi par un expert automobile agréé près les tribunaux. Les documents justificatifs ne devront pas être antérieurs de plus de deux mois à la date de la présentation du véhicule au contrôle technique.

Art. 31. — Equipement de communication

Les véhicules de remise peuvent être équipés d'un matériel de communication destiné à améliorer le service rendu à la clientèle et comprenant des postes d'émission - réception conformes à la réglementation en vigueur.

TITRE III - ATTRIBUTIONS DU TAVANA HAU

Art. 32. — Dans le cadre de la déconcentration administrative, le tavana hau exerce toutes les missions dévolues au service chargé des transports terrestres par la présente délibération.

Pour l'application des dispositions prévues aux articles 3, 8 à 12, 22 à 24, l'instruction des dossiers est assurée par le tavana hau, après consultation du service chargé des transports terrestres, du service chargé du tourisme et du maire de la commune concernée. Les dossiers une fois instruits par le tavana hau, sont transmis au service chargé des transports terrestres.

Pour l'application de la procédure disciplinaire prévue à l'article 25 de la présente délibération, le tavana hau procède à l'audition des personnes intéressées, instruit les dossiers et les transmet à la commission de discipline.

Les tavana hau transmettent toutes informations utiles permettant au service chargé des transports terrestres de gérer et contrôler l'activité d'entrepreneur de véhicule de remise.

Les dispositions visées à l'article 16 de la présente délibération relatives au comité consultatif ne sont pas applicables.

TITRE IV - DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 33. — Par dérogation à l'article 12, les demandes de transfert d'autorisations et de licences formulées avant l'entrée en vigueur de la présente délibération, restent valables sous réserve du respect des dispositions des articles 22 et suivants. Les demandeurs devront, conformément à la nouvelle réglementation, compléter leurs demandes de transfert d'autorisations et de licences dans les 6 mois à compter de la parution de la présente délibération au *Journal officiel* de la Polynésie française. Après ce délai de rigueur, toute demande non complétée sera réputée caduque.

Art. 34. — Par dérogation aux dispositions de l'article 3, les personnes ayant déposé une demande d'autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de véhicule de remise avant l'entrée en vigueur de la présente délibération et dont la date de première mise en circulation du véhicule présenté dans la demande excède la limite autorisée, bénéficient d'un an à compter de la publication de la présente délibération au *Journal officiel* de la Polynésie française pour présenter leur véhicule.

Le véhicule ainsi présenté devra être âgé de moins de cinq ans à compter de la date de sa première mise en circulation telle qu'elle est inscrite sur le récépissé de déclaration de mise en circulation.

Toutefois, il sera prescrit, à la charge du demandeur, une révision générale par un garage agréé par le constructeur ou par le concessionnaire automobile. Un rapport de conformité du véhicule à l'exercice de la profession d'entrepreneur de véhicule de remise devra être établi, à la charge du demandeur, par un expert automobile agréé près les tribunaux.

Les documents justificatifs ne devront pas être antérieurs de plus de deux mois à la date de présentation du véhicule au contrôle technique préalable à la mise en exploitation du véhicule.

Art. 35.— Les certificats de capacité délivrés avant l'entrée en vigueur de la présente délibération demeurent valables sous réserve du respect des conditions énoncées à l'article 28.

Art. 36.— Les infractions à la présente délibération sont constatées par voie de procès-verbal par les agents habilités à constater les infractions à la police de la circulation routière, les agents habilités du service chargé des transports terrestres et par les agents habilités de la direction de l'équipement.

Art. 37.— Quiconque exerce l'activité d'entrepreneur de véhicule de remise sans disposer des autorisations ou des licences nécessaires, est passible des sanctions prévues par l'article 433-17 du code pénal et se verra refuser l'attribution d'autorisation et de licences pour une durée de cinq ans à compter du constat de l'infraction.

Art. 38.— Les conditions d'exécution de la présente délibération sont précisées par arrêtés pris en conseil des ministres.

Art. 39.— La délibération n° 90-104 AT du 25 octobre 1990 modifiée portant réglementation des activités d'entrepreneur de taxis, de voitures de remise et de voitures de service particularisé est abrogée uniquement en ce qui concerne les dispositions relatives à l'activité d'entrepreneur de véhicule de remise.

Art. 40.— L'abrogation des textes d'application de la délibération n° 90-104 AT du 25 octobre 1990 modifiée portant réglementation des activités d'entrepreneur de taxis, de voitures de remise et de voitures de service particularisé prendra effet à mesure qu'entreront en vigueur les dispositions qui leur sont substituées.

Art. 41.— Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Minarii GALENON.

Le président,
Oscar Manutahi TEMARU.

DELIBERATION n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 portant réglementation de l'activité d'entrepreneur de taxi.

NOR : STT0702047DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée portant réglementation générale sur la police de la circulation routière et ses textes d'application ;

Vu la délibération n° 2004-65 APF du 1er juillet 2004 fixant les dates et durées des sessions ordinaires de l'assemblée de la Polynésie française pour la mandature 2004-2009 ;

Vu l'arrêté n° 1531 CM du 14 novembre 2007 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 930-2008 APF/SG du 2 avril 2008 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 116-2007 du 29 novembre 2007 de la commission des affaires économiques, du tourisme, de l'agriculture, de la mer et des transports ;

Dans sa séance du 10 avril 2008,

Adopte :

Article 1er.— L'activité d'entrepreneur de taxi est couverte par les dispositions de la présente délibération. L'exercice de l'activité d'entrepreneur de taxi est ouvert à toute personne physique ou morale ayant son siège social en Polynésie française.

TITRE Ier - L'EXPLOITATION DES TAXIS

CHAPITRE 1er - Dispositions générales

Art. 2.— Définition

L'appellation "taxi" s'applique à tout véhicule automobile :

- affecté au transport de personnes tel que défini par la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée susvisée ;
- de genre voiture particulière ;
- de carrosserie conduite intérieure ou break ;
- de trois portes minimum non compris le hayon arrière ;
- comportant neuf places assises au plus, chauffeur compris ;
- muni des équipements spéciaux visés à l'article 3 ci-après,

qui est mis avec chauffeur à la disposition du public pour effectuer, à la demande de celui-ci, et à titre onéreux, le transport particulier des personnes et de leurs bagages.

L'appellation de taxi est exclusivement réservée aux véhicules répondant à la définition énoncée ci-dessus et pour lesquels une licence a été délivrée dans les conditions prévues par la présente délibération. Toute juxtaposition de cette appellation avec d'autres vocables est interdite.

Art. 3.— Equipements et signes distinctifs

Les taxis sont obligatoirement pourvus des équipements et signes distinctifs suivants :

- une couleur extérieure de la carrosserie identique à tous les véhicules ;
- un dispositif extérieur, lumineux la nuit, portant la mention "taxi" ;
- l'indication visible de l'extérieur des numéros de la licence du véhicule et de l'autorisation d'exercer la profession ;
- l'indication des tarifs en vigueur visibles par les passagers situés à l'arrière du véhicule.

Un arrêté pris en conseil des ministres précisera les caractéristiques, l'emplacement et la forme de ces équipements.

Art. 4. — Tarification

Les taxis doivent pratiquer une tarification à la course. Il leur est interdit de pratiquer une tarification à la place.

La tarification applicable est fixée, sur proposition du ministre chargé des transports terrestres, par arrêté en conseil des ministres.

Tous les taxis doivent être constamment pourvus de la tarification applicable au lieu d'exploitation. Cette tarification sera visible en permanence à l'intérieur du véhicule et tenue à la disposition des clients. Elle ne devra jamais être cachée, ni dissimulée.

Le conseil des ministres peut également par arrêté prescrire l'usage d'équipements destinés à permettre l'indication du tarif de la course.

CHAPITRE 2 - Conditions d'exercice

Art. 5. — Certificat de capacité à la conduite des taxis

Le véhicule automobile taxi est obligatoirement conduit par un chauffeur titulaire du certificat de capacité à la conduite des taxis, délivré par le ministre chargé des transports terrestres.

Art. 6. — Accès à la profession

L'exercice de la profession d'entrepreneur de taxi est subordonné à l'obtention d'une autorisation délivrée par le ministre chargé des transports terrestres dans les conditions prévues aux articles 23 et 24 ci-après.

Cette autorisation d'exercer la profession d'entrepreneur de taxi est délivrée à titre personnel ou dans le cadre d'une personne morale régulièrement constituée, pour une île déterminée sans condition de durée sous réserve d'un exercice continu de l'activité, exception faite des dispositions prévues à l'article 8, alinéas 3 et 6.

L'autorisation détermine le nombre de licences de taxi qui peuvent être exploitées.

L'autorisation est refusée dès lors que la personne physique ou le représentant légal de la personne morale ne répond pas aux conditions prévues à l'article 24 de la présente délibération.

Les entrepreneurs employant des chauffeurs de taxis devront fournir, avant le 31 janvier de l'année $n + 1$, une attestation de déclaration de salaire et de main d'œuvre délivrée par la Caisse de prévoyance sociale, au service chargé des transports terrestres pour chacun de leurs salariés, sur la période de l'année n .

Art. 7. — Délivrance de la licence de taxi

En fonction du nombre de licences prévues par l'autorisation, le ministre chargé des transports terrestres, par arrêté, délivre les licences des véhicules présentés à l'exploitation, dans les conditions prévues à l'article 25 ci-après.

Chaque licence est accordée pour l'exploitation d'un véhicule.

Art. 8. — Exploitation des licences

Le ou les véhicules mis en exploitation doivent appartenir en propre au titulaire de la ou des licences qui lui ont été attribuées. Le titulaire de l'autorisation et des licences doit assurer une exploitation effective et continue du ou des taxis, personnellement ou dans le cadre d'une personne morale régulièrement constituée.

Les titulaires d'une autorisation d'exercer la profession d'entrepreneur de taxi disposent d'un délai maximal de six mois pour mettre en service le nombre total de licences prévu par l'autorisation, sous peine de se voir retirer les licences non exploitées.

L'exploitation du véhicule pour lequel une licence a été délivrée peut être suspendue pour une durée maximale de dix-huit mois sur déclaration du titulaire auprès du service chargé des transports terrestres.

En cas de suspension non déclarée, la licence est retirée après six mois de cessation d'activité. Ce délai court à compter de la fin de la validité du visa de la carte violette du véhicule.

Le service chargé des transports terrestres met en œuvre la procédure de retrait des licences après mise en demeure de l'intéressé dans les cas visés aux alinéas 2 et 4 du présent article.

Toutefois, en cas de maladie et sur présentation d'un certificat médical justifiant d'un arrêt maladie, le titulaire de l'autorisation peut se faire remplacer temporairement par un tiers pour une période maximale de trois mois. Le remplaçant devra remplir les conditions requises aux articles 5 et 30 de la présente délibération, pour pouvoir conduire un taxi. Le ministre chargé des transports terrestres délivrera alors une attestation provisoire autorisant le chauffeur à exploiter la licence pour le compte du titulaire.

Art. 9. — Transfert de l'autorisation et des licences

Les autorisations et licences sont personnelles.

Nonobstant le paragraphe précédent, les titulaires d'autorisations et de licences peuvent en cas de cessation d'activité et à condition d'avoir assuré une exploitation effective et continue du ou des taxis, personnellement ou dans le cadre d'une personne morale régulièrement constituée pendant 5 ans au moins, ou en ce qui concerne une personne morale régulièrement constituée, en cas de fusion, scission, redressement ou liquidation judiciaire, solliciter l'autorisation du ministre chargé des transports terrestres pour transférer l'autorisation et la ou les licences qui y sont rattachées.

De même, en cas de décès du titulaire de l'autorisation, ses ayants droit (conjoint et enfants) bénéficient de la faculté de présentation d'un successeur de leur choix pendant un délai de un an à compter du décès du titulaire.

Le candidat ou successeur présenté doit dans tous les cas remplir les conditions d'accès à la profession requises par la présente délibération pour l'exercice de cette activité et doit déposer un dossier de demande au service chargé des transports terrestres.

Ce transfert de l'autorisation et de la ou des licences qui y sont rattachées requiert l'accord préalable du ministre chargé des transports terrestres dans les conditions prévues aux articles 23 et suivants de la présente délibération.

Art. 10. — Conditions générales d'exercice de l'activité

La licence permet l'exploitation d'un seul véhicule. Toutefois, en cas de panne de ce véhicule, le titulaire de la licence peut présenter un véhicule de remplacement au service chargé des transports terrestres qui instruit la demande et délivre, le cas échéant, une carte violette provisoire d'une validité maximale de six mois non renouvelable.

Le véhicule de remplacement doit remplir les conditions prévues par la présente délibération, sans obligatoirement appartenir au titulaire de l'autorisation et de la ou des licences qui y sont rattachées.

Le chauffeur du véhicule doit remplir les conditions prévues aux articles 5 et 30 de la présente délibération.

La durée de validité, ainsi que le modèle de carte violette provisoire seront fixés par arrêté en conseil des ministres.

Art. 11. — Durée d'exploitation du véhicule

Le véhicule automobile professionnel doit être un véhicule de moins de dix ans d'âge et sa durée d'exploitation ne peut excéder dix ans à partir de la date de sa première mise en circulation telle qu'elle est inscrite sur le récépissé de déclaration de mise en circulation.

Ce délai de mise en exploitation peut être prorogé pour une période équivalente à celle de la validité de la carte violette, sans toutefois dépasser une année. Le titulaire de l'autorisation en fait la demande auprès du service chargé des transports terrestres. Cette demande peut être renouvelée chaque année.

La demande de prorogation doit être formulée au moins un mois avant la fin de la dixième année de mise en circulation du véhicule, cette dernière étant fixée à partir de la date de première mise en circulation, inscrite sur le récépissé de déclaration de mise en circulation.

A l'appui de la demande, le titulaire de l'autorisation doit présenter une carte violette en cours de validité. Le véhicule devra subir les contrôles tels que prévus à l'article 32 de la présente délibération et un contrôle de qualité à l'issue desquels pourra être prorogée la période d'exploitation du véhicule. Il sera prescrit à cet effet, à la charge du demandeur, une révision totale du véhicule par un garage agréé par le constructeur ou par le concessionnaire automobile, et justifiée par une facture. De même, le demandeur devra fournir un rapport de conformité du véhicule à l'exercice de la profession de taxi, établi par un

expert automobile agréé près les tribunaux. Les documents justificatifs ne devront pas être antérieurs de plus de deux mois à la date de fin de dixième année d'exploitation.

La durée d'exploitation du véhicule ne peut, en tout état de cause, excéder quinze ans.

CHAPITRE 3 - Conditions d'exécution de la prestation de transport par taxi

Art. 12. — Autorisation de stationnement

Les entrepreneurs de taxis doivent être titulaires d'une autorisation de stationnement sur la voie publique, dans les emplacements qui sont réservés aux taxis, dans l'attente de la clientèle.

Les autorisations sont délivrées par le maire de la commune concernée, dans l'exercice des pouvoirs de police qui lui sont reconnus par le code des communes, notamment dans son article L. 131-4.

Toutefois, elles sont délivrées par le Président de la Polynésie française à l'intérieur du domaine public territorial ou par l'autorité compétente sur le domaine public concédé ou par le propriétaire du domaine privé accueillant du public.

Les taxis occupent les places libres, selon leur ordre d'arrivée. Ils avancent au fur et à mesure des départs. Les clients doivent être pris en charge au niveau du panneau "tête de station".

Art. 13. — Prise en charge des clients

Les chauffeurs de taxi prennent en charge et conduisent leurs clients à destination par le chemin le plus court, sauf demande particulière du client. Ils s'arrêtent et déposent leurs clients selon leur demande.

Ils peuvent refuser de prendre en charge :

- des personnes pour suivre un convoi allant au pas lent ;
- des personnes dont la tenue, l'état d'ivresse, l'hygiène ou le comportement peuvent manifestement porter atteinte à leur intégrité physique, salir ou dégrader leur véhicule.

Art. 14. — Interdictions générales

A l'occasion de l'exécution de la prestation de service, il est interdit aux conducteurs de taxi :

- de prendre un nombre de personnes supérieur à celui autorisé par la réglementation ;
- de stationner, en attente de clientèle, en dehors des emplacements réservés. En cas de circonstances indépendantes de la volonté du conducteur de taxi, ce dernier devra stationner dans les emplacements indiqués par l'autorité compétente ;
- de transporter en même temps et dans le même habitacle, des personnes accompagnées par des animaux, sauf accord ;
- d'abandonner son véhicule sans raison valable sur les emplacements réservés ;
- de refuser la prise en charge des clients pendant l'exécution de leur service alors qu'ils sont libres, sous réserve des dispositions de l'article précédent ;
- de se faire accompagner d'un animal ou d'un tiers pendant le service.

Art. 15.— *Embarquement des bagages*

Les chauffeurs de taxi ne peuvent refuser l'embarquement des bagages, à l'exception de ceux dont le poids et les dimensions les rendent difficilement transportables ou sont de nature à gêner la conduite ou à compromettre la solidité, la stabilité ou l'équilibre du véhicule.

Les taxis, non équipés de galeries, n'embarquent que des bagages et colis pouvant être acceptés à la main ou dans le coffre.

Art. 16.— *Tenue vestimentaire*

Les chauffeurs de taxi en exercice doivent porter en permanence une tenue vestimentaire aux motifs polynésiens, soignée et décente, ainsi que des chaussures. Pour les chauffeurs de sexe masculin, le port du pantalon est obligatoire. Le port du débardeur et de sandales formées de semelles et de brides en V ("savates") est interdit.

TITRE II - REGLES DE PROCEDURE

CHAPITRE 1er - *Le comité consultatif et la commission de discipline*

Art. 17.— *Le comité consultatif*

Il est institué un comité consultatif chargé de formuler, sur demande du ministre chargé des transports terrestres, des avis sur les questions d'organisation et de fonctionnement relatives à la profession d'entrepreneur de taxi.

Le comité consultatif est consulté sur les demandes de délivrance des autorisations et des licences de taxi.

Le comité consultatif peut également être consulté sur les problèmes relatifs à la politique du transport de personnes ou de marchandises dans le ressort de sa compétence.

Le comité consultatif est présidé par le ministre chargé des transports terrestres.

Le comité consultatif comprend, en nombre égal, des représentants de l'administration et des représentants des catégories professionnelles concernant l'activité réglementée par la présente délibération. Ces représentants siègent avec voix délibératives.

Un représentant, ou son suppléant, désignés par l'assemblée de la Polynésie française parmi les membres de la commission en charge des transports, participe de droit, avec voix consultative, aux travaux du comité consultatif.

Deux représentants des consommateurs des îles du Vent sont associés aux travaux du comité consultatif, avec voix consultatives.

Des personnalités compétentes dans le domaine du transport public de personnes peuvent également être associées aux travaux du comité consultatif, avec voix consultatives.

La composition du comité est précisée par un arrêté en conseil des ministres.

Les membres du comité consultatif et leurs suppléants sont désignés par arrêté du ministre chargé des transports terrestres sur proposition des catégories professionnelles et des associations de consommateurs pour ce qui concerne respectivement la désignation des représentants des catégories professionnelles réglementées par la présente délibération et la désignation des représentants des consommateurs.

La durée du mandat des membres du comité consultatif est de trois ans.

En cas de décès, de retrait de l'autorisation administrative, de démission ou de perte de mandat en tant que représentant d'une catégorie professionnelle ou d'une association de consommateurs d'un membre du comité consultatif en cours de mandat, son suppléant désigné ou, à défaut, son remplaçant, siège pour la durée restante du mandat à courir.

Les avis du comité consultatif sont rendus en séance plénière. Les avis sont pris à la majorité des membres et, en cas de partage, la voix du président du comité consultatif est prépondérante.

Les membres du comité consultatif sont convoqués par le ministre chargé des transports terrestres. Ils reçoivent au moins sept jours avant la date de réunion, une convocation écrite portant l'ordre du jour et, éventuellement, les documents nécessaires à l'examen des affaires qui y sont inscrites.

Le quorum est atteint lorsque la moitié au moins du nombre des membres est présente. Lorsque le quorum n'est pas atteint sur un ordre du jour donné, le comité consultatif peut être convoqué en séance plénière sur le même ordre du jour dans un délai de 48 heures. Il délibère alors quel que soit le nombre de membres présents.

Le procès-verbal indique le nom et la qualité des membres présents, les questions traitées et les avis donnés au cours de la séance. Tout membre du comité consultatif peut demander qu'il y soit fait mention de son désaccord avec la majorité.

Le procès-verbal est transmis à l'autorité compétente.

Le secrétariat du comité consultatif est assuré par le service chargé des transports terrestres.

Art. 18.— *La commission de discipline*

Il est institué une commission de discipline chargée de prononcer les sanctions relevant des infractions des 1re et 2e catégories.

Elle est chargée d'émettre un avis sur les infractions relevant de la 3e catégorie.

Elle est composée du :

- ministre chargé des transports terrestres ou son représentant, *président* ;
- chef du service des affaires administratives ou son représentant ;
- chef du service chargé de la traduction et de l'interprétariat ou son représentant ;
- chef du service chargé du tourisme ou son représentant.

La commission de discipline pourra inviter à participer à ses séances, à titre consultatif et après autorisation du haut-commissaire de la République en Polynésie française :

- un représentant de la gendarmerie nationale ;
- un représentant des polices urbaines.

De même, la commission de discipline pourra inviter à participer à ses séances, à titre consultatif et après autorisation du maire de la commune concernée, un représentant de la police municipale.

La commission de discipline pourra inviter à participer à ses séances, à titre consultatif, une personne désignée par les représentants de la profession.

Le secrétariat de la commission de discipline est assuré par le service chargé des transports terrestres.

CHAPITRE 2 - Attribution des certificats de capacité

Art. 19.— Procédure d'attribution des certificats de capacité

Le certificat de capacité est délivré par le ministre chargé des transports terrestres pour une île déterminée, aux candidats ayant réussi à un examen comportant des épreuves écrites d'admissibilité et une épreuve orale d'admission.

Les épreuves écrites d'admissibilité comportent :

- un questionnaire portant sur les règles applicables à l'activité ;
- un questionnaire portant sur le code de la route ;
- un questionnaire portant sur les connaissances générales du tourisme en Polynésie française ;
- un questionnaire portant sur les connaissances spécifiques de l'île concernée.

L'épreuve orale d'admission comporte :

- une épreuve orale de connaissances générales au cours de laquelle a lieu une interrogation de calcul ;
- une mise en situation réelle du candidat afin d'évaluer son comportement face au client ;
- une conversation en français, tahitien et anglais.

Nul ne peut se présenter à l'épreuve orale d'admission s'il n'a pas été déclaré admissible aux épreuves écrites.

Les candidats déjà titulaires d'un certificat de capacité pour une île déterminée et souhaitant obtenir celui pour une autre île sont dispensés des épreuves écrites à l'exception de celle portant sur les connaissances spécifiques de l'île concernée, sous réserve d'avoir obtenu le certificat de capacité depuis moins de deux ans à compter de sa date de délivrance. Cette épreuve pourra notamment porter sur des noms de rues.

Un arrêté en conseil des ministres fixe la nature, le programme et le coefficient des épreuves.

Le modèle du certificat de capacité sera précisé par arrêté pris en conseil des ministres.

Art. 20.— Pièces à fournir

Toute personne désirant se présenter aux épreuves de l'examen du certificat de capacité doit adresser au service chargé des transports terrestres, une demande d'inscription à laquelle sont jointes les pièces suivantes :

- une photocopie du permis de conduire ;
- un document justifiant leur identité ;
- un certificat médical d'aptitude, délivré dans les conditions prévues à l'article 140 de la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée susvisée, datant de moins de six mois à la date de dépôt du dossier ;
- un extrait n° 3 du casier judiciaire datant de moins de trois mois à la date de dépôt du dossier ou document équivalent dans le cas d'un ressortissant étranger sous réserve d'une traduction effectuée par un interprète assermenté près les tribunaux ;
- quatre photos d'identité ;
- quatre enveloppes timbrées au tarif en vigueur libellées à l'adresse du candidat ;
- une copie du ou des certificats de capacité déjà obtenus en vue de bénéficier de la dispense prévue à l'article 19.

Tout dossier incomplet sera rejeté.

Le ministre chargé des transports terrestres fixe par arrêté la date de l'examen du certificat de capacité qui se déroulera au moins deux mois après sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 21.— Un jury choisit les sujets, fixe la liste des candidats admis à se présenter et celle des reçus, et fait office de jury d'examen lors de l'épreuve d'interrogation orale.

Il est composé comme suit :

- le ministre chargé des transports terrestres ou son représentant, *président* ;
- le chef du service chargé des affaires administratives ou son représentant ;
- le chef du service chargé de la traduction et de l'interprétariat ou son représentant ;
- le chef du service chargé du tourisme ou son représentant.

Art. 22.— Nul ne peut se présenter à l'examen du certificat de capacité lorsqu'il a fait l'objet d'une condamnation définitive mentionnée au casier judiciaire pour l'un des délits définis aux articles 247, 254, 269 et 282 de la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée susvisée, ou d'une condamnation à une peine d'au moins trois mois fermes d'emprisonnement pour vol, escroquerie, abus de confiance, outrage public à la pudeur, infraction à la législation en matière de stupéfiants, ou d'une condamnation pour atteinte volontaire à l'intégrité de la personne ou pour proxénétisme.

CHAPITRE 3 - Attribution des autorisations et des licences

Art. 23.— Procédure d'attribution des autorisations et des licences

Les décisions visées à l'article 6 sont prises par le ministre chargé des transports terrestres.

Art. 24. — Demandes d'autorisations

Quiconque souhaite exercer la profession d'entrepreneur de taxi doit en faire la demande écrite au service chargé des transports terrestres, qui instruit le dossier. Dans le cadre de cette instruction, l'avis du service chargé du tourisme sera obligatoirement requis.

La personne physique ou le représentant légal de la personne morale ne doit pas avoir fait l'objet :

- soit d'une condamnation définitive mentionnée au bulletin n° 3 de son casier judiciaire entraînant une interdiction d'exercer une profession commerciale ou industrielle ;
- soit d'une des condamnations définitives mentionnées au bulletin n° 3 de son casier judiciaire pour l'un des délits définis à l'article 1er de la loi n° 95-97 du 1er février 1995 ou aux articles 247, 254, 269 et 282 de la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée susvisée, ou d'une condamnation à une peine d'emprisonnement avec ou sans sursis pour vol, escroquerie, abus de confiance ou pour l'un des crimes ou délits visés aux articles 222-1 à 222-51 du code pénal ;
- soit d'une condamnation définitive mentionnée au bulletin n° 3 du casier judiciaire relative aux règles applicables en matière de droit du travail.

Toute demande doit comporter notamment les renseignements suivants :

- état civil, 4 photos d'identité, un extrait n° 3 du casier judiciaire datant de moins de trois mois à compter de la date de dépôt du dossier ;
- profession habituelle, références professionnelles, déclaration sur l'honneur de l'inscription au registre du commerce et des sociétés dans la profession concernée ;
- statuts pour les personnes morales.

Les demandes d'autorisations d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi doivent comprendre en outre, l'autorisation de stationnement prévue à l'article 12 de la présente délibération.

Art. 25. — Conditions de mise en exploitation des licences

Pour mettre en exploitation la ou les licences de taxi, le titulaire d'une autorisation doit présenter au service chargé des transports terrestres, qui instruit le dossier, un véhicule remplissant les conditions prévues aux articles 2 et 11, et fournir notamment les renseignements suivants :

- l'autorisation d'exercer la profession d'entrepreneur de taxi ;
- les pièces relatives à la propriété du véhicule ;
- la photocopie du ou des permis de conduire du ou des chauffeurs ;
- un extrait n° 3 du casier judiciaire datant de moins de trois mois ou document équivalent dans le cas d'un ressortissant étranger sous réserve d'une traduction effectuée par un interprète assermenté près les tribunaux, à la date de dépôt du dossier du chauffeur.

CHAPITRE 4 - La procédure disciplinaire

Art. 26. — Procédure disciplinaire

En cas d'infraction(s) aux dispositions de la présente délibération, le président de la commission de discipline ou

son représentant communique à la personne mise en cause la nature des infractions constatées, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par remise au destinataire, contre émargement du registre des convocations.

La lettre doit indiquer les délais de convocation, qui sont d'au moins quinze jours pour les résidents des îles du Vent et d'au moins un mois dans tous les autres cas. Elle précise également où le dossier peut être consulté par la personne concernée ou son représentant.

Une copie de cette correspondance est adressée aux membres de la commission de discipline.

La personne mise en cause doit être entendue. Toutefois, elle peut présenter sa défense par écrit si elle est dans l'impossibilité de répondre à la convocation. L'intéressé peut se faire assister ou représenter par une personne de son choix. Il peut faire appel à témoin(s).

La commission de discipline entend toute personne susceptible de l'aider dans la recherche de la vérité.

Les membres de la commission de discipline sont convoqués par le président de la commission par lettre recommandée avec accusé de réception ou par lettre remise au destinataire contre émargement du registre des convocations au minimum quinze jours avant la date de la réunion. La lettre de convocation comprend l'ordre du jour et la correspondance adressée à la personne mise en cause.

Le quorum est atteint lorsque la moitié des membres est présente.

La commission de discipline délibère à huis clos, à la majorité des membres.

La sanction administrative est signifiée à la personne mise en cause par lettre recommandée avec accusé de réception ou par lettre remise à la personne contre émargement du registre.

Dans le cas où la personne mise en cause est un salarié titulaire du certificat de capacité, une copie de la décision portant sanction administrative sera notifiée à son employeur.

Peuvent être sanctionnées par défaut, les personnes qui :

- ont manifesté, de manière explicite, leur refus de comparaître qui se traduit notamment par toute absence volontaire ou le refus de la correspondance ;
- ont manifesté leur accord explicite, sur les faits qui leurs sont reprochés.

Art. 27. — Infractions

Les infractions commises par le titulaire de l'autorisation et de la ou des licences qui y sont rattachées ou par le chauffeur du véhicule relèvent de la commission de discipline et sont les suivantes :

- infractions de 1re catégorie :
 - tenue vestimentaire non conforme à l'article 16 ;
 - démarchage d'articles auprès des clients ;
 - non-respect des dispositions édictées aux articles 13, 14 et 15 ;
 - rabattage ou racolage des clients ;
 - consommation de tabac à l'intérieur du véhicule.

- infractions de 2e catégorie :
 - non-application du tarif réglementaire ;
 - refus de présentation des documents réglementaires aux agents habilités de l'administration ou de la force publique ;
 - non-présentation de l'attestation de déclaration de salaire et main-d'œuvre délivrée par la Caisse de prévoyance sociale, prévue à l'article 6 de la présente délibération.
- infractions de 3e catégorie :
 - tenue vestimentaire indécente ;
 - attitude ou propos injurieux vis-à-vis des clients et des agents de la force publique ou des agents habilités de l'administration ;
 - défaut, falsification ou dissimulation des équipements visés à l'article 3 de la présente délibération ;
 - conduite du véhicule par un conducteur non titulaire du certificat de capacité ;
 - exercice de l'activité sans autorisation administrative relative à la circulation du véhicule ;
 - suspension non déclarée de l'activité ;
 - consommation d'alcool à l'intérieur du véhicule ou état d'ébriété pendant l'exécution de la prestation de transport.

Art. 28.— *Sanctions*

La commission de discipline prononce les sanctions relevant des infractions des 1re et 2e catégories.

Les infractions de la 1re catégorie sont passibles d'un avertissement et les infractions de la 2e catégorie d'un blâme.

En cas de récidive aux infractions des 1re et 2e catégories, la sanction immédiatement supérieure est applicable.

Les infractions de la 3e catégorie sont passibles du retrait de la licence ou du certificat de capacité ou des deux pour une période d'un mois. La décision appartient à l'autorité ayant délivré l'autorisation et/ou la ou les licences, ou le certificat de capacité après avis de la commission de discipline.

La récidive à une infraction de 3e catégorie est passible, une première fois, du retrait de la licence ou du certificat de capacité ou des deux pour une période de trois mois et, la seconde fois, du retrait définitif de la licence ou du certificat de capacité ou des deux. La décision appartient à l'autorité ayant délivré l'autorisation et/ou la ou les licences ou le certificat de capacité.

Le retrait définitif de toutes les licences accordées au titulaire d'une autorisation d'exercer la profession d'entrepreneur de taxi entraîne automatiquement le retrait de cette autorisation. La décision appartient à l'autorité ayant délivré l'autorisation et/ou la ou les licences ou le certificat de capacité.

Selon la nature et les circonstances d'exécution de la faute, la sanction concerne l'entrepreneur ou le chauffeur ou les deux solidairement.

Le ministre chargé des transports terrestres prononce le retrait définitif de la licence, de l'autorisation ou du certificat de capacité ou des deux pour des fautes constitutives de crimes ou de délits, lorsqu'elles sont liées à l'activité d'entrepreneur de taxi.

Les dispositions prévues aux alinéas précédents sont applicables à tout entrepreneur de taxi lorsque ce dernier tombe sous le coup d'une condamnation visée aux articles 22 et 24 ci-dessus.

CHAPITRE 5 - *Mesures diverses*

Art. 29.— *Consommation d'alcool et autres substances illicites*

La consommation de boissons alcoolisées et de toutes autres substances illicites est prohibée dans tous les taxis.

La mention de ces interdictions doit être portée clairement à l'attention de l'usager dans les véhicules.

Art. 30.— *Visite médicale*

Les titulaires du certificat de capacité à la conduite des taxis sont soumis aux visites médicales, périodiques et/ou occasionnelles, prévues à l'article 136 de la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée susvisée.

En cas d'infirmité affectant les réflexes, la vue, le système auditif et les membres inférieurs ou supérieurs, le certificat de capacité peut être retiré définitivement par le ministre chargé des transports terrestres, après avis de la commission médicale prévue à l'article 136 susvisé.

La reprise de l'activité du conducteur qui a été reconnu provisoirement inapte à la conduite, est subordonnée à un contrôle médical d'aptitude, dans les conditions prévues à l'article 136 sus-cité.

Art. 31.— *Assurances*

La délivrance de l'autorisation de mise en circulation des taxis par le service chargé des transports terrestres est subordonnée à la présentation d'un contrat d'assurances, conclu auprès d'une compagnie d'assurances disposant d'une agence en Polynésie française.

Le contrat en cours de validité doit couvrir le transport onéreux de passagers.

En outre, il doit couvrir la responsabilité civile du propriétaire du véhicule et du chauffeur, ainsi que la réparation des dommages corporels et matériels des personnes transportées.

Un contrat en cours de validité doit être présenté à chaque visite technique.

Art. 32.— *Contrôle technique*

Tous les véhicules concernés par les dispositions de la présente délibération sont soumis aux dispositions des articles 145 à 147 de la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée susvisée relatives à l'autorisation de mise en circulation et aux visites administratives des véhicules automobiles affectés au transport de personnes et de marchandises.

Les taxis sont également soumis semestriellement à un contrôle de qualité destiné à vérifier l'état général intérieur et extérieur des véhicules. Il n'exonère pas le propriétaire de maintenir en bon état général son véhicule ainsi que les équipements relatifs à la qualité des prestations offertes. Le

manquement à ces obligations pourra être constaté à tout moment par les agents habilités par le service chargé des transports terrestres.

Un arrêté en conseil des ministres fixe les modalités de ce contrôle de qualité.

Tout véhicule ayant été gravement endommagé par suite d'un accident devra être présenté au contrôle technique visé au premier alinéa avant sa remise en service.

Il est prescrit, à cet effet, à la charge du demandeur, une révision totale du véhicule par un garage, justifiée par une facture, ainsi qu'un rapport de conformité du véhicule à l'exercice de la profession de taxi, établi par un expert automobile agréé près les tribunaux. Les documents justificatifs ne devront pas être antérieurs de plus de deux mois à la date de la présentation du véhicule au contrôle technique.

Art. 33. — *Equiperment de communication*

Les véhicules visés par la présente délibération peuvent être équipés d'un matériel de communication destiné à améliorer le service rendu à la clientèle et comprenant des postes d'émission - réception conformes à la réglementation en vigueur.

TITRE III - ATTRIBUTIONS DU TAVANA HAU

Art. 34. — Dans le cadre de la déconcentration administrative, le tavana hau exerce toutes les missions dévolues au service chargé des transports terrestres par la présente délibération.

Pour l'application des dispositions prévues aux articles 8, 9, 11, 24 et 25, l'instruction des dossiers est assurée par le tavana hau, après consultation du service chargé des transports terrestres, du service chargé du tourisme et du maire de la commune concernée. Les dossiers une fois instruits par le tavana hau, sont transmis au service chargé des transports terrestres.

En cas d'infraction(s) aux dispositions de la présente délibération, la procédure disciplinaire est mise en œuvre par la commission de discipline conformément à l'article 26 de la présente délibération. Le tavana hau instruit les dossiers, et les transmet à la commission de discipline, sous le couvert du service chargé des transports terrestres.

Les tavana hau transmettent toutes informations utiles permettant au service chargé des transports terrestres de gérer et contrôler l'activité d'entrepreneur de taxi.

Les dispositions visées à l'article 17 de la présente délibération relatives au comité consultatif ne sont pas applicables.

TITRE IV - DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 35. — Par dérogation à l'article 9, les demandes de transfert d'autorisations et de licences formulées avant l'entrée en vigueur de la présente délibération, restent valables sous réserve du respect des dispositions des articles 23 et suivants. Les demandeurs devront, conformément à la nouvelle réglementation, compléter leurs demandes de transfert d'autorisations et de licences dans les six mois à compter de la parution de la présente délibération au *Journal*

officiel de la Polynésie française. Après ce délai de rigueur, toute demande non complétée sera réputée caduque.

Art. 36. — Les entrepreneurs de taxis titulaires de l'autorisation et d'une ou des licences de taxi doivent, dans un délai d'un an à compter de la publication de la présente délibération, demander à l'autorité compétente la délivrance de nouveaux documents prévus par la présente délibération et leur permettant l'exercice de leur activité.

Ceux-ci ne peuvent leur être refusés s'ils étaient en situation régulière au regard des textes antérieurs et s'ils exercent leur activité à l'entrée en vigueur de la présente délibération.

Art. 37. — Les certificats de capacité délivrés avant l'entrée en vigueur de la présente délibération demeurent valables sous réserve du respect des conditions énoncées à l'article 30.

Art. 38. — Les infractions à la présente délibération sont constatées par voie de procès-verbal par les agents habilités à constater les infractions à la police de la circulation routière, les agents habilités du service chargé des transports terrestres et par les agents habilités de la direction de l'équipement.

Art. 39. — Quiconque exerce l'activité d'entrepreneur de taxi sans disposer des autorisations ou des licences nécessaires est passible des sanctions prévues par l'article 433-17 du code pénal et se verra refuser l'attribution d'autorisation et de licences pour une durée de cinq ans à compter du constat de l'infraction.

Art. 40. — Les conditions d'exécution de la présente délibération sont précisées par arrêtés pris en conseil des ministres.

Art. 41. — La délibération n° 90-104 AT du 25 octobre 1990 modifiée portant réglementation des activités d'entrepreneur de taxis, de voitures de remise et de voitures de service particularisé est abrogée en ce qui concerne les dispositions applicables à l'activité d'entrepreneur de taxi.

Art. 42. — L'abrogation des textes d'application de la délibération n° 90-104 AT du 25 octobre 1990 modifiée portant réglementation des activités d'entrepreneur de taxis, de voitures de remise et de voitures de service particularisé prendra effet à mesure qu'entreront en vigueur les dispositions qui leurs sont substituées.

Art. 43. — Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Minarii GALENON.

Le président de séance,
Jacqui DROLLET.

DELIBERATION n° 2008-6 APF du 10 avril 2008 portant réglementation de l'activité d'entrepreneur de véhicule de service particularisé.

NOR : STT0702049DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie

française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée portant réglementation générale sur la police de la circulation routière et ses textes d'application ;

Vu la délibération n° 2004-65 APF du 1er juillet 2004 fixant les dates et durées des sessions ordinaires de l'assemblée de la Polynésie française pour la mandature 2004-2009 ;

Vu l'arrêté n° 1536 CM du 15 novembre 2007 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 930-2008 APF/SG du 2 avril 2008 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 117-2007 du 29 novembre 2007 de la commission des affaires économiques, du tourisme, de l'agriculture, de la mer et des transports ;

Dans sa séance du 10 avril 2008,

Adopte :

Article 1er. — L'activité d'entrepreneur de véhicule de service particularisé est couverte par les dispositions de la présente délibération. L'exercice de l'activité d'entrepreneur de véhicule de service particularisé est ouvert à toute personne physique ou morale ayant son siège social en Polynésie française.

TITRE 1er - L'EXPLOITATION DES VEHICULES DE SERVICE PARTICULARISE

CHAPITRE 1er - Dispositions générales

Art. 2. — Définition

L'appellation "véhicule de service particularisé" s'applique à tout véhicule automobile :

- affecté au transport de marchandises tel que défini par la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée susvisée ;
- de genre camionnette ;
- de carrosserie châssis avec double-cabine, plateau ou fourgon ;
- de trois portes minimum non compris le hayon arrière ;
- comportant 5 places assises au plus, chauffeur compris.

Les véhicules de service particularisé (VSP) sont des véhicules automobiles qui, sans répondre aux dispositions des taxis, des véhicules de remise ou des transports en commun, sont mis avec un chauffeur à la disposition du public pour effectuer, à la demande de celui-ci, et à titre onéreux, le transport de marchandises et accessoirement des personnes accompagnant ces dernières.

L'appellation "VSP" est exclusivement réservée aux véhicules répondant à la définition énoncée ci-dessus et régulièrement inscrits au registre des véhicules de service particularisé tel que visé à l'article 7 de la présente délibération.

A titre exceptionnel, ils peuvent faire du transport de passagers à titre principal, pour pallier la carence ou l'insuffisance des transports publics dans les îles autres que celles des îles du Vent.

A cette fin, ils devront expressément en faire la demande au service chargé des transports terrestres qui, après avis du service chargé du tourisme, pourra leur délivrer une autorisation pour une durée limitée, afin de tenir compte de la carence ou de l'insuffisance des transports publics.

Cette demande devra être formulée au moins un mois avant le commencement de l'exécution de service.

Art. 3. — Autorisation de stationnement

Les entrepreneurs des véhicules de service particularisé doivent être titulaires d'une autorisation de stationnement sur la voie publique dans les emplacements libres qui leur sont réservés, dans l'attente de la clientèle.

Les autorisations de stationnement sont délivrées par le maire de la commune concernée, dans l'exercice des pouvoirs de police qui lui sont reconnus par le code des communes, notamment dans son article L. 131-4.

Toutefois, elles sont délivrées par le Président de la Polynésie française à l'intérieur du domaine public territorial ou par l'autorité compétente sur le domaine public concédé ou par le propriétaire du domaine privé accueillant du public.

Art. 4. — Signes distinctifs

Les véhicules de service particularisé sont obligatoirement pourvus, sur les portières avant, des signes distinctifs suivants, visibles de l'extérieur :

- l'inscription "VSP - Transport camionnette" ;
- le numéro d'inscription au registre des véhicules de service particularisé.

Un arrêté pris en conseil des ministres précisera la forme de ces indications.

Art. 5. — Tarification

Les véhicules de service particularisé doivent pratiquer une tarification à la course. Il leur est interdit de pratiquer une tarification à la place.

Les véhicules de service particularisé doivent afficher en permanence les tarifs proposés pour les destinations et les opérations de manutention les plus fréquentes. Ces tarifs doivent faire l'objet d'un dépôt auprès du service chargé des affaires économiques.

Les entrepreneurs des véhicules de service particularisé doivent fournir une copie des tarifs ainsi déposés auprès du service chargé des transports terrestres.

Cette tarification sera visible en permanence à l'intérieur du véhicule et tenue à la disposition des clients. Elle ne devra jamais être cachée, ni dissimulée.

Art. 6. — Interdictions

Il est interdit aux conducteurs de véhicules de service particularisé :

- de stationner, en attente de clientèle, sur la voie publique, en dehors des emplacements réservés sauf en cas de force majeure ;
- de refuser de prendre en charge des marchandises pendant la période d'exécution de leur activité alors qu'ils sont libres, à l'exception de celles qui sont de nature à gêner la conduite ou de nature à compromettre la solidité, la stabilité ou l'équilibre du véhicule ;
- de transporter à titre principal des personnes, sous réserve des dispositions de l'article 2.

CHAPITRE 2 - Conditions d'exercice

Art. 7. — Accès à la profession

Les transports visés au présent titre font l'objet d'une inscription dans le registre des véhicules de service particularisé tenu par le service chargé des transports terrestres. Ce registre énumère les personnes ayant déclaré effectuer cette activité et les véhicules qui y sont affectés.

Il est procédé à une seule inscription par véhicule affecté à cette activité.

Tous les changements susceptibles d'entraîner des modifications au niveau de l'inscription doivent être signalés au service chargé des transports terrestres dans un délai d'un mois à compter du jour où ils sont intervenus. Celui-ci enregistre ces changements dans le registre.

Les entrepreneurs employant des chauffeurs de véhicules de service particularisé devront fournir, avant le 31 janvier de l'année $n + 1$, une attestation de déclaration de salaire et de main d'œuvre délivrée par la Caisse de prévoyance sociale, au service chargé des transports terrestres pour chacun de leurs salariés, sur l'année n .

Art. 8. — Inscription au registre des véhicules de service particularisé

Les demandes d'inscription au registre des véhicules de service particularisé doivent comprendre les renseignements suivants :

- état civil, un extrait n° 3 du casier judiciaire datant de moins de 3 mois à compter de la date de dépôt du dossier ;
- 4 photos d'identité pour chaque chauffeur ;
- photocopie du ou des permis de conduire des chauffeurs ;
- les informations relatives au(x) véhicule(s) ;
- le dépôt des tarifs envisagés ;
- l'autorisation de stationnement prévue à l'article 3 de la présente délibération ;
- profession habituelle, références professionnelles, déclaration sur l'honneur de l'inscription au registre du commerce et des sociétés dans la profession concernée ;
- statuts pour les personnes morales.

Cette inscription donnera lieu à l'établissement d'une carte professionnelle pour chaque chauffeur de véhicule de service particularisé, dont le modèle et les conditions de délivrance seront définis par arrêté en conseil des ministres.

Art. 9. — Exploitation du ou des véhicules

Les véhicules de service particularisé sont obligatoirement conduits par un chauffeur titulaire d'une carte professionnelle, telle que prévue à l'article 8.

Le ou les véhicules mis en exploitation doivent appartenir en propre à l'entrepreneur régulièrement inscrit au registre des véhicules de service particularisé, qui doit assurer une exploitation effective et continue du ou des véhicules de service particularisé, personnellement ou dans le cadre d'une personne morale régulièrement constituée.

L'inscription au registre des véhicules de service particularisé exclut l'utilisation du véhicule pour toute autre activité de transport onéreux de passagers.

L'exploitation du véhicule régulièrement inscrit au registre des véhicules de service particularisé peut être suspendue pour une durée maximum de dix-huit mois sur déclaration de l'entrepreneur, auprès du service chargé des transports terrestres.

En cas de suspension d'activité non déclarée de plus de 6 mois, le service chargé des transports terrestres met en œuvre la procédure de radiation après mise en demeure de l'intéressé.

TITRE II - INFRACTIONS ET PROCEDURE DISCIPLINAIRE

Art. 10. — Procédure disciplinaire

En cas d'infraction(s) aux dispositions de la présente délibération, le service chargé des transports terrestres communique à la personne mise en cause la nature des infractions constatées, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par remise au destinataire contre émargement.

La lettre visée au précédent alinéa fera état des droits du destinataire et mentionnera entre autres, les délais impartis pour que ce dernier puisse présenter sa défense ou ses observations, qui sont d'au moins quinze jours. Elle précise également où le dossier peut être consulté, par la personne concernée ou son représentant.

La personne mise en cause est entendue par le service chargé des transports terrestres. L'intéressé peut se faire assister ou représenter par une personne de son choix. Il peut faire appel à témoin(s).

Le service chargé des transports terrestres entend toute personne susceptible de l'aider dans la recherche de la vérité.

Le service chargé des transports terrestres notifie par lettre la sanction administrative à la personne mise en cause, soit en recommandé avec accusé de réception, soit en main propre contre émargement.

Dans le cas où la personne mise en cause est un salarié, l'employeur sera tenu de faire part de ses observations par écrit ou pourra être entendu.

Dans le cas où la personne mise en cause n'a présenté aucune défense ni observation dans les délais fixés au paragraphe 2 du présent article, le service chargé des transports terrestres lui adressera une deuxième lettre, soit en recommandé avec accusé de réception, soit en main propre contre émargement.

La personne mise en cause bénéficie alors d'un délai supplémentaire de quinze jours pour présenter sa défense ou ses observations. Ce dernier délai épuisé, cette personne peut être sanctionnée par défaut.

Le service chargé des transports terrestres transmet ses conclusions au ministre chargé des transports terrestres qui statuera.

Art. 11. — *Infractions*

Les infractions commises par l'entrepreneur de véhicule de service particularisé et/ou le chauffeur du véhicule sont les suivantes :

- infractions de 1^{re} catégorie :
 - démarchage d'articles auprès des clients ;
 - non-respect des dispositions édictées à l'article 6 de la présente délibération ;
 - rabattage ou racolage des clients.

Les infractions de 1^{re} catégorie sont passibles d'un avertissement. En cas de récidive à une infraction de 1^{re} catégorie dans le délai d'un an, la sanction prévue pour une infraction de 2^e catégorie est applicable.

- infractions de 2^e catégorie :
 - dépassement des tarifs déposés et/ou affichés ;
 - transport de voyageurs à titre principal sauf dispositions de l'article 2 ;
 - non-présentation de l'attestation de déclaration de salaire et main-d'œuvre délivrée par la Caisse de prévoyance sociale, prévue à l'article 7 de la présente délibération.

Les infractions de 2^e catégorie sont passibles d'un blâme. En cas de récidive à une infraction de 2^e catégorie dans le délai d'un an, la sanction prévue pour une infraction de 3^e catégorie est applicable.

- infractions de 3^e catégorie :
 - attitude ou propos injurieux vis-à-vis des clients et des agents de la force publique ou des agents habilités de l'administration ;
 - défaut, falsification ou dissimulation des équipements visés aux articles 4 et 5 de la présente délibération ;
 - exercice de l'activité sans autorisation administrative relative à la circulation du véhicule ;
 - conduite du véhicule par un chauffeur non titulaire de la carte professionnelle ;
 - consommation d'alcool à l'intérieur du véhicule ou état d'ébriété pendant l'exécution de la prestation de transport.

Les infractions de la 3^e catégorie sont passibles de la suspension de l'inscription au registre des véhicules de service particularisé, pour une période d'un mois.

La récidive à une infraction de 3^e catégorie dans le délai d'un an, est passible, une première fois, de la suspension de l'inscription au registre des véhicules de service particularisé pour une période de trois mois et, la seconde fois, de la radiation définitive du registre.

La radiation du registre des véhicules de service particularisé peut être prononcée pour des fautes constitutives de crimes ou de délits, lorsqu'elles sont liées à l'activité d'entrepreneur de véhicule de service particularisé.

Les dispositions prévues à l'alinéa précédent sont applicables à tout entrepreneur de véhicule de service particularisé lorsque ce dernier tombe sous le coup d'une condamnation définitive mentionnée au casier judiciaire pour

l'un des délits définis aux articles 247, 254, 269 et 282 de la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée susvisée, ou d'une condamnation à une peine d'au moins trois mois fermes d'emprisonnement pour vol, escroquerie, abus de confiance, outrage public à la pudeur, infraction à la législation en matière de stupéfiants, atteinte volontaire à l'intégrité de la personne ou pour proxénétisme.

TITRE III- MESURES DIVERSES

Art. 12. — *Consommation d'alcool et d'autres substances illicites*

La consommation de boissons alcoolisées et de toutes autres substances illicites est prohibée à l'intérieur du véhicule.

La mention de ces interdictions doit être portée clairement à l'attention de l'usager dans les véhicules.

Art. 13. — *Visite médicale*

Les chauffeurs de véhicules de service particularisé sont soumis aux visites médicales, périodiques et/ou occasionnelles, prévues à l'article 136 de la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée susvisée.

En cas d'infirmité affectant les réflexes, la vue, le système auditif et les membres inférieurs ou supérieurs, la carte professionnelle peut être retirée définitivement après avis de la commission médicale prévue à l'article 136 sus-cité.

La reprise de l'activité du conducteur qui a été reconnu provisoirement inapte à la conduite, est subordonnée à un contrôle médical d'aptitude, dans les conditions prévues à l'article 136 sus-cité.

Art. 14. — *Assurances*

L'inscription au registre des véhicules de service particularisé par le service chargé des transports terrestres est subordonnée à la présentation d'un contrat d'assurances, conclu auprès d'une compagnie d'assurances disposant d'une agence en Polynésie française.

Le contrat en cours de validité doit couvrir le transport onéreux de marchandises et le transport onéreux de passagers.

En outre, il doit couvrir la responsabilité civile du propriétaire du véhicule et du chauffeur, ainsi que la réparation des dommages corporels et matériels des personnes transportées.

Un contrat en cours de validité doit être présenté à chaque visite technique.

Art. 15. — *Contrôle technique*

Les véhicules concernés par les dispositions de la présente délibération sont soumis aux dispositions des articles 145 à 147 de la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée susvisée, relatives à l'autorisation de mise en circulation et aux visites administratives des véhicules automobiles affectés au transport de personnes et de marchandises.

Tout véhicule ayant été gravement endommagé par suite d'un accident devra être présenté au contrôle technique visé au premier alinéa avant sa remise en service.

Il est prescrit, à cet effet, à la charge du demandeur, une révision totale du véhicule par un garage, justifiée par une facture, ainsi qu'un rapport de conformité du véhicule à l'exercice de la profession de véhicule de service particularisé, établi par un expert automobile agréé près les tribunaux. Les documents justificatifs ne devront pas être antérieurs de plus de deux mois à la date de la présentation du véhicule au contrôle technique.

Art. 16.— *Equipement de communication*

Les véhicules visés par la présente délibération peuvent être équipés d'un matériel de communication destiné à améliorer le service rendu à la clientèle et comprenant des postes d'émission - réception conformes à la réglementation en vigueur.

TITRE IV - ATTRIBUTIONS DU TAVANA HAU

Art. 17.— Dans le cadre de la déconcentration administrative, le tavana hau exerce toutes les missions dévolues au service chargé des transports terrestres par la présente délibération.

Pour l'application des dispositions prévues aux articles 2 et 7 à 10, l'instruction des dossiers est assurée par le tavana hau, après consultation du service chargé des transports terrestres et du maire de la commune concernée. Les dossiers une fois instruits par le tavana hau, sont transmis au service chargé des transports terrestres.

Les tavana hau transmettent toutes informations utiles permettant au service chargé des transports terrestres de gérer et contrôler l'activité d'entrepreneur de véhicule de service particularisé.

TITRE V - DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 18.— Les demandes de transfert d'autorisations formulées avant l'entrée en vigueur de la présente délibération, restent valables sous réserve du respect des dispositions des articles 7 et suivants. Les demandeurs devront, conformément à la nouvelle réglementation, compléter leurs demandes initiales en vue de les muter en demande d'inscription au registre des véhicules de service particularisé, et ce, dans les 6 mois à compter de la parution de la présente délibération au *Journal officiel* de la Polynésie française. Après ce délai de rigueur, toute demande non complétée sera réputée caduque.

Art. 19.— Les entrepreneurs de véhicules de service particularisé pour lesquels une autorisation avait été attribuée avant l'entrée en vigueur de la présente délibération se verront inscrits au registre des véhicules de service particularisé, leur inscription faisant état des véhicules régulièrement exploités avant l'entrée en vigueur de la présente délibération. A cette fin, ils devront en faire la demande conformément aux articles 7 et suivants.

Art. 20.— Les infractions à la présente délibération sont constatées par voie de procès-verbal par les agents habilités à constater les infractions à la police de la circulation routière, les agents habilités du service chargé des transports terrestres, par les agents habilités des subdivisions déconcentrées de l'équipement et par les agents habilités des circonscriptions administratives.

Art. 21.— Quiconque exerce l'activité d'entrepreneur de véhicule de service particularisé sans être inscrit au registre prévu à l'article 7 de la présente délibération est passible des sanctions prévues par l'article 433-17 du code pénal.

Art. 22.— Les conditions d'exécution de la présente délibération sont précisées par arrêtés pris en conseil des ministres.

Art. 23.— La délibération n° 90-104 AT du 25 octobre 1990 modifiée portant réglementation des activités d'entrepreneurs de taxis, de voitures de remise et de voitures de service particularisé est abrogée en ce qui concerne les dispositions relatives à la profession d'entrepreneur de véhicules de service particularisé.

Art. 24.— L'abrogation des textes d'application de la délibération n° 90-104 AT du 25 octobre 1990 modifiée portant réglementation des activités d'entrepreneur de taxis, de voitures de remise et de voitures de service particularisé prendra effet à mesure qu'entreront en vigueur les dispositions qui leurs sont substituées.

Art. 25.— Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Sandra LEVY-AGAMI.

Le président de séance,
Jacqui DROLLET.

AVIS n° 2008-1 A/APF du 10 avril 2008 sur le projet de loi autorisant l'adhésion à la convention internationale de 2004 pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires (ensemble une annexe et deux appendices).

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-65 APF du 1er juillet 2004 fixant les dates et durées des sessions ordinaires de l'assemblée de la Polynésie française pour la mandature 2004-2009 ;

Vu la lettre n° 1484 DRCL du 25 septembre 2007 du haut-commissaire de la République soumettant à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française un projet de loi autorisant l'adhésion à la convention internationale de 2004 pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires (ensemble une annexe et deux appendices) ;

Vu la lettre n° 930-2008 APF/SG du 2 avril 2008 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 114-2007 du 27 novembre 2007 de la commission de l'aménagement, de l'espace naturel, rural et urbain, de l'environnement, de l'urbanisme, de la qualité de la vie et de la gestion du domaine public ;

Dans sa séance du 10 avril 2008,

Emet l'avis suivant :

Le projet de loi autorisant l'adhésion à la convention internationale de 2004 pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires (ensemble une annexe et deux appendices), signé à Londres le 13 février 2004, recueille un avis favorable de l'assemblée de la Polynésie française.

Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et transmis, accompagné de son rapport de présentation, au haut-commissaire, au Président de la Polynésie française, aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat et aux parlementaires de la Polynésie française.

La secrétaire,
Minarii GALENON.

Le président,
Oscar Manutahi TEMARU.

AVIS n° 2008-2 A/APF du 10 avril 2008 sur les projets de loi autorisant l'approbation de deux accords entre le gouvernement de la République française d'une part, et le gouvernement de la République du Bénin et le gouvernement de la République du Congo d'autre part, relatifs à la gestion concertée des flux migratoires et au codéveloppement.

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 239 DRCL du 15 février 2008 du haut-commissaire de la République soumettant à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française un projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Bénin relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au codéveloppement (ensemble cinq annexes) ;

Vu la lettre n° 349 DRCL du 11 mars 2008 du haut-commissaire de la République soumettant à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française un projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Congo relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au codéveloppement (ensemble quatre annexes) ;

Vu la lettre n° 930-2008 APF/SG du 2 avril 2008 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 5-2008 du 27 mars 2008 de la commission des institutions et des relations internationales ;

Dans sa séance du 10 avril 2008,

Emet l'avis suivant :

Les projets de loi autorisant l'approbation de deux accords entre le gouvernement de la République française d'une part, et le gouvernement de la République du Bénin et le gouvernement de la République du Congo d'autre part, relatifs à la gestion concertée des flux migratoires et au codéveloppement, recueillent un avis défavorable de l'assemblée de la Polynésie française.

L'assemblée sollicite de l'Etat l'exclusion de la Polynésie française du champ d'application des futurs accords similaires relatifs à la gestion concertée des flux migratoires

et au codéveloppement qui pourraient être signés par le gouvernement de la République française.

Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et transmis, accompagné de son rapport de présentation, au haut-commissaire, au Président de la Polynésie française, aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat et aux parlementaires de la Polynésie française.

La secrétaire,
Minarii GALENON.

Le président,
Oscar Manutahi TEMARU.

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 390 CM du 11 avril 2008 portant nomination de M. Raphaël Demarquet en qualité de chef du service des affaires administratives par intérim.

NOR : SAA0800533AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du transport interinsulaire et de la fonction publique, chargé de l'océanisation des cadres,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 85-1014 AT du 7 février 1985 portant création du service des affaires administratives ;

Vu l'arrêté n° 209 CM du 29 janvier 2004 portant organisation du service des affaires administratives ;

Vu l'arrêté n° 7 CM du 10 janvier 2007 portant nomination de Mme Christine Martinez en qualité de chef du service des affaires administratives ;

Vu la lettre d'autorisation de congés ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 9 avril 2008,

Arrête :

Article 1er. — M. Raphaël Demarquet, attaché d'administration de catégorie A, est nommé chef du service des affaires administratives par intérim durant les congés de Mme Christine Martinez, du 14 au 25 avril 2008 inclus.

Art. 2. — Le ministre du transport interinsulaire et de la fonction publique, chargé de l'océanisation des cadres, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2008.
Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre du transport interinsulaire
et de la fonction publique,*
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 391 CM du 11 avril 2008 portant nomination de Mme Isabelle Vahirua-Lechat en qualité de directeur général de l'Institut Louis-Malardé par intérim.

NOR : ILM0800534AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé, de la médecine traditionnelle et de la recherche médicale, chargé de la prévention,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2000-114 APF du 28 septembre 2000 relative à l'Institut Louis-Malardé ;

Vu l'arrêté n° 1834 CM du 29 décembre 2000 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Institut Louis-Malardé" ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 9 avril 2008,

Arrête :

Article 1er. — Mme Isabelle Vahirua-Lechat est nommée en qualité de directeur général de l'Institut Louis-Malardé par intérim durant l'absence du professeur Rémy Teyssou, du 13 au 27 avril 2008 inclus.

Art. 2. — Le ministre de la santé, de la médecine traditionnelle et de la recherche médicale, chargé de la prévention, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2008.
Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la santé,
de la médecine traditionnelle
et de la recherche médicale,
Charles TETARIA.*

ARRETE n° 394 CM du 11 avril 2008 portant nomination de M. François Loret en qualité de chef du service de la délégation générale à la protection sociale par intérim durant le congé de M. Toreia Carlisle.

NOR : MSF0800550AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la solidarité, de la famille et de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 99-11 APF du 14 janvier 1999 fixant les missions, les attributions et l'organisation de la délégation générale à la protection sociale ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 9 avril 2008,

Arrête :

Article 1er. — M. François Loret est nommé chef du service par intérim de la délégation générale à la protection sociale, durant le congé de M. Toreia Carlisle, du 31 mars au 4 avril 2008 inclus.

Art. 2. — Le ministre de la solidarité, de la famille et de la condition féminine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2008.
Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la solidarité,
de la famille et de la condition féminine,
Valentina CROSS.*

NOR : FDA0800509AC

Par arrêté n° 385 CM du 8 avril 2008. — Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 8-07 CA/FDA du 6 novembre 2007 portant adoption du compte financier et affectation du résultat de l'exercice 2006 du Fonds de développement des archipels.

Le compte financier du Fonds de développement des archipels au titre de l'exercice 2006 s'établit ainsi (en F CFP) :

	Section I Fonctionnement	Section II Opérations en capital	Total
Recettes	1 933 993 727	37 765 615	1 971 759 342
Dépenses	1 564 935 296	82 485 128	1 647 420 424
Résultat	369 058 431	- 44 719 513	324 338 918

Le résultat d'exploitation de l'exercice 2006, soit un excédent de 369 058 431 F CFP, est affecté au compte 110 report à nouveau (solde créditeur) : 369 058 431 F CFP.

Au 31 décembre de l'exercice 2006, le fonds de roulement du Fonds de développement des archipels est d'un milliard cinq cent quatre-vingt-dix-sept millions six cent deux mille cinq cent quinze francs CFP (1 597 602 515 F CFP).

NOR : FDA0800511AC

Par arrêté n° 386 CM du 8 avril 2008. — Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 9-07 CA/FDA du 6 novembre 2007 constatant la nomination de M. Rousselet en qualité d'agent comptable du Fonds de développement des archipels et fixant ses indemnités.

NOR : FDA0800510AC

Par arrêté n° 387 CM du 8 avril 2008. — Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 12-07 CA/FDA du 6 novembre 2007 du Fonds de développement des archipels autorisant la vente et fixant le tarif de vente de fenêtres à projection.

Délibération n° 12-07 CA/FDA du 6 novembre 2007

Article 1er. — Le directeur général est autorisé à vendre des fenêtres à projection appartenant au Fonds de développement des archipels.

Art. 2.— Le tarif de vente unitaire est fixé à 30 000 F CFP TTC (trente mille francs CFP TTC).

NOR : DEQ0800404AC

Par arrêté n° 389 CM du 11 avril 2008.— Est autorisé l'empiètement de prospect d'une superficie de 80 mètres carrés sur le domaine public routier, voie K, route du CES à Puurai, commune de Faa'a, au profit de la SA Electricité de Tahiti dans le cadre de la construction d'un bâtiment du siège social de l'établissement.

Et tel que le tout figure sur le plan dressé le 11 octobre 2007 par le bureau d'architecte "Tropical architecture", représenté par M. Patrice Lacombe, joint à la demande de l'intéressée.

NOR : DAC0800535AC

Par arrêté n° 392 CM du 11 avril 2008.— Est ouvert à la circulation aérienne publique l'aérodrome de Vahitahi dans l'archipel des Tuamotu pour une exploitation en classe 1B "à vue", conformément aux prescriptions de l'aviation civile.

L'utilisation de l'aérodrome en classe 2B "à vue" est soumise à des conditions d'utilisation fixées par les services de l'aviation civile.

L'arrêté n° 1086 CM du 10 septembre 1986 est abrogé.

NOR : IFP0800542AC

Par arrêté n° 393 CM du 11 avril 2008.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 14-08 CA/IFM-PC du 10 janvier 2008 du conseil d'administration de l'Institut de formation maritime-pêche et commerce autorisant la formation au poste de surveillant de port en faveur des stagiaires du port autonome.

NOR : TRA0800428AC

Par arrêté n° 395 CM du 11 avril 2008.— Les dispositions de l'avenant du 12 janvier 2008 relatif aux salaires minima conventionnels pour l'année 2008 publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française du 7 février 2008 (page 564), sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur d'activité des entreprises de stockage, de conditionnement et de distribution des hydrocarbures liquides de Polynésie française.

Les auteurs d'infraction aux dispositions du présent arrêté sont passibles des pénalités prévues par l'article 34 de la délibération n° 91-3 AT du 16 janvier 1991.

NOR : TRA0800429AC

Par arrêté n° 396 CM du 11 avril 2008.— Les dispositions de l'avenant du 21 janvier 2008 relatif aux salaires minima conventionnels pour l'année 2008 publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française du 7 février 2008 (page 567), sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur d'activité du gardiennage de la Polynésie française.

Les auteurs d'infraction aux dispositions du présent arrêté sont passibles des pénalités prévues par l'article 34 de la délibération n° 91-3 AT du 16 janvier 1991.

NOR : TRA0800430AC

Par arrêté n° 397 CM du 11 avril 2008.— Les dispositions de l'avenant du 22 janvier 2008 relatif aux salaires minima conventionnels pour l'année 2008 publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française du 7 février 2008 (page 567), sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur d'activité du nettoyage de Polynésie française.

Les auteurs d'infraction aux dispositions du présent arrêté sont passibles des pénalités prévues par l'article 34 de la délibération n° 91-3 AT du 16 janvier 1991.

NOR : TRA0800431AC

Par arrêté n° 398 CM du 11 avril 2008.— Les dispositions de l'avenant du 24 janvier 2008 relatif aux salaires minima conventionnels pour l'année 2008 publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française du 7 février 2008 (page 569), sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur d'activité du bâtiment et des travaux publics de Polynésie française.

Les auteurs d'infraction aux dispositions du présent arrêté sont passibles des pénalités prévues par l'article 34 de la délibération n° 91-3 AT du 16 janvier 1991.

NOR : TRA0800432AC

Par arrêté n° 399 CM du 11 avril 2008.— Les dispositions de l'avenant du 21 janvier 2008 relatif aux salaires minima conventionnels pour l'année 2008 publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française du 14 février 2008 (page 662), sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur d'activité du travail de l'imprimerie, de la presse et de la communication de Polynésie française.

Les auteurs d'infraction aux dispositions du présent arrêté sont passibles des pénalités prévues par l'article 34 de la délibération n° 91-3 AT du 16 janvier 1991.

NOR : TRA0800433AC

Par arrêté n° 400 CM du 11 avril 2008.— Les dispositions de l'avenant du 14 janvier 2008 relatif aux salaires minima conventionnels pour l'année 2008 publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française du 21 février 2008 (page 768), sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur d'activité de l'industrie hôtelière de Polynésie française.

Les auteurs d'infraction aux dispositions du présent arrêté sont passibles des pénalités prévues par l'article 34 de la délibération n° 91-3 AT du 16 janvier 1991.

NOR : TRA0800434AC

Par arrêté n° 401 CM du 11 avril 2008.— Les dispositions de l'avenant du 4 février 2008 relatif aux salaires minima conventionnels pour l'année 2008 publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française du 21 février 2008 (page 769), sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur d'activité de l'industrie de la Polynésie française.

Les auteurs d'infraction aux dispositions du présent arrêté sont passibles des pénalités prévues par l'article 34 de la délibération n° 91-3 AT du 16 janvier 1991.

ARRETES DU PRESIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 897 PR du 8 avril 2008 portant nomination de M. Emmanuel Nauta en qualité de chef de cabinet auprès du ministre des ressources de la mer.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-2008 APF/SG du 23 février 2008 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 674 PR du 19 mars 2008 relatif aux attributions du ministre des ressources de la mer ;

Vu la délibération n° 95-129 AT du 24 août 1995 modifiée portant création de cabinet auprès du Président et des membres du gouvernement, et fixant les conditions de recrutement, de rémunération et le régime indemnitaire des membres de cabinet et ses textes d'application ;

Vu la demande de suspension de contrat de l'intéressé,

Arrête :

Article 1er. — M. Emmanuel Nauta est nommé en qualité de chef de cabinet auprès du ministre des ressources de la mer, à compter du 12 mars 2008.

Art. 2. — Le ministre des ressources de la mer est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2008.
Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre des ressources de la mer,
Keitapu MAAMAATUAIAHUTAPU.

ARRETE n° 920 PR du 8 avril 2008 portant habilitation de M. Bertrand Labroy en qualité d'agent spécial de la société d'assurances Zenith Insurance Plc.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-2008 APF/SG du 23 février 2008 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu les articles R. 321-1 et R. 322-4 du code des assurances ;

Vu ensemble les décrets n° 76-666 du 16 juillet 1976 relatif à la codification des textes législatifs concernant les assurances et n° 76-667 du 16 juillet 1976 relatif à la codification des textes réglementaires concernant les assurances modifiés ;

Vu la lettre en date du 1er décembre 2007 de M. Bertrand Labroy,

Arrête :

Article 1er. — M. Bertrand Labroy est habilité en qualité d'agent spécial de la société d'assurances Zenith Insurance Plc, en vue de pratiquer en Polynésie française les opérations d'assurances suivantes :

- 3 - corps de véhicules terrestres ;
- 10 - responsabilité civile véhicules terrestres auto-moteurs.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2008.
Gaston FLOSSE.

ARRETE n° 922 PR du 8 avril 2008 relatif à l'exercice des attributions du ministre du tourisme.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-2008 APF/SG du 23 février 2008 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 10 mars 2008 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — M. Teva Rohfritsch, ministre de l'économie, des finances, de l'industrie, du commerce, des petites et moyennes entreprises, et de l'énergie, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère du tourisme, pendant l'absence de M. Marc Collins, du 7 au 10 avril 2008 inclus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2008.
Gaston FLOSSE.

ARRETE n° 932 PR du 9 avril 2008 portant délégation de signature à Mme Lucie Lucas, chef du service d'aide aux populations.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-2008 APF/SG du 23 février 2008 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 398 CM du 30 décembre 2004 portant création et organisation du service d'aide aux populations (SAP) ;

Vu l'arrêté n° 380 CM du 2 avril 2008 portant nomination de Mme Lucie Lucas en qualité de chef du service d'aide aux populations,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à Mme Lucie Lucas, chef du service d'aide aux populations, à l'effet de signer au nom du Président de la Polynésie française, tous actes à caractère interne ou relatifs au fonctionnement courant du service d'aide aux populations.

Art. 2. — Mme Lucie Lucas est, en particulier, habilitée à signer les pièces suivantes :

- a) Lettres, notes et bordereaux adressés aux chefs de service et directeurs d'établissements publics de la Polynésie française ;
- b) Correspondances adressées aux fournisseurs et usagers du service d'aide aux populations ;
- c) Ordres de déplacements et réquisitions à l'intérieur de la Polynésie française pour les agents placés sous son autorité ;
- d) Actes individuels concernant les congés de toute nature pour les agents placés sous son autorité, à l'exception des congés administratifs et des congés exceptionnels ;
- e) Certificats de travail et attestations de salaire ou autres prévus par la réglementation sociale ;
- f) Notation primaire des agents placés sous son autorité ;
- g) Sanctions disciplinaires : avertissements et blâmes ;
- h) Engagements dont lettres de commande, conventions, marchés, certifications de service fait, liquidations et signatures de toutes pièces justificatives pour les dépenses imputées sur le budget du service.

Art. 3. — Le chef du service d'aide aux populations est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 avril 2008.
Gaston FLOSSE.

ARRETE n° 933 PR du 9 avril 2008 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la jeunesse et des sports.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie

française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-2008 APF/SG du 23 février 2008 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 640 PR du 11 mars 2008 modifié relatif aux attributions du ministre de la jeunesse et des sports ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — M. Charles Tetaria, ministre de la santé, de la médecine traditionnelle et de la recherche médicale, chargé de la prévention, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de la jeunesse et des sports, pendant l'absence de M. Tauhiti Nena, du 12 au 20 avril 2008 inclus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 avril 2008.
Gaston FLOSSE.

ARRETE n° 944 PR du 10 avril 2008 portant nomination de Mlle Nicole Sanquer en qualité de chef de cabinet auprès du ministre du tourisme.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-2008 APF/SG du 23 février 2008 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 10 mars 2008 relatif aux attributions du ministre du tourisme ;

Vu la délibération n° 95-129 AT du 24 août 1995 modifiée portant création de cabinets auprès du Président et des membres du gouvernement, et fixant les conditions de recrutement, de rémunération et le régime indemnitaire des membres de cabinet et ses textes d'application ;

Vu la demande de détachement de l'intéressée en date du 1er avril 2008,

Arrête :

Article 1er. — Mlle Nicole Sanquer est nommée en qualité de chef de cabinet auprès du ministre du tourisme à compter du 1er avril 2008.

Art. 2. — Le ministre du tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 avril 2008.
Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre du tourisme,
 Marc COLLINS.

**ARRETE n° 965 PR du 10 avril 2008 portant nomination de
 M. Steven Rey en qualité de directeur de cabinet adjoint
 auprès du ministre de la culture et de l'artisanat.**

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-2008 APF/SG du 23 février 2008 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-129 AT du 24 août 1995 modifiée portant création de cabinets auprès du Président et des membres du gouvernement, et fixant les conditions de recrutement, de rémunération et le régime indemnitaire des membres de cabinet et ses textes d'application ;

Vu la demande de détachement de l'intéressé,

Arrête :

Article 1er.— M. Steven Rey est nommé en qualité de directeur de cabinet adjoint auprès du ministre de la culture et de l'artisanat, à compter du 11 mars 2008.

Art. 2.— Le ministre de la culture et de l'artisanat est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 avril 2008.
 Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de la culture et de l'artisanat,
 René KOHUMOETINI.

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,
 DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE,
 DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES,
 ET DE L'ENERGIE**

Par arrêté n° 31 MEF du 7 avril 2008.— Dans le cadre du dispositif d'aide à la création ou au développement d'entreprises, M. Billy Ruta, exploitant de l'entreprise Moorea Nautic Tours (n° TAHITI 116558), est attributaire d'une subvention de deux millions de francs CFP (2 000 000 F CFP) pour financer l'acquisition d'un bateau "chaloupe 32" destiné aux transports de personnes.

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au chapitre 906, autorisation de programme 132-2000, AE 178-2001, AE 178-2001, article 204-2, aide à la création ou au développement des entreprises.

La subvention de 2 000 000 F CFP sera versée sur le compte bancaire de M. Billy Ruta.

L'entreprise Moorea Nautic Tours doit, dans les douze mois qui suivent le versement de la subvention, produire auprès du service du développement de l'industrie et des métiers les pièces justificatives de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

A défaut de production de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

**MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES
 ET DU LOGEMENT**

**ARRETE n° 8 MAP du 10 avril 2008 portant délégation de
 signature à M. Moetai Charles Brotherson, directeur de
 cabinet du ministre des affaires foncières et du
 logement, chargé de l'Office des postes et télécom-
 munications et des nouvelles technologies.**

Le ministre des affaires foncières et du logement, chargé de l'Office des postes et télécommunications et des nouvelles technologies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 658 PR du 13 mars 2008 relatif aux attributions du ministre des affaires foncières et du logement, chargé de l'Office des postes et télécommunications et des nouvelles technologies ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 860 PR du 2 avril 2008 portant nomination de M. Moetai Charles Brotherson en qualité de directeur de cabinet auprès du ministre des affaires foncières et du logement, chargé de l'Office des postes et télécommunications et des nouvelles technologies ;

Vu l'arrêté n° 859 PR du 2 avril 2008 portant nomination de Mlle Flore Poncet en qualité de directeur adjoint de cabinet auprès du ministre des affaires foncières et du logement, chargé de l'Office des postes et télécommunications et des nouvelles technologies ;

Vu l'arrêté n° 858 PR du 2 avril 2008 portant nomination de M. Robert Shan Ching Seong en qualité de chef de cabinet auprès du ministre des affaires foncières et du logement, chargé de l'Office des postes et télécommunications et des nouvelles technologies ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Moetai Charles Brotherson, directeur de cabinet, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires foncières et du logement, chargé de l'Office des postes et télécommunications et des nouvelles technologies, dans la limite de ses attributions, les correspondances définies aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5, 1.6 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée.

Art. 2.— Délégation de signature est donnée à M. Moetai Charles Brotherson, directeur de cabinet, pour certifier le caractère exécutoire des actes pris par le ministre des affaires foncières et du logement, chargé de l'Office des postes et télécommunications et des nouvelles technologies, en application de l'arrêté n° 658 PR du 13 mars 2008 susvisé.

Art. 3.— Délégation de signature est donnée à M. Moetai Charles Brotherson, directeur de cabinet, pour signer les certifications de service fait, procéder aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur les crédits du cabinet du ministre des affaires foncières et du logement, chargé de l'Office des postes et télécommunications et des nouvelles technologies.

Art. 4.— Délégation de signature est donnée à M. Moetai Charles Brotherson, directeur de cabinet, à l'effet de procéder aux actes suivants de gestion courante du personnel relevant du cabinet du ministre des affaires foncières et du logement, chargé de l'Office des postes et télécommunications et des nouvelles technologies :

- congés de toute nature à passer en Polynésie française ;
- ordres de déplacement à l'intérieur de la Polynésie française ;
- réquisitions de passages et bagages à l'intérieur de la Polynésie française ;
- certificats et attestations prévus par la réglementation sociale et du travail ;
- sanctions disciplinaires suivantes : avertissement, blâmes et mises à pied d'une durée inférieure à 8 jours avec retenue partielle ou totale de salaire ;
- procédure d'entretien préalable en cas de licenciement envisagé selon la réglementation applicable aux agents de cabinets et aux chefs de service.

Art. 5.— Délégation de signature est donnée à M. Moetai Charles Brotherson, directeur de cabinet, à l'effet de procéder aux actes suivants :

- ordres de déplacement à l'intérieur de la Polynésie française des chefs de service placés sous l'autorité du ministre ;
- ordres de déplacement d'une durée supérieure à six (6) jours des agents de ces mêmes services ;
- congés des chefs de service placés sous l'autorité du ministre.

Art. 6.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Moetai Charles Brotherson, directeur de cabinet, délégation de signature est donnée :

- à Mlle Flore Poncet, directrice de cabinet adjointe du ministre des affaires foncières et du logement, chargé de l'Office des postes et télécommunications et des nouvelles technologies, pour les actes visés aux articles 1er, 4, à l'exception des deux derniers tirets, et 5 du présent arrêté ;
- à M. Robert Shan Ching Seong, chef de cabinet du ministre des affaires foncières et du logement, chargé de l'Office des postes et télécommunications et des nouvelles technologies, pour les actes visés aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

Art. 7.— Le directeur de cabinet du ministre des affaires foncières et du logement, chargé de l'Office des postes et télécommunications et des nouvelles technologies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 avril 2008.
Antony GEROS.

**MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT,
DE L'URBANISME, DES PORTS ET AÉROPORTS,
ET DES TRANSPORTS TERRESTRES**

ARRETE n° 70 MET du 9 avril 2008 portant délégation de signature à M. Jean-Christophe Shigetomi, directeur de l'aviation civile (DAC).

Le ministre de l'équipement, de l'urbanisme, des ports et aéroports, et des transports terrestres,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 673 PR du 19 mars 2008 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'urbanisme, des ports et aéroports, et des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 2 CM du 19 septembre 1984 autorisant les ministres à déléguer leur signature, modifié par arrêté n° 38 CM du 3 octobre 1984 ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 836 CM du 28 mai 2004 portant nomination de M. Jean-Christophe Shigetomi en qualité de chef du service des transports maritimes et aériens ;

Vu l'arrêté n° 331 CM du 20 février 2008 relatif à la direction de l'aviation civile ;

Vu les nécessités du service,

Arrête :

Article 1er.— M. Jean-Christophe Shigetomi, directeur de l'aviation civile, reçoit délégation pour signer au nom du ministre en charge de l'équipement, de l'urbanisme, des ports et aéroports, et des transports terrestres, dans la limite de ses attributions, les actes et correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5, 1.6 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée.

Art. 2.— M. Jean-Christophe Shigetomi est en outre habilité à signer les actes d'engagement, de certification de service fait et de liquidation des dépenses imputées sur les crédits du budget qui lui ont été notifiés dans le respect de la réglementation en vigueur.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Christophe Shigetomi, les délégations mentionnées dans le présent arrêté seront exercées par Mme Marie-Claire Miyaguchi, conseillère des services administratifs, et en cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, par Mlle Corinne Chansin, attachée d'administration.

Art. 9.— Le directeur de l'aviation civile est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 avril 2008.
James Narii SALMON.

Par arrêté n° 16 MET du 7 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation d'une partie de l'indemnité versée à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Taiharuru (PV 579) nécessaire à la réalisation de l'aérodrome de Niau. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaires
9 650	M. Norbert Timi Tehavaru (bf 2.5.1.5.1.2)
9 650	Mme Winipih Alice Tehavaru épouse Jissane (bf 2.5.1.5.1.3)
9 650	M. Tapuni Gérard Tehavaru (bf 2.5.1.5.1.7)
2 859	Mme Tiaki Christine Tehavaru (bf 2.5.1.5.3.1)
11 439	M. Tino Tehavaru (bf 2.5.1.5.3.2)
20 588	M. Tafai Tehei (bf 2.5.1.5.3.4)
11 438	Mme Léonie Tehei mandatée par M. Tino Tehavaru (bf 2.5.1.5.3.5)
11 437	Mlle Vahinerii Tehei (bf 2.5.1.5.3.6)
11 437	Mme Elisabeth Tehei Bonnet (bf 2.5.1.5.3.8)
11 437	Mlle Nadine Tehei (bf 2.5.1.5.3.9)

Par arrêté n° 19 MET du 7 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation des indemnités relatives à une parcelle de la terre Tehoatia-Faauraavaa 2 partie cadastrée sous la référence K 500 (plan 28) nécessaire à la réalisation de la troisième entrée est de Papeete dans la commune de Aue entre le carrefour de Erima et le carrefour du bowling. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Indemnités à déconsigner : 40 625 F CFP ;
Bénéficiaire : Mme Laurance Teikihuavanaka.

Par arrêté n° 20 MET du 7 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Aтиhania nécessaire à la réalisation d'un stade à Afareaitu dans la commune de Moorea-Maiao. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaires
383 125	M. Marcel Tuheiava
383 125	Mme Julia Reiatua épouse Léon
383 125	M. Nane Reiatua
383 125	M. Teira Reiatua
383 125	Mlle Marthe Reiatua
383 125	M. Alfred Reiatua

Par arrêté n° 21 MET du 7 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 421 (plan 28) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Indemnités à déconsigner : 121 991 F CFP ;
Bénéficiaire : M. Rono Louis Tepuai.

Par arrêté n° 22 MET du 7 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée AB 41 nécessaire au centre administratif de Mataura à Tubuai. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Indemnités à déconsigner : 330 638 F CFP ;
Bénéficiaire : M. Rono Louis Tepuai.

Par arrêté n° 26 MET du 8 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 310 (plan 12) et PV 419 (plan 26) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP		Bénéficiaire
Plan 12	Plan 26	
33 854	85 745	Mme Heiarii Lenoir

Par arrêté n° 27 MET du 8 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée AB 41 nécessaire au centre administratif de Mataura à Tubuai. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : M. Justin Tepuai ;
Indemnités à déconsigner : 36 758 F CFP.

Par arrêté n° 28 MET du 8 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 421 (plan 28) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : M. Justin Tematahotoa ;
Indemnités à déconsigner : 13 555 F CFP.

Par arrêté n° 30 MET du 8 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 310 (plan 12) et PV 419 (plan 26) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP		Bénéficiaire
Plan 12	Plan 26	
16 928	45 624	M. Areva Utia

Par arrêté n° 31 MET du 8 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 310 (plan 12) et PV 419 (plan 26) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP		Bénéficiaires
Plan 12	Plan 26	
4 836	12 249	Mme Paloma Utia épouse Pito
4 836	12 249	M. Jean-Pierre Utia
4 836	12 249	Mlle Henriette Utia
4 836	12 249	Mlle Christine Utia
4 836	12 249	M. Samuel Utia

Par arrêté n° 32 MET du 8 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 416 (plan 23) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : Mme Marie-Thérèse Maifano épouse Vanaa ;

Indemnités à déconsigner : 9 667 F CFP.

Par arrêté n° 33 MET du 8 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Huaairu 1 (plan 14) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : M. Areva Utia ;

Indemnités à déconsigner : 41 281 F CFP.

Par arrêté n° 34 MET du 8 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 416 (plan 43) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaires
12 851	Mme Marie-Thérèse Vanaa
102 810	Mme Joséphine Tetuira épouse Mariteragi

Par arrêté n° 36 MET du 8 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP		Bénéficiaires
Plan 24	Plan 30	
11 980	8 696	M. Teriura Anania
11 980	8 696	M. Tamatea Anania

Par arrêté n° 37 MET du 8 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP		Bénéficiaires
Plan 24	Plan 30	
55 907	40 583	Mme Sylvia Taharia épouse Tereopa
55 907	40 583	M. Manuhiri Taharia
55 907	40 583	M. Rémi Taharia
55 908	40 582	M. Joël Taharia

Par arrêté n° 38 MET du 8 avril 2008.— Est annulée la déconsignation des indemnités revenant à M. Benjamin Ruatea en ce qui concerne la terre Tepagagie plan 40 contenue dans le tableau de l'article 1er de l'arrêté n° 527 MET du 30 janvier 2008 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations concernant les terres Tetahunameko (plan 3), Geogeo (plan 6), Pauaho (plan 7), Rahuigaeheehe (plan 18), Moturoa (plan 20), Gatitaghia (plan 22), Tepagagie (plan 40), Koparamatua (plan 43) et Tevainakare (plan 58) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Raroia.

Le reste sans changement.

Par arrêté n° 39 MET du 9 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités relatives aux terres Tetahunameko (plan 3), Geogeo (plan 6), Rahuigaeheehe ou Pauhugaeheehe (plan 18), Moturoa (plan 20) et Koparamatua (plan 43) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Raroia. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Nom des terres	Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaire
Tetahunameko (plan 3)	991	Mme Tekahu Numiariiki Rua épouse Doucet
Geogeo (plan 6)	3 359	
Rahuigaeheehe ou Pauhugaeheehe (plan 18)	1 573	
Moturoa (plan 20)	1 499	
Koparamatua (plan 43)	493	

Par arrêté n° 40 MET du 9 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP				Bénéficiaires
Plan 42	Plan 46	Plan 48	Plan 50	
222	108	147	2 192	M. Wilfred Bernière
222	109	147	2 192	M. Alexandre Bernière
222	109	147	2 193	Mme Célia Bernière
222	109	147	2 193	M. Alvin Bernière
222	109	147	2 193	Mme Elvina Bernière épouse Mahai
222	109	147	2 193	Mlle Maima Bernière
222	109	147	2 193	M. Many Bernière
221	109	146	2 193	Mlle Irma Bernière
221	109	146	2 193	Mme Lurence Bernière épouse Neuffer
221	109	146	2 193	Mme Lauretta Bernière épouse Jurd

Par arrêté n° 41 MET du 9 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP		Bénéficiaires
Plan 24	Plan 30	
9 317	6 764	M. Wilfred Bernière
9 318	6 764	M. Alexandre Bernière
9 318	6 764	Mme Célia Bernière
9 318	6 764	M. Alvin Bernière
9 318	6 764	Mme Elvina Bernière épouse Mahai
9 318	6 764	Mlle Maima Bernière
9 318	6 764	M. Many Bernière
9 318	6 763	Mlle Irma Bernière
9 318	6 763	Mme Lurence Bernière épouse Neuffer
9 318	6 763	Mme Lauretta Bernière épouse Jurd

Par arrêté n° 42 MET du 9 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP		Bénéficiaire
Plan 24	Plan 30	
2 420	1 757	Mme Meria Hatitio épouse Tenerio

Par arrêté n° 43 MET du 9 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP		Bénéficiaires
Plan 24	Plan 30	
5 647	4 099	M. Damas Utia
5 647	4 099	Mlle Simone Utia
5 647	4 099	M. Bernard Utia

Par arrêté n° 44 MET du 9 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP		Bénéficiaires
Plan 24	Plan 30	
8 472	6 399	M. Temarii Pahi
12 706	9 598	Mlle Roiti Taarea

Par arrêté n° 45 MET du 9 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP				Bénéficiaire
Plan 42	Plan 46	Plan 48	Plan 50	
57	29	39	569	Mme Meria Hatitio épouse Tenerio

Par arrêté n° 46 MET du 9 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP				Bénéficiaires
Plan 42	Plan 46	Plan 48	Plan 50	
135	66	89	1 329	M. Damas Utia
135	66	89	1 329	M. Bernard Utia
134	66	89	1 329	Mlle Simone Utia

Par arrêté n° 47 MET du 9 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP				Bénéficiaires
Plan 42	Plan 46	Plan 48	Plan 50	
202	100	133	1 994	M. Temarii Pahi
302	148	200	2 990	Mlle Roiti Taarea

Par arrêté n° 48 MET du 9 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 414 (plan 46) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaires
1 399	Mme Nathalie Lenoir épouse Teariki
1 400	Mme Tetahina Lenoir épouse Ravatua

Par arrêté n° 49 MET du 9 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 427 (plan 30) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaires
10 870	M. Iuda Lenoir
10 870	Mme Vehiarii Lenoir épouse Utia
86 962	Mme Tetahina Lenoir épouse Ravatua
86 962	Mme Nathalie Hatitio épouse Teariki

Par arrêté n° 50 MET du 9 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le

versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner		Bénéficiaires
Plan 24	Plan 30	
5 176	3 758	Mme Maria Tepuai épouse Masin, mandataire des ayants droit de Mme Anna Tepuai
5 176	3 758	M. Philippe Tupuai
5 177	3 758	Mme Maria Tepuai épouse Masin
5 177	3 757	Mme Tiaremaoa'e Tepuai épouse Anania
5 177	3 757	M. Ronoiteora Tepuai
5 177	3 757	Mme Maria Tepuai épouse Masin, mandataire de M. Georges Tepuai

Par arrêté n° 51 MET du 9 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner				Bénéficiaires
Plan 42	Plan 46	Plan 48	Plan 50	
124	60	82	1 218	Mme Maria Tepuai épouse Masin, mandataire des ayants droit de Mme Anna Tepuai
122	60	82	1 218	M. Philippe Tupuai
122	61	81	1 218	Mme Maria Tepuai épouse Masin
122	61	81	1 218	Mme Tiaremaoa'e Tepuai épouse Anania
122	61	81	1 219	M. Ronoiteora Tepuai
122	61	81	1 219	Mme Maria Tepuai épouse Masin, mandataire de M. Georges Tepuai

Par arrêté n° 52 MET du 9 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée AB 41 nécessaire au centre administratif de Mataura à Tubuai. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
257 162	Mme Maria Tepuai épouse Masin, mandataire des ayants droit de Mme Anna Tepuai
257 162	M. Philippe Tupuai
257 163	Mme Maria Tepuai épouse Masin
257 163	Mme Tiaremaoa'e Tepuai épouse Anania
257 163	M. Ronoiteora Tepuai
257 163	Mme Maria Tepuai épouse Masin, mandataire de M. Georges Tepuai
257 163	M. Eri Tupuai

Par arrêté n° 53 MET du 9 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner		Bénéficiaire
Plan 24	Plan 30	
23 295	16 909	Mme Yvanna Tereopa veuve Hatitio

Par arrêté n° 54 MET du 9 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner				Bénéficiaire
Plan 42	Plan 46	Plan 48	Plan 50	
555	272	367	5 482	Mme Yvanna Tereopa veuve Hatitio

Par arrêté n° 55 MET du 9 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner				Bénéficiaires
Plan 42	Plan 46	Plan 48	Plan 50	
285	140	188	2 820	M. Teriura Anania
285	140	189	2 819	M. Tamatea Anania

Par arrêté n° 56 MET du 9 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner				Bénéficiaires
Plan 42	Plan 46	Plan 48	Plan 50	
246	121	164	2 270	Mlle Vahinerii Teriitua
246	121	163	2 270	Mme Tatau Teriitua épouse Romain
246	121	163	2 270	M. Puna Teriitua
247	121	163	2 270	M. Tuterai Teriitua
247	121	163	2 269	M. Hiakai Teriitua

Par arrêté n° 57 MET du 9 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner				Bénéficiaires
Plan 42	Plan 46	Plan 48	Plan 50	
1 330	653	881	13 158	Mme Sylvia Taharia épouse Tereopa
1 330	653	881	13 157	M. Joël Taharia
1 330	654	880	13 157	M. Rémi Taharia
1 331	653	880	13 157	M. Manuhiri Taharia

Par arrêté n° 58 MET du 9 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP)

Indemnités à déconsigner		Bénéficiaires
Plan 24	Plan 30	
10 353	7 515	Mlle Vahinerii Teriitua
10 354	7 516	Mme Tatau Teriitua épouse Romain
10 353	7 515	M. Puna Teriitua
10 353	7 515	M. Tuterai Teriitua
10 353	7 515	M. Hiakai Teriitua

Par arrêté n° 59 MET du 9 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 299 (plan 1) et PV 313 (plan 15) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

N° de plan	Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
1	474	M. Hubert Teauraoa
15	17 259	
1	51	Mme Lucile Tihoni épouse Burns
15	1 850	

Par arrêté n° 60 MET du 9 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 301 (plan 3), PV 309 (plan 11), PV 317 (plan 18) et PV 1139 (plan 41) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

N° de plan	Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaires
3	2 285	M. Hubert Teauraoa
11	1 835	
18	1 276	
41	3 386	
3	288	Mme Lucile Tihoni épouse Burns
11	197	
18	137	
41	363	

Par arrêté n° 61 MET du 9 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 1161 (plan 47) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaires
449	M. Hubert Teaurua
49	Mme Lucile Tihoni épouse Burns

Par arrêté n° 62 MET du 9 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 302 (plan 4) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : M. Jacques Teinauri ;
Indemnités à déconsigner : 157 050 F CFP.

Par arrêté n° 63 MET du 9 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 305 (plan 7) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : M. Philippe Isaia ;
Indemnités à déconsigner : 16 383 F CFP.

Par arrêté n° 64 MET du 9 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 301 (plan 3), PV 309 (plan 11), PV 317 (plan 18) et PV 1139 (plan 41) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

N° de plan	Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaire
3	2 143	M. Philippe Isaia
11	1 721	
18	1 197	
41	3 175	

Par arrêté n° 65 MET du 9 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 1161 (plan 47) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : M. Philippe Isaia ;
Indemnités à déconsigner : 441 F CFP.

Par arrêté n° 66 MET du 9 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 1161 (plan 47) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : Mme Odette Isaia épouse Tiare ;
Indemnités à déconsigner : 2 349 F CFP.

Par arrêté n° 67 MET du 9 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 421 (plan 28) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaires
94 882	Mme Maria Tepuai épouse Masin, mandataire des ayants droit de Mme Anna Tepuai
94 882	M. Philippe Tupuai
94 882	Mme Maria Tepuai épouse Masin
94 882	Mme Tiaremaoa'e Tepuai épouse Anania
94 882	M. Ronoiteora Tepuai
94 882	Mme Maria Tepuai épouse Masin, mandataire de M. Georges Tepuai
94 882	M. Eri Tepuai

Par arrêté n° 68 MET du 9 avril 2008.— Est déconsignée une partie des indemnités d'expropriation relatives aux terres Tefakatokiga n° 6 et Tefakatokiga n° 7 nécessaires à la construction de l'aérodrome de Fakarava (archipel des Tuamotu). Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-dessous :

Indemnités à déconsigner en F CFP			Bénéficiaires
Arrêté n° 7787 AC.DIR. INFRA du 7/10/80	Arrêté n° 1195 CM du 20/12/93	Arrêté n° 296 CM du 30/03/95	
Terre Tefakatokiga n° 6			Mme Elma Bellais (bf 2.2.1.1.3.u)
144	1 081	178	
Terre Tefakatokiga n° 7			Mme Miranda Temariki épouse Colin, mandatée par Mme Elma Bellais (bf 2.2.1.1.3.1)
0	4 641	598	
Terre Tefakatokiga n° 6			Mlle Heidi Temariki, mandatée par Mme Elma Bellais (bf 2.2.1.1.3.2)
145	1 081	179	
Terre Tefakatokiga n° 7			
	4 642	596	
Terre Tefakatokiga n° 6			
145	1 081	179	
Terre Tefakatokiga n° 7			
	4 642	596	

Par arrêté n° 69 MET du 9 avril 2008.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la

Caisse des dépôts et consignations relatives à la parcelle de terre Tegarara repérée sous le plan n° 14 nécessaire à la réalisation des travaux d'extension de l'aérodrome de Anaa. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaires
236	Mme Angéline Lucas épouse Tevahitua (bf 1.1.1.1.1.3)
237	Mme Marcelline Lucas, mandatée par Mme Gloria Lucas (bf 1.1.1.1.1.10)
237	Mme Gloria Lucas (bf 1.1.1.1.1.13)
484	Mme Tahu Gisèle Depierre épouse Gramont (bf 1.1.1.1.1.2 et 1.1.1.5.1.2)
1 024	Mme Simone Bellais épouse Maruhi (bf 1.1.1.1.2.1)
1 025	M. Jean Félix Bellais (bf 1.1.1.1.2.3)

Par arrêté n° 71 MET du 10 avril 2008. — Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 414 (plan 46) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Indemnités à déconsigner : 1 633 F CFP ;
Bénéficiaire : M. Paahao Hatitio.

Par arrêté n° 72 MET du 10 avril 2008. — Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 427 (plan 30) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Indemnités à déconsigner : 101 456 F CFP ;
Bénéficiaire : M. Paahao Hatitio.

Par arrêté n° 73 MET du 10 avril 2008. — Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Oanini 6 et Marutaka 2 nécessaires à la construction de l'aérodrome de Fangatau. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Terre	Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaire
Oanini 6	17 455	M. Marere Grégoire Tepehu (bf 2.7.1.1 ; 8.1.1)
Marutaka 2	4 207	

Par arrêté n° 74 MET du 10 avril 2008. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 301 (plan 3), PV 309 (plan 11), PV 317 (plan 18) et PV 1139 (plan 41) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP				Bénéficiaire
Plan n° 3	Plan n° 11	Plan n° 18	Plan n° 41	
4 897	3 932	2 735	7 256	Mme Terupe Poeiti Tihoni-Vanaa épouse Ariiotima

Par arrêté n° 75 MET du 10 avril 2008. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 301 (plan 3), PV 309 (plan 11), PV 317 (plan 18) et PV 1139 (plan 41) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP				Bénéficiaires
Plan n° 3	Plan n° 11	Plan n° 18	Plan n° 41	
979	787	547	1 451	Mme Terupe Poeiti Tihoni-Vanaa épouse Ariiotima
979	787	547	1 451	Mlle Marguerite Tihoni
979	786	547	1 452	M. Eria Tihoni
980	786	547	1 451	M. Teriitahi Alec Tihoni
980	786	547	1 451	Mlle Marie-Madeleine Tihoni

Par arrêté n° 76 MET du 10 janvier 2008. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 299 (plan 1) et PV 313 (plan 15) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP		Bénéficiaire
Plan n° 1	Plan n° 15	
1 014	36 983	Mme Terupe Poeiti Tihoni-Vanaa épouse Ariiotima

Par arrêté n° 77 MET du 10 janvier 2008. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 299 (plan 1) et PV 313 (plan 15) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP		Bénéficiaires
Plan n° 1	Plan n° 15	
253	7 397	Mme Terupe Poeiti Tihoni-Vanaa épouse Ariiotima
253	7 397	Mlle Marguerite Tihoni
254	7 396	M. Eria Tihoni
254	7 396	M. Teriitahi Alec Tihoni
254	7 396	Mlle Marie-Madeleine Tihoni

Par arrêté n° 78 MET du 10 avril 2008. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 307 (plan 9) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Indemnités à déconsigner : 649 243 F CFP ;
Bénéficiaire : Mme Terupe Poeiti Tihoni-Vanaa épouse Ariiotima.

Par arrêté n° 79 MET du 10 avril 2008. — Est autorisée la déconsignation d'une partie de l'indemnité versée à la Caisse des dépôts et consignations relative aux terres Tautearofo, Fakatorohuga et Kumegapoti nécessaires à la réalisation de l'aérodrome de Tureia. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Terre	Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaires
Tautearofo	51 360	Mme Monique Tehumu épouse Teihotu, mandataire de Mahinui Tehumu, Etienne Tehumu et Ernest Tehumu
Fakatorohuga	61 463	
Kumegapoti	21 667	
Tautearofo	25 680	M. Victor Tamaku
Fakatorohuga	30 731	
Kumegapoti	10 833	

Par arrêté n° 80 MET du 10 avril 2008. — Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations à la terre Motuohua nécessaire à l'emprise de l'aérodrome de Apataki. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Indemnités à déconsigner : 15 875 F CFP ;
Bénéficiaire : M. Marere Grégoire Tepehu.

Par arrêté n° 81 MET du 10 avril 2008. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 1161 (plan 47) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaires
199	Mme Terupe Poeiti Tihoni-Vanaa épouse Ariiotima
199	Mlle Marguerite Tihoni
199	M. Eria Tihoni
199	M. Teriitahi Alec Tihoni
199	Mlle Marie-Madeleine Tihoni

Par arrêté n° 82 MET du 10 avril 2008. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 1161 (plan 47) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Indemnités à déconsigner : 997 F CFP ;
Bénéficiaire : Mme Terupe Poeiti Tihoni-Vanaa épouse Ariiotima.

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION,
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET TECHNIQUE, ET DE LA RECHERCHE**

ARRETE n° 9 MEE du 8 avril 2008 portant sur la composition du conseil d'administration du Groupement des établissements de Polynésie pour la formation continue (GREPFOC).

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 727 PR du 20 mars 2008 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme ;

Vu la délibération 2003-97 APF du 10 juillet 2003 portant création d'un établissement public à caractère industriel et commercial doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière dénommée "Groupement des établissements de Polynésie pour la formation continue (GREPFOC)" ;

Vu l'arrêté n° 1179 CM du 14 août 2003 modifié portant organisation du "Groupement des établissements de Polynésie pour la formation continue",

Arrête :

Article 1er. — Est constatée comme suit la composition du conseil d'administration du Groupement des établissements de Polynésie pour la formation continue (GREPFOC) :

- M. Jean-Marius Raapoto, ministre de l'éducation, *président* ;
- M. Bernard Jaunel, directeur des enseignements secondaires, *vice-président* ;
- Mme Tamara Bopp du Pont, représentante à l'assemblée de la Polynésie française, désignée par l'assemblée de la Polynésie française ou son suppléant ;
- M. Patrick Tietze, principal du collège de Afareaitu, ou son représentant ;
- M. Dominique Liu, principal du collège de Arue, ou son représentant ;
- Mme Maryse Rousset-David, principale du collège de Atuona, ou son représentant ;
- M. Bernard Capdeville, principal du collège de Bora Bora, ou son représentant ;
- M. Pierre Michel, principal du collège de Faaroa, ou son représentant ;
- M. Pépin Mou Kam Tse, principal du collège de Hao, ou son représentant ;
- M. Gérard Gonte, principal du collège Henri-Hiro, ou son représentant ;

- M. Jean-François Kuspert, principal du collège de Hitia'a, ou son représentant ;
- M. Jean-Marie Barreau, principal du collège de Huahine, ou son représentant ;
- M. Jean-Paul Charrier, principal du collège de Mahina, ou son représentant ;
- M. Christian Marbezy, principal du collège de Makemo, ou son représentant ;
- M. Francis Couturier, principal du collège de Mataura, ou son représentant ;
- M. Alain Herbette, principal du collège de Paea, ou son représentant ;
- Mme Sheila Lan Sun Luk, principale du collège de Paopao, ou son représentant ;
- M. Henri Pierre, principal du collège de Papara, ou son représentant ;
- Mme Nicole Charlemarty, principale du collège de Punaauia, ou son représentant ;
- M. Didier Prival, principal du collège de Rangiroa, ou son représentant ;
- M. Thierry Chevalier, principal du collège de Rurutu, ou son représentant ;
- Mme Marie-Hélène Tirao, principale du collège de Taaone, ou son représentant ;
- M. Pierre Champon, principal du collège de Tahaa, ou son représentant ;
- M. Guy Chassignol, principal du collège de Taiohae, ou son représentant ;
- M. Didier Adnet, principal du collège de Taravao, ou son représentant ;
- M. Jean-Pierre Gonnot, principal du collège de Taunua, ou son représentant ;
- M. Jean-Jacques Foletti, principal du collège, de Tipaerui ou son représentant ;
- M. Bernard Cayol, principal du collège de Ua Pou, ou son représentant ;
- M. Alain Denis, proviseur du lycée Paul-Gauguin, ou son représentant ;
- M. Edouard Friedler, proviseur du lycée polyvalent de Taaone, ou son représentant ;
- M. Daniel Gay, proviseur du lycée polyvalent de Papara, ou son représentant ;
- M. Jacques Petitjean, proviseur du lycée polyvalent de Taravao, ou son représentant ;
- M. Jean-Pierre Desperiers, proviseur du lycée hôtelier de Tahiti, ou son représentant ;
- Mme Catherine Roger, proviseur du lycée tertiaire de Pirae, ou son représentant ;
- M. Mario Lacchini, proviseur du lycée polyvalent de Uturoa, ou son représentant ;
- M. Jean-Marc Papalia, proviseur du lycée professionnel de Faa'a, ou son représentant ;
- M. Patrick Klosowski, proviseur du lycée professionnel de Mahina, ou son représentant ;
- M. Alain Berna, proviseur du lycée professionnel de Uturoa, ou son représentant ;
- Mlle Vaitiare Uk May, représentante du personnel permanent du GREPFOC, ou son suppléant.

Art. 2. — L'arrêté n° 410 MED du 14 mai 2007 constatant la composition du conseil d'administration du Groupement des établissements de Polynésie pour la formation continue (GREPFOC) est abrogé.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2008.
Jean-Marius RAAPOTO.

ARRETE n° 10 MEE du 9 avril 2008 portant délégation de signature du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme, à Mme Maeva Salmon, déléguée de la Polynésie française.

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 727 PR du 20 mars 2008 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme ;

Vu la délibération n° 85-1064 AT du 16 juillet 1985 modifiée créant un service territorial dénommé "service de la délégation de la Polynésie française" à Paris ;

Vu la délibération n° 98-122 APF du 6 août 1998 modifiée relative au statut du personnel de la délégation de la Polynésie française à Paris ;

Vu l'arrêté n° 366 CM du 13 avril 2006 modifié portant réglementation générale des allocations de la Polynésie française pour études supérieures ;

Vu l'arrêté n° 109 CM du 31 janvier 2007 modifié portant nomination de Mme Maeva Salmon en qualité de déléguée de la Polynésie française du service dénommé "service de la délégation de la Polynésie française" ;

Vu l'arrêté n° 1216 CM du 30 août 2007 relatif aux missions et à l'organisation du service de la délégation de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 605 PR du 6 mars 2008 portant délégation de signature à Mme Maeva Salmon, déléguée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 604 PR du 6 mars 2008 portant délégation du pouvoir d'ordonnancement à Mme Maeva Salmon, déléguée de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à Mme Maeva Salmon en qualité de déléguée de la Polynésie française à l'effet de signer, au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme, les actes courants, les attestations de toute nature et correspondances relatifs à :

- 1° La gestion des bourses et aides spécifiques en application de la réglementation en vigueur ;
- 2° La mise en route des étudiants et la délivrance des réquisitions de transport de leurs effets personnels ;
- 3° La gestion des prestations sociales étudiantes ;

4° La gestion des foyers étudiants dont le ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme, est affectataire afin de prendre les mesures requises pour la conservation et l'utilisation des immeubles.

Art. 2. — Délégation de signature est donnée à Mme Maeva Salmon, déléguée de la Polynésie française, à l'effet de procéder aux opérations de liquidation des dépenses imputées sur les crédits du budget de la Polynésie française qui lui sont alloués par le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme, résultant de l'application des décisions qui lui sont notifiées.

Art. 3. — En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Maeva Salmon, la délégation de signature qui lui est donnée sera exercée par M. Sougoumar Mayoura, chef de département de l'administration au sein de la délégation de la Polynésie française.

Art. 4. — En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Maeva Salmon et de M. Sougoumar Mayoura, Mlle Nelly Faure, agent de catégorie D3 responsable de la cellule étudiants du bureau du soutien aux actions sectorielles du pays, exercera la délégation de signature prévue au titre de cet arrêté.

Art. 5. — L'arrêté n° 4 MEE du 28 septembre 2007 portant délégation de signature à Mme Maeva Salmon en qualité de chef de service de la délégation de la Polynésie française à Paris par intérim est abrogé.

Art. 6. — La déléguée de la Polynésie française est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 avril 2008.
Jean-Marius RAAPOTO.

MINISTÈRE DES RESSOURCES DE LA MER

Par arrêté n° 5 MER du 10 avril 2008. — Est autorisée au profit de Mlle Reiono Léonne Teauroa, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 852 CM du 25 juin 2002 modifié, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis aux Gambier, commune des Gambier.

L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage d'huîtres perlières : 3 hectares.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par le service de la perliculture.

La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *soixante-cinq mille francs CFP* (65 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes de collectage à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 3 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 45 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Par arrêté n° 6 MER du 10 avril 2008. — Est autorisée au profit de Mlle Cécile Tehei, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 852 CM du 25 juin 2002 modifié, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis aux Gambier, commune des Gambier.

L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 3 hectares.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par le service de la perliculture.

La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *soixante-cinq mille francs CFP* (65 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes de collectage à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 3 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 45 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Par arrêté n° 7 MER du 10 avril 2008. — Est autorisée au profit de Mme Romy Noëlani Mahiatekura Mahuta épouse Teuápiko, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 852 CM du 25 juin 2002 modifié, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Takaroa, commune de Takaroa.

L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 5 hectares.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par le service de la perliculture.

La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *quatre-vingt-quinze mille francs CFP* (95 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes de collectage à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 5 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 75 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Par arrêté n° 8 MER du 10 avril 2008.— Est autorisée au profit de M. Eric Sichoix, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 852 CM du 25 juin 2002 modifié, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis aux Gambier, commune des Gambier.

L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 3 hectares.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par le service de la perliculture.

La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *soixante-cinq mille francs CFP* (65 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes de collectage à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 3 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 45 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Par arrêté n° 9 MER du 10 avril 2008.— Est autorisée au profit de Mme Hiriata Tearere Tania Toofa épouse Pommier, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 852 CM du 25 juin 2002 modifié, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Arutua, commune de Arutua.

L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 10 hectares.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par le service de la perliculture.

La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *cent soixante-dix mille francs CFP* (170 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes de collectage à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 10 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 150 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Par arrêté n° 10 MER du 10 avril 2008.— Est autorisée au profit de M. Yves Tuaihi Teihoarii, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 852 CM du 25 juin 2002 modifié, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Arutua, commune de Arutua.

L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 4 hectares.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par le service de la perliculture.

La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *soixante mille francs CFP* (60 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 4 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 60 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Par arrêté n° 11 MER du 10 avril 2008.— Est autorisée au profit de M. Bernard Tuarue, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 852 CM du 25 juin 2002 modifié, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Makemo, commune de Makemo.

L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 3 hectares.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par le service de la perliculture.

La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *quarante-cinq mille francs CFP* (45 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 3 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 45 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Par arrêté n° 12 MER du 10 avril 2008.— Est autorisée au profit de M. Victor Tehei Sue, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 852 CM du 25 juin 2002 modifié, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Ahe, commune de Manihi.

L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 3 emplacements d'une superficie totale de 2 hectares 2 ares (0,20 hectare, 1 hectare et 1 hectare).

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service de la perliculture.

La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *cinquante-trois mille francs CFP* (53 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes de collectage à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 2 hectares 2 ares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 33 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

**MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

ARRETE n° 4 MED du 4 avril 2008 portant ouverture de l'enquête de commodo et incommodo n° 08-14 ENV/IC et de la consultation du public concernant l'évaluation d'impact environnementale comprise dans le dossier installation classée, dans la commune de Punaauia, dans le cadre de la demande d'autorisation formulée par la société COPA pour installer et exploiter les équipements techniques d'une usine agroalimentaire (installation classée pour la protection de l'environnement).

Le ministre de l'environnement et du développement durable,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 638 PR du 10 mars 2008 relatif aux attributions du ministre de l'environnement et du développement durable ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 08-14 ENV/IC et formulée par la société COPA, représentée par Mlle Nancy Wane, sa gérante,

Arrête :

Article 1er.— Conformément aux articles A. 222-4 et suivants du code de l'environnement de la Polynésie française, une enquête de commodo et incommodo est ouverte du mercredi 14 mai au vendredi 13 juin 2008 dans la commune de Punaauia dans le cadre de la demande d'autorisation d'installer et exploiter l'installation classée pour la protection de l'environnement suivante :

- demande d'autorisation d'exploiter les équipements techniques d'une usine agroalimentaire, formulée par la société COPA représentée par Mlle Nancy Wane ;
- numéro d'inscription au registre : 08-14 ENV/IC ;
- localisation : vallée industrielle de la Punaruu.

Art. 2.— La mairie de Punaauia est désignée comme siège de l'enquête. Pendant les heures d'ouverture au public de la mairie, le public peut prendre connaissance du dossier et formuler ses observations dans le registre ouvert à cet effet.

Art. 3.— M. Jean-Robert Poevai est désigné commissaire enquêteur et se tient à la disposition du public dans la mairie les jours suivants :

- le lundi 19 mai 2008 de 8 heures à 11 heures ;
- le lundi 26 mai 2008 de 8 heures à 11 heures ;
- le lundi 2 juin 2008 de 8 heures à 11 heures ;
- le lundi 9 juin 2008 de 8 heures à 11 heures.

Art. 4.— L'avis au public relatif à cette enquête est affiché à la mairie par les soins du maire de Punaauia. L'avis est également affiché à proximité de l'installation, le long des voies de circulation principales et secondaires. L'affichage est effectif avant l'ouverture de la présente enquête. L'accomplissement de cet affichage est certifié par le maire de Punaauia.

Art. 5.— Le maire de Punaauia peut donner son avis sur la demande d'autorisation d'exploiter l'installation dès l'ouverture de l'enquête.

Art. 6.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 avril 2008.
Teua TEMARU.

ARRETE n° 5 MED du 4 avril 2008 portant ouverture de l'enquête de commodo et incommodo n° 08-9 ENV/IC et de la consultation du public concernant l'évaluation d'impact environnementale comprise dans le dossier installation classée, dans la commune de Hitia'a O Te Ra, dans le cadre de la demande d'autorisation formulée par l'EURL Teipora Noni pour installer et exploiter les équipements techniques d'une usine de transformation et de conservation de fruits de noni (installation classée pour la protection de l'environnement).

Le ministre de l'environnement et du développement durable,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 638 PR du 10 mars 2008 relatif aux attributions du ministre de l'environnement et du développement durable ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 08-9 ENV/IC et formulée par l'EURL Teipora Noni, représentée par M. Wilfred Phineas Bambridge, son gérant,

Arrête :

Article 1er.— Conformément aux articles A. 222-4 et suivants du code de l'environnement de la Polynésie française, une enquête de commodo et incommodo est ouverte du lundi 28 avril au vendredi 30 mai 2008 dans la commune de Hitia'a O Te Ra dans le cadre de la demande d'autorisation d'installer et exploiter l'installation classée pour la protection de l'environnement suivante :

- demande d'autorisation d'exploiter les équipements techniques d'une usine de transformation et de conservation de noni, formulée par l'EURL Teipora Noni, représentée par M. Wilfred Phineas Bambridge ;
- numéro d'inscription au registre : 08-9 ENV/IC ;
- localisation : Hitia'a O Te Ra, au-dessus du collège de Hitia'a.

Art. 2.— La mairie de Hitia'a est désignée comme siège de l'enquête. Pendant les heures d'ouverture au public de la mairie, le public peut prendre connaissance du dossier et formuler ses observations dans le registre ouvert à cet effet.

Art. 3.— M. Jean-Robert Poevai est désigné commissaire enquêteur et se tient à la disposition du public dans la mairie les jours suivants :

- le mardi 6 mai 2008 de 8 heures à 11 heures ;
- le mardi 13 mai 2008 de 8 heures à 11 heures ;
- le mardi 20 mai 2008 de 8 heures à 11 heures ;
- le mardi 27 mai 2008 de 8 heures à 11 heures.

Art. 4.— L'avis au public relatif à cette enquête est affiché à la mairie par les soins du maire de Hitia'a O Te Ra. L'avis est également affiché à proximité de l'installation, le long des voies de circulation principales et secondaires. L'affichage est effectif avant l'ouverture de la présente enquête. L'accomplissement de cet affichage est certifié par le maire de Hitia'a O Te Ra.

Art. 5.— Le maire de Hitia'a O Te Ra peut donner son avis sur la demande d'autorisation d'exploiter l'installation dès l'ouverture de l'enquête.

Art. 6.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 avril 2008.
Teua TEMARU.

ARRETE n° 6 MED du 4 avril 2008 portant ouverture de l'enquête de commodo et incommodo n° 08-5 ENV/IC, dans la commune de Papeete, dans le cadre de la demande d'autorisation formulée par la SAS Océanie Pneus Auto Service, pour exploiter un stockage de pneus (installation classée pour la protection de l'environnement).

Le ministre de l'environnement et du développement durable,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-2008 APF/SG du 23 septembre 2008 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 638 PR du 10 mars 2008 modifié relatif aux attributions du ministre de l'environnement et du développement durable ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 08-5 ENV/IC et formulée par la SAS Océanie Pneus Auto Service, représentée par son gérant, M. François Martin,

Arrête :

Article 1er.— Conformément aux articles A. 222-4 et suivants du code de l'environnement de la Polynésie française, une enquête de commodo et incommodo est ouverte du lundi 5 mai au vendredi 6 juin 2008 dans la commune de Papeete dans le cadre de la demande d'autorisation d'exploiter l'installation classée pour la protection de l'environnement suivante :

- demande d'autorisation pour exploiter un stockage de pneus, formulée par la SAS Océanie Pneus Auto Service, représentée par M. François Martin ;
- numéro d'inscription au registre : 08-5 ENV/IC ;
- localisation : zone industrielle de la Tipaerui.

Art. 2.— La mairie de Papeete est désignée comme siège de l'enquête. Pendant les heures d'ouverture au public de la mairie, le public peut prendre connaissance du dossier et formuler ses observations dans le registre ouvert à cet effet.

Art. 3.— M. Jean-Robert Poevai est désigné commissaire enquêteur et se tient à la disposition du public dans la mairie les jours suivants :

- le lundi 16 mai 2008 de 8 heures à 11 heures ;
- le lundi 23 mai 2008 de 8 heures à 11 heures ;
- le lundi 30 mai 2008 de 8 heures à 11 heures ;
- le lundi 6 juin 2008 de 8 heures à 11 heures.

Art. 4. — L'avis au public relatif à cette enquête est affiché à la mairie par les soins du maire de Papeete. L'avis est également affiché à proximité de l'installation, le long des voies de circulation principales et secondaires. L'affichage est effectif avant l'ouverture de la présente enquête. L'accomplissement de cet affichage est certifié par le maire de Papeete.

Art. 5. — Le maire de Papeete peut donner son avis sur la demande d'autorisation d'exploiter l'installation dès l'ouverture de l'enquête.

Art. 6. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 avril 2008.
Teua TEMARU.

ARRETE n° 7 MED du 7 avril 2008 autorisant la CCISM à installer et exploiter un hangar abritant des stockages de liquides inflammables, sis dans la commune de Papeete (établissement de la première classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre de l'environnement et du développement durable,

Arrête :

Article 1er. — La CCISM est autorisée à installer et exploiter un hangar abritant deux stockages de transfert d'huiles usagées, sis dans la commune de Papeete.

Titre Ier - Situation de l'établissement

L'installation est située sur un terrain composé comme suit :

Terre Démembrement	Commune	Section	n° parcelle	ha	a	ca	Propriétaire
Lotissement SETIL : (remblai)	Papeete	AO	29	-	20	72	Port autonome de Papeete
Lotissement SETIL : lot E6P	Papeete	AO	4	-	54	74	Port autonome de Papeete

Titre II - Equipements et caractéristiques

Art. 2. — L'établissement relève de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement. Ses équipements sont classés dans le tableau suivant :

Rubrique de la nomenclature	Définition de rubrique	Equipements de l'installation prévue	Classe
130	<i>Liquides inflammables (dépôts de)</i> - représentant une capacité nominale totale supérieure ou égale à 3 000 litres.	- stockage enterré (1 cuve de 12 000 litres) d'huiles usagées ; - stockage aérien de 15 fûts de 200 litres totalisant 3 000 litres d'huiles usagées.	1re

Titre III - Dispositions générales

Art. 3. — La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Art. 4. — Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'environnement de la Polynésie française.

Art. 5. — Tout projet de modification apporté par l'exploitant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de la demande initiale, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance de l'inspection des installations classées qui peut exiger une nouvelle demande.

Art. 6. — L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation et sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Art. 7. — L'exploitant établit et tient à jour un dossier "installation classée" comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
- les plans tenus à jour ;
- l'arrêté d'autorisation initial et les arrêtés complémentaires ;
- les résultats des mesures sur les effluents, le bruit, les rapports de visites et de contrôles périodiques ;
- les documents énoncés et prévus dans le présent arrêté ;
- le registre d'exploitation visé à l'article 72.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des organismes chargés des contrôles périodiques.

Art. 8. — En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers le plus proche est alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence.

Art. 9. — L'exploitant est soumis à l'ensemble des prescriptions du livre II, titre II du code de l'environnement, et en particulier celles qui sont relatives au changement d'exploitant, à la caducité de l'arrêté, aux éventuelles modifications des installations, à la cessation d'activité et à la déclaration des accidents.

Art. 10. — Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'environnement de la Polynésie française.

Titre IV - Prescriptions relatives à la réalisation des travaux de construction

Art. 11. — L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour garantir l'innocuité des travaux sur :

- les bâtiments, les habitations et les locaux avoisinants ;
- les cours d'eaux, les rivières et le lagon.

Art. 12. — Les travaux ne sont pas à l'origine de vibrations susceptibles d'altérer l'intégrité des bâtiments alentours ou de dégradations des bâtiments voisins et de fragilisation des sols. A cet effet, l'exploitant réalise un suivi de l'intégrité des bâtiments alentour et prend toutes les mesures nécessaires au cas où des signes de détériorations apparaîtraient.

Art. 13. — Le chantier est clôturé par des matériaux étanches surtout dans ses parties basses et pleines afin d'éviter le départ des matériaux d'excavation dans le lagon.

Ces matériaux d'excavation sont déposés dans un endroit autorisé.

Art. 14.— En cas de présence d'eaux lors des travaux de fouille, ces eaux doivent être traitées avant leur rejet dans le milieu naturel.

Tous les moyens (décantation ou autre procédé efficace) sont mis en œuvre à cet effet.

Titre V - Implantation et aménagement

Art. 15.— Le hangar d'une superficie intérieure de 25 mètres carrés est implanté et exploité conformément aux plans joints à la demande d'autorisation et aux prescriptions du présent arrêté.

Art. 16.— Il est construit en partie basse avec des murs lisses, en matériaux incombustibles coupe-feu de degré 2 heures d'une hauteur de 25 centimètres et faisant également office de cuvette de rétention pour le stockage aérien.

Cette cuvette de rétention a une capacité maximale de 6 200 litres capable de contenir la totalité des produits stockés.

Art. 17.— Le sol est réalisé en matériaux incombustibles coupe-feu de degré 2 heures, lisse et pourvu d'une pente afin de diriger les éventuels liquides répandus, vers la cuve enterrée en fosse de 12 000 litres.

Art. 18.— Les parois et le radier de la fosse d'une capacité de 24 000 litres, sont lisses et réalisés en béton armé.

Art. 19.— La dalle est également réalisée en béton armé et capable de résister à une charge de 1 tonne par mètre carré.

Art. 20.— Un éclairage de sécurité est mis en place.

Art. 21.— Aucune canalisation d'alimentation en eau, d'évacuation des eaux usées, du réseau électrique et téléphonique ne passera à l'intérieur et au-dessus de la fosse.

Art. 22.— La partie haute du hangar et la toiture sont réalisées en tôle, matériaux incombustibles.

Art. 23.— L'aération du local est réalisée par un dispositif du type châssis persienne en partie haute, de manière à éviter toute stagnation de vapeurs.

Art. 24.— Une colonne sèche "percée" de diamètre 40 est installée à l'intérieur du local et raccordable avec un engin incendie.

Ce dispositif couvre la totalité de la surface de stockage.

Art. 25.— Un appareil de levage (palan) utilisé pour déplacer verticalement une charge est installé à l'intérieur du hangar pour permettre et faciliter la réalisation des opérations de vidage des fûts.

Art. 26.— Une trémie de vidage des fûts et une barre anti-choc sont également aménagées conformément aux plans joints à la demande.

Art. 27.— Une armoire extérieure est conçue pour permettre le stockage des produits absorbants (buvards industriels et chaussettes absorbantes).

Art. 28.— Une guérite est construite à l'entrée du port de pêche. Elle est implantée à une dizaine de mètres de l'installation classée et sert de refuge au vigile qui sera présent 24 heures sur 24.

Titre VI - Dispositions applicables aux dépôts

Art. 29.— Les 15 fûts pleins au maximum formant le stockage aérien, sont stockés conformément au plan joint à la page 27/32 du dossier. Le hangar est également aménagé pour le stockage de 15 fûts vides au maximum.

Art. 30.— Les fûts sont entreposés de manière à éviter tout risque d'accident pour les employés.

Art. 31.— La cuve enterrée de 12 000 litres est construite en acier soudable, suivant les règles de l'art et suivant la norme NFM 88-512. La cuve est incombustible, étanche et présente une résistance suffisante aux chocs accidentels. Il devra être joint au dossier, un certificat d'épreuve hydraulique fait et délivré sous la responsabilité du constructeur. Cette cuve est positionnée dans une fosse en béton étanche de 24 mètres carrés.

Art. 32.— La cuve et les accessoires sont protégés contre la corrosion interne et externe.

Art. 33.— Elle est positionnée dans la fosse conformément au plan joint à la page 25/29 du dossier.

Art. 34.— Elle est positionnée à 10 centimètres du radier, 20 centimètres des parois et du point le plus bas de la dalle.

Art. 35.— Elle est maintenue solidement sur des châssis de façon qu'elle ne puisse remonter sous l'effet de la poussée de l'eau et se déplacer sous l'effet des trépidations.

Art. 36.— Le matériel d'équipement de la cuve est conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, etc.

Art. 37.— La cuve est équipée d'un dispositif de jaugeage permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide contenu ou admissible avant tout remplissage.

Art. 38.— En dehors des opérations de vidage des fûts, l'orifice de remplissage est fermé par un obturateur étanche.

Art. 39.— La cuve est équipée d'un tube d'évent au moins, surmonté d'un grillage pare-flammes débouchant à l'air libre au niveau de la toiture, ne présentant aucun risque ni inconvenient pour le voisinage. Il est protégé contre la pluie.

Titre VII - Installations électriques

Art. 40.— Les installations électriques répondent à la norme NF C 15-100, et font l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant. Cette attestation est transmise dès la réception par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

Art. 41.— Le TGBT permettant de mettre hors tension l'installation électrique est visible et facilement accessible par le personnel responsable et signalé par des étiquettes.

Art. 42.— Les installations électriques font l'objet d'une vérification, à la mise en service, puis tous les ans, par un technicien ou par un organisme compétent. Les installations électriques sont en outre régulièrement surveillées et entretenues en bon état par un personnel qualifié.

Art. 43.— Les rapports de contrôle sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Titre VIII - Protection contre l'incendie

Art. 44.— Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour permettre de combattre immédiatement et efficacement tout commencement d'incendie.

Art. 45.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers le plus proche est alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence.

Art. 46.— Le personnel est initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement.

Art. 47.— Une consigne écrite indique les modalités d'entretien et la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident. Un plan d'intervention placé judicieusement à l'entrée du local est destiné aux salariés et aux services de secours.

Art. 48.— Il est interdit de fumer dans le hangar et aux alentours, d'y allumer ou d'y apporter une flamme et d'y effectuer des travaux de réparation susceptibles de produire des étincelles, sauf autorisation expresse de l'exploitant. Cette interdiction est affichée de façon apparente aux abords de l'installation et compréhensible par tous.

Art. 49.— Des panneaux portant la mention "défense de fumer" sont répartis judicieusement et affichés bien en évidence à l'extérieur du hangar.

Les consignes suivantes sont affichées bien en vue et au regard de tous :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers (18 et/ou autres...);
- l'adresse du centre de secours de premier appel ;
- les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ;
- un plan schématique, conforme aux normes en vigueur, sous forme d'une pancarte, apposée à l'entrée pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. Sur ce plan figure l'emplacement des stockages, des dispositifs de coupure des fluides et des commandes des équipements de sécurité.

Art. 50.— Afin d'éviter toute propagation d'incendie, les alentours du hangar sont dégagés de tout encombrant, déchet et autre, et sont entretenus régulièrement.

Art. 51.— Les eaux contaminées par les eaux de lutte incendie ne sont pas à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou du sous-sol. L'exploitant prendra toutes les mesures nécessaires en ce sens.

Art. 52.— L'installation est défendue contre l'incendie par les équipements suivants :

- 2 extincteurs portatifs NF MIH de 9 kilogrammes à poudre polyvalente ABC ;
- 1 extincteur sur roue de 50 kilogrammes ;
- une colonne sèche "percée" de diamètre 40, installée à l'intérieur du local et raccordable avec un engin incendie ;
- un kit antipollution composé de 3 rouleaux de buvards absorbants et de 2 chaussettes ;
- et de 2 poteaux d'incendie situés à moins de 150 mètres de l'installation.

Les extincteurs et le kit sont répartis judicieusement dans le local et l'armoire.

Art. 53.— Les matériels d'extinction sont vérifiés une fois l'an par une entreprise spécialisée et les dates de contrôle sont enregistrées sur une étiquette apposée sur chaque appareil.

Titre IX - Protection contre les nuisances sonores

Art. 54.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits suspects ou vibrations anormales, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Art. 55.— L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 56.— Les mesures de bruit sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Art. 57.— Le bruit exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété ne dépasse pas les valeurs suivantes :

Zone : Zone à prédominance d'activités commerciales, industrielles ainsi que les zones agricoles situées en zone rurale non habitée ou comportant des écarts ruraux ;
Jour (jours ouvrables de 7 heures à 22 heures) : 65 ;
Période intermédiaire : 60 ;
Nuit (tous les jours de 22 heures à 7 heures et dimanches et jours fériés) : 55 ;
Emergence : 3.

Art. 58.— Lorsque plusieurs installations classées, soumises à autorisation au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ses installations respecte les valeurs limites ci-dessus.

Art. 59.— Des contrôles annuels seront réalisés par un organisme ou une personne qualifiée, à l'initiative et aux frais de l'exploitant. Ces contrôles seront réalisés durant les heures d'ouverture. Ils seront réalisés en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats seront transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles supplémentaires de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée.

Art. 60.— Les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier utilisés à l'intérieur du site répondent aux prescriptions précitées.

Titre X - Protection de l'environnement

Art. 61.— Le brûlage de tout déchet est interdit.

Les factures liées aux opérations d'enlèvement et de traitement de tout rejet ou déchet sont conservées dans le dossier "installation classée" visée à l'article 7 et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 62.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 63.— Il est également interdit de jeter ou d'abandonner des déchets dans le milieu naturel.

Art. 64.— Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

La cuve enterrée de 12 mètres cubes dispose d'une rétention de 24 mètres cubes et le stockage aérien de 3 mètres cubes dispose d'une rétention de 6,2 mètres cubes.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de rétention des récipients est égal :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;
- dans tous les autres cas, 800 litres minimum ou la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres.

Art. 65.— Les déchets et résidus produits par l'installation sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Art. 66.— Le collectage des huiles usées est réalisé par une société compétente.

Art. 67.— L'exploitant enregistre, pour tous les déchets, la nature, la quantité, leur destination et le nom de l'organisme les prenant en charge.

Ces informations sont consignées dans un registre conservé à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 68.— Pour chaque exportation, la CCISM suit cette opération en réclamant à la société TSP le bordereau de suivi et le certificat de destruction ou de revalorisation des huiles usées.

Ces documents sont consignés dans le registre d'exploitation conformément à l'article 72.

Art. 69.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou du sous-sol.

Art. 70.— Toutes les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accidents tels que rupture de récipient, de déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers l'exutoire et les milieux naturels (rivières, lagon, etc.). Leur évacuation éventuelle après accident est conforme aux prescriptions relatives à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux, insalubres ou incommodes. Pour leur évacuation ou élimination, l'exploitant se conforme aux prescriptions du présent arrêté.

Titre XI - Exploitation et entretien

Art. 71.— Seules les personnes autorisées par l'exploitant ont accès aux installations. En dehors des heures de présence du personnel d'exploitation et sauf en cas d'intervention pour maintenance des matériels ou de mise en sécurité de l'installation, l'accès du site est strictement interdit. L'exploitant est seul responsable du respect de cette consigne.

Art. 72.— Un registre d'exploitation, tenu à jour, est maintenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Sur ce registre sont notamment inscrits :

- le nom du responsable des installations ;
- les consignes de sécurité et d'incendie ;
- les essais de fonctionnement, entretiens et vérifications prévus ;
- les incidents concernant l'utilisation des signaux sonores et, d'une manière générale, toute intervention effectuée en vue de la sécurité de l'établissement.

Art. 73.— Des consignes de sécurité et d'incendie élaborées par l'exploitant sont portées sur le registre prévu et affichées à l'intérieur de l'installation classée de manière que les usagers en prennent connaissance.

Art. 74.— Toutes les installations intéressant la sécurité, notamment les dispositifs de signalisation, les systèmes d'alarme, les moyens de lutte contre l'incendie ainsi que les dispositifs d'obturation coupe-feu, sont régulièrement inspectées, et au moins une fois par an, par un technicien qualifié. Des essais de fonctionnement sont faits deux fois par an.

Art. 75.— Le local doit être maintenu propre et régulièrement nettoyé notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par le produit.

Art. 76.— L'installation est surveillée par une vigie présente sur les lieux 24 heures sur 24. Elle occupe la guérite construite pour cet effet.

Titre XII - Prescriptions relatives à la remise en état en fin d'exploitation

Art. 77.— Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu'il ne peut porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article D. 221-1 du code de l'environnement :

- les installations sont démontées ;
- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les réservoirs et les canalisations de liquides inflammables ou de tous autres produits susceptibles de polluer les eaux ont été vidés, nettoyés, dégazés et le cas échéant décontaminés, puis neutralisés par un solide physique inerte, sauf s'ils ont été retirés, découpés et envoyés vers des installations dûment autorisées au titre des installations classées.

Art. 78.— Le produit utilisé pour la neutralisation doit recouvrir toute la surface de la paroi interne du réservoir et posséder à terme une résistance suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.

Art. 79.— Une neutralisation à l'eau peut être tolérée lors d'une cessation d'activité temporaire. Une réépreuve est effectuée avant la remise en service de l'exploitation. Une neutralisation à l'eau ne peut excéder vingt-quatre mois.

Titre XIII - Contrôle de l'installation classée

Art. 80.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée et peut à tout moment la visiter. De même, l'inspection des installations classées peut demander au pétitionnaire, tous renseignements complémentaires, qu'elle juge utiles.

Art. 81.— Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation qu'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions réglementaires concernant les installations classées. Les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés par l'exploitant.

Art. 82.— Une copie de l'arrêté d'autorisation et, le cas échéant, des arrêtés complémentaires, est affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Art. 83.— Le ministre de l'environnement et du développement durable est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2008.
Teua TEMARU.

ARRETE n° 8 MED du 7 avril 2008 autorisant la société Comptoir polynésien import-export "COPIE" à installer et exploiter les équipements techniques et les entrepôts de matériaux de construction de son entreprise, sis dans la commune de Papara (établissement de la première classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre de l'environnement et du développement durable,

Arrête :

Article 1er.— La SAS Comptoir polynésien import-export "COPIE" est autorisée à installer et exploiter les équipements techniques et les entrepôts de matériaux de construction de son entreprise, sis dans la commune de Papara.

Titre Ier - Situation

L'installation est située sur un terrain référencé comme suit :

Terre Démembrement	Commune	Section	n° parcelle	ha	a	ca	Propriétaire
Ancienne propriété N.T Brander Propriété Wong Hen : parcelle 1	Papara	AO	29	1	84	94	Mme Fow Fong Fui divorcée de M. Charles Herbert Nash

La société COPIE bénéficie de la protection des baux commerciaux.

Titre II - Equipements et caractéristiques

Art. 2.— L'établissement relève de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement, rubriques 37, 45, 70, 130, 132 et 135. Les installations classées sont répertoriées dans le tableau suivant :

Rubrique de la nomenclature	Définition de rubrique	Equipements de l'installation prévue	Classe
37-1	Asphaltes, bitumes, brais, résines et matières bitumeuses solides. Lorsque la quantité emmagasinée est 1° supérieure ou égale à 10 tonnes	- 1 stockage de 200 tonnes de bitume	1re
45	Bois, papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues (dépôt de) La quantité de matériaux stockés à l'intérieur étant supérieure à 100 mètres cubes.	- dépôts de 280 mètres cubes	1re
70	Chaux, ciments et plâtres (dépôts) Lorsque la quantité emmagasinée est supérieure ou égale à 500 tonnes.	- dépôts de 4 000 tonnes	2e
130-1	Dépôt de liquides inflammables Lorsque la capacité nominale totale est supérieure à 400 litres mais inférieure à 3 000 litres.	- 1 cuve aérienne de gazole de 2 000 litres	2e
132	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution) : Inférieure à 20 mètres cubes/heure.	- distribution manuelle inférieure à 20 mètres cubes/heure	2e
135	Matériaux de construction autres que le bois, la chaux et le ciment. (dépôt de).	- 300 tonnes de fer à béton ; - 125 mètres cubes de treillis ; - 1 conteneur de tubes PVC ; - 50 palettes de parpaings.	2e

Titre III - Dispositions générales

Art. 3.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Art. 4.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'environnement de la Polynésie française.

Art. 5.— Tout projet de modification apporté par l'exploitant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de la demande initiale, est porté, avant sa réalisation, à la connaissance de l'inspection des installations classées qui peut exiger une nouvelle demande.

Art. 6.— Le site est implanté et exploité conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation et sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Art. 7.— L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
- les plans tenus à jour ;
- l'arrêté d'autorisation initial et les arrêtés complémentaires ;
- les résultats des dernières mesures sur le bruit, les rapports de visites et de contrôles périodiques ;
- le registre d'exploitation visé à l'article 90.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des organismes agréés chargés des contrôles périodiques.

Art. 8.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers est alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence.

Art. 9.— L'exploitant est soumis à l'ensemble des prescriptions du livre II, titre II du code de l'environnement, et en particulier celles qui sont relatives au changement d'exploitant, à la caducité de l'arrêté, aux éventuelles modifications des installations, à la cessation d'activité et à la déclaration des accidents.

Titre IV - Prescriptions relatives au dépôt de bitume

Art. 10.— Le stockage de bitume est suffisamment éloigné du dépôt de gazole et des dépôts de matériaux à risques.

Art. 11.— Il est positionné à plus de 8 mètres de toute construction et des limites de propriété.

Art. 12.— Le bitume non liquide est contenu dans des fûts étanches de 195 kilogrammes, et placés sur une bâche étanche également.

Art. 13.— Ce dépôt extérieur contient au maximum 100 fûts de bitume et stockés de manière à ne pas gêner l'intervention des sapeurs-pompiers en cas d'incendie.

Titre V - Prescriptions relatives aux dépôts de bois

Art. 14.— Le stockage de bois est disposé de manière très aérée et isolé des autres matériaux de construction.

Art. 15.— Les entrepôts sont éclairés et ventilés de façon qu'il ne résulte aucune diffusion de bruit gênant pour le voisinage.

Art. 16.— Les panneaux de façade des locaux de stockage sont au moins coupe-feu 1 heure.

Art. 17.— Les 2 stockages de bois sont isolés du stockage ciment d'une part et de l'administration d'autre part par des parois CF 2 heures. Les façades avant de ces dépôts pourront rester ouvertes si une zone de 8 mètres est neutralisée (pas de stockage ni de stationnement).

Art. 18.— L'ensemble des murs mitoyens de l'entrepôt est réalisé en paroi coupe-feu (CF) 2 heures pour éviter la propagation du feu sur les autres dépôts.

Art. 19.— Le stockage par blocs devra respecter les caractéristiques telles que ci-après :

- la hauteur de stockage maximum est de 8 mètres avec un espace minimum de 0,90 mètres entre la base de la toiture et le haut des blocs ;
- les espaces entre les blocs et parois et entre les blocs et éléments de la structure sont de 0,80 mètres au moins.

Art. 20.— Les piles de bois sont dans des entrepôts protégés par des murs de contiguïté coupe-feu 2 heures. Ces entrepôts sont implantés d'une façon telle qu'il n'en résulte ni incommodité ni danger pour le voisinage.

Art. 21.— Les entrepôts sont régulièrement nettoyés de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussière.

Art. 22.— Les allées de circulation et le pourtour du bâtiment devront être libres de tout stockage en permanence.

Art. 23.— L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité de matériaux stockés. Il est tenu en permanence en état et disponible à l'inspection des installations classées.

Art. 24.— Il est interdit d'apporter ou de provoquer dans les dépôts du feu sous une forme quelconque ou d'y fumer. Cette interdiction est affichée de façon apparente dans les dépôts et à l'extérieur à proximité des accès.

Titre VI - Prescriptions relatives aux stockages de chaux, ciments et plâtres

Art. 25.— Les matériaux sont déposés dans des entrepôts largement ventilés d'une façon telle qu'il n'en résulte ni incommodité et ni danger pour les employés et le voisinage.

Art. 26.— Les parois du stockage mixte ciment-véhicules sont réalisées par des murs CF 2 heures, autrement les véhicules doivent être stationnés à l'extérieur des bâtiments.

Art. 27.— Lors de la manutention, toutes dispositions sont prises pour ne pas gêner les accès et dégagements du bâtiment à usage collectif ni ceux de la voie publique.

Art. 28.— Les sols des entrepôts de stockage sont étanches, incombustibles et équipés de façon à pouvoir recueillir les produits répandus accidentellement et les produits d'extinction d'un incendie.

Art. 29.— Les sacs de ciment sont contenus dans des locaux clos de la construction. Ces dépôts n'engendrent pas de poussière. L'exploitant s'assure particulièrement de la solidité des sacs afin de maîtriser totalement la dispersion de cette matière en l'air.

Art. 30.— La poussière de ciment ne doit, en aucun cas, incommoder le voisinage par une mauvaise gestion de l'exploitant.

Art. 31.— Le nettoyage des locaux est exclusivement fait, soit par aspiration afin de mieux combattre la propagation de la poussière de ciment, soit par balayage. Le nettoyage par lavage à l'eau est à éviter afin de limiter le départ de poussière de ciment dans l'eau de ruissellement de pluie et la rivière.

Titre VII - Prescriptions relatives au dépôt de liquide inflammable

Art. 32.— Le réservoir fixe est construit en acier soudable, suivant les règles de l'art et suivant la norme NFM 88-512, et doit être fermé. La cuve est incombustible, étanche et présente une résistance suffisante aux chocs accidentels. Toutes les précautions sont prises pour protéger le réservoir et les accessoires de la corrosion interne ou externe. Il devra être joint au dossier, un certificat d'épreuve hydraulique fait et délivré sous la responsabilité du constructeur.

Art. 33.— Le matériel d'équipement du réservoir est conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, etc.

Art. 34.— Le réservoir est équipé d'un dispositif de jaugeage permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide contenu ou admissible avant tout remplissage. Le jaugeage est interdit pendant l'approvisionnement du réservoir.

Art. 35.— En dehors des opérations d'approvisionnement, l'orifice de remplissage est fermé par un obturateur étanche.

Art. 36.— Lors de la distribution du gazole, l'employé affecté à cette tâche veillera à ce que tout moteur des véhicules en remplissage soit éteint pour éviter tout accident.

Art. 37.— Le réservoir est équipé d'un tube d'évent au moins, surmonté d'un grillage pare-flammes débouchant à l'air libre, ne présentant aucun risque ni inconvénient pour le voisinage. Il est protégé contre la pluie.

Art. 38.— Il existe un dispositif d'arrêt d'écoulement vers l'appareil de distribution, monté sur la canalisation d'alimentation et manœuvrable manuellement. Le mode d'utilisation de ce dispositif est visiblement indiqué à proximité.

Art. 39.— Le réservoir est relié au sol par une prise de terre efficace de large surface. Par ailleurs, toutes les installations métalliques du dépôt sont reliées par une liaison équipotentielle.

Art. 40.— Est associée au réservoir une cuvette de rétention étanche capable de contenir la totalité du produit. Dans cette cuvette de rétention est aménagé un point bas étanche dans lequel les eaux recueillies sont pompées. Il n'existe aucune canalisation reliant l'intérieur de la cuvette à l'extérieur.

Art. 41.— Le réservoir est maintenu solidement sur châssis de façon qu'il ne puisse se déplacer sous l'effet du vent ou des trépidations.

Art. 42.— L'exploitant doit clôturer la zone de stockage du gazole (2 mètres de hauteur) ou limiter son accès par des panneaux de sécurité.

Art. 43.— Il est interdit de provoquer ou d'apporter aux alentours du dépôt, du feu sous une forme quelconque, d'y fumer ou d'y entreposer d'autres matières combustibles.

Cette interdiction est affichée de façon apparente aux abords du dépôt.

Art. 44.— Si le dépôt est en plein air et s'il se trouve à moins de 6 mètres de bâtiment occupés ou habités par des tiers, ou d'un emplacement renfermant des matières combustibles, il en sera séparé par un mur en matériaux incombustibles, coupe-feu de degré 2 heures, d'une hauteur minimale de 2 mètres.

Art. 45.— Si le dépôt est dans un bâtiment à usage simple, les murs seront coupe-feu de degré 2 heures, la couverture incombustible et les portes pare-flammes de degré 1/2 heure s'ouvriront vers l'extérieur.

Titre VIII - Prescriptions concernant l'aire de dépotage et de distribution

Art. 46.— Les distances d'éloignement suivantes, mesurées horizontalement à partir de l'appareil de distribution (ou de remplissage), doivent être observées :

- 15 mètres des issues d'un établissement recevant du public de 1re, 2e, 3e et 4e catégorie ;
- 10 mètres des issues d'un immeuble habité ou occupé par des tiers extérieurs à l'établissement ou d'une installation extérieure à l'établissement présentant des risques d'incendie ou d'explosion ou des issues d'un immeuble habité ou occupé par des tiers sous lequel est implantée l'installation ;
- 5 mètres des issues ou des ouvertures des locaux administratifs ou techniques de l'installation et de la voie publique.

Art. 47.— L'appareil de distribution est installé et équipé de dispositifs adaptés de telle sorte que tout risque de siphonnage soit écarté.

Lorsque l'appareil est alimenté par une canalisation en refoulement, l'installation est équipée d'un dispositif de sécurité arrêtant automatiquement l'arrivée de produit en cas d'incendie ou de renversement accidentel du distributeur.

Art. 48.— Les flexibles de distribution et de remplissage doivent être conformes à la norme en vigueur. Les flexibles sont entretenus en bon état de fonctionnement et sont remplacés au plus tard six ans après leur date de fabrication. Les rapports d'entretien et de vérification seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils doivent être changés après toute dégradation. Un dispositif approprié doit empêcher qu'ils ne subissent une usure due à un contact répété avec le sol.

Art. 49.— L'aire de dépotage et de distribution est étanche et reliée à un séparateur décanteur d'hydrocarbure.

Titre IX - Prescriptions relatives aux stockages de matériaux de construction autres que le bois

Art. 50.— Les tubes en métal sont déposés dans un entrepôt largement ventilé d'une façon telle qu'il ne résulte ni incommodité et ni danger pour les employés et le voisinage.

Art. 51.— Les treillis soudés, les fers à béton et les parpaings sont déposés à l'extérieur et à l'air libre d'une façon telle qu'il n'en résulte aucune dangerosité pour les employés et les personnes susceptibles de circuler dans les zones de stockage.

Art. 52.— Les tubes PVC sont déposés dans un conteneur.

Art. 53.— Les stockages extérieurs sont stockés de manière à ne pas gêner l'intervention des sapeurs-pompiers en cas d'incendie.

Titre X - Installation électrique

Art. 54.— Les installations électriques répondent à la norme NFC 15-100 et font l'objet d'une attestation, délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant. Cette attestation est transmise dès la réception par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

Art. 55.— Les installations électriques font l'objet d'une vérification, à la mise en service, puis tous les ans, par un technicien ou par un organisme agréé. Les installations électriques sont en outre régulièrement surveillées et entretenues en bon état par un personnel qualifié.

Art. 56.— Les rapports de contrôle sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Titre XI - Protection contre l'incendie

Art. 57.— Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour permettre de combattre immédiatement et efficacement tout commencement d'incendie.

Art. 58.— Il est interdit de fumer aux abords du dépôt de gazole et dans les entrepôts à risques, d'y allumer ou d'y apporter une flamme et d'y effectuer des travaux de réparation susceptibles de produire des étincelles, sauf autorisation expresse de l'exploitant. Cette interdiction est affichée de façon apparente aux abords de l'installation.

Art. 59.— Les matériels d'extinction sont vérifiés une fois l'an par une entreprise spécialisée et les dates de contrôle sont enregistrées sur une étiquette apposée sur chaque appareil.

Art. 60.— Le personnel est initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement.

Art. 61.— Afin d'éviter toute propagation d'incendie, les sols sont dégagés de tout encombrant, déchet et autre, et sont entretenus régulièrement.

Art. 62.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers le plus proche est alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence notamment dans les locaux techniques et à l'accueil.

Art. 63.— Une consigne écrite indique les modalités d'entretien et la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident. Un plan d'intervention placé judicieusement à l'entrée de l'établissement est destiné aux services de secours.

Art. 64.— Les eaux contaminées par les eaux de lutte incendie ne sont pas à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou du sous-sol. L'exploitant prendra toutes les mesures nécessaires en ce sens.

Art. 65.— Des panneaux portant la mention "défense de fumer" sont répartis judicieusement et affichés bien en évidence, en particulier dans les zones à risques.

Art. 66.— Les consignes suivantes sont affichées bien en vue et au regard de tous :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers (18 et/ou autres...);
- l'adresse du centre de secours de premier appel ;
- les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ;
- un plan schématique, conforme aux normes en vigueur, sous forme d'une pancarte, apposée à l'entrée pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. Sur ce plan figure l'emplacement des divers locaux, des dispositifs de coupure des fluides et des commandes des équipements de sécurité.

Art. 67.— L'installation est défendue contre l'incendie par les équipements suivants :

- trois extincteurs de 9 kilogrammes à poudre polyvalent ABC ;
- trois extincteurs de 9 litres EPA ;
- un extincteur de 6 litres EPA ;
- deux extincteurs poudre ABC ;
- un extincteur 2 kilogrammes CO₂ ;
- cinq extincteurs de 1 kilogramme poudre ABC ;
- un poteau d'incendie de débit 60 mètres cubes/heure situé à moins de 150 mètres.

Les extincteurs sont répartis judicieusement dans l'établissement.

Titre XII - Protection contre les nuisances sonores

Art. 68.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits suspects ou vibrations anormales, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Art. 69.— L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 70.— Les mesures de bruit sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Art. 71.— Le bruit exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété ne dépasse pas les valeurs suivantes "Emergence : 3" :

Zone : Résidentielle, rurale ou suburbaine avec faible circulation de trafic terrestre ou aérien ;

Jour (jours ouvrables de 7 heures à 22 heures) : 50 ;

Période intermédiaire : 45 ;

Nuit (tous les jours de 22 heures à 7 heures et dimanches et jours fériés) : 40.

Art. 72.— Lorsque plusieurs installations classées, soumises à autorisation au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ses installations respecte les valeurs limites ci-dessus.

Art. 73.— L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles supplémentaires de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée durant la validité de l'autorisation.

Titre XIII - Protection de l'environnement

Art. 74.— Le brûlage de tout déchet est interdit.

Art. 75.— Les sols susceptibles de comporter des égouttures d'hydrocarbures ou d'huiles sont étanches et conçus pour permettre la collecte des eaux de lavage ou de ruissellement.

Ces eaux ne sont pas renvoyées dans le milieu naturel, elles sont canalisées vers un séparateur/décanteur d'hydrocarbures correctement dimensionné et entretenu pour respecter les valeurs de rejet suivantes :

- DCO inférieure à 120 milligrammes/litre (norme NF T 90.101) ;
- hydrocarbures inférieurs à 20 milligrammes (norme NF T 90.203).

Un regard, facilement accessible, est disposé en amont et en aval de ce dispositif.

L'installation est entretenue en bon état de fonctionnement et débarrassée des boues et des liquides inflammables retenus aussi souvent qu'il sera nécessaire. Les boues et liquides récupérés ne devront en aucun cas être jetés dans le milieu naturel mais remis à une entreprise spécialisée disposant d'installations de traitement autorisées.

Art. 76.— Les contrats de factures d'entretien du séparateur sont conservés dans le dossier "installation classée" visé à l'article 6.

Art. 77.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 78.— Il est également interdit de jeter ou d'abandonner des déchets dans le milieu naturel.

Art. 79.— Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, à 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les autres cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale si cette capacité est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Art. 80.— Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation des produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Art. 81.— L'exploitation dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux ou polluants présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité permettent de satisfaire à cette obligation.

A l'intérieur de l'installation classée autorisée, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger.

Art. 82.— Les déchets et résidus produits par l'installation sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envois, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Ils sont collectés par les services de la commune.

Art. 83.— L'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usées est effectuée par un organisme autorisé au titre des installations classées.

Art. 84.— L'exploitant enregistre, pour tous les déchets, la nature, la quantité, leur destination et le nom de l'organisme les prenant en charge.

Ces informations sont consignées dans un registre conservé à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 85.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou du sous-sol.

Art. 86.— Toutes les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accidents tels que rupture de récipient, de déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers l'exutoire et les milieux naturels (rivières, lagon, etc.). Leur évacuation éventuelle après accident est conforme aux prescriptions relatives à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux, insalubres ou incommodes. Pour leur évacuation ou élimination, l'exploitant se conforme aux prescriptions du présent arrêté.

Titre XIV - Exploitation et entretien

Art. 87.— La vitesse de circulation des véhicules dans les zones de travail est limitée à 20 km/h.

Art. 88.— Il existe un règlement de circulation sur le site de l'exploitation. Il est matérialisé par des panneaux et des marquages au sol.

Art. 89.— Seules les personnes autorisées par l'exploitant ont accès aux installations. En dehors des heures de présence du personnel d'exploitation et sauf en cas d'intervention pour maintenance des matériels ou de mise en sécurité de l'installation, l'accès du site est strictement interdit. L'exploitant est seul responsable du respect de cette consigne.

Art. 90.— Un registre d'exploitation, tenu à jour, est maintenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Sur ce registre sont notamment inscrits :

- le nom du responsable des installations ;
- les consignes de sécurité et d'incendie ;
- les essais de fonctionnement, entretiens et vérifications prévus ;
- les incidents concernant l'utilisation des signaux sonores et, d'une manière générale, toute intervention effectuée en vue de la sécurité de l'établissement.

Art. 91.— Des consignes de sécurité et d'incendie élaborées par l'exploitant sont portées sur le registre prévu et affichées à l'intérieur de l'installation classée de manière que les usagers en prennent connaissance.

Art. 92.— Toutes les installations intéressant la sécurité, notamment les dispositifs de signalisation, les systèmes d'alarme, les moyens de lutte contre l'incendie ainsi que les dispositifs d'obturation coupe-feu sont régulièrement inspectés, et au moins une fois par an, par un technicien qualifié. Des essais de fonctionnement sont faits deux fois par an.

Art. 93.— L'établissement est clôturé et doté d'un portail et clos en l'absence du personnel d'exploitation.

Titre XV - Prescriptions relatives à la remise en état en fin d'exploitation

Art. 94.— Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu'il ne peut porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article D 221-1 du code de l'environnement :

- les installations sont démontées ;
- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;

- les réservoirs et les canalisations de liquides inflammables ou de tous autres produits susceptibles de polluer les eaux ont été vidés, nettoyés, dégazés et le cas échéant décontaminés, puis neutralisés par un solide physique inerte, sauf s'ils ont été retirés, découpés et ferrailés vers des installations dûment autorisées au titre des installations classées.

Art. 95.— Le produit utilisé pour la neutralisation doit recouvrir toute la surface de la paroi interne du réservoir et posséder à terme une résistance suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.

Art. 96.— Une neutralisation à l'eau peut être tolérée lors d'une cessation d'activité temporaire. Une réépreuve est effectuée avant la remise en service de l'exploitation. Une neutralisation à l'eau ne peut excéder vingt-quatre mois.

Titre XVI - Identification des parties en charge du contrôle de l'installation classée autorisée

Art. 97.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée et peut à tout moment la visiter. De même, l'inspection des installations classées peut demander au pétitionnaire, tous renseignements complémentaires, qu'elle juge utiles.

Art. 98.— Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions réglementaires concernant les installations classées. Les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés par l'exploitant.

Art. 99.— Une copie de l'arrêté d'autorisation et, le cas échéant, des arrêtés complémentaires, est affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Art. 100.— Le ministre de l'environnement et du développement durable est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2008.
Teua TEMARU.

ARRETE n° 9 MED du 7 avril 2008 autorisant la SARL CFAB à installer et exploiter un hangar de stockage à Tipaerui, commune de Papeete (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre de l'environnement et du développement durable,

.....
Arrête :

Article 1er.— La SARL CFAB est autorisée à installer et exploiter un hangar de stockage prédéfini à Tipaerui sur les parcelles 16, 17 et 18 de la section IA de l'ancien domaine partie A, B et C représentant respectivement une superficie de 1 027 mètres carrés, 25 628 mètres carrés et de 5 649 mètres carrés appartenant à la société civile Alisé V représentée par M. Daniel Amouyal, commune de Papeete.

Titre Ier - Equipements et caractéristiques

Art. 2.— L'établissement qui relève de la 2e classe de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, rubrique 103-2, comprend :

Rubrique de la nomenclature	Intitulé	Descriptions des installations du site	Classe
103-2	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles, toxiques ou explosives ne relevant pas de la présente nomenclature lorsque le volume des entrepôts est : 2° supérieur ou égal à 1 000 mètres cubes mais inférieur à 10 000 mètres cubes.	Un entrepôt couvert : supérieur ou égal à 1 000 mètres cubes mais inférieur à 10 000 mètres cubes Volume de l'entrepôt : 9 470 mètres cubes.	2e
45	Bois, papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues (dépôts de) La quantité de matériaux stockés à l'intérieur étant supérieure à 100 mètres cubes et lorsque la distance d'isolement de l'établissement est de 10 mètres.		2e

Titre II - Dispositions générales

Art. 3.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Art. 4.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'environnement de la Polynésie française.

Art. 5.— Le site est implanté et exploité conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation et sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Art. 6.— L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
- les plans tenus à jour ;
- l'arrêté d'autorisation initial et les arrêtés complémentaires ;
- les résultats des dernières mesures sur le bruit, les rapports des visites et contrôles périodiques ;
- les documents précis énoncés dans le présent arrêté ;
- le registre d'exploitation visé à l'article 51.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des organismes agréés chargés des contrôles périodiques.

Art. 7.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers est alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence.

Art. 8.— L'exploitant est soumis à l'ensemble des prescriptions du livre II, titre II du code de l'environnement et en particulier celles qui sont relatives au changement d'exploitant, à la caducité de l'arrêté, aux éventuelles modifications des installations, à la cessation d'activité et à la déclaration des accidents.

Titre III - Prescriptions relatives aux dépôts de bois

Art. 9.— Le stockage de bois est disposé de manière très aérée et isolé des autres matériaux de construction.

Art. 10.— Le dépôt est éclairé et ventilé de façon qu'il ne résulte aucune diffusion de bruit gênant pour le voisinage.

Art. 11.— Le stockage par blocs devra respecter les caractéristiques telles que ci-après :

- la hauteur de stockage maximum est de 8 mètres avec un espace minimum de 0,90 mètres entre la base de la toiture et le haut des blocs ;
- les espaces entre les blocs et parois et entre les blocs et éléments de la structure sont de 0,80 mètres au moins.

Art. 12.— Les piles de bois sont dans des entrepôts protégés par des murs de contiguïté coupe-feu 2 heures. Ces entrepôts sont implantés d'une façon telle qu'il n'en résulte ni incommodité ni danger pour le voisinage.

Art. 13.— Le dépôt est régulièrement nettoyé de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussière.

Titre IV - Prescriptions relatives au hangar de stockage

Art. 14.— Les structures du bâtiment seront stables au feu 2 heures.

Art. 15.— Le bâtiment sera isolé par rapport aux tiers par un mur coupe-feu 2 heures et doté d'une surélévation de 1 mètre en toiture.

Art. 16.— Ces locaux ne devront en aucun cas commander les dégagements de locaux habités ou occupés par des tiers ou par le personnel.

Art. 17.— Les issues de l'établissement seront maintenues libres de tout encombrement. Les stocks de matériaux seront disposés de manière à permettre la rapide mise en œuvre des moyens de secours contre l'incendie. On ménagera des passages suffisants, judicieusement répartis.

Art. 18.— L'éclairage artificiel pourra être effectué par lampes électriques à incandescence ou à fluorescence, à l'exclusion de tout dispositif d'éclairage à feu nu.

Si l'éclairage de l'atelier est assuré par lampes électriques à incandescence ou à fluorescence, ces lampes seront installées à poste fixe. Les lampes ne devront pas être suspendues directement à bout de fils conducteurs. L'emploi de lampes dites "baladeuses" est interdit.

Art. 19.— L'installation électrique, force et lumière, sera établie selon les règles de l'art, sous fourreau isolant et incombustible, de façon à éviter les courts-circuits. L'installation électrique sera entretenue en bon état. Elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion doit être conforme à la réglementation en vigueur.

Il existera un interrupteur général multipolaire pour couper le courant force et un interrupteur général pour l'extinction des lumières. Ces interrupteurs seront placés en

dehors de l'atelier, sous la surveillance d'un préposé responsable qui interrompra le courant pendant les heures de repos, et tous les soirs après le travail. Une ronde sera effectuée le soir, après le départ du personnel et avant l'extinction des lumières.

Art. 20.— Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification de l'installation ou de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance de l'inspection des installations classées avant leur réalisation.

Art. 21.— Il est interdit de fumer dans les hangars, magasins ou chantiers. Cette consigne sera affichée en caractères très apparents sur la porte d'entrée et à l'intérieur des locaux avec l'indication qu'il s'agit d'une interdiction de l'autorité compétente.

Titre V - Installations électriques

Art. 22.— Les installations électriques répondent à la norme NF C 15-100 et font l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant. Cette attestation est transmise dès sa réception par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

Art. 23.— Les installations électriques font l'objet d'une vérification, à la mise en service, puis tous les ans, par un technicien ou par un organisme compétent. Les installations électriques sont en outre régulièrement surveillées et entretenues en bon état par un personnel qualifié.

Les rapports de contrôle sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Titre VI - Protection contre l'incendie

Art. 24.— Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour permettre de combattre immédiatement et efficacement tout commencement d'incendie par l'existence d'un poteau d'incendie.

Art. 25.— Une consigne écrite indique les modalités d'entretien et la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident. Un plan d'intervention placé judicieusement à l'entrée de l'établissement est destiné aux services de secours.

Art. 26.— L'accès du site aux véhicules de secours devra respecter les caractéristiques suivantes :

- largeur minimale : 3 mètres, bandes réservées aux stationnements exclues ;
- pente maximale : 15 % ;
- hauteur sans obstacles : 3,5 mètres ;
- force de portance : 130 PN ou 13 T (40 kN essieu avant, 90 kN essieu arrière) ;
- rayon de braquage minimal : 11 mètres.

Si ce rayon de braquage est inférieur à 50 mètres, il faudra prévoir une sur-largeur dans le champ de braquage, appelé S = 15/R.

Art. 27.— Les murs en retour de la façade Sud doivent être coupe-feu 2 heures sur une largeur de 1 mètre.

Art. 28.— Une bande de protection, en sous-face de toiture sur la façade côté Sud, d'une largeur minimale de 5 mètres est présente.

Art. 29.— La zone administrative de l'entrepôt principal est isolée de la menuiserie par des parois coupe-feu 2 heures, avec une surélévation de 1 mètre en toiture, et par une bande de protection en sous-face de toiture, d'une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre du mur coupe-feu.

Art. 30.— Les locaux de stockage sont isolés par des parois coupe-feu 1 heure et par un bloc-porte 1/2 heure avec ferme-porte.

Art. 31.— L'entrepôt principal comporte deux issues de secours placées conformément aux plans fournis aux dossiers.

Art. 32.— Les parois de la cage d'escalier seront coupe-feu 1 heure avec des portes pare-flammes ½ heure munies de ferme-portes. Les marches, volets et paliers sont en béton armé, les revêtements muraux sont classés M0.

Art. 33.— L'entrepôt principal est désenfumé avec au minimum 4 exutoires, disposés à plus de 7 mètres des murs de séparation coupe-feu et totalisant une surface utile minimale équivalant à 2 % de la superficie de la toiture.

Art. 34.— L'entrepôt est défendu par 3 RIA assurant que tout sinistre puisse être attaqué par 2 jets de lance en simultané. Des extincteurs à eau pulvérisée seront répartis à chaque étage et dans la cage d'escalier.

Art. 35.— L'entrepôt dispose d'une détection incendie automatique et manuelle avec arrêt coup de poing sur l'ensemble du site, asservie à une alarme incendie, audible en tout point de l'établissement.

Art. 36.— Les conduits traversant les planchers sont de classe M1 avec des gaines coupe-feu ½ heure avec trappe coupe-feu ¼ heure ou ½ heure suivant dimensions. Les gaines pour colonnes montantes "électricité" sont coupe-feu ½ heure avec portes pare-flammes ½ heure et portes coupe-feu 1 heure dans les bureaux du rez-de-chaussée et du premier étage.

Art. 37.— Les consignes suivantes sont affichées bien en vue et au regard de tous :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers (18 et/ou autres...) ;
- l'adresse du centre de secours de premier appel ;
- les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ;
- un plan schématique, conforme aux normes en vigueur, sous forme d'une pancarte, apposée à l'entrée pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. Sur ce plan figure l'emplacement des divers locaux, des dispositifs de coupure des fluides et des commandes des équipements de sécurité.

Art. 38.— Le personnel est formé à l'utilisation des moyens de secours et doit assurer un recyclage régulier de ces connaissances.

Art. 39.— Le site doit être défendu par un poteau d'incendie normalisé, de diamètre nominal 100 millimètres, assurant un débit de 17 litres/seconde, sous une pression minimale de 1 bar, situé à moins de 150 mètres du bâtiment. Les caractéristiques du poteau d'incendie sont garanties par le fournisseur.

Art. 40.— Le matériel d'extinction est vérifié une fois l'an par un organisme agréé et la date de contrôle est enregistrée sur une étiquette apposée sur chaque appareil.

Art. 41.— Les eaux contaminées par les eaux de lutte incendie sont collectées et ne sont pas à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou du sous-sol.

Art. 42.— Des panneaux portant la mention "défense de fumer" sont répartis judicieusement et affichés bien en évidence, en particulier dans les zones à risques.

Art. 43.— Des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux des fluides...);
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

Titre VII - Protection contre les nuisances sonores

Art. 44.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits suspects ou vibrations anormales, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Art. 45.— L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 46.— Les mesures de bruit sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Art. 47.— Le bruit exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété ne dépasse pas les valeurs suivantes "Emergence : 3" :

Zone à prédominance industrielle	Jour (jours ouvrables : de 7 heures à 22 heures)	Période intermédiaire	Nuit (tous les jours : de 22 heures à 7 heures et dimanches et jours fériés)
	70	65	60

Art. 48.— Lorsque plusieurs installations classées, soumises à autorisation au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ses installations respecte les valeurs limites ci-dessus.

Art. 49.— Des contrôles annuels seront réalisés par un organisme ou une personne qualifiée, à l'initiative et aux frais de l'exploitant. Ces contrôles seront réalisés durant les heures d'ouverture. Ils seront réalisés en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats seront transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles supplémentaires de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée.

Titre VIII - Prévention contre les nuisances sur l'environnement

Art. 50.— Le brûlage de tout déchet est interdit.

Art. 51.— Les factures liées aux opérations d'enlèvement et de traitement de tout rejet ou déchet sont conservées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 52.— Les sols susceptibles de comporter des égouttures d'hydrocarbures ou d'huiles sont étanches et conçus pour permettre la collecte des eaux de lavage ou de ruissellement.

Ces eaux ne sont pas renvoyées dans le milieu naturel, elles sont canalisées vers un séparateur/décanteur d'hydrocarbures correctement dimensionné et entretenu pour respecter les valeurs de rejet suivantes :

- DCO inférieure à 120 milligrammes/litre (norme NF T 90.101) ;
- hydrocarbures inférieurs à 20 milligrammes (norme NF T 90.203).

Un regard, facilement accessible, est disposé en amont et en aval de ce dispositif.

L'installation est entretenue en bon état de fonctionnement et débarrassée des boues et des liquides inflammables retenus aussi souvent qu'il sera nécessaire. Les boues et liquides récupérés ne devront en aucun cas être jetés dans le milieu naturel mais remis à une entreprise spécialisée disposant d'installations de traitement autorisées.

Art. 53.— Les contrats de factures d'entretien du séparateur sont conservés dans le dossier "installation classée" visé à l'article 6.

Art. 54.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 55.— Il est également interdit de jeter ou d'abandonner des déchets dans le milieu naturel.

Art. 56.— Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, à 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les autres cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale si cette capacité est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlé à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Art. 57.— Les aires de chargement ou de déchargement sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation des produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

Art. 58.— L'exploitation dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux ou polluants présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité permettent de satisfaire à cette obligation.

A l'intérieur de l'installation classée autorisée, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger.

Art. 59.— Les déchets et résidus produits par l'installation sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Art. 60.— L'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usées est effectuée par un organisme autorisé au titre des installations classées.

Art. 61.— L'exploitant enregistre, pour tous les déchets, la nature, la quantité, leur destination et le nom de l'organisme les prenant en charge.

Ces informations sont consignées dans un registre conservé à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 62.— Les appareils de l'installation utilisant de l'eau (eau de refroidissement, etc.), évacuent les rejets d'effluents des installations classées conformément aux prescriptions en vigueur.

Art. 63.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou du sous-sol.

Art. 64.— Toutes les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accidents tels que rupture de récipient, de déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers l'exutoire et les milieux naturels (rivières, lagon, etc.). Leur évacuation éventuelle après accident est conforme aux prescriptions relatives à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux, insalubres ou incommodes. Pour leur évacuation ou élimination, l'exploitant se conforme aux prescriptions du présent arrêté.

Titre IX - Exploitation et entretien

Art. 65.— Avant la mise en service de l'entrepôt, la voie d'accès devra en plus du respect des prescriptions de l'article 26 du présent arrêté être conforme à l'article US-A.3-1 du plan général d'aménagement de la commune de Papeete.

Art. 66.— Seules les personnes autorisées par l'exploitant ont accès aux installations. En dehors des heures de présence du personnel d'exploitation et sauf en cas d'intervention pour maintenance des matériels ou de mise en sécurité de l'installation, l'accès du site est strictement interdit. L'exploitant est seul responsable du respect de cette consigne.

Art. 67.— Un registre d'exploitation, tenu à jour, est maintenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Sur ce registre sont notamment inscrits :

- le nom du responsable des installations ;
- les consignes de sécurité et d'incendie ;
- les essais de fonctionnement, entretiens et vérifications prévus ;
- les incidents concernant l'utilisation des signaux sonores et, d'une manière générale, toute intervention effectuée en vue de la sécurité de l'établissement.

Art. 68.— Des consignes de sécurité et d'incendie élaborées par l'exploitant sont portées sur le registre prévu et affichées à l'intérieur de l'installation classée de manière que les usagers en prennent connaissance.

Art. 69.— Toutes les installations intéressant la sécurité, notamment les dispositifs de signalisation, les systèmes d'alarme, les moyens de lutte contre l'incendie ainsi que les dispositifs d'obturation coupe-feu sont régulièrement inspectés, et au moins une fois par an, par un technicien qualifié. Des essais de fonctionnement sont faits deux fois par an.

Titre X - Prescriptions relatives à la remise en état en fin d'exploitation

Art. 70.— Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu'il ne peut porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article D. 221-1 du code de l'environnement :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les réservoirs et les canalisations de liquides inflammables ou de tous autres produits susceptibles de polluer

les eaux ont été vidés, nettoyés, dégazés et le cas échéant décontaminés, puis neutralisés par un solide physique inerte, sauf s'ils ont été retirés, découpés et envoyés vers des installations dûment autorisées au titre des installations classées.

Titre XI - Identification des parties en charge du contrôle de l'installation classée autorisée

Art. 71.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée.

Une copie de l'arrêté d'autorisation et, le cas échéant, des arrêtés complémentaires, est affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Art. 72.— Le directeur par intérim de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2008.

Teua TEMARU.

ARRETE n° 10 MED du 7 avril 2008 autorisant la Société d'investissements de Polynésie (SIP) à installer et exploiter, sis dans la commune de Bora Bora, les équipements de l'hôtel Four Seasons (établissement de la première classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre de l'environnement et du développement durable,

Arrête :

Titre Ier - Equipements et caractéristiques

Article 1er.— La Société d'investissements de Polynésie (SIP), représentée par son président-directeur général M. Thierry Barbion, est autorisée à installer et exploiter un établissement classé dans la commune de Bora Bora à Faanui sur des terrains dont les références cadastrales sont les suivantes :

Terre Démembrement	Commune associée	Section	n° parcelle	ha	a	ca	Propriétaire
Tearetu : îlot parcelle D	Faanui	IN	6	-	72	38	Crédit-bailleur : SNC BBIR location et crédit-preneur : Société d'investissements de Polynésie
Tearetu : îlot parcelle C	Faanui	IN	7	-	72	37	Crédit-bailleur : SNC BBIR location et crédit-preneur : Société d'investissements de Polynésie
Tearetu : îlot parcelle B	Faanui	IN	8	-	72	37	Crédit-bailleur : SNC BBIR location et crédit-preneur : Société d'investissements de Polynésie
Tearetu : îlot parcelle A	Faanui	IN	9	-	32	17	Crédit-bailleur : SNC BBIR location et crédit-preneur : Société d'investissements de Polynésie
Tearetu : lot 2.1	Faanui	IN	10	3	57	01	Crédit-bailleur : SNC BBIR location et crédit-preneur : Société d'investissements de Polynésie

Terre Démembrement	Commune associée	Section	n° parcelle	ha	a	ca	Propriétaire
Concession maritime	Faanui	IN	14	-	46	92	La Polynésie française (occupation temporaire du domaine public maritime au profit de la Société d'investissements de Polynésie)
Concession maritime	Faanui	IN	15	-	12	00	La Polynésie française (occupation temporaire du domaine public maritime au profit de la Société d'investissements de Polynésie)
Concession maritime	Faanui	IN	16	-	32	60	La Polynésie française (occupation temporaire du domaine public maritime au profit de la Société d'investissements de Polynésie)
Concession maritime	Faanui	IN	17	3	38	45	La Polynésie française (occupation temporaire du domaine public maritime au profit de la Société d'investissements de Polynésie)
Concession maritime	Faanui	IN	18	-	8	42	La Polynésie française (occupation temporaire du domaine public maritime au profit de la Société d'investissements de Polynésie)
Tearetu : lot 22.2	Faanui	IN	20	-	10	10	Crédit-bailleur : SNC BBIR location et crédit-preneur : Société d'investissements de Polynésie
Vahiaotu : lot 31.2	Faanui	IN	22	-	15	17	Crédit-bailleur : SNC BBIR location et crédit-preneur : Société d'investissements de Polynésie
Vahiaotu : lot 32.1	Faanui	IN	23	1	36	04	Crédit-bailleur : SNC BBIR location et crédit-preneur : Société d'investissements de Polynésie
Tehutu : îlot lot 3	Faanui	IO	3	-	66	45	Crédit-bailleur : SNC BBIR location et crédit-preneur : Société d'investissements de Polynésie
Tehutu : îlot lot 4	Faanui	IO	4	-	64	95	Crédit-bailleur : SNC BBIR location et crédit-preneur : Société d'investissements de Polynésie
Tehutu : parcelle A partie du lot 1	Faanui	IO	9	-	20	00	Crédit-bailleur : SNC BBIR location et crédit-preneur : Société d'investissements de Polynésie
Tehutu : îlot lot A.1	Faanui	IO	10	-	32	95	Crédit-bailleur : SNC BBIR location et crédit-preneur : Société d'investissements de Polynésie
Concession maritime	Faanui	IO	16	-	65	93	La Polynésie française (occupation temporaire du domaine public maritime au profit de la Société d'investissements de Polynésie)

Terre Démembrement	Commune associée	Section	n° parcelle	ha	a	ca	Propriétaire
Concession maritime	Faanui	IO	17	4	27	17	La Polynésie française (occupation temporaire du domaine public maritime au profit de la Société d'investissements de Polynésie)
Concession maritime	Faanui	IO	18	-	6	46	La Polynésie française (occupation temporaire du domaine public maritime au profit de la Société d'investissements de Polynésie)
Tehutu : parcelle A partie du lot 1 lot 42.1	Faanui	IO	22	1	56	06	Crédit-bailleur : SNC BBIR location et crédit-preneur : Société d'investissements de Polynésie
Tehutu : parcelle A partie du lot 1 lot 41.2	Faanui	IO	23	-	43	54	Crédit-bailleur : SNC BBIR location et crédit-preneur : Société d'investissements de Polynésie
Tehutu : parcelle B partie du lot 1 lot 51.3	Faanui	IO	25	-	12	10	Crédit-bailleur : SNC BBIR location et crédit-preneur : Société d'investissements de Polynésie
Tehutu : parcelle B partie du lot 1 lot 51.2	Faanui	IO	26	-	13	57	Crédit-bailleur : SNC BBIR location et crédit-preneur : Société d'investissements de Polynésie
Tehutu : parcelle B partie du lot 1 lot 52.1	Faanui	IO	27	2	37	15	Crédit-bailleur : SNC BBIR location et crédit-preneur : Société d'investissements de Polynésie

Art. 2. — L'établissement relève de la 1re classe, rubriques 112-2°-a, 112-2°-b, 118-1°, 130 et 189-2°-a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et de la deuxième classe pour les rubriques 4, 14-2°, 39-2° et 57-2°. Les équipements présents sur le site sont répertoriés dans le tableau suivant :

Equipements de la base à terre

Rubrique de la nomenclature	Définition de la rubrique	Equipements de l'installation prévue	Classe
39-2°	Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et d'engins à moteur, la distance d'isolement est de 20 mètres et la surface de travail est : 2° supérieure ou égale à 100 mètres carrés mais inférieure à 200 mètres carrés	Un atelier de 180 mètres carrés servant au remisage et à l'entretien des bateaux de l'hôtel sur la base à terre	2
112-2°-a	Gaz combustible liquéfié (dépôt de) 2° gaz maintenus liquéfiés dans d'autres conditions (sous pression) a) en réservoirs fixes, la capacité nominale du dépôt est supérieure ou égale à 10 mètres cubes.	Un dépôt sur la base à terre constitué par deux cuves enterrées de 11 750 litres chacune, soit une capacité totale du dépôt de 23,5 mètres cubes.	1

Equipements du motu

Rubrique de la nomenclature	Définition de la rubrique	Equipements de l'installation prévue	Classe
4	Accumulateurs (ateliers de charge d')	3 emplacements de charge sur le motu, réservés aux voitures électriques, pour une puissance absorbée totale de 168 ampères.	2
14-2°	Autres acides (dépôts), lorsque la quantité globale emmagasinée est : 2° supérieure ou égale à 100 kilogrammes mais inférieure à 500 kilogrammes.	Un dépôt d'acide trichloroisocyanurique sur le motu de capacité maximale de 400 kilogrammes	2
57-2°	Buanderies, laveries, blanchisseries, lavoirs automatiques, la capacité de lavage de linge dans l'établissement exprimé en kilogramme de linge sec est : 2° supérieure ou égale à 50 kilogrammes mais inférieure à 500 kilogrammes.	Une buanderie sur le motu constituée par trois machines à laver de 73 kilogrammes chacune, une machine à laver de 30,4 kilogrammes et une machine à laver de 13,5 kilogrammes, pour une capacité totale de lavage de 262,9 kilogrammes	2
112-2°-b	Gaz combustible liquéfié (dépôt de) 2° gaz maintenus liquéfiés dans d'autres conditions (sous pression) b) en bouteilles et en conteneurs, la capacité nominale du dépôt est supérieure ou égale à 500 kilogrammes.	Un dépôt de secours sur le motu de 6 containers aériens de capacité nominale de 420 kilogrammes chacun pour une capacité totale de 2 520 kilogrammes.	1
118-1°	Groupes électrogènes, la puissance totale de l'installation est : 1° supérieure ou égale à 200 kVA.	Deux groupes de secours sur le motu d'une puissance nominale de 813 kVA pour une puissance totale de 1626 kVA.	1
130	Liquides inflammables (dépôts de), dépôts de liquides inflammables : - représentant une capacité nominale totale supérieure ou égale à 3 000 litres.	Deux réservoirs enterrés de 15 000 litres de gazole chacun sur le motu, associés à une cuve journalière de 500 litres dans le local des groupes électrogènes. Soit une capacité totale de 30 500 litres.	1
189-2°-a	Réfrigération ou compression (installation de) fonctionnement à des pressions manométriques supérieures à 1 bar : 2° dans tous les autres cas, lorsque la puissance absorbée est : a) supérieure ou égale à 200 kW.	Des installations de réfrigération compression : - 10 unités de 0,9 kW chacune ; - 2 unités de 1,275 kW chacune ; - 4 unités de 1,3 kW chacune ; - 2 unités de 1,9 kW ; - 5 unités de 2,4 kW chacune ; - 2 unités de 3 kW ; - 96 unités de 5,5 kW chacune ; - 4 unités de 6,4 kW chacune ; - 1 unité de 9,6 kW ; - 1 unité de 15,1 kW ; - 6 unités de 12,35 kW chacune ; - 1 unité de 31,7 kW ; - 2 unités de 92 kW chacune. Pour un total de 906,65 kW de puissance absorbée.	1

Rubrique de la nomenclature	Définition de la rubrique	Equipements de l'installation prévue	Classe
44	Bois ou matériaux combustibles analogues d'origine végétale (atelier où l'on travaille le). Seuil de classement (puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines) de 10 kW.	Un atelier dont la puissance totale installée est inférieure à 10 kW.	Non classé
83	Combustion 1° Lorsque les produits consommés seuls ou en mélange sont exclusivement du fioul domestique ou du gaz naturel. Seuil de classement (puissance thermique maximale) de l'installation de 4 mW.	Des chaudières au gaz d'une puissance thermique nominale de : - 2 unités de 35 kW ; - 3 unités de 25 kW. Pour une puissance thermique totale de 145 kW soit 0,1 mW.	Non classé

Titre II - Dispositions générales

Art. 3.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Art. 4.— Le site est implanté et exploité conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation et sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Art. 5.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'environnement de la Polynésie française.

Art. 6.— L'exploitant établit et tient à jour un dossier "installation classée" comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
- les plans tenus à jour ;
- l'arrêté d'autorisation initial et les arrêtés complémentaires ;
- les résultats des mesures sur le bruit, les rapports des visites et contrôles périodiques ;
- les documents énoncés et prévus dans le présent arrêté ;
- le registre d'exploitation.

Ledit dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des organismes chargés des contrôles périodiques.

Art. 7.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers est alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence.

Art. 8.— L'exploitant est soumis à l'ensemble des prescriptions du livre II, titre II du code de l'environnement et en particulier celles qui sont relatives au changement d'exploitant, à la caducité de l'arrêté, aux éventuelles modifications des installations, à la cessation d'activité et à la déclaration des accidents.

Titre III - Prescriptions concernant les ateliers de charge d'accumulateurs (motu)

Art. 9.— Les dispositifs de charge sont installés, sous abris, dans des zones non confinées et correctement aérées.

Art. 10.— Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations.

Art. 11.— Lors de l'opération de charge des véhicules, ces derniers sont stationnés sur l'une des zones spécifiquement aménagées pour les opérations de charge.

Art. 12.— Les chargeurs automatiques n'ont besoin d'aucune action extérieure pour terminer l'opération de charge.

Titre IV - Prescriptions concernant le stockage d'acide (motu)

Art. 13.— Le local est bien ventilé, et dispose d'une aspiration efficace.

Art. 14.— Il est interdit de fumer à proximité du stockage. Le produit est conservé à l'écart des sources d'ignition et de chaleur.

Art. 15.— Le produit ne doit pas être mis en contact avec des matières oxydables (organiques ou inorganiques) ou des substances organiques.

Art. 16.— L'exploitant prend toutes les mesures utiles pour éviter la formation de poudre.

Art. 17.— Les récipients sont conservés bien fermés dans un endroit frais, protégé de la chaleur, et ventilé.

Art. 18.— La température du stockage est inférieure à 25 °C.

Art. 19.— L'exploitant doit mettre à disposition des employés amenés à manipuler le produit :

- des masques avec filtres pour chlore et poussières ;
- des gants ;
- des lunettes à protection totale ;
- des vêtements à protection complète et bottes.

Art. 20.— L'exploitant dispose à proximité immédiate du stockage au moins un flacon de produit pharmaceutique adapté pour le lavage des yeux. Ce flacon ne devra jamais être périmé.

Titre V - Prescriptions concernant l'atelier de réparation d'engins à moteurs (base à terre)

Art. 21.— En l'absence de murs coupe-feu de degré 2 heures, la distance d'isolement de l'installation par rapport aux limites de propriété sera de 20 mètres.

Art. 22.— Les murs du bâtiment seront en refend.

Art. 23.— Le sol de l'atelier sera étanche, et tout entreposage de récipients susceptibles de contenir des liquides liés à l'entretien (huile moteur, etc.) sera cantonné en un lieu étanche et rétentionné.

Titre VI - Prescriptions concernant la buanderie (motu)

Art. 24.— Les lave-linge sont regroupés dans un local construit en matériaux s'opposant efficacement à la fois à la transmission de la chaleur et de l'humidité.

Les sols sont imperméables et présentent une pente convenable pour l'écoulement des eaux. Ils sont toujours en parfait état d'entretien et de propreté.

Art. 25.— Les eaux résiduaires sont collectées et dirigées dans une fosse puis orientées vers le réseau communal. Le rejet dans le milieu naturel est interdit.

Art. 26.— Les buées sont évacuées, au besoin par un dispositif mécanique, de façon que le voisinage ne puisse être incommodé.

Art. 27.— Le séchage du linge est effectué dans l'établissement, le dispositif utilisé est tel qu'en aucune circonstance, même accidentelle, le linge ne puisse se trouver au contact d'une flamme ou d'une paroi chauffée au-delà de 180 °C.

Art. 28.— Les machines laveuses, essoreuses, ventilateurs, seront installés sur des semelles amortisseuses de vibrations, semelles elles-mêmes fixées sur des socles antivibratiles.

Art. 29.— Les canalisations d'évacuation de l'air des séchoirs s'élèvent à une hauteur telle que les évacuations ne puissent gêner le voisinage ; elles sont en outre, soit éloignées des locaux habités, soit calorifugées de façon que le voisinage ne soit pas incommodé par la chaleur.

Elles seront disposées de manière à permettre un facile ramonage, celui-ci sera effectué fréquemment.

Art. 30.— L'utilisation et le stockage des solvants sont interdits en l'état. Ils sont autorisés dans les mêmes conditions que celles requises dans le cadre d'une demande d'autorisation d'exploiter.

Art. 31.— Les stocks de produits utilisés par la laverie sont abrités des intempéries et contenus dans une aire étanche formant une rétention. Ils ne sont accessibles que par le personnel de l'établissement.

Art. 32.— L'exploitant connaît en permanence l'état des stocks de lessives et en assure la gestion. Tous les justificatifs sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 33.— Les produits utilisés sont choisis par l'exploitant pour leur qualité environnementale, visant à réduire la production d'agents polluants dans les eaux résiduaires. L'exploitant doit être en mesure de justifier son choix.

Art. 34.— Les produits employés sont stockés dans leur emballage d'origine, et sont conservés à l'abri de la lumière et de la chaleur. Ils ne sont pas stockés à proximité des acides. Ils contiennent moins de 5 % d'hydroxyde de sodium.

Art. 35.— Le stockage de produits de lessives ne devra pas dépasser la tonne.

Art. 36.— Les installations de la buanderie ne serviront qu'à laver le linge de l'hôtel.

Titre VII - Prescriptions concernant le stockage de gaz en réservoirs fixes enterrés (base à terre)

Art. 37.— L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement...).

Art. 38.— Les stockages de gaz inflammable liquéfié doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. L'installation est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin.

Art. 39.— Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

L'installation doit permettre le branchement du câble de liaison équipotentielle du véhicule ravitailleur avec le réservoir fixe.

Art. 40.— Les réservoirs sont enterrés sous protection cathodique.

Les réservoirs enterrés peuvent être simplement enfouis ou placés dans une fosse construite en béton ou maçonnerie. Les réservoirs enterrés (en fosse ou autres) ou sous-talus doivent être protégés et mis en place conformément aux usages relatifs aux équipements sous pression, de sorte à prévenir les agressions mécaniques et à éviter la présence d'espaces vides susceptibles de se transformer en poche de gaz. Les réservoirs doivent être entièrement recouverts. L'exploitant détient des justificatifs de la conformité de la mise en place et de la protection des réservoirs enterrés, sous-talus ou en fosse, et les conserve à la disposition de l'inspection des installations classées.

La fosse ou la fouille ménagée pour recevoir les réservoirs doit être remblayée de façon à ne pas endommager le revêtement de protection contre la corrosion. Aucune canalisation étrangère au service du stockage (conduites d'eau, de gaz, d'électricité, d'air comprimé, etc.) ne doit se trouver soit à l'intérieur de la fosse contenant le réservoir, soit à moins de 1 mètre des parois d'un réservoir enfoui.

Ces réservoirs ne doivent pas être placés sous un passage desservant un bâtiment. En aucun cas, une cavité quelconque (cave, sous-sol, excavation...) ne devra se trouver sous le réservoir.

Les parois des réservoirs doivent être situées à une distance minimale de 1 mètre des murs extérieurs ou des fondations d'un bâtiment. Toutefois, cette distance n'est pas exigée si le réservoir est placé dans une fosse dont le mur, vis-à-vis du bâtiment, est parfaitement étanche.

Les réservoirs doivent reposer de façon stable.

Ils doivent être amarrés et l'importance du dispositif d'ancrage doit tenir compte de la poussée éventuelle des eaux.

La tuyauterie de remplissage doit être en communication avec la phase gazeuse du réservoir.

Le passage de véhicules ou le dépôt de charges au-dessus du stockage est interdit.

Les robinetteries et les équipements des réservoirs doivent être placés soit hors du sol, soit dans un logement affleurant le sol et dont le volume est aussi réduit que possible.

Art. 41.— Les personnes non habilitées par l'exploitant ne doivent pas avoir un accès libre au stockage. De plus, en

l'absence de personnel habilité par l'exploitant, le stockage doit être rendu inaccessible (clôture de hauteur 2 mètres avec porte verrouillable).

Les organes accessibles de soutirage, de remplissage et les appareils de contrôle et de sécurité, à l'exception des soupapes, des réservoirs fixes doivent être protégés par une clôture et placés sous capots maintenus verrouillés en dehors des nécessités du service.

Dans la zone prévue à cet effet, l'exploitant ou la personne nommément désignée par lui s'assure que le conducteur du camion avitailleur (camion-citerne ou camion porte-bouteilles) inspecte l'état de son camion à l'entrée du site avant de procéder aux opérations de chargement ou de déchargement de produit.

Art. 42.— L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Art. 43.— Les lieux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, de poussières, et de matières combustibles. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Il doit être procédé aussi souvent que nécessaire au désherbage à proximité de l'installation.

Art. 44.— La remise en état de la protection extérieure (peinture ou revêtement) des réservoirs fixes est à effectuer lorsque son état l'exige. Elle est réalisée conformément aux dispositions relatives au "permis de feu".

Art. 45.— L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des gaz inflammables liquéfiés détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence sur le site d'autres matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Art. 46.— Les bornes de remplissage déportées doivent comporter un double-clapet (ou tout autre dispositif offrant une sécurité équivalente) à son orifice d'entrée, ainsi qu'un dispositif de branchement du câble de liaison équipotentielle, du véhicule ravitailleur.

Art. 47.— Le véhicule ravitailleur doit se trouver à au moins 5 mètres du réservoir.

Art. 48.— Un dispositif doit permettre de garantir l'étanchéité du flexible et des organes des réservoirs en dehors des opérations de ravitaillement.

Art. 49.— Le sol de l'aire de stationnement du véhicule ravitailleur doit être en matériaux de classe A1 (incombustible) ou en revêtement bitumineux de type routier.

Titre VIII - Prescriptions concernant le stockage de gaz en conteneurs aériens (motu)

Art. 50.— Les containers doivent être stockés sur un emplacement déterminé, dégagé en permanence et affecté uniquement à cet usage.

Art. 51.— L'installation d'un dépôt de containers est interdite :

- en sous-sol ;
- au-dessus, dans ou au-dessous d'un local d'habitation.

Art. 52.— Le stockage doit être isolé par une zone de protection telle que les bouteilles soient à une distance d'au moins 5 mètres en projection sur le plan horizontal :

- des ouvertures des locaux occupés ou habités par des tiers ;
- des limites des propriétés appartenant à des tiers ou de la voie publique ;
- des ouvertures de tout local contenant des feux nus ;
- de tout point bas ou piège dans lesquels peuvent s'accumuler les vapeurs inflammables (ouvertures de sous-sol, bouches d'égout non protégées par un siphon, etc.) ;
- de tout appareillage électrique ou de tout moteur à combustion interne, à l'exception de ceux des engins destinés à la manipulation des stocks et qui devront être adaptés aux risques présentés.

Cette distance est portée à 6 mètres vis-à-vis de tout dépôt ou appareil distributeur de matières inflammables, combustibles ou comburantes (air conditionné exclu).

Art. 53.— Ces distances peuvent être réduites à 1 mètre si entre les emplacements et le stockage est interposé un mur incombustible, stable au feu de degré deux heures, dont la hauteur excède de 0,5 mètre celle du stockage, sans être inférieure à 2 mètres ; la longueur de ce mur doit être telle que les distances prévues à l'article précédent soient toujours respectées en le contournant.

Art. 54.— Le sol du stockage doit être horizontal, réalisé en matériaux M0 (incombustibles) ou en revêtement bitumineux du type routier, et à un niveau égal ou supérieur à celui du sol environnant sur 25 % au moins de son périmètre.

Art. 55.— L'emplacement du stockage est compris dans le périmètre d'un établissement inaccessible au public, il doit être délimité.

Art. 56.— Le dépôt doit être tenu en bon état de propreté. On doit notamment exclure les papiers, chiffons, herbes sèches et, en général, tout déchet combustible.

Art. 57.— Le local de stockage de gaz aérien par des parois coupe-feu (CF) 2 heures dépassant de + 0,50 mètre la bouche de remplissage.

Titre IX - Prescriptions concernant les groupes électrogènes (motu)

Art. 58.— Le local abritant les groupes électrogènes est muni de portes s'ouvrant vers l'extérieur en nombre suffisant pour permettre, en cas d'accident, l'évacuation du personnel. L'entrée est interdite à toute personne étrangère au service.

Art. 59.— La ventilation est assurée (si nécessaire par un dispositif mécanique) de façon à éviter à l'intérieur du local toute stagnation de poches de gaz et de sorte qu'en aucun cas une fuite accidentelle ne puisse donner naissance à une atmosphère toxique ou explosive.

Art. 60.— Le local est insonorisé par des mousses absorbantes. Des “pièges à sons” sont ajoutés aux ouvertures de ventilation. Les groupes sont également munis de silencieux d'échappement.

Art. 61.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits suspects ou de vibrations anormales, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Art. 62.— L'isolation phonique interne doit intéresser les portes métalliques et la toiture du local.

Art. 63.— La structure des conduits d'évacuation des gaz de combustion est en matériaux incombustibles. Leurs matériaux sont suffisamment isolants pour que le voisinage ne soit pas incommodé par la chaleur. Il est porté une attention particulière à l'étanchéité et à la résistance des joints.

Art. 64.— Il est interdit de fumer dans le local abritant les groupes électrogènes, d'y allumer ou d'y introduire une flamme et d'y effectuer des travaux de réparation susceptibles de produire des étincelles, sauf autorisation expresse de l'inspection des installations classées.

Art. 65.— Un regard est prévu en partie basse du local pour récolter tout écoulement de gazole. Ce regard est connecté au séparateur-décanteur d'hydrocarbures.

Titre X - Prescriptions concernant les stockages d'hydrocarbures (motu)

Art. 66.— Les réservoirs fixes enterrés sont construits en double-peau, suivant les règles de l'art et présentent des caractéristiques équivalentes à celles de la norme NFM 88-940 ou NFE 86-255 ou NFM 88-512, et doivent être fermés. Ils sont incombustibles, étanches, et doivent présenter une résistance suffisante aux chocs accidentels. Il doit être joint au dossier, un certificat d'épreuve hydraulique délivré par le constructeur. Cette épreuve hydraulique doit être effectuée sous la responsabilité du constructeur.

La cuve journalière des groupes électrogènes, présente dans le local groupes, doit répondre aux mêmes normes que celles visées à l'alinéa précédent.

Pour le cas de cuves anciennes ou douteuses, un essai d'étanchéité est réalisé par un organisme agréé. Toutes les précautions doivent être prises pour protéger les réservoirs, accessoires et canalisations de la corrosion interne ou externe.

Art. 67.— Le matériel d'équipement des réservoirs doit être conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, tassement du sol, etc.

Il est, en particulier, interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Art. 68.— Chaque réservoir doit être équipé d'un dispositif de jaugeage permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide contenu ou admissible avant tout remplissage.

Le jaugeage est interdit pendant l'approvisionnement du réservoir.

Art. 69.— En dehors des opérations d'approvisionnement, l'orifice de chacune des canalisations de remplissage doit être fermé par un obturateur étanche.

Chaque réservoir doit être équipé d'un tube d'évent au moins, surmonté d'un grillage pare-flammes débouchant à l'air libre, au-dessus du niveau du sol environnant, en un point visible autant que possible du point de livraison, ne présentant aucun risque ni inconvénient pour le voisinage. Il doit être protégé contre la pluie.

Art. 70.— Si un réservoir est destiné à alimenter une installation (chaudière, moteur, atelier d'emploi), il doit être placé en contre-bas des appareils d'utilisation, sauf si l'installation comporte un dispositif de sécurité évitant tout écoulement accidentel de liquide par siphonnage.

Il doit exister un dispositif d'arrêt d'écoulement vers les appareils d'utilisation, monté sur la canalisation d'alimentation, placé à l'extérieur des locaux et manœuvrable manuellement.

Le mode d'utilisation de ce dispositif doit être visiblement indiqué à proximité.

Les canalisations de remplissage ou de soutirage des réservoirs, même enterrés dans le sol, sont placées dans des gaines, tranchées ou caniveaux qui seront remplis de produits inertes et tamisés.

Art. 71.— Toutes les installations métalliques du dépôt sont reliées par une liaison équipotentielle.

Art. 72.— Les aires de remplissage et de soutirage, les salles de pompes, doivent être conçues et aménagées de telle sorte qu'à la suite d'un incident, les liquides répandus ne puissent se propager ou polluer les eaux.

Les eaux chargées d'hydrocarbures ne doivent, en aucun cas, être rejetées sans au moins une décantation et une séparation préalables.

Art. 73.— Sont interdits à proximité des réservoirs :

- les tuyaux mobiles de fumée ;
- les feux nus ;
- les appareils comportant des éléments incandescents non enfermés ;
- les stocks de matières combustibles.

Art. 74.— Les réservoirs doivent être maintenus solidement de façon qu'ils ne puissent se déplacer sous l'effet du vent ou des trépidations.

Art. 75.— Un contrôle de l'étanchéité devra être effectué tous les ans, et un rapport devra être joint au dossier visé à l'article 6.

Titre XI - Prescriptions concernant les installations de réfrigération (motu)

Art. 76.— Les installations électriques sont établies selon les règles de l'art et les normes en vigueur.

Des dispositifs nécessaires pour permettre, en cas de besoin, de mettre hors tension l'installation électrique, sont prévus. Ils sont placés à un endroit facilement accessible par le personnel responsable.

Les éventuels boutons d'arrêt d'urgence de l'électricité sont signalés par des étiquettes.

Des dispositifs distincts sont obligatoires pour les installations normales, pour les installations de sécurité et éventuellement pour les installations de remplacement.

Art. 77.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Art. 78.— Toutes dispositions sont prises pour éviter les rentrées d'air en un point quelconque du circuit gazeux.

Art. 79.— Des filtres maintenus en bon état de propreté empêchent la pénétration des poussières dans le compresseur.

Art. 80.— Les compresseurs sont pourvus de dispositifs arrêtant automatiquement l'appareil si la pression de gaz devient trop faible pour son alimentation ou si la pression à la sortie dépasse la valeur fixée.

Art. 81.— Des dispositifs efficaces de purge sont placés sur tous les appareils aux emplacements où des produits de condensation sont susceptibles de s'accumuler.

Art. 82.— Toutes mesures sont prises pour assurer l'évacuation des produits de purge et pour éviter que la manœuvre des dispositifs de purge ne crée des pressions dangereuses pour les autres appareils ou pour les canalisations. Toutes mesures sont également prises pour l'évacuation à l'extérieur sans qu'il puisse en résulter de danger ou d'inconfort pour le voisinage, du gaz provenant des soupapes de sûreté.

Titre XII - Installations électriques

Art. 83.— Les installations électriques répondent à la norme NF C 15-100, et font l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur.

Art. 84.— Les installations électriques sont entretenues en bon état. Elles sont contrôlées chaque année par un technicien ou un installateur compétent. Un rapport de contrôle est établi suite à cette visite, celui-ci est à indexer au dossier et une copie devra être transmise à la direction de l'environnement.

Art. 85.— Des dispositifs nécessaires pour permettre en cas de besoin de mettre hors tension l'installation électrique sont prévus. Ils sont facilement accessibles en partant de la voie publique.

Art. 86.— Tous les appareils comportant des masses métalliques sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Art. 87.— La valeur des résistances de terre est conforme aux normes en vigueur.

Art. 88.— Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

Art. 89.— La paroi du groupe électrogène est traitée en degré coupe-feu (CF) 2 heures, y compris les retours sur une longueur minimale de 1 mètre.

Titre XIII - Moyens de lutte contre l'incendie

Art. 90.— La protection contre l'incendie de l'établissement est assurée par :

- un poteau d'incendie normalisé de diamètre nominal 100 millimètres, assurant un débit de 17 l/s, sous pression minimale de 1 bar, à une distance réelle n'excédant pas 150 mètres des accès principaux pour la base à terre ;
- une motopompe mobile sur roues, avec sortie de refoulement en eau de diamètre 65 mm (raccord d'alimentation), de 70 mètres de tuyaux (en diamètre 45 et 70 mm), une division simple avec arrivée d'eau de diamètre de 70 mm et deux sorties d'eaux symétriques que 65, deux lances à débit variable de diamètre 45 mm, un kit antipollution aux hydrocarbures dans la zone technique, 2*3 tuyaux de diamètre 45 mm d'une longueur de 20 mètres, deux proportionneurs de diamètre 45 mm avec leur canne plongeuse, deux lances à mousse LDV 250, 2 fois 100 litres d'émulseur et deux lances en queue de paon de diamètre 45 mm pour le motu ;
- l'installation d'une sortie pompier diamètre 45, raccordée sur le réseau incendie surpressé, au droit de chacun des deux bâtiments techniques ;
- 3 tuyaux de diamètre 45 mm d'une longueur de 20 mètres, une lance en queue de paon de diamètre 45 mm pour la base à terre ;
- deux extincteurs homologués, à poudre polyvalente de 6 kilogrammes chacun pour l'atelier de mécanique ;
- du sable en quantité suffisante, sans être inférieure à 100 litres, maintenu à l'état meuble et sec, et des pelles pour répandre ce sable sur les fuites ou égouttures éventuelles pour le local du groupe électrogène et les stocks d'hydrocarbures ;
- des extincteurs tels que prévus dans les plans présentés, répartis sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- un système interne d'alarme incendie ;
- un système de détection automatique d'incendie sur tous les locaux à risques ;
- des matériels spécifiques tels que prévus dans le présent arrêté.

Art. 91.— Les matériels d'extinction sont vérifiés une fois l'an par un technicien qualifié et les dates de contrôle sont enregistrées sur une étiquette apposée sur chaque appareil. Des essais de fonctionnement sont effectués deux fois par an.

Art. 92.— Le personnel est initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement à leur emploi. Aucun intérimaire n'est affecté à des

opérations de maintenance ou de contrôle sur les équipements présentant un risque particulier.

Art. 93.— Afin d'éviter toute propagation d'incendie, les sols sont dégagés de tout encombrant, déchet et autre, et sont entretenus régulièrement.

Art. 94.— L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

Art. 95.— Les réservoirs fixes composant l'établissement sont conformes aux usages des équipements sous pression en vigueur. Ils sont munis d'équipements permettant de prévenir tout surremplissage. L'exploitant de l'installation doit disposer des éléments de démonstration attestant que les réservoirs fixes disposent des équipements adaptés pour prévenir tout surremplissage à tout instant. Ces équipements peuvent être des systèmes de mesures de niveaux, de pression ou de température.

Art. 96.— Les tuyauteries reliant un stockage constitué de plusieurs réservoirs sont équipées de vannes permettant d'isoler chaque réservoir.

Art. 97.— L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien de ce réseau.

Art. 98.— Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

En particulier, si des engins motorisés et des véhicules routiers appelés à pénétrer dans les parties de l'installation visées à l'alinéa précédent, sont d'un type non autorisé en atmosphère explosive, les conditions de circulation de ces engins et véhicules doivent faire l'objet d'une consigne établie par l'exploitant sous sa responsabilité.

Art. 99.— Dans les parties de l'installation visées aux titres VI à X, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis de feu" et en respectant les règles d'une consigne particulière, relative à l'installation visée.

Le "permis de feu" et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée, conformément à l'annexe I du présent arrêté. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis de feu" et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils ont nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant.

Art. 100.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers le plus proche est alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence notamment dans les locaux techniques et à l'accueil.

Art. 101.— Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque
 - notamment l'interdiction de fumer, l'interdiction d'utiliser des téléphones cellulaires, l'interdiction d'employer des engins thermiques pour le nettoyage, etc.
- dans les parties de l'installation visées aux titres VI à X. Cette interdiction est affichée, soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes au niveau de l'aire concernée ;
- l'obligation du permis de feu pour les parties de l'installation présentant des risques d'incendie et/ou d'explosion ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet ;
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

Art. 102.— Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits ;
- la fréquence de contrôles de l'étanchéité et de l'attachement des réservoirs et de vérification des dispositifs de rétention.

Une consigne définit les modalités mises en œuvre, tant au niveau des équipements que de l'organisation, pour respecter à tout instant la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation, déclarée par l'exploitant et inscrite dans le présent arrêté.

Une autre consigne définit les modalités d'enregistrement des données permettant de démontrer *a posteriori* que cette quantité a été respectée à tout instant.

Les consignes et procédures d'exploitation permettent de prévenir tout surremplissage.

Une consigne particulière est établie pour la mise en œuvre ponctuelle du torchage d'un réservoir.

Art. 103.— Les consignes générales concernant la sécurité et les procédures d'évacuation sont affichées dans tous les bâtiments recevant la clientèle de l'établissement (bureaux, etc.). Les textes sont rédigés dans les langues parlées par la clientèle habituelle de cet établissement.

Art. 104.— Des exercices incendie sont effectués périodiquement par le personnel de l'établissement. Des exercices d'évacuation seront également réalisés annuellement sur le site de l'établissement afin de mieux maîtriser leurs organisations et d'y entraîner le personnel régulièrement.

Titre XIV - Protection de l'environnement

Art. 105.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 106.— Les déchets et résidus produits sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Art. 107.— Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produites par l'installation, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Art. 108.— L'enlèvement des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usées est effectué par un organisme habilité. L'élimination est réalisée dans une installation dûment autorisée au titre des installations classées.

Art. 109.— L'exploitant enregistre pour tous les déchets la nature, la quantité, la destination et le nom de l'organisme les prenant en charge. Ces informations sont consignées dans un registre conservé à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 110.— Le brûlage de tout déchet est interdit.

Art. 111.— Les factures liées aux opérations d'enlèvement et de traitement de tout rejet ou déchet sont conservées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 112.— L'évacuation des déchets depuis le motu se fait dans des bacs étanches et fermés.

Art. 113.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine d'une pollution même des eaux de surface ou du sous-sol. Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être pollué. Toutes dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau.

Art. 114.— Toutes les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident, tel que rupture de récipient, de déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts et les milieux naturels (rivières, lagon, etc.). Leur évacuation éventuelle après accident est conforme aux prescriptions relatives à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Art. 115.— Les sols susceptibles de comporter des écoulements d'hydrocarbures ou d'huiles sont étanches et

conçus pour permettre la collecte des eaux de lavage et de ruissellement.

Art. 116.— Ces eaux ne sont pas envoyées dans le milieu naturel, mais canalisées vers un séparateur-décanteur d'hydrocarbures dimensionné à 70 l/s (norme EN 858) et entretenu pour respecter les valeurs de rejet suivantes :

- DCO inférieure à 120 mg/l (norme NF T 90.101) ;
- hydrocarbures inférieurs à 20 mg/l (norme NF T 90.203).

Art. 117.— Le séparateur-décanteur est entretenu en bon état de fonctionnement et débarrassé des boues et des liquides inflammables retenus aussi souvent qu'il sera nécessaire. Les boues et liquides récupérés ne devront en aucun cas être jetés dans le milieu naturel mais remis à une entreprise spécialisée disposant d'installations de traitement autorisées. Les contrats et factures d'entretien du séparateur sont conservés dans le dossier "installation classée" visé à l'article 6.

Art. 118.— Il est interdit de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de la mer ou du lagon, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent, même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la flore ou à la faune. Le rejet direct ou indirect même après épuration d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.

Art. 119.— Il est également interdit de jeter ou abandonner des déchets dans les eaux superficielles ou souterraines ou dans les eaux de la mer ou du lagon, sur les plages ou sur les rivages de la mer.

Art. 120.— Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Dans cette cuvette de rétention sera aménagé un point bas étanche dans lequel on pompera les eaux recueillies pour le cas où le réservoir est en extérieur. Il n'existe aucune canalisation reliant l'intérieur des cuvettes à l'extérieur.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Art. 121.— L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux ou polluants présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité permettent de satisfaire à cette obligation.

Art. 122.— En cas de découvertes de site de pontes de tortues marines sur la plage du motu, l'exploitant préviendra la direction de l'environnement.

Titre XV - Protection contre les nuisances sonores

Art. 123.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations anormales, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Art. 124.— L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 125.— Le bruit exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété ne dépasse pas les valeurs suivantes :

Zoné	Jour (Jours ouvrables : de 7 heures à 20 heures)	Période intermédiaire (Jours ouvrables : de 6 heures à 7 heures et de 20 heures à 22 heures dimanches et jours fériés : de 6 heures à 22 heures)	Nuit (tous les jours : de 22 heures à 6 heures)
Base à terre : zone résidentielle urbaine ou suburbaine avec quelques ateliers ou centres d'affaire, ou avec des voies de trafic terrestre et aérien assez importantes ou dans les communes rurales.	60	55	50
Motu : zone d'hôpitaux, zone de repas, aire de protection d'espaces naturels.	45	40	35

- émergence : 3

Art. 126.— Lorsque plusieurs installations classées, soumises à autorisation au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs limites ci-dessus.

Art. 127.— Des contrôles annuels sont réalisés par un organisme ou une personne qualifiée, à l'initiative et aux frais de l'exploitant. Ces contrôles sont réalisés durant les horaires d'ouverture, en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles supplémentaires de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée.

Art. 128.— Les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement répondent aux prescriptions précitées.

Titre XVI - Exploitation

Art. 129.— Un registre d'exploitation tenu à jour, est maintenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Sur ce registre, sont notamment inscrits :

- le nom du responsable des installations ;
- les consignes de sécurité et d'incendie ;
- les procédures de fonctionnement, les essais de fonctionnement, les entretiens et les vérifications prévues ;
- les incidents concernant l'utilisation des signaux sonores et d'une manière générale, toute intervention effectuée en vue de la sécurité de l'établissement.

Art. 130.— Des consignes de sécurité et d'incendie élaborées par l'exploitant sont portées sur le registre d'exploitation prévu ci-dessus et affichées à l'intérieur de l'installation classée de manière que le personnel en prenne connaissance.

Art. 131.— L'encadrement de l'entreprise s'assure du port effectif des protections individuelles par le personnel lorsqu'elles sont indispensables.

Titre XVII - Remise en l'état en fin d'exploitation

Art. 132.— Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu'il ne peut porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article D. 221-1 du code de l'environnement :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les réservoirs et les canalisations de tous produits susceptibles de polluer les eaux ont été vidés, nettoyés, dégazés et le cas échéant décontaminés, puis neutralisés par un solide physique inerte, sauf s'ils ont été retirés, découpés et ferrailés vers des installations dûment autorisées au titre des installations classées.

Titre XVIII - Contrôle de l'installation classée autorisée

Art. 133.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée et peut à tout moment la visiter. De même, l'inspection des installations classées peut demander au pétitionnaire tous renseignements complémentaires qu'elle juge utiles.

Art. 134.— Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme compétent, dans le but de vérifier le respect des prescriptions réglementaires concernant les installations classées. Les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés par l'exploitant.

Art. 135.— Une copie de l'arrêté d'autorisation et, le cas échéant, des arrêtés complémentaires, est affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Art. 136.— Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2008.
Teua TEMARU.

PERMIS DE FEU

La demande de « permis de feu » doit comprendre au minimum les éléments du modèle ci-après :

DEMANDE DE PERMIS DE FEU

Date :

Zone & Bâtiment : / Etage :

Nature de l'opération :

Le responsable de la sécurité incendie donne l'autorisation d'effectuer l'opération ci-dessus après avoir procédé à l'examen des lieux et s'être assuré que les précautions indispensables ainsi que les mesures particulières énumérées ci dessous ont été prises.

Autorisation valable du : au :

Signature du responsable de la sécurité incendie :

Opération commencée le : Opération terminée le :

Signature de l'opérateur :

PRECAUTIONS INDISPENSABLES RELATIVES A LA DEMANDE

- Le bon état du matériel de découpage et de soudage a été vérifié.
- Précautions à prendre dans un rayon de 10 mètres :
 - Le sol a été balayé et dégagé de toute matière combustible.
 - Les planchers combustibles ont été recouverts par des tôles, matériaux, etc....
 - Les liquides inflammables ont été éloignés, les autres matières combustibles protégées par des bâches ignifugées ou des écrans métalliques.
- Tous les orifices des murs et des sols ont été obturés.
- Des bâches ignifugées ont été suspendues sous le poste d'opération.
- Surveillance incendie :
 - Un extincteur adapté au risque a été déposé à proximité du lieu opératoire.
 - Une ronde sera effectuée 30 minutes après la fin des opérations.

Mesures particulières :

.....

.....

.....

.....

ARRETE n° 11 MED du 7 avril 2008 autorisant la société SAS Limonaderie Singapour à exploiter les équipements techniques de son unité de production de sirop et de limonade, sise dans la commune de Papeete (établissement de la première classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre de l'environnement et du développement durable,

Arrête :

Article 1er.— La société SAS Limonaderie Singapour est autorisée à exploiter les équipements techniques de son unité de production de sirop et de limonade, sise dans la commune de Papeete.

Titre Ier - Situation de l'établissement

L'installation est située sur un terrain composé comme suit :

Terre/ démembrement	Commune	Section	n° parcelle	ha	a	ca	Propriétaires
Taurahea - Tiahono : Teroma : lot n° 6 de la parcelle A	Papeete	DI	16	-	18	64	Francis Seow (ayant droit)
Taurahea - Tiahono	Papeete	DI	15	-	11	12	Francis Seow (preneur) et Charlotte Levy (bailleur)

Les propriétaires du terrain sont également les propriétaires du fonds de commerce.

Titre II - Equipements et caractéristiques

Art. 2.— L'établissement relève de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement. Ses équipements sont classés dans le tableau suivant :

Rubrique de la nomenclature	Définition de la rubrique	Equipements de l'installation autorisée	Classe
14	Autres acides (dépôts d') Lorsque la quantité globale emmagasinée est : - supérieure ou égale à 500 kilogrammes	2 500 kilogrammes : - acide citrique (2 000 kilo- grammes/semestre) ; - acide ascorbique (500 kilo- grammes/an).	1re
61	Caoutchouc, élastomères, polymères (dépôts ou ateliers de tirage de matières combustibles à base de) - supérieure ou égale à 50	50 mètres cubes maxi- mum/bimestre.	1re
95	Eaux gazeuses, limona- deries (fabrique d')	1 000 hectolitres/mois.	1re
96	Eaux résiduelles indus- trielles (traitement et/ou rejet des)	30 mètres cubes/mois.	1re
103	Entrepôts couverts (sto- ckage de matières, produits ou substances combustibles, toxiques ou explosives ne relevant pas de la nomenclature) lorsque le volume des entrepôts est supérieure ou égale à 1 000 mètres cubes inférieure à 10 000 mètres cubes.	4 000 mètres cubes maximum.	2e

Rubrique de la nomenclature	Définition de la rubrique	Equipements de l'installation autorisée	Classe
112-2b	Dépôts de gaz combustibles liquéfiés (GPL)	4 bouteilles de 15 kilo- grammes et 2 bouteilles de 50 kilogrammes, totalisant 160 kilogrammes.	2e
139	Matières plastiques ou de résines synthétiques (emploi de) autres que le celluloïd, la distance d'isolement de l'établis- sement est de moins de 20 mètres. Emploi et transformation de matières plastiques com- portant des opérations de thermos soufflage émet- tant des vapeurs, gaz fumées ou émanations odorantes.	environ 100 000 bouteilles/ mois.	1re
189	Réfrigération ou compres- sion (installation de) fonctionnant à des pres- sions manométriques supérieures à 1 bar 2° lorsque la puissance absorbée est : b) supérieure ou égale à 10 kW mais inférieure à 200 kW.	55 kW pour alimenter la ligne de production de bouteilles ; 30 kW pour alimenter la ligne de production de sirop et limonade ; 11 kW et 1,5 kW pour la production d'air basse pression ; 2,5 kW pour alimenter la chambre froide positive.	2e
213	Vernis, peinture, encre d'impression (application à froid sur support quelconque) à l'exclusion du vernis gras : 1° l'application étant faite par pulvérisation.	1 installation à froid par pulvérisation sur support plastique ou cartonné.	2e

Titre III - Dispositions générales

Art. 3.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Art. 4.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'environnement de la Polynésie française.

Art. 5.— Tout projet de modification apportée par l'exploitant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de la demande initiale, est porté, avant sa réalisation, à la connaissance de l'inspection des installations classées qui peut exiger une nouvelle demande.

Art. 6.— L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation et sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Art. 7.— L'exploitant établit et tient à jour un dossier "installation classée" comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
- les plans tenus à jour ;
- l'arrêté d'autorisation initial et les arrêtés complémentaires ;

- les résultats des mesures sur les effluents, le bruit, les rapports de visites et de contrôles périodiques ;
- les documents énoncés et prévus dans le présent arrêté ;
- le registre d'exploitation visé à l'article 119.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des organismes chargés des contrôles périodiques.

Art. 8.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers est alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence.

Art. 9.— L'exploitant est soumis à l'ensemble des prescriptions du livre II, titre II du code de l'environnement et en particulier celles qui sont relatives au changement d'exploitant, à la caducité de l'arrêté, aux éventuelles modifications des installations, à la cessation d'activité et à la déclaration des accidents.

Titre IV - Prescriptions relatives au dépôt d'acides

Art. 10.— Ces produits sont stockés en mezzanine et de manière à ne pas gêner la circulation des salariés susceptible de travailler dans la zone.

Art. 11.— Les fûts, réservoirs et autres emballages contenant les acides, substances et matières premières dangereuses doivent être compatibles avec les produits stockés.

Art. 12.— Ils sont stockés dans un espace bien ventilé et sont protégés du rayonnement solaire direct. Dans tous les cas, les produits doivent être stockés à l'écart de toute source de chaleur ou d'ignition.

Art. 13.— Les produits chimiques et substances incompatibles entre eux sont stockés séparément et sont rétentionnés conformément à la règle de calcul édictée à l'article 109 de manière à récupérer la totalité des produits répandus accidentellement.

Art. 14.— Les produits et substances (arômes, colorants...) sont stockés dans la chambre froide positive afin de conserver leur qualité.

Art. 15.— Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits, les symboles de danger, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Art. 16.— Les employés affectés à la manipulation des acides doivent porter les équipements de protection préconisés dans les fiches de données de sécurité.

Art. 17.— Le stockage est éloigné d'une distance de 10 mètres de toute prise d'air destinée à la ventilation ou à la climatisation des locaux.

Titre V - Prescriptions relatives au dépôt de polymères

Art. 18.— Le dépôt est implanté dans le même local où sont implantés les appareils de transformation de polymères en bouteilles plastiques.

Art. 19.— Le stockage est implanté à l'opposé des appareils de transformation et forme un îlot. Dans tous les

cas, le stockage est organisé de telle façon à faciliter la circulation des employés, élévateurs et l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie.

Art. 20.— Les polymères à l'état de substances ou préparations inflammables doivent être stockés sur une aire spécifique, à une distance d'au moins 5 mètres des appareils de transformation.

Art. 21.— La hauteur des stockages ne doit pas excéder 5 mètres. D'autre part, un espace libre d'au moins 1 mètre doit être préservé entre le haut du stockage et le niveau du pied de ferme.

Art. 22.— L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits détenus auquel est annexé un plan général de stockage. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Art. 23.— La présence dans l'atelier de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation au volume autorisé dans le présent arrêté.

Art. 24.— Les locaux abritant les installations de transformation, de production et destockage doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- ossature (ossature verticale et charpente de toiture) stable au feu de degré 1/2 heure si la hauteur sous pied de ferme n'excède pas 8 mètres et de degré 1 heure si la hauteur sous pied de ferme excède 8 mètres ou s'il existe un plancher haut ou une mezzanine ;
- murs extérieurs coupe-feu 2 heures et portes pare-flammes de degré 1 heure, les portes étant munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
- couverture sèche constituée exclusivement en matériaux MO ou couverture constituée d'un support de couverture en matériaux MO, et d'une isolation et d'une étanchéité en matériaux classés M2 non gouttants, à l'exception de la surface dédiée à l'éclairage zénithal et aux dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion.

D'autre part, afin de ne pas aggraver les effets d'un incendie, l'installation visée est séparée des autres installations par un mur coupe-feu 2 heures et des locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation

Art. 25.— L'établissement abritant les installations est séparé des propriétés voisines au nord et au sud par des murs coupe-feu de degré 2 heures allant jusqu'à la toiture et également par des murs coupe-feu 2 heures de 3,5 mètres de hauteur.

Art. 26.— La surface dédiée à l'éclairage zénithal n'excède pas 10 % de la surface géométrique de la couverture. Les matériaux utilisés pour l'éclairage zénithal doivent être tels qu'ils ne produisent pas de gouttes enflammées.

Art. 27.— Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

Art. 28.— Les locaux doivent être équipés en partie haute d'exutoires de fumée, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). La couverture ne comporte pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments constitutifs de l'éclairage zénithal sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre à l'aplomb de tous les murs coupe-feu séparatifs.

Titre VI - Prescriptions relatives à la production de la limonade et du sirop

Art. 29.— Les appareils de production sont installés et exploités de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations gênantes pour l'environnement ou de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage.

Art. 30.— Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol est situé dans une cuve de rétention dont le volume est conforme à la règle de calcul édictée à l'article 109.

Les cuves et les tuyauteries sont étanches aux produits qu'ils peuvent contenir et doivent résister à la pression des fluides.

Art. 31.— Le sol des zones de production est étanche, incombustible et équipé de façon à ce que les produits répandus accidentellement et les eaux de lavage puissent être recueillies et dirigées vers le système de traitement des eaux résiduaires industrielles.

Art. 32.— La ventilation et le désenfumage des locaux sont assurés naturellement par des lanterneaux sur charpente métallique et en façade par des ouvrants grillagés sous bords de toiture.

Art. 33.— Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Art. 34.— Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

Art. 35.— Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées, éventuellement sous forme de pictogrammes ou de visuels, dans les lieux fréquentés par le personnel.

Art. 36.— L'exploitant doit avoir à sa disposition tous les documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par le code du travail.

Art. 37.— Toutes dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau.

Titre VII - Prescriptions relatives au stockage de produits finis

Art. 38.— Les produits issus de la production sont conditionnés dans des bouteilles et des cannettes, mises en cartons, palettisées, filmées et stockées dans l'établissement conformément au plan joint à la demande.

Art. 39.— Les produits conditionnés en masse (carton, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante :

- surface maximale des îlots au sol : 500 mètres carrés ;
- distance entre deux îlots : 2 mètres minimum.

En tout état de cause, une distance de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage, cette distance doit respecter la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie lorsqu'il existe.

Art. 40.— Le sol est étanche, incombustible et équipé de façon à ce que les produits répandus accidentellement (eaux de lavage, produits d'extinction d'un incendie...) puissent être recueillis et dirigés vers l'unité de traitement des eaux résiduaires industrielles.

Art. 41.— La zone de stockage des produits finis est isolée de la zone de production par un mur coupe-feu 2 heures.

Art. 42.— Le logement privé est isolé de l'installation classée par des portes coupe-feu 1 heure.

Art. 43.— Les portes des pièces de stockage sont au moins coupe-feu de degré une heure et doivent pouvoir être ouvertes manuellement de l'intérieur de chaque pièce.

Art. 44.— Tout dispositif de ventilation mécanique est conçu en vue d'éviter une propagation horizontale du feu.

Titre VIII - Prescriptions relatives à la transformation des matières plastiques

Art. 45.— L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.

Art. 46.— L'installation ne doit pas être surmontée de locaux occupés par des tiers ou habités.

Art. 47.— Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- le maintien dans l'atelier de fabrication de la quantité de matières nécessaires au fonctionnement de l'installation.

Art. 48.— Les appareils de transformation et les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, etc.) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Art. 49.— Les locaux ont un sol revêtu d'un matériau imperméable et imputrescible, facile à nettoyer et désinfecter, aménagé de telle manière qu'il permette un écoulement facile de l'eau.

L'acheminement de cette eau doit se faire vers l'unité de traitement des eaux résiduelles industrielles.

Art. 50.— Les bouteilles plastiques produites ne doivent pas être stockées dans l'établissement plus d'une journée.

Titre IX - Prescriptions relatives aux compresseurs

Art. 51.— Les compresseurs sont implantés et exploités conformément aux plans et aux documents joints à la demande, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.

Art. 52.— Les zones où fonctionnent les appareils contenant des gaz comprimés ou liquéfiés sont disposées de façon qu'en cas de fuite accidentelle des gaz, ceux-ci soient évacués au-dehors des bâtiments sans qu'il en résulte d'incommodité ni pour les usagers, ni pour le voisinage. Elles disposent de dispositifs d'aération naturelle ou mécanique de façon à éviter toute stagnation de poches de gaz et de sorte qu'en aucun cas, une fuite accidentelle ne puisse donner naissance à une atmosphère toxique ou explosive.

Art. 53.— Les zones d'implantation des compresseurs ont des issues permettant en cas d'accident l'évacuation rapide du personnel d'entretien.

Art. 54.— Tous les appareils sont maintenus en bon état et le personnel est initié à leur fonctionnement.

Art. 55.— Les accès aux zones d'implantation des installations de compression et de réfrigération sont équipés d'un système d'accès facile.

Art. 56.— En cas d'incendie, ni l'air, ni les gaz comprimés ne doivent aggraver la situation. Un dispositif facile d'accès permet de vider les canalisations d'air comprimé vers l'extérieur de l'installation.

Art. 57.— Des murs de protection de résistance suffisante entourent les compresseurs de façon à diriger vers la partie supérieure les gaz et les débris d'appareils d'une explosion éventuelle.

Art. 58.— Des murs séparent les locaux renfermant les appareils et tuyauteries dans lesquels le gaz séjourne ou circule, de tous les locaux occupés en permanence et de ceux qui pourraient renfermer des matières inflammables.

Art. 59.— Il est interdit d'effectuer des travaux de réparation susceptibles de produire des étincelles.

Art. 60.— Lorsque de tels travaux sont nécessaires, ils sont exécutés qu'après la mise hors gaz des locaux de compression et après que l'exploitant ou son préposé a contrôlé que les consignes de sécurité sont observées. Ces diverses consignes sont affichées en caractères apparents.

Art. 61.— Les ingrédients servant au graissage et au nettoyage ne pourront être conservés dans les locaux des compresseurs que dans des récipients métalliques ou dans des niches maçonnées avec porte métallique.

Art. 62.— Les réservoirs et appareils contenant des gaz comprimés doivent satisfaire à la réglementation des appareils à pression de gaz.

Art. 63.— Les compresseurs sont pourvus de dispositifs arrêtant automatiquement l'appareil si la pression de gaz devient trop faible à son alimentation ou si la pression à la sortie dépasse la valeur limite d'utilisation.

Art. 64.— Des dispositifs efficaces de purge sont placés sur tous les appareils aux emplacements où des produits de condensation seront susceptibles de s'accumuler.

Art. 65.— Toutes mesures seront prises pour assurer l'évacuation des produits de purge et pour éviter que la manœuvre des dispositifs de purge ne crée des pressions dangereuses pour les autres appareils ou pour les canalisations.

Art. 66.— L'entrée des locaux techniques est interdite à toute personne étrangère au service. Cette interdiction est signalée de manière visible à l'extérieur du site.

Art. 67.— Des "pièges à sons" devront être ajoutés aux ouvertures de ventilation.

Art. 68.— Toute chambre froide d'une capacité utile supérieure à 10 mètres cubes doit être munie d'un dispositif d'avertissement sonore, simple et robuste permettant à toute personne qui se trouverait accidentellement à l'intérieur de cette chambre de donner l'alarme à l'extérieur.

Art. 69.— Toute installation de chambre froide ou climatisée d'une capacité utile supérieure à 10 mètres cubes doit comporter à l'extérieur et au voisinage de chaque porte un voyant lumineux s'éclairant lorsque la chambre est elle-même éclairée pour permettre au personnel d'y travailler.

Titre X - Prescriptions relatives à l'application de l'encre d'impression

Art. 70.— L'installation consomme au maximum 2 litres d'encre par an.

Art. 71.— L'appareil d'impression est installé et exploité conformément à la fiche technique.

Art. 72.— L'exploitant désigne un employé affecté spécialement à cette tâche.

Titre XI - Prescriptions relatives à l'unité de traitement des eaux résiduaires industrielles

Art. 73.— L'unité de traitement des eaux résiduelles industrielles et de lavage des zones* de production et de stockage est composé d'une fosse de 2 mètres cubes et d'un puisard de 8 mètres cubes et équipés chacun d'un regard.

Art. 74.— Toutes les dispositions sont prises pour éviter tout déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux.

Art. 75.— Les dispositifs de traitement sont aisément accessibles aux agents chargés du contrôle des déversements. Ils sont aménagés de manière à permettre l'exécution facile des prélèvements dans l'effluent.

Art. 76.— L'installation doit être munie de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eaux résiduaires industrielles rejetées. Ils doivent être installés avant l'unité de traitement.

Art. 77.— L'effluent présent dans le puisard doit avoir les caractéristiques suivantes :

- température inférieure à 30 °C ;
- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- matières en suspensions (MES) : inférieures à 100 mg/l ;
- demande biochimique en oxygène (DBO5) sur effluents non traités : inférieure à 100 mg/l ;
- demande chimique en oxygène (DCO) sur effluents non traités : inférieure à 300 mg/l.

Art. 78.— L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour être en mesure d'informer l'inspection des installations classées des conditions globales de traitement de son effluent.

L'exploitant effectue, chaque mois, sur un échantillon moyen sur 24 heures, les analyses suivantes :

- pH ;
- matières en suspensions (MES) ;
- demande biologique en oxygène (DBO5) ;
- demande chimique en oxygène (DCO).

Ces résultats sont adressés à l'inspection des installations classées.

Les paramètres et la fréquence des analyses peuvent être modifiés par l'inspection des installations classées au vu des résultats.

Titre XII - Prescriptions relatives au dépôt de gaz

Art. 79.— Le stockage de 3 bouteilles de gaz de 15 kilogrammes chacune est suffisamment éloigné des zones de stockage et de production. Il est implanté à l'écart de l'établissement, au niveau de l'entrée de la propriété conformément au plan joint à la demande.

Art. 80.— Les bouteilles doivent être stockées sur un emplacement déterminé, dans une cage dégagée en permanence et affectée uniquement à cet usage.

Art. 81.— Le stockage doit être isolé par une zone de protection telle que les bouteilles soient à une distance d'au moins 5 mètres en projection horizontale :

- des ouvertures de tout local contenant des feux nus ;
- de tout point bas ou piège dans lesquels peuvent s'accumuler des vapeurs inflammables (ouvertures de sous-sol, bouches d'égout non protégées par un siphon, etc.) ;
- de tout appareillage électrique qui n'a pas de sécurité ;
- de tout moteur à combustion interne.

Art. 82.— Tout stockage en limite de propriété doit être protégé par un mur contigu ou mitoyen stable au feu de degré 2 heures, sur une hauteur de 2 mètres.

Art. 83.— Les bouteilles doivent être stockées debout ou couchées à l'horizontal. Si elles sont gerbées en position couchée, les bouteilles situées aux extrémités doivent être calées par des dispositifs spécialement adaptés à cet effet.

Il est interdit de se livrer à l'entretien ou à la réparation des bouteilles et de leurs accessoires dans la zone de protection. Avant leur mise en dépôt, l'exploitant doit s'assurer que les bouteilles ne fuient pas. Toute bouteille défectueuse doit être aussitôt évacuée vers une zone adaptée à son traitement.

Titre XIII - Installations électriques

Art. 84.— Les installations électriques répondent à la norme NF C 15-100, et font l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant. Cette attestation est transmise dès la réception par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

Art. 85.— Le TGBT permettant de mettre hors tension l'installation électrique est visible et facilement accessible par le personnel responsable et signalé par des étiquettes.

Art. 86.— Les installations électriques font l'objet d'une vérification, à la mise en service, puis tous les ans, par un technicien ou par un organisme agréé. Les installations électriques sont en outre régulièrement surveillées et entretenues en bon état par un personnel qualifié.

Art. 87.— Les rapports de contrôle sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Titre XIV - Protection contre l'incendie

Art. 88.— Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour permettre de combattre immédiatement et efficacement tout commencement d'incendie par la mise en place :

- d'un système de sécurité incendie ;
- de moyens d'alarme et d'alerte.

Art. 89.— Il est interdit de fumer dans l'entrepôt, les zones de production et de préparation et d'y allumer ou d'y apporter une flamme et d'y effectuer des travaux de réparation susceptibles de produire des étincelles, sauf autorisation expresse de l'exploitant. Cette interdiction est affichée de façon apparente aux abords de l'installation.

Art. 90.— Les matériels d'extinction sont vérifiés une fois l'an par une entreprise spécialisée et les dates de contrôle sont enregistrées sur une étiquette apposée sur chaque appareil.

Art. 91.— Le personnel est initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement.

Art. 92.— Afin d'éviter toute propagation d'incendie, les sols sont dégagés de tout encombrant, déchet et autre, et sont entretenus régulièrement.

Art. 93.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers le plus proche est alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence notamment dans les locaux techniques et à l'accueil.

Art. 94.— Une consigne écrite indique les modalités d'entretien et la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident. Un plan d'intervention placé judicieusement à l'entrée de l'établissement est destiné aux services de secours.

Art. 95.— Les eaux contaminées par les eaux de lutte incendie ne sont pas à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou du sous-sol. L'exploitant prendra toutes les mesures nécessaires en ce sens.

Art. 96.— Des panneaux portant la mention "défense de fumer" sont répartis judicieusement et affichés bien en évidence, en particulier dans les zones à risques.

Les consignes suivantes sont affichées bien en vue et au regard de tous :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers (18 et/ou autres...);
- l'adresse du centre de secours de premier appel ;
- les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ;
- un plan schématique, conforme aux normes en vigueur, sous forme d'une pancarte, apposée à l'entrée pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. Sur ce plan figure l'emplacement des divers locaux, des dispositifs de coupure des fluides et des commandes des équipements de sécurité.

Art. 97.— L'installation est défendue contre l'incendie par les équipements suivants :

- de 6 extincteurs portatifs NF- EN3- MIII/CNMIS de 9 litres d'eau additivée ;
- de 2 extincteurs portatifs NF- EN3- MIH/CNMIS de 9 kilogrammes à poudre polyvalente ABC ;
- de 6 extincteurs portatifs NF- EN3- MIH/CNMIS de 5 kilogrammes à CO₂ ;
- d'un réseau RIA de 4 lances couvrant la totalité du bâtiment ;
- d'un kit antipollution composé de produits absorbants et neutralisants et matériels de récupération des acides (fûts, équipements de protection individuelle) ;
- d'une couverture spéciale anti-feu + kit anti-brûlure ;
- et de 2 poteaux d'incendie situés à moins de 150 mètres de l'établissement.

Les extincteurs sont répartis judicieusement dans l'établissement conformément aux plans et documents joints à la demande.

Titre XV - Protection contre les nuisances sonores

Art. 98.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits suspects ou vibrations anormales, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Art. 99.— L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 100.— Les mesures de bruit sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Art. 101.— Le bruit exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété ne dépasse pas les valeurs suivantes "Emergence : 3 dB (A)" :

Zone résidentielle urbaine ou suburbaine, avec quelques ateliers ou centre d'affaires, ou avec des voies de trafic terrestre ou aérien assez importantes ou dans les communes rurales	Jour (jours ouvrables : de 7 heures à 22 heures)	Période intermédiaire	Nuit (tous les jours : de 22 heures à 7 heures et dimanches et jours fériés)
	60	55	50

Art. 102.— Lorsque plusieurs installations classées, soumises à autorisation au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ses installations respecte les valeurs limites ci-dessus.

Art. 103.— L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles supplémentaires de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée durant la validité de l'autorisation.

Titre XVI - Protection de l'environnement

Art. 104.— Le brûlage de tout déchet est interdit

Art. 105.— Les factures liées aux opérations d'enlèvement et de traitement de tous rejets ou déchets sont conservées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 106.— Les contrats de factures d'entretien de l'unité de traitement des eaux résiduaires et de lavage sont conservés dans le dossier "installation classée" visée à l'article 7.

Art. 107.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 108.— Il est également interdit de jeter ou d'abandonner des déchets dans le milieu naturel.

Art. 109.— Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, à 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les autres cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale si cette capacité est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation

qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Art. 110.— Les déchets et résidus produits par l'installation sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envois, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Art. 111.— L'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usées est effectuée par un organisme autorisé au titre des installations classées.

Art. 112.— L'exploitant enregistre, pour tous les déchets, la nature, la quantité, leur destination et le nom de l'organisme les prenant en charge.

Ces informations sont consignées dans un registre conservé à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 113.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou du sous-sol.

Art. 114.— Toutes les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accidents tels que rupture de récipient, de déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers l'exutoire et les milieux naturels (rivières, lagon, etc.). Leur évacuation éventuelle après accident est conforme aux prescriptions relatives à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux, insalubres ou incommodes. Pour leur évacuation ou élimination, l'exploitant se conforme aux prescriptions du présent arrêté.

Titre XVII - Exploitation et entretien

Art. 115.— La vitesse de circulation des véhicules dans les zones de travail est limitée à 20 kilomètres/heure.

Art. 116.— Il existe un règlement de circulation sur le site de l'exploitation. Il est matérialisé par des panneaux ou des marquages au sol.

Art. 117.— Le stockage dans la zone de production et de manière générale sur l'ensemble de l'établissement doit être limité.

Art. 118.— Seules les personnes autorisées par l'exploitant ont accès aux installations. En dehors des heures de présence du personnel d'exploitation et sauf en cas d'intervention pour maintenance des matériels ou de mise en sécurité de l'installation, l'accès du site est strictement interdit. L'exploitant est seul responsable du respect de cette consigne.

Art. 119.— Un registre d'exploitation, tenu à jour, est maintenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Sur ce registre sont notamment inscrits :

- le nom du responsable des installations ;
- les consignes de sécurité et d'incendie ;
- les essais de fonctionnement, entretiens et vérifications prévus ;
- les incidents concernant l'utilisation des signaux sonores et, d'une manière générale, toute intervention effectuée en vue de la sécurité de l'établissement.

Art. 120.— Des consignes de sécurité et d'incendie élaborées par l'exploitant sont portées sur le registre prévu et affichées à l'intérieur de l'installation classée de manière que les usagers en prennent connaissance.

Art. 121.— Toutes les installations intéressant la sécurité, notamment les dispositifs de signalisation, les systèmes d'alarme, les moyens de lutte contre l'incendie ainsi que les dispositifs d'obturation coupe-feu sont régulièrement inspectés, et au moins une fois par an, par un technicien qualifié. Des essais de fonctionnement sont faits deux fois par an.

Art. 122.— Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Art. 123.— L'établissement est clôturé et doté d'un portail et clos pendant les périodes d'inactivités (week end et jours fériés). L'exploitant se charge de la sécurité de l'établissement.

Titre XVIII - Prescriptions relatives à la remise en état en fin d'exploitation

Art. 124.— Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu'il ne peut porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article D 221-1 du code de l'environnement :

- les installations sont démontées ;
- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les réservoirs et les canalisations de liquides inflammables ou de tous autres produits susceptibles de polluer les eaux ont été vidés, nettoyés, dégazés et le cas échéant décontaminés, puis neutralisés par un solide physique inerte, sauf s'ils ont été retirés, découpés et ferrailés vers des installations dûment autorisées au titre des installations classées.

Art. 125.— Le produit utilisé pour la neutralisation doit recouvrir toute la surface de la paroi interne du réservoir et posséder à terme une résistance suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.

Art. 126.— Une neutralisation à l'eau peut être tolérée lors d'une cessation d'activité temporaire. Une réépreuve est effectuée avant la remise en service de l'exploitation. Une neutralisation à l'eau ne peut excéder vingt-quatre mois.

Titre XIX - Contrôle de l'installation classée

Art. 127.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée et peut à tout

moment la visiter. De même, l'inspection des installations classées peut demander au pétitionnaire, tous renseignements complémentaires, qu'elle juge utiles.

Art. 128.— Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions réglementaires concernant les installations classées. Les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés par l'exploitant.

Art. 129.— Une copie de l'arrêté d'autorisation et, le cas échéant, des arrêtés complémentaires, est affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Art. 130.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2008.
Teua TEMARU.

**MINISTÈRE DU TRANSPORT INTERINSULAIRE
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

Par arrêté n° 29 MTF du 4 avril 2008.— L'association des parents d'élèves de l'enseignement libre de l'école Saint-Hilaire, représentée par sa présidente Mme Caroline Ehumoana, dont le siège est situé à Faa'a, route de Saint-Hilaire, BP 6013 Faa'a, est autorisée à organiser une tombola au capital d'émission de 3 000 000 F CFP, composée de 30 000 billets à 100 F CFP l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le samedi 31 mai 2008 à l'école Saint-Hilaire, à Faa'a.

Le bénéfice de cette autorisation ne peut être cédé aux tiers.

Le produit de la tombola, sous réserve d'une déduction maximale de 5 % du capital d'émission consacré aux frais d'organisation, est intégralement et exclusivement affecté au financement du nouveau bâtiment de la cantine.

Les lots sont les suivants :

1er lot	1 ordinateur, offert par la société ITEM en partenariat avec Aplon Polynésie	140 000 F CFP
2e lot	1 appareil de massage pour les pieds, offert par Alain Maillon	70 000 F CFP
3e lot	1 aller-retour pour 1 personne aux îles Sous-le-Vent hors Maupiti, offert par Air Tahiti	29 000 F CFP
4e lot	1 four micro-ondes, offert	30 000 F CFP
5e lot	1 pass séjour au Sofitel Tahiti Resort pour 2 personnes, offert	30 000 F CFP
6e lot	1 soin du corps et du visage + produits, offerts par la Sultane de Saba	26 000 F CFP
7e lot	1 bon pour 24 h de location de voiture en catégorie J (4X4) valable sur Moorea, offert par Avis	15 000 F CFP
8e lot	1 appareil photo numérique, offert par Alain Maillon	15 000 F CFP
9e lot	1 appareil photo argentique, offert par Alain Maillon	10 000 F CFP
10e lot	1 brunch tahitien pour 2 personnes, offert par l'Intercontinental Tahiti Resort	10 000 F CFP
11e lot	1 bon d'accès au buffet oriental ou barbecue au restaurant Le Bougainville, offert par le Sofitel Tahiti Resort	10 000 F CFP
12e lot	1 brunch tahitien pour 2 personnes, offert par l'Intercontinental Tahiti Resort	10 000 F CFP

Total des lots offerts	395 000 F CFP
Total des lots achetés	0 F CFP
Total de lots (offerts et achetés)	395 000 F CFP

Le quart du montant total des lots, soit la somme de 98 750 F CFP, doit être versé à la paierie de la Polynésie française avant toute impression de billets de tombola. Le solde, soit la somme de 296 250 F CFP, doit être versé à la paierie de la Polynésie française au plus tard 10 jours avant le tirage, c'est-à-dire le mardi 21 mai 2008.

**ARRETES DU PRESIDENT
DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

ARRETE n° A 26-2008 APF/SG/SRH du 31 mars 2008 portant nomination de Mme Sylvie Varet, épouse Ariiotima, aux fonctions de chef du service des ressources humaines de l'assemblée de la Polynésie française.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-111 APF du 29 décembre 2004 portant statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-2005 Prés.APF/SG du 18 janvier 2005 modifié portant organisation des services de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 10-2008 APF/SG du 29 février 2008 prenant acte de l'élection du président de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° A 23 APF/SG du 17 mars 2008 mettant fin aux fonctions de Mlle Henriette Faremiro en qualité de chef du service des ressources humaines de l'assemblée de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Mme Sylvie Varet, épouse Ariiotima, est nommée chef du service des ressources humaines à compter du 27 mars 2008.

Art. 2.— L'arrêté n° A 3-2008 APF/SG du 24 janvier 2008 portant nomination de Mme Sylvie Ariiotima aux fonctions de chef du service des ressources humaines de l'assemblée de la Polynésie française par intérim est abrogé.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 mars 2008.
Oscar TEMARU.

ARRETE n° A 31-2008 APF/SG/SRH du 8 avril 2008 portant cessation des fonctions de Mme Ahya Elisabeth Mabi, épouse Ngô, en qualité de chef du service de la communication, de l'information multimédia et de l'accueil de l'assemblée de la Polynésie française.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la délibération n° 96-177 APF du 19 décembre 1996 modifiée relative aux agents publics occupant des emplois fonctionnels ou rémunérés par rapport à la grille des emplois fonctionnels ;

Vu la délibération n° 2004-111 APF du 29 décembre 2004 portant statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-2005 Prés.APF/SG du 18 janvier 2005 modifié portant organisation des services de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 10-2008 APF/SG du 29 février 2008 prenant acte de l'élection du président de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° A 32-2007 APF/SG du 25 juin 2007 portant nomination de Mme Elisabeth Ngô, aux fonctions de chef du service de la communication, de l'information multimédia et de l'accueil de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la demande de Mme Elisabeth Ngô en date du 13 mars 2008 sollicitant sa réintégration au sein de son administration d'origine avant la fin de son détachement auprès de l'assemblée de la Polynésie française à compter du 14 avril 2008,

Arrête :

Article 1er. — Il est mis fin aux fonctions de Mme Ahya Elisabeth Mabi, épouse Ngô, en qualité de chef du service de la communication, de l'information multimédia et de l'accueil de l'assemblée de la Polynésie française à compter du 13 avril 2008 au soir.

Art. 2. — L'arrêté n° A 32-2007 APF/SG du 25 juin 2007 susvisé est abrogé.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 8 avril 2008.
Oscar TEMARU.

ARRETE n° A 32-2008 APF/SG/SRH du 8 avril 2008 portant modification de l'arrêté n° A 33-2007 APF/SG/SRH du 3 juillet 2007 nommant les représentants de l'administration au sein des commissions administratives paritaires et du comité technique paritaire de l'assemblée de la Polynésie française.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-111 APF du 29 décembre 2004 portant statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 10-2008 APF/SG du 29 février 2008 prenant acte de l'élection du président de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 26-2007 APF/SG/SRH du 21 mars 2007 portant création des commissions administratives paritaires de l'assemblée de la Polynésie française et organisation des élections des représentants du personnel en leur sein ;

Vu l'arrêté n° 27-2007 APF/SG/SRH du 21 mars 2007 modifié portant création du comité technique paritaire de l'assemblée de la Polynésie française et organisation des élections des représentants du personnel en son sein ;

Vu l'arrêté n° A 33-2007 APF/SG/SRH du 3 juillet 2007 nommant les représentants de l'administration au sein des commissions administratives paritaires et du comité technique paritaire de l'assemblée de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Les alinéas *a)* et *b)* de l'article 1er de l'arrêté n° A 33 APF/SG/SRH du 3 juillet 2007, nommant les représentants de l'administration au sein des commissions administratives paritaires et du comité technique paritaire de l'assemblée de la Polynésie française, sont modifiés comme suit :

- a) En qualité de représentants de l'administration titulaires :*
 - le secrétaire général, *président* ;
 - le chef du service des ressources humaines.
- b) En qualité de représentants de l'administration suppléants :*
 - le chef du service des affaires juridiques ;
 - le chef du service du contrôle des dépenses engagées.

Art. 2. — Les alinéas *a)* et *b)* de l'article 2 de l'arrêté n° A 33 APF/SG/SRH du 3 juillet 2007, nommant les représentants de l'administration au sein des commissions administratives paritaires et du comité technique paritaire de l'assemblée de la Polynésie française, sont modifiés comme suit :

- a) En qualité de représentants de l'administration titulaires :*
 - le secrétaire général, *président* ;
 - le chef du service des ressources humaines, chargé d'assurer le secrétariat permanent du comité technique paritaire ;
 - le chef du service des affaires juridiques ;
 - le chef du service des commissions ;
 - le chef du service des finances et de la comptabilité.
- b) En qualité de représentants de l'administration suppléants :*
 - le chef du service du contrôle des dépenses engagées ;
 - le chef du service des séances ;
 - le chef du service de l'informatique ;
 - le chef du service de la communication, de l'information multimédia et de l'accueil ;
 - un fonctionnaire de catégorie A du service des ressources humaines.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2008.
Oscar Manutahi TEMARU.

ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

MODIFICATIONS du règlement intérieur du Conseil économique, social et culturel adoptées le 8 avril 2008.

Article 1er.— Premier tiret, après : “Loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004”, ajouter : “modifiée”.

Deuxième tiret, lire : “Délibération n° 2005-113 APF du 17 novembre 2005”, au lieu de : “délibération n° 2005-39 APF du 4 février 2005”.

Art. 2.— Lire : “Avenue Pouvanaa a Oopa”, au lieu de : “Avenue Bruat”.

Chapitre Ier Des collèges

Art. 4.— Dernière phrase du premier alinéa, lire : “A défaut”, au lieu de : “Dans le cas contraire”.

Troisième alinéa, après : “assure la transmission des décisions du collège”, ajouter : “au secrétariat général”.

Quatrième alinéa, ajouter après la première phrase : “En cas d'absence ou d'empêchement du président et du vice-président, le doyen d'âge présent assure la présidence de la réunion”.

Cinquième alinéa, ajouter après la première phrase : “En cas d'absence de celui-ci, un secrétaire est désigné à main levée par la majorité des membres présents”.

Dernier alinéa, première phrase, mettre : “leurs noms”, au lieu de : “leur nom”.

Deuxième phrase, supprimer : “du collège” à la suite de : “il est signé par le président et le secrétaire”.

Ajouter une dernière phrase : “Il est consultable uniquement par les membres du collège”.

Art. 5.— Deuxième alinéa, ajouter : “de séance”, après : “le vote du président”.

Art. 7.— Modifier le titre, au lieu de : “De la déclaration du collège”, lire : “De la déclaration du collège et des vœux”.

Chapitre II De l'élection du bureau du Conseil économique, social et culturel

Art. 8.— Deuxième alinéa, lire : “assemblée”, au lieu de : “séance plénière”.

Art. 12.— Deuxième alinéa, lire : “constate que le quorum requis est atteint”, au lieu de : “fait procéder à l'appel des membres”.

Troisième alinéa, lire : “Il invite le plus jeune membre... à prendre place...”, au lieu de : “La séance est ensuite suspendue pour permettre au plus jeune membre...”.

Chapitre III De l'assemblée plénière

Art. 18.— En fin de phrase, après : “la commission du budget”, ajouter : “et du bureau”.

Art. 19.— Dernier alinéa, après : “dont l'étude et l'adoption”, ajouter : “du rapport”.

Remplacer : “ne sont pas reportées sur la mandature suivante”, par : “peuvent être reportées sur la mandature suivante avec l'accord des nouveaux conseillers”.

Art. 20.— Dernière phrase du deuxième alinéa, remplacer : “Dans le cas contraire”, par : “A défaut”.

Art. 24.— Remplacer : “De la question préalable”, par : “De la modification de l'ordre du jour”.

Modifier l'article 24 de la façon suivante :

“L'ordre chronologique de passage des dossiers peut être modifié sur décision de la majorité absolue des voix, sur proposition du président du Conseil économique, social et culturel, à la demande d'un conseiller.

Le retrait d'un point de l'ordre du jour peut être décidé par le vote d'une question préalable. La question préalable se présente sous la forme d'un texte qui tend à faire décider qu'il n'y a pas lieu de statuer sur un sujet inscrit à l'ordre du jour.

Elle doit être déposée par un collège ou par un tiers des membres en exercice du CESC, une heure avant toute séance, auprès du secrétariat général qui en délivre récépissé, et signée des membres l'ayant adoptée.

Elle doit être lue immédiatement après l'énoncé de l'ordre du jour par le président et ne donne pas lieu à discussion. Elle est mise au vote et son adoption entraîne le retrait du sujet de l'ordre du jour.”

Art. 25.— Deuxième phrase, premier alinéa, après : “en cas d'absence”, ajouter : “de refus de rapporter, de défaillance ou de démission”.

Au lieu de : “est présenté”, lire : “est rapporté”.

Au lieu de : “par un membre du bureau de la commission”, lire : “par un ou deux membre(s) du bureau de la commission”.

Terminer la phrase par : “ou à défaut par un ou deux membre(s) volontaire(s) de la commission”.

Art. 26.— Deuxième alinéa, après : “déposés au secrétariat général”, ajouter : “au moins une heure trente” avant la séance.

A la fin du dernier alinéa, ajouter : “par leur auteur”.

Art. 30.— Premier alinéa, après : “émettre des vœux sur des sujets”, ajouter : “d'actualité”.

Après le premier alinéa, insérer un alinéa nouveau :

“Outre le bureau, tout conseiller, tout collège ou toute commission permanente peut proposer des vœux. Le bureau saisi du projet de vœu en débat, peut le modifier avec l'accord de son auteur, et décide de le transmettre ou non à l'assemblée plénière”.

Au deuxième alinéa actuel, ajouter : “en assemblée plénière”, après : “la discussion de ces vœux”.

Ajouter un dernier alinéa ainsi rédigé : “Les vœux adoptés sont rendus publics”.

Art. 36.— Ajouter dans le titre et dans le texte après : “avis et rapport” “les vœux”.

Art. 38.— *De la remise des documents*

Premier alinéa, terminer la phrase par : “dans les conditions déterminées par le bureau”.

Supprimer les deux derniers alinéas.

Chapitre IV

Du bureau du Conseil économique, social et culturel

Art. 39.— Septième alinéa, après : “Il contrôle l'exécution du budget”, supprimer le reste de la phrase.

Art. 40.— Premier alinéa, dernière phrase, au lieu de : “Dans le cas contraire”, lire : “A défaut”.

Troisième alinéa, ajouter après : “la transmission aux commissions ou en assemblée plénière des saisines”, “et autosaisines”.

Après le troisième alinéa actuel, ajouter deux alinéas ainsi rédigés :

“En cas d'absence du président et des vice-présidents, la présidence du bureau est assurée par le doyen d'âge présent. Le bureau ne statue que sur les points inscrits à l'ordre du jour relevant des affaires courantes telles que définies à l'article 40”.

“En cas d'urgence et en cas d'absence ou d'empêchement du président et des deux vice-présidents, le bureau peut être réuni par un membre du bureau ayant reçu délégation de signature, pour statuer uniquement sur la question urgente. La décision prise par le bureau sera inscrite pour information au bureau suivant”.

Art. 42.— Fin du deuxième alinéa, au lieu de : “l'un d'eux”, lire : “d'un questeur”.

Troisième alinéa, après : “prépare celui-ci”, ajouter : “ainsi que tout modificatif”.

Art. 43.— Ajouter un dernier alinéa :

“Les trois secrétaires exercent leurs fonctions dans l'ordre de préséance”.

Chapitre V

Des commissions

Art. 45.— Alinéa deux, lire : “son remplacement”, au lieu de : “leur remplacement”.

Ajouter un troisième alinéa :

“En cas de manquement à ses obligations telles que définies par le présent règlement intérieur, chaque membre du bureau peut être démis de ses fonctions sur demande motivée du tiers des membres en exercice de la commission. Le président doit alors faire procéder au vote. En cas de vote positif de la majorité absolue des membres de la commission présents, il est immédiatement pourvu à son remplacement”.

Art. 47.— Dans la première phrase, remplacer : “lui” par : “leur”.

Art. 48.— Premier alinéa, remplacer : “le rapporteur peut proposer l'audition de personnes qualifiées”, par : “des personnes qualifiées peuvent être invitées à participer aux réunions”.

Dans les deux alinéas suivants, remplacer : “première réunion” par : “une réunion”.

Art. 52.— Premier alinéa, deuxième phrase, lire : “au lendemain”, au lieu de : “le lendemain”.

Art. 53.— Ajouter un cinquième alinéa :

“Le projet d'avis ou de rapport adopté est transmis au bureau pour inscription à l'ordre du jour de la prochaine assemblée.

En cas de non-adoption du projet de rapport, la commission vote la non-poursuite des travaux ou l'étude d'un projet de rapport modifié.

En cas de non-adoption du projet d'avis, la commission vote la non-poursuite des travaux ou l'étude d'un projet d'avis modifié, au vu des délais impartis”.

Art. 54.— Deuxième alinéa, au lieu de : “pour corriger leurs interventions”, lire : “pour correction”.

A la phrase suivante, au lieu de : “les corrections ne peuvent intervenir que sur la forme, en cas de contestation sur le fond”, lire : “en cas de contestation sur les corrections” et ajouter à la fin de la phrase : “lors de la séance suivante”.

Au dernier alinéa, au lieu de : “les comptes-rendus sont soumis à la signature du”, lire : “les comptes-rendus sont signés par le”.

Art. 55.— Deuxième alinéa, au lieu de : “certifiée par le président de séance, le secrétaire de commission et le secrétaire général”, lire : “certifiée par le président et le secrétaire de commission ainsi que le secrétaire général”.

Art. 57.— Remplacer le deuxième alinéa par la rédaction suivante :

“Elle se réunit sur convocation du président du Conseil économique, social et culturel pour préparer les propositions budgétaires, conformément à la réglementation en vigueur, et le projet de budget, après l'adoption par l'assemblée de la Polynésie française de la dotation globale affectée à l'institution à soumettre au vote de l'assemblée plénière”.

Troisième alinéa, ajouter à la fin de la phrase : “pour toutes questions budgétaires”.

Art. 58.— Troisième alinéa, au lieu de : “3 membres par collège, lire : “5 membres par collège”.

Supprimer : “en fonction de leur connaissance ou intérêt particulier pour le sujet”.

Chapitre VIII

De la prise en charge des frais de fêtes et cérémonies, des frais de représentation et des frais particuliers de téléphone

Supprimer les articles 65 à 68, remplacés par la délibération n° 2006-63 APF du 6 octobre 2006 portant réglementation de la prise en charge par le budget du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française, des frais de fêtes et cérémonies, et de certains frais téléphoniques.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

ARRETE n° 1-2008 PPF du 31 mars 2008 portant désignation de mandataires et délégation de signatures à la paierie de la Polynésie française.

Le trésorier-payeur général de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique (article 14) ;

Vu l'instruction générale du 16 août 1966 sur l'organisation du service des comptes publics (paragraphe V) ;

Vu le décret NORBUDR 01/04/035D du 5 mars 2004 nommant M. Pierre Menou, receveur des finances, chef de poste de la paierie de la Polynésie française ;

Vu les arrêtés n° 3-2007 PPF du 1er août 2007 et n° 4-2007 PPF du 6 décembre 2007 ;

Sur proposition du directeur départemental du Trésor public, fondé de pouvoir,

Arrête :

Article 1er. — *Procuration générale*

M. Pierre Menou, payeur de la Polynésie française, donne procuration générale à Mme Anne Grassler, inspectrice du Trésor public, avec mandat de le suppléer dans l'exercice de ses fonctions, de signer seul ou concurremment avec lui tous les actes relatifs à sa gestion et aux affaires qui s'y attachent.

M. David Bares et Mme Pascale Camy, inspecteurs du Trésor public, reçoivent les mêmes pouvoirs sous réserve de n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de M. Menou et de Mme Grassler, sans que cette condition soit opposable aux tiers.

Art. 2. — *Délégations spéciales*

1° Procuration spéciale relative au fonctionnement courant du service :

Mme Anne Grassler, inspectrice du Trésor public, reçoit mandat pour signer toutes pièces relatives au fonctionnement courant des services chargés de la tenue de la

comptabilité générale du poste et du paiement des dépenses, placés sous son autorité.

M. David Bares, inspecteur du Trésor public, responsable du secteur "recouvrement contentieux", reçoit mandat pour signer toutes pièces relatives au fonctionnement du service chargé du recouvrement de l'impôt, des droits de douane et des produits divers, tous secteurs confondus.

Mme Pascale Camy, inspectrice du Trésor public, responsable du secteur "recouvrement amiable et pré-contentieux", reçoit les mêmes pouvoirs que M. Bares.

M. Irwin Lagarde, contrôleur du Trésor public, reçoit pour ce qui concerne le fonctionnement courant du secteur chargé du recouvrement amiable et pré-contentieux, les mêmes pouvoirs que Mme Camy, sous réserve de n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de la part de celle-ci, sans que cette condition soit opposable aux tiers.

M. Fabrice Helias, contrôleur du Trésor public, reçoit, pour ce qui concerne le fonctionnement courant du secteur chargé du recouvrement contentieux, les mêmes pouvoirs que M. Bares, sous réserve de n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de la part de celui-ci, sans que cette condition soit opposable aux tiers.

Mme Véronique Mariteragi, contrôleur principal du Trésor public, reçoit mandat pour signer toutes pièces relatives au fonctionnement courant du service chargé de la tenue de la comptabilité générale du poste, sous réserve de n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de Mme Grassler et de moi-même, sans que cette condition soit opposable aux tiers.

Mme Véronique Mariteragi reçoit en outre, concurremment avec Mme Aurélie Audebert, contrôleur du Trésor public, mandat pour signer toutes pièces relatives au fonctionnement courant du service chargé du paiement des dépenses assignées à ma caisse, sous réserve de n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de Mme Grassler et de moi-même, sans que cette condition soit opposable aux tiers.

2° Procuration spéciale en matière de procédures de redressement et de liquidation judiciaires des entreprises :

Mmes Anne Grassler et Pascale Camy, et M. David Bares, inspecteurs du Trésor public, reçoivent procuration aux fins de signer les bordereaux de déclaration de créances ainsi que tous documents relatifs aux procédures de redressement et de liquidation judiciaires des entreprises prévues par les articles L. 620-1 et suivants du code de commerce.

3° Procuration spéciale en matière d'attestation de régularité fiscale à délivrer aux entrepreneurs souhaitant soumissionner aux marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics :

Mmes Anne Grassler et Pascale Camy, et M. David Bares, inspecteurs du Trésor public, reçoivent procuration aux fins de signer les attestations de régularité fiscale prévues par l'annexe 14 § 3.1 du code des marchés publics passés au nom de la Polynésie française et de ses établissements publics.

MM. Irwin Lagarde et Fabrice Helias, contrôleurs du Trésor public, reçoivent les mêmes pouvoirs, sous réserve de n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de la part de Mmes Grassler et Camy, et de M. Bares, sans que cette condition soit opposable aux tiers.

4° Procuration spéciale en matière de représentation devant les tribunaux :

Mmes Anne Grassler et Pascale Camy, et M. David Bares, inspecteurs du Trésor public, reçoivent procuration aux fins de :

- me représenter aux audiences des tribunaux de Papeete ;
- donner reçu, signer toutes minutes ou autres documents relatifs à ces audiences ;
- argumenter, acquiescer et d'une manière générale, procéder à tous les actes nécessaires à l'accomplissement du mandat ainsi défini.

Art. 3.— Les arrêtés n° 3-2007 PPF et n° 4-2007 PPF, respectivement des 1er août et 6 décembre 2007, sont abrogés à compter du 31 mars 2008.

Art. 4.— Les personnes bénéficiant des délégations spéciales sont en outre habilitées à retirer auprès des services de la poste, tous paquets et lettres échangées à l'adresse du constituant.

Art. 5.— Le directeur départemental, fondé de pouvoir, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 mars 2008.
Jean A. PETIT.

ARRETE n° 2-2008 TGPF du 1er avril 2008 portant modification de mandataires et délégation de signatures à la Trésorerie générale de la Polynésie française.

Le trésorier-payeur général de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique (article 14) ;

Vu l'instruction générale du 16 août 1966 sur l'organisation du service des comptables publics (paragraphe V) ;

Vu le décret du 23 septembre 2005 nommant M. Jean A. Petit, trésorier-payeur général de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5-2007 TGPF du 1er septembre 2007 ;

Sur proposition du directeur départemental du Trésor public, fondé de pouvoir,

Arrête :

Article 1er.— L'article 2 de l'arrêté n° 5-2007 TGPF du 1er septembre 2007 susvisé est remplacé par ce qui suit :

"Art. 2.— Délégations spéciales

2° En ce qui concerne le service dépense - contrôle financier déconcentré

Procuration spéciale est donnée à Mlle Béatrice Bréchet, inspectrice du Trésor public, chef du service dépense et contrôle financier déconcentré, pour signer, à l'exclusion de tout autre document :

- les demandes de renseignements ;
- les bordereaux d'envoi et accusés de réception ;
- les correspondances se rapportant aux affaires courantes du service ;
- les notes d'observations ;
- les rejets à la demande de l'ordonnateur ;
- les bordereaux de crédits sans emploi ;
- les bordereaux de remise de virements magnétiques ;
- les ordres de paiement ;
- les bordereaux de crédits sans emploi ;
- les événements NDL ;
- les avis et visas des engagements juridiques.

Pour le secteur dépense, en cas d'absence ou d'empêchement de Mlle Bréchet, Mmes Christiane Le Quéré et Cindy Tsing, contrôleurs du Trésor public, reçoivent les mêmes pouvoirs que Mlle Bréchet, sans que la condition d'absence ou d'empêchement soit opposable aux tiers. Elles pourront signer, à l'exclusion de tout autre document :

- les demandes de renseignements ;
- les bordereaux d'envoi et accusés de réception ;
- les correspondances se rapportant aux affaires courantes du service ;
- les rejets à la demande de l'ordonnateur ;
- les bordereaux de crédits sans emploi ;
- les bordereaux de remise de virements magnétiques ;
- les ordres de paiement.

Pour le secteur contrôle financier déconcentré, en cas d'absence ou d'empêchement de Mlle Bréchet, M. Thierry Kervella et Mlle Valérie Lefait, respectivement contrôleur principal et agent d'administration du Trésor public, reçoivent les mêmes pouvoirs que Mlle Bréchet, sans que la condition d'absence ou d'empêchement soit opposable aux tiers. Ils pourront signer, à l'exclusion de tout autre document :

- les demandes de renseignements ;
- les bordereaux d'envoi et accusés de réception ;
- les correspondances se rapportant aux affaires courantes du service ;
- les bordereaux de crédits sans emploi ;
- les événements NDL ;
- les avis et visas des engagements juridiques.

Art. 2.— Le directeur départemental, fondé de pouvoir, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er avril 2008.
Jean A. PETIT.

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES DU VENT ET DES TUAMOTU-GAMBIER POUR LE MOIS DE FEVRIER 2008

COMMUNE DE TAIARAPU-EST

4 février 2008

N° 08-08-1 MET.AU.TR.P, M. Dominique Picq et Mlle Anne Williams, parcelle cadastrée n° 212, section AV, parcelle de terre dépendant des lots B et C du lot 1 (partie) du partage de la terre Tevihonu, désignée lot B/2 à Afaahiti, près de la route du Plateau, construction d'une maison d'habitation.

5 février 2008

N° 08-05-1 MET.AU.TR.P, M. et Mme Paerai et Hiapo Pouira, parcelle cadastrée n° 216, section AK, lot 112 du lotissement Maire Nui à Tautira, construction d'une maison d'habitation.

8 février 2008

N° 07-368-2 MET.AU.TR.P, M. et Mme Frédéric et Diali Tauotaha, parcelle désignée lot 9 dépendant de la propriété de M. Bennett Van Bastolaer, formant partie des terres Vaimora, Tepumaraura 2, Temona, Poriotu, Vaimoora, Paepaetaata, Atitoro à Afaahiti au plateau Van Bastolaer, modification d'implantation d'une maison d'habitation (OPH) ;

N° 08-14-1, M. Victor Maihuri, parcelle cadastrée n° 22, section AN, Tevariho, parcelle E du lot C à Faaone au PK 48, côté mer, construction d'une maison d'habitation (OPH).

15 février 2008

N° 07-305-2 MET.AU.TR.P, Association sportive Tamarii Taravao Tennis Club, parcelle cadastrée n° 51, section AT, lotissement Afaahiti, lot 5, lot B à Afaahiti, construction d'un club-house de tennis ;

N° 08-15-1, M. Manea Ly Tseau, lot 7 du lotissement "Robert-Millaud" à Afaahiti au PK 59,500, côté mer, construction d'une maison d'habitation et d'une clôture murale.

18 février 2008

N° 08-21-1 MET.AU.TR.P, M. et Mme Jim Toa et Titaua Vivish, parcelle cadastrée n° 55, section AY (domaine Vaimeamea, lot 8) à Afaahiti au PK 2,050, côté mer, construction d'une maison d'habitation.

20 février 2008

N° 07-211-1 MET.AU.TR.P, M. Pierre Gil, parcelle de terrain détachée de la parcelle C du plateau Marumarutua, dépendant de la terre Maraeapai partie, dénommée "lot n° 1" à Afaahiti au plateau Maraeapai, modification d'extension pour la construction d'un débarras, d'une terrasse et d'un garage ;

N° 07-361-2, M. Benjamin Haumani, parcelle cadastrée n° 124, section AM, lotissement Afaahiti, parcelle n° 1 du lot 4 de la parcelle A du lot 8 à Afaahiti au PK 60 près de la blanchisserie, modification d'implantation, de distributions intérieures et de façades ;

N° 08-18-1, M. et Mme Glenn et Cathye Doucet, terrain dépendant du lot P5 des terres Rauvau, Hopeume à Afaahiti au PK 3,100, côté montagne, construction d'une maison d'habitation ;

N° 08-23-1, M. William Tchan, parcelles cadastrées n° 122 et n° 121, section AN (formant les lots 29 et 30 du lotissement Afaahiti à Afaahiti, construction d'une maison d'habitation ;

N° 08-26-1, M. Sin Woun Chung, parcelle cadastrée n° 100, section BE, Tepohue, surplus parti, lot C à Afaahiti au PK 3,800, côté mer, construction d'une maison d'habitation (OPH) ;

N° 08-27-1, Mme Moetua Aora, parcelle cadastrée n° 116, section BE, A Titu, A Tinono Aia Tefau, parcelle, lot 7 formant le lot 7 du lotissement Te Honu à Afaahiti au PK 3,350, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE TAIARAPU-OUEST

5 février 2008

N° 07-343-1 MET.AU.TR.P, M. Jean-Pierre Fraccalaglio, lot 32, dénommée lot 8 B du lotissement ADA 2-1 et ADA 2-2 à Toahotu au PK 2,500, côté mer, régularisation de l'extension d'une maison d'habitation pour un local de cuisine.

7 février 2008

N° 08-09-1 MET.AU.TR.P, M. et Mme Sylvain et Christiane Plagnard, lot 185 du lotissement Mitirapa plateau (4e tranche) dénommé "Résidence Mitirapa", dépendant des terres Mitirapa, Rotorua, Manuoro, Puahiana à Toahotu au PK 3,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation et d'une piscine ;

N° 08-12-1, Mme Nadia Tehiva, lot 26 du lotissement Mitirapa Plateau, dépendant des terres Mitirapa, Rotorua, Manuoro, Puahiana à Toahotu, domaine Nordhoff, construction d'une maison d'habitation.

8 février 2008

N° 07-231-2 MET.AU.TR.P, M. Julot Hoiore, parcelle de la terre Atimaui, PV de bornage n° 173 à Teahupoo au Fenua Aihere, modification d'implantation d'une maison d'habitation (OPH).

14 février 2008

N° 08-20-1 MET.AU.TR.P, M. Jean Teua et Mlle Vairea Chung Hee, parcelle de terre détachée de la parcelle dépendant du lot 3 partie des terres Tuatini, Nateaa, Tataromoa, Arautaata, Teaauroa et Titi parties, dénommée lot 2, à Toahotu au PK 4,500, côté montagne, construction de 4 maisons d'habitation.

18 février 2008

N° 08-16-1 MET.AU.TR.P, Mlle Jeannette Taata, parcelle cadastrée n° 258, section AA, lot 6 du lotissement Irène-Brillant à Toahotu, construction d'une maison d'habitation.

19 février 2008

N° 08-19-1 MET.AU.TR.P, M. et Mme Alphonse et Heipua Pothier, parcelle cadastrée n° 30, section BB, Mateoe partie, à Vairao au PK 8,800, côté mer, construction d'une maison d'habitation (OPH).

20 février 2008

N° 08-03-1 MET.AU.TR.P, SCI Here Aarii, parcelle dépendant du lot C du lot 3 d'une partie des terres Tuatini, Nateaa et Tataromoa partie) à Toahotu au PK 4,800, côté montagne, construction d'une maison d'habitation en 4 modules, d'une clôture et d'une piscine ;

N° 08-11-1, M. et Mme Richard et Christiane Pothier, terrain détaché du lot B du partage du lot 1 de la terre Afatauri à Toahotu au PK 6,100, côté montagne, construction d'une maison d'habitation ;

N° 08-25-1, Mlle Séverine Vaitiare Hamblin, parcelle cadastrée n° 60, section CB Oneave, lot 4, parcelle 6 à Teahupoo au PK 15,800, côté mer, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE ARUE

20 février 2008

N° 06-1403-2 MET.AU, SCI Mou et Kong, parcelle cadastrée n° 352, section D (lot A des lots 7, 8 et 6, parcelle de la terre Teiriiri) au PK 3,600, côté montagne, près du restaurant Le Feng Shui, modification d'un immeuble à usage de logements et de commerce.

21 février 2008

N° 07-1061-2 MET.AU, SCI Pistachier, parcelles cadastrées n° 563 et n° 567, section R (lots D et K de la terre Vaipoopoo 8), construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE FAA'A

19 février 2008

N° 07-1512-3 MET.AU, M. Léon Tefau, parcelles cadastrées n° 205, n° 826 et n° 828, section R (parcelle A lot 9 bis et parcelle lots 9 et 10 bis de la terre Vaiteatou) à Saint-Hilaire, modification d'un mur de clôture.

21 février 2008

N° 06-1963-2 MET.AU, M. Ahupoa Samuela, parcelle cadastrée n° 235, section I (terre Vaiahatai 2) au PK 4,300, côté mer, modification d'une maison d'habitation.

22 février 2008

N° 08-3-1 MET.AU, commune de Faa'a, parcelle cadastrée n° 136, section R (parcelle de la terre Vaitea 1), cimetière communal de Saint-Hilaire, aménagement de caveaux et enfeus ;

N° 08-155-1, M. et Mme Olivier et Isabelle Pages, parcelle cadastrée n° 820, section R (parcelle D des terres Taotaha Taiafaurai), route de Saint-Hilaire, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE HITIA'A O TE RA

19 février 2008

N° 07-1517-1 MET.AU, commune de Hitia'a O Te Ra, parcelle cadastrée n° 25, section AR (terre Moenoa 2 partie) à Tiarei au PK 28,300, extension de la mairie centrale de Tiarei.

21 février 2008

N° 08-133-1 MET.AU, Mlle Micheline Tevaatua-Flores et M. Paul Hirayama, parcelle cadastrée n° 125, section AE (lot 9 bis de la propriété Temarii-Nadeaud) à Hitia'a, construction d'une maison d'habitation.

22 février 2008

N° 07-1371-1 MET.AU, Tahiti Nui Télécom, parcelles cadastrées n°s 1, 3, 4, 5 et 6, section AH (parcelle des terres Teripoamaoae (plateau), Rairoa dite Teatearairoa-Rairoa dite Teatearairao (plateau), Tefauofa, Tefauofa (plateau) à Papenoo, site OPT/TNT, aménagement de la zone d'exploitation pour antennes satellites et d'un fare gardien.

COMMUNE DE MOOREA-MAIAO

19 février 2008

N° 07-1737-2 MET.AU, M. Alain Durand, parcelles cadastrées n°s 37, 53, 54, 55, 56, section HX (terre Teanamarua, Teparepare) à Haapiti au PK 34,800, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

20 février 2008

N° 07-1733-2 MET.AU, M. et Mme Hely et Marie-Claude Temariki, parcelles cadastrées n° 118 et n° 119, section CR (lot 4B de la terre Honu) à Teavaro au PK 0,500, côté mer, terrassement (remblai).

21 février 2008

N° 08-78-1 MET.AU, Mlle Moeata Dauzou, parcelle cadastrée n° 8, section CK (lot 3 partie) des terres Maiuuroa, Vahinerii, Teurutia, Teivihee) à Teavaro au PK 2, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE PAEA

19 février 2008

N° 05-1572-2 MET.AU, M. Jérémie Chen-Kien, parcelle cadastrée n° 67, section AN (lot 3 partie parcelle A de la propriété Chapman) au PK 24, côté mer, modification d'une maison d'habitation ;

N° 07-1678-1, Mme Raiarii Villemont épouse Laut, terre Totoe au PK 23,700, côté mer, aménagement d'un local "salon d'esthétisme" dans l'immeuble du centre commercial Totoe Beach ;

N° 08-136-1, M. Gré Teremoana Tahiaata, parcelle cadastrée n° 133, section AN (propriété Ahnne, lot 21 de la résidence Manava) au PK 24,300, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

21 février 2008

N° 07-1436-1 MET.AU, Institut Louis-Malardé, parcelles cadastrées n° 8 et n° 9, section AR (terres Tefaupapa, Vaipai parties) au PK 26,300, côté montagne, réaménagement et extension d'une partie du bâtiment existant (hangar de stockage) pour la mise en place d'une animalerie.

22 février 2008

N° 08-168-1 MET.AU, Mlle Mélanie Teturu et M. Lorenzo Wan, parcelle cadastrée n° 133, section AP (lot F partie du lot 2B de la terre Dauphin) au PK 26,400, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE PAPARA

19 février 2008

N° 07-775-2 MET.AU, Mme Ani Clark veuve Boosie, parcelle cadastrée n° 21, section BC (lots 38 et 39 du lotissement Pitate), modification d'une maison d'habitation ;

N° 08-035-2, M. et Mme Jose et Eva Laibe, parcelle cadastrée n° 334, section AY (propriété Chave Teoho et Tetaumatai, lot E du lot 3 du partage de la propriété Chave 1 parcelle E1), extension d'une maison d'habitation ;

N° 08-048-1, M. Frédérique Vaitoare et Mlle Vainui Tuhiri, parcelle cadastrée n° 289, section AO (parcelle du lot 1 de la terre Tauritea 2) au PK 35,600, côté montagne, construction d'un mur de clôture.

21 février 2008

N° 07-1817-2 MET.AU, M. Thierry Lehartel, parcelle cadastrée n° 113, section BD (lot 11 du lot 1 de la propriété Thébault) au PK 39, quartier Thébault, construction d'une maison d'habitation.

22 février 2008

N° 08-0128-1 MET.AU, service du développement rural, parcelle cadastrée n° 85, section BK (parcelle de terre de la propriété Jean Millaud) au PK 39,200, côté mer, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE PAPEETE

18 février 2008

N° 07-02-2, MET.AU.PPTE, M. Benjamin Changues, parcelle cadastrée n° 115, section CV (lot 13 du lotissement Villierme) à Orovini, modification d'une maison d'habitation ;

N° 07-101-2, M. John Hardie, parcelle cadastrée n° 56, section CW (terre ancien domaine Orsini) à Sainte-Amélie, modification d'une maison d'habitation.

22 février 2008

N° 03-15-3 MET.AU.PPTE, SCI Arie, parcelle cadastrée n° 51, section AI (parcelle de la terre Ateivi, Reiri), rue Dumont-d'Urville, modification d'un immeuble à usage de bureaux, d'habitation et de parking ;

N° 07-84-2, SCI CT 2000, parcelles cadastrées n°s 46, 49 et 50, section AH (terre Papeete), construction d'un immeuble à usage de bureaux, de commerces et de logements ;

N° 07-134-1, M. Dany Metais, parcelles cadastrées n°s 2, 3, 63 et 64, section HD (lot 1 partie du domaine Elzea) à Tipaerui, construction d'un mur de soutènement ;

N° 08-02-1, M. Gabriel Courtiade, parcelle cadastrée n° 73, section EY (lot 30 du lotissement Anuanua) à Tipaerui, construction d'un mur de soutènement.

COMMUNE DE PIRAE

19 février 2008

N° 08-82-1 MET.AU, M. et Mme Robert et Heifara Salmon, parcelle cadastrée n° 370, section H (lot 3-1 de la terre Taoe, Vaipahu) à Fare Rau Ape, extension d'une maison d'habitation.

20 février 2008

N° 07-1808-1 MET.AU, Mme Eliane Leou, parcelle cadastrée n° 51, section R (lot 87 du lotissement Vetea 1), construction d'un local (laboratoire de pâtisserie).

22 février 2008

N° 08-127-1 MET.AU, M. Laurent Fougerolle, parcelle cadastrée n° 245, section H (parcelle C de la terre Tauaape, lot 13, du lotissement Hamuta Iti), construction d'une piscine.

COMMUNE DE PUNAAUIA

19 février 2008

N° 08-53-1 MET.AU, SCI Roby, parcelle cadastrée n° 162, section AV (lot 13 E du lotissement Te Tavake Village), construction d'une maison d'habitation ;

N° 08-68-1, M. et Mme Williams et Mereana Teremate, parcelle cadastrée n° 362, section M (lot 7 de la parcelle des terres Tahua, Raumanu 2) au PK 12, construction d'une maison d'habitation ;

N° 08-90-1, Mme Corinne Souverain, parcelle cadastrée n° 158, section DN (lot n° 158 de la terre Temaru Ata) au PK 16,800, côté montagne, extension d'une maison d'habitation.

20 février 2008

N° 07-1826-1 MET.AU, SCI Isis Punaauia, parcelle cadastrée n° 122, section AN (lot 6 du domaine Reaiatua), construction d'une maison d'habitation.

21 février 2008

N° 08-52-1 MET.AU, M. Emmanuel Lepretre, parcelle cadastrée n° 380, section H (lot 51 du lotissement Green Vallée Nui), construction d'une maison d'habitation.

22 février 2008

N° 06-1966-2 MET.AU, SCI Nyima, parcelle cadastrée n° 417, section H (lot 88 du lotissement Green Vallée Nui), modification d'une maison d'habitation ;

N° 08-31-1, M. et Mme Yannick et Roxanne Bauvit, parcelle cadastrée n° 148, section An (lot 22 du lotissement Reiatua), construction d'une maison d'habitation ;

N° 08-179-1, M. Alban Noble-Demay, parcelle cadastrée n° 135, section BM (lot 23 du lotissement Punavai Nui), construction d'une maison d'habitation ;

N° 08-141-1, Mlle Bella Sam, parcelle cadastrée n° 282, section H (lot 39 du lotissement Green Vallée Iti), terrassement et construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE TEVA I UTA

19 février 2008

N° 07-1557-1 MET.AU, Mlle Loaina Pihaatae, parcelle cadastrée n° 54, section DH (parcelle de la terre Raurahi) à Papeari au PK 51,800, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

20 février 2008

N° 07-1667-1 MET.AU, Mlle Brenda Tautu, parcelle cadastrée n° 29, section BI (parcelle de la terre Farepotee) à Papeari au PK 52,500, côté mer, construction d'une maison d'habitation.

22 février 2008

N° 07-692-2 MET.AU, M. Jérémie Chapman, parcelle cadastrée n° 49, section BM (lot 3 du lot 3 partie de la terre Atehiva Poroura) à Papeari au PK 52,500, côté montagne, modification d'une maison d'habitation ;

N° 07-945-2, M. et Mme Taoahere et Leilani Mai, parcelle cadastrée n° 1, section BP (lot A de la terre Maraa) à Papeari au PK 53,700, côté montagne, modification d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE ARUTUA

22 février 2008

N° 07-1545-2 MET.AU.TG, M. Maurice Haamiri Bellais, parcelle cadastrée n° 93, section A (terre Taveri ou Taieri 6) à Kaukura, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE GAMBIER

22 février 2008

N° 08-122-1 MET.AU.TG, M. Edmond Leille, PV de bornage n° 132 terre Urukuku, terre Tikivero dite aussi Urukuru, à Rikitea, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE MANIHI

19 février 2008

N° 07-1683-2 MET.AU.TG, M. Wilson Faura, parcelle cadastrée n° 37, section H (terre Pūnaruku 3), construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE RANGIROA

21 février 2008

N° 07-1640-1 MET.AU.TG, M. Manua Niva, parcelle cadastrée n° 858, section A (terre Vaimariu, Turiroa) à Avatoru, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE TAKAROA

19 février 2008

N° 08-11-1 MET.AU.TG, Mme Temuna Temahaga épouse Temanaha, parcelle cadastrée n° 111, section E (parcelle de la terre Tikirevareva 2), construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE TUREIA

22 février 2008

N° 07-978-2 MET.AU.TG, Mlle Poerani Flavia Tepano, parcelle cadastrée n° 40, section A (terre Tuhiauta) construction d'une maison d'habitation.

**ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS
DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES MARQUISES
POUR LE MOIS DE FEVRIER 2008**

COMMUNE DE NUKU HIVA

11 février 2008

N° 19-08 MET.AU.MAR., M. Casimir Rootuehine, parcelle de la terre Tavatava, cadastrée n° 80, section AH, sise à Taiohae, maison d'habitation MTR 54 m2.

COMMUNE DE UA POU

11 février 2008

N° 20-08 MET.AU.MAR., M. Alain Reinhard, parcelle F du lot 2g2 de la terre Tevaihopu sise à Hakahau, maison d'habitation.

COMMUNE DE UA HUKA

18 février 2008

N° 21-08 MET.AU.MAR., M. et Mme Marius et Irmeline Arai, parcelle de la terre Utuei, cadastrée n° 42, section AA, sise à Vaipae, maison d'habitation MTR 54 m2.

COMMUNE DE HIVA OA

19 février 2008

N° 22-08 MET.AU.MAR., M. Alexandre Rocher, parcelle du lot 23 du lotissement du village Taaaoa, cadastrée n° 2226, section A, sise à Taaaoa, maison d'habitation ;

N° 23-08, M. Domingo Tehaamoana, parcelle du lot 32 du lotissement Paepaenui, cadastrée n° 416, section A, sise à Atuona, garage ;

N° 24-08, Mlle Myléna Tetuaveroa, parcelle de la terre Fitinui, cadastrée n° 1659, section A, sise à Atuona, maison d'habitation MTR 54 m2 ;

N° 25-08, M. Théodore Kaimuko, parcelle du lot 1 de la terre Kaaea, cadastrée n° 1129, section A, sise à Atuona, maison d'habitation MTR 54 m2 ;

N° 26-08, M. et Mme Gabriel et Félicienne Heitaa, parcelle de la terre Huei, Motuivi, cadastrée n° 376, section A8, sise à Hanaiapa, maison d'habitation ;

N° 27-08, Mlle Noélanie Tauria, parcelle de la terre Tuipi, cadastrée n° 149, section A8, sise à Hanaiapa, maison d'habitation MTR 54 m2.

COMMUNE DE TAHUATA

20 février 2008

N° 28-08 MET.AU.MAR., Mme Jacinthe Timau épouse Raka, parcelle de la terre Tekouhau, cadastrée n° 416, section A11 sise à Hapatoni, construction d'une maison d'habitation MTR 72 m2.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

Cabinet de Me Mathieu LAMOURETTE
Avocat au barreau de Papeete
BP 45132, 98713 Fare Tony
Papeete

Vente de fonds de commerce

Suivant acte sous seing privé du 8 février 2008, enregistré à Papeete le 19 février 2008, folio 175, bordereau 6301/33,

La SNC JACQUEMET, PATER et Compagnie, société en nom collectif au capital de 180 000 F CFP dont le siège social est à Papeete, rue du 5-Mars, immeuble TEHIVA, immatriculée au RCS de Papeete sous le n° 6871 B à l'enseigne "DELICA THE ZEN", a vendu à :

La SARL ZEN CAFE, société à responsabilité limitée au capital de 100 000 F CFP dont le siège se trouve à Papeete, immeuble TEHIVA, quartier Paofai, inscrite au RCS de Papeete sous le n° PI 07280 B pris en la personne de MM. Xavier MOTTARD et Fabien FIRMIN, cogérants, domiciliés en cette qualité de droits audit siège, BP 1582, 98713 Papeete,

Un fonds de commerce de saladerie, sandwicherie, pâtisserie, viennoiserie, confiserie, vente de produits alimentaires, à l'enseigne DELICA THE ZEN avec tous les éléments corporels et incorporels le composant pour un prix de 7 500 000 F CFP.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues au cabinet de Me Mathieu LAMOURETTE, avocat susnommé où domicile est élu à cet effet.

Elles devront être formalisées à peine de forclusion par exploit d'huissier dans les dix jours de la dernière des publications en l'étude de Me Mathieu LAMOURETTE, avocat au barreau de Papeete, où domicile a été élu à cet effet.

Pour deuxième insertion,
Me Mathieu LAMOURETTE.

EURL ARTECH

Avis de constitution

Suivant acte sous seing privé à Papeete en date du 10 avril 2008, a été créée par M. Mario BOUCINHA, associé unique et gérant, né le 12 juin 1969 à Lyon 4e, une société EURL ayant pour enseigne le nom ARTECH. Cette société a pour objet la réalisation de tous travaux de plâtrerie, enduits muraux à la chaux, la fabrication d'éléments en pierre

reconstituée, la maîtrise et la mise en œuvre de sol en béton coloré, la construction de maisons individuelles, et enfin la réalisation d'ouvrage d'art. Cette société est domiciliée à Sainte-Amélie, quartier Putahi à Papeete.

Fait pour faire valoir à Papeete, le 10 avril 2008.

SCI NANCY & CO
Siège social : Nunue 2, Bora Bora
RCS : 08 46 C au capital de 100 000 F CFP

Avis de modification des statuts

Assemblée générale extraordinaire du 27 mars 2008 :

- rectification du nom de MATAIHU en MATAIHAU sur les pages 1 et 2 des statuts ;
- rectification de la numérotation des parts de M. Georges BENHAMOU : de 1 à 51 en page 2 des statuts ;
- rectification de la numérotation des parts de Mme Nancy MATAIHAU : de 52 à 100 en page 2 des statuts ;
- rectificatif en page 6, article 20, 3e alinéa.

Pour avis,
 La gérance.

TE POU TE RANI par abréviation : SCI TPTR
Société civile immobilière
au capital de 50 000 F CFP
BP 9964 Motu Uta

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : Société civile immobilière TE POU TE RANI.

Par abréviation : SCI TPTR.

Forme : Société civile.

Capital : 50 000 F CFP.

Siège social : BP 9964 Motu Uta.

Objet : La société a pour objet essentiel l'acquisition des biens immobiliers, maisons, terrains, immeubles. L'achat, la commande, les mutations, les transferts, les réquisitions, les ventes, les locations, l'importation et l'exportation, etc. La gestion, l'administration, ainsi que de tous biens et droits immobiliers dont la société sera propriétaire ; l'emprunt des fonds nécessaires aux acquisitions sus-relatées et la constitution des garanties y relatives.

Et plus généralement, la réalisation de toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à l'objet social sus-décrit, pourvu que ces opérations n'affectent pas le caractère civil de la société. De participer, de promouvoir au développement économique du territoire et du pays, îles, îlots des cinq archipels de la Polynésie française, concernant toutes sortes d'activités sans exception pouvant se rattacher à tous secteurs public, privé et parapublic de la Polynésie française.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation.

Gérance : M. Gilles MANATE, demeurant à Paraita, Papeete, sera le gérant de la société sus-nommée.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenus par le greffe du tribunal mixte de commerce de Papeete.

Pour avis et mention,
Le gérant.

BORA PROTECTION

Société à responsabilité limitée de type unipersonnelle

Capital social : 100 000 F CFP

Siège social : quartier Rofau à Matira, Bora Bora

Avis de constitution

Aux termes d'actes sous seings privés en date du 10 avril 2008 à Papeete, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée de type unipersonnel.

Dénomination : BORA PROTECTION.

Siège social : Quartier Rofau à Matira, Bora Bora.

Objet : La société a pour objet en Polynésie française et partout ailleurs :

- l'activité de gardiennage, de sécurité et de protection des biens et des personnes ;
- l'activité de conseil, d'audit et d'évaluation des procédures de gardiennage, de sécurité et de protection des biens et des personnes ;
- toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes ;
- la participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, marques et brevets concernant ces activités ;
- tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'ils soient, dès lors qu'ils concourent ou peuvent concourir, facilitent ou peuvent faciliter la réalisation des activités visées ci-dessus ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts industriels, commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.

Durée : Quatre-vingt-dix-neuf années.

Capital : 100 000 F CFP.

Gérance : M. Arthur DA SILVA SANTOS, né le 7 octobre 1950 à Covelo Gondomar, Portugal, demeurant au quartier Rofau à Matira, BP 427, 98730 Vaitape, Bora Bora.

Cessions de parts : Les cessions ou transmissions sous quelque forme que ce soit des parts sociales appartenant à l'associé unique sont libres. En cas de pluralité des associés, toutes les cessions de parts au profit de tiers étrangers à la société y compris le conjoint, les ascendants ou descendants d'un associé sont soumises à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Immatriculation : Registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Le représentant légal.

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE HAAPIRARA

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : Société civile immobilière HAAPIRARA.

Forme : SCIT.

Capital : 50 000 F CFP.

Siège social : Tavararo, Hapare.

Vini : 73 44 51.

Objet : La société a pour objet essentiel de participer et de promouvoir au développement économique du territoire et du pays, îles, îlots des cinq archipels de la Polynésie française, concernant toutes sortes d'activités sans exception pouvant se rattacher à tous secteurs public, privé et parapublic de la Polynésie française.

L'achat, la commande et l'importation de matériaux pouvant faciliter la construction, la viabilisation, l'assainissement et le terrassement en général. L'acquisition des biens immobiliers, maisons, terrains, immeubles, etc.

La gestion, l'administration et l'emprunt des fonds nécessaires aux acquisitions, à la construction et à la réalisation de toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à l'objet de la société, pourvu que ces opérations n'affectent pas le caractère civil de la société.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation.

Gérance : M. Terii Eremia TIAHAU.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu par le greffe du tribunal mixte de commerce de Papeete.

Pour avis,
Le gérant.

Me Philippe CLEMENCET, notaire
Titulaire d'un office notarial
85, rue du Commandant-Destremau
Papeete - Tahiti

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Me Philippe CLEMENCET, notaire, titulaire d'un office notarial à Papeete, 85, rue du Commandant-Destremau, le 14 avril 2008, a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : SCI MANA.

Objet : L'acquisition par voie d'achat, d'échange, d'apport ou autrement, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration et la location de tous biens et droits immobiliers, et notamment en principal d'une propriété sise à Punaauia et édifiée sur un terrain formant le lot 10 des terres Teonetere et Matateaoo.

Siège social : Punaauia, 98718, PK 17,700, côté mer ou BP 381099 Tamanu.

Durée : Quatre-vingt-dix-neuf (99) années.

Capital social : Vingt-cinq millions cent quatre-vingt mille francs CFP (25 180 000 F CFP).

Les apports sont pour partie en numéraire à concurrence de 180 000 F CFP et en nature pour 25 000 000 F CFP, par l'apport d'une parcelle de terre sise à Punaauia et formant le lot 10 du partage des terres Teonetere et Matateaoo et des constructions y édifiées consistant en une maison d'habitation en dur et ses dépendances, le tout cadastré section AK numéro 197, pour 8 ares 6 centiares.

Les parts sont librement cessibles entre associés ou ascendants ou descendants d'eux, toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable de la collectivité des associés donné par une décision extraordinaire.

Le premier gérant de la société est M. Alban ELLACOTT, demeurant à Punaauia, PK 17,700, côté mer.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,
Le notaire.*

**Me Philippe CLEMENCET, notaire
Titulaire d'un office notarial
85, rue du Commandant-Destremau
Papeete - Tahiti**

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Me Philippe CLEMENCET, notaire, titulaire d'un office notarial à Papeete, 85, rue du Commandant-Destremau, le 14 avril 2008, a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : SCI URA.

Objet : L'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration et la location de tous biens et droits immobiliers, de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question, et notamment en principal d'une propriété sise à Punaauia et édifiée sur un terrain formant le lot 1 des terres Teonetere et Matateaoo.

Siège social : Punaauia, 98718, PK 17,700, côté mer ou BP 381099 Tamanu.

Durée : Quatre-vingt-dix-neuf (99) années.

Capital social : Vingt-deux millions cent quatre-vingt mille francs CFP (22 180 000 F CFP).

Les apports sont pour partie en numéraire à concurrence de 180 000 F CFP et pour le surplus, soit 22 000 000 F CFP, en nature par l'apport d'une parcelle de terre sise à Punaauia et formant le lot 1 du partage des terres Teonetere et Matateaoo et des constructions y édifiées consistant en une maison d'habitation en dur et ses dépendances, le tout cadastré section AK n° 198, pour 8 ares 6 centiares.

Les parts sont librement cessibles entre associés ou ascendants ou descendants d'eux, toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable de la collectivité des associés donné par une décision extraordinaire.

Le premier gérant de la société est M. Alban ELLACOTT, demeurant à Punaauia, PK 17,700, côté mer.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,
Le notaire.*

SNC PEARLA SECRET & LUXURY JEWELS

Avis de constitution

Avis est donné le 8 avril 2008 de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : SNC PEARLA SECRET & LUXURY JEWELS.

Capital : 1 000 000 F CFP.

Siège social : BP 1285 Vaitape, 98730 Bora Bora.

Objet :

- la prise à bail d'immeuble commercial en vue de la réalisation d'une boutique de joaillerie, bijouterie et perliculture et les travaux d'aménagement nécessaires à l'ouverture de cet espace commercial ;
- la gestion de la boutique, l'animation, la politique de communication de l'espace commercial ainsi créé et le développement des relations commerciales en Polynésie et à l'international ;
- et généralement, toutes opérations commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser l'exploitation ou le développement.

Durée : 99 ans.

Gérant : M. Laurent REBSTOCK.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Le gérant.

GREFFE DU TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE

Société ADG COMPANY

Suivant acte reçu par Me Bernard RESTOUT, notaire associé de la société civile professionnelle "Office notarial CALMET-RESTOUT-DELGROSSI", titulaire d'un office notarial à Papeete (Tahiti), 415, boulevard Pomare, le 27 mars 2008, enregistré à Papeete le 1er avril 2008, folio 186, bordereau 6627/1, la société ADG COMPANY, société à responsabilité limitée au capital de 1 000 000 F CFP, dont le siège est à Papeete, zone industrielle de Tipaerui, immeuble Hinarai, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 570 B, a vendu à la société AFFICHES DE TAHITI, société à responsabilité limitée au capital de 10 000 000 F CFP, dont le siège est à Papeete, avenue du Prince-Hinoi, immeuble Suard, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 01 100 B,

La partie de fonds de commerce relative aux activités de distribution et d'installation de tous produits à base de toiles tendues, sise et exploitée à Papeete, zone industrielle de Tipaerui, immeuble Hinarai, avec tout ce qui en dépend, moyennant le prix de 20 000 000 F CFP.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en l'Office notarial CALMET-RESTOUT-DELGROSSI où domicile a été élu à cet effet, et pour être valables, devront être faites par exploit d'huissier, au plus tard dans les dix jours de la présente et dernière insertion.

Pour avis,
Le greffier en chef
du tribunal mixte de commerce.

TE MANA IMPORT
Société à responsabilité limitée de type unipersonnelle
Au capital de 1 000 000 F CFP
Siège social : Papeete, Titioro, allée Pierre-Loti
RCS Papeete n° 7698 B

Transfert du siège social

Il résulte des décisions de l'associé unique de la compétence d'une assemblée générale extraordinaire en date du 4 avril 2008 que le siège de la société a été transféré à Papeete, Tipaerui, route du pic Rouge, 3e virage, pour compter du 4 avril 2008.

Il résulte de ce qui précède les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées.

Article 4 - Siège

Mention ancienne

Le siège social est fixé à Papeete, Titioro, allée Pierre-Loti.

Nouvelle mention

Le siège social est fixé à Papeete, Tipaerui, route du pic Rouge, 3e virage. Il pourra être transféré en tout autre endroit de l'île de Tahiti par simple décision de la gérance et partout ailleurs par décision extraordinaire des associés.

Pour avis et mention,
La gérance.

SARL "SOCIETE COMMERCIALE HIPPO"
RCS n° 6831 B
Capital : 4 500 000 F CFP
Siège social : Pirae, route de l'Hippodrome

Après avoir constaté que la SARL n'a plus d'activité commerciale, les associés ont décidé à l'unanimité de transformer la SARL en société civile immobilière de nature à mettre les statuts en conformité avec la réalité de la situation immobilière de la société. Les associés ont décidé à l'unanimité par décision collective extraordinaire du 17 mars 2008, enregistrée le 8 avril 2008 après réponse n° 1253 MEF/DAF-REC/HYP du 27 mars 2008 de la Polynésie française :

- de transformer la SARL en société civile immobilière à compter rétroactivement du 1er janvier 2008 ;
- d'adopter et d'approuver les nouveaux statuts de la SCI ;
- de nommer conformément aux nouveaux statuts M. Jean-Claude LII dans les fonctions de gérant à durée indéterminée ;

- le siège social reste identique ;
- la dénomination sociale devient "SCI HIPPO".

Les formalités seront accomplies au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
M. Jean-Claude LII,
Gérant.

PACIFIC IMPORT TRADING COMPANY
par abréviation PITCO
SARL au capital de 1 000 000 F CFP
Siège social : Papeete, quartier de la Mission,
Immeuble Les Orchidées
RCS de Papeete n° 5913 B

Transfert du siège social

(Cession de parts sociales du 3 avril 2008, déposée le 7 avril 2008 au rang des minutes de la SCP CALMET-RESTOUT-DELGROSSI, notaires associés à Papeete)

Ancienne mention

Siège social : Papeete, quartier de la Mission, immeuble Les Orchidées.

Nouvelle mention

Siège social : Punaauia, lotissement Punavai Nui, lot 86 (BP 9225 Motu Uta, 98715 Papeete).

Pour avis,
La gérance.

Société TAHITI NUI ASSURANCES
Société à responsabilité limitée
au capital de 300 000 F CFP
Siège social : Immeuble la Ora, bât. B bureau B03
Avenue Georges-Clémenceau, Mamao
98714 Papeete

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 2 avril 2008, il a été constitué une société à responsabilité limitée :

Dénomination sociale : TAHITI NUI ASSURANCES.

Capital : 300 000 F CFP divisé en 150 parts sociales de 2 000 F CFP chacune, entièrement souscrites et libérées.

Siège : Immeuble la Ora, bât. B bureau B03, avenue Georges-Clémenceau, Mamao, 98714 Papeete.

Objet : Le courtage en assurances de toutes natures, toutes études et conseils en assurance et en gestion de patrimoine et la conception et la mise en place de solutions globales s'y rapportant. Toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement ou être utiles à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Gérant : M. José COEZY, domicilié immeuble Tefana, rue Tepano-Jaussen, 98714, Papeete, est désigné statutairement en qualité de gérant associé sans limitation de durée.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Pour avis et mention,
M. José COEZY, gérant.

EURL TAHITI LOGISTIQUE*Avis de constitution*

Avis est donné de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée.

Dénomination : EURL TAHITI LOGISTIQUE.

Siège social : Vallée de Tipaerui, zone industrielle, hangar n° 4, Papeete, Tahiti (BP 140637, 98701 Arue, Tahiti).

Objet : Entreposage non frigorifique de marchandises pour le compte de tiers et accessoirement la manutention et le conditionnement de marchandises.

Durée : 99 années.

Capital : 500 000 F CFP.

Gérance : Est nommé premier gérant de la société et pour une durée illimitée M. Sébastien MU, né le 18 août 1975 à Pok Lo (Chine), célibataire, de nationalité française, demeurant Erima, lot 34 C, 98701, Arue, Tahiti.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,
la gérance.*

TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE*Dépôt de l'état des créances*

Avis de dépôt de l'état des créances de M. Wilfrid Aravetupu, RCS de Papeete n° 36 428-A, à l'enseigne "Raromatai Froid", adresse : BP 678 Vaitape, Nunue, Bora Bora.

Dépôt de l'état des créances au tribunal mixte de commerce de Papeete où les réclamations seront recevables dans un délai de trente jours à compter de la date de la présente publication.

Avis de dépôt de l'état des créances de M. Alexandre Tahito, RCS de Papeete n° 43 473-A, à l'enseigne "Teraimano Construction", adresse : PK 20,500, côté montagne, route du cimetière Tiapa Uta à Paea.

Dépôt de l'état des créances au tribunal mixte de commerce de Papeete où les réclamations seront recevables dans un délai de trente jours à compter de la date de la présente publication.

Avis de dépôt de l'état des créances de M. Ted Blake, RCS de Papeete n° 26 493-A, adresse : BP 1236 Papetoai.

Dépôt de l'état des créances au tribunal mixte de commerce de Papeete où les réclamations seront recevables dans un délai de trente jours à compter de la date de la présente publication.

Me Annick ALLAIN-SACAULT, avocat
8, avenue Pouvanaa-a-Oopa, Papeete
BP 4281 - 98713 Papeete
Tél. : 50 03 75 - Fax : 82 69 66

Avis de constitution

Suivant acte sous seing privé en date du 8 avril 2008, il a été constitué une société dont les caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination : EURL TAHITI ORA.

Forme : Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée.

Capital social : 100 000 F CFP divisé en 100 parts de 1 000 F CFP chacune.

Siège social : Paea, PK 25,100, côté mer, BP 14, 98713 Papeete.

Objet social : La société a pour objet en France et à l'étranger l'importation, l'exportation, la commercialisation, la promotion et la réalisation de toute prestation ou produit en rapport avec le développement et le rayonnement de la culture polynésienne.

Durée : 99 années.

Gérance : La société a pour premier gérant M. Roland GARRIGOU.

Cession de parts sociales : Les parts sont librement cessibles entre associés et entre conjoints, ascendants ou descendants même si le conjoint, ascendant ou descendant cessionnaire n'est pas associé.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

- Pour avis.

ANNONCES DIVERSES**APOLIBO - ASSOCIATION DE POLYNESIE FRANÇAISE
D'IDE EN BLOC OPERATOIRE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(3 mars 2008)

Président	: BOCQUET Christophe
Vice-présidente	: SABATIER Denise
Secrétaire	: CARRON Véronique
Trésorière	: BERNARD Claudia

ASSOCIATION OUTUARAMEA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(5 juin 2007)

Président d'honneur	: PAUTU Emile
Président	: TEHEI Noël
Secrétaire	: VAITA Toimata
Trésorière	: UTAHIA Aliane
Commissaire aux comptes	: TEHEI Augustine
Assesseur	: PUA Eléonore

**ASSOCIATION POLYNESIENNE D'AERO-MODELISME
(APAM)**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er mars 2008)

Président	: DUVERNE Sébastien
Vice-président	: TOUATINI Léonard
Secrétaire	: UNG André
Secrétaire adjoint	: SIAO Alfred
Trésorier	: CHAMPS Yannick
Trésorier adjoint	: YENKWAY Thierry

ASSOCIATION DE LA COLLINE DEGAGE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(26 février 2008)

Présidente : TERIIEROOITERAI Aurore
Secrétaire/trésorière : AMARU Corinne

FEDERATION TAHITIENNE DE TIR A L'ARC

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(8 décembre 2007)

Président : CHONFONT Jacques
Vice-président : WINKELSTROETER Tearii
Secrétaire : GRAS Didier
Secrétaire adjointe : YOUNX Josette
Trésorier : FOURNY Gilles
Trésorière adjointe : MOUSSON Temaruata
Assesseeurs : GOODING Jean
WINKELSTROETER Teiva

**FEDERATION AGRICOLE DE NUKU HIVA -
TE HANA HENUA O TE TUPUNA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(14 mars 2008)

Présidente : SANTOS Marcelline
Vice-président : TEIKITEETINI Georges
Secrétaire : PIRIOTUA Josélyne
Secrétaire adjointe : TATA Bernadette
Trésorière : TAMARII Louise
Trésorier adjoint : FALCHETTO Claude
Assesseeurs : FALCHETTO Gordon
FOUCAUD Roger
TATA Victorine

ASSOCIATION FAAROO ! ETARETIA TERETETIANO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(29 mars 2008)

Président : AMARU Tauraatua
Vice-présidents : UURA Tetepa
RIVETA Hector
Secrétaire : TUAHU Mauritoa
Secrétaire adjoint : RIVETA Gaston
Trésorier : RAYER Pascal
Trésorier adjoint : TIPAON Benjamin

ASSOCIATION AITOMEDIA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(12 mars 2008)

Président : LEI Tommy
Vice-président : FAGU Tereva
Secrétaire : SANFORD Jean-Claude
Trésorier : CHAVEZ Donald

ASSOCIATION O PORINETIA TO TATOU AI'A

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(15 décembre 2007)

Présidents d'honneur : CERAN-JERUSALEM
Jean-Baptiste
ROPITEAU Paul
Président : TONG SANG Gaston
Vice-président : ALPHA Tearii
Secrétaire : MARAEA Emma
Secrétaires adjoints : IENFA Woui You dit Jules
TEROOATEA Sylviane
TCHOUN YOU THUNG HEE
At-Chong dit Roro
BRODIEN Rosine
ROOMATAAROA Fernand
Trésorier : LISAN Marcelin
Trésorier adjoint : CHENE Alphonse
Assesseeurs : CHAVEY Daphné
TERIIPAIA Mita
TUREREARI Pierre
BERTHOLON Nicolas
AYON Eric

ASSOCIATION TAMARII COMMUNE DE PAPARA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(3 avril 2008)

Président d'honneur : SANDRAS Bruno
Président : PERETIA Robert
Vice-président : CHARLES Anthony
Secrétaire : TEHONO Julie
Secrétaire adjointe : MOTAHU Nathalie
Trésorière : TARUOURA Maima
Trésorière adjointe : PERETIA Josiane

ASSOCIATION ARTISANALE ABADI CREATION

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(3 avril 2008)

Présidente : ABADI Rose
Vice-présidente : LEBECQUE Amandine
Trésorier : POMARE Julio

**ASSOCIATION POUR L'ANIMATION
DU FARE HAAVARAA DE PAPEETE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(12 mars 2008)

Présidente : PENA Marie-Claude
Vice-présidents : SOULIMANT Thierry
NICOLAY Alexandra
Secrétaire : PENI Vaimiti
Secrétaires adjointes : TEPUIHARII Yvanna
AUMERAN Vairea
PAHIO Hinano
Trésorière : CHUNG Leilanie
Trésorière adjointes : PEA Georgina
LIAUZUN Danny

CONSEIL DE L'ORDRE DES CHIRURGIENS-DENTISTES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(3 avril 2008)

Président	:	MESLIN Denis
Secrétaire	:	SAVIC Michel
Secrétaire adjoint	:	MELIX Christophe
Trésorier	:	MERCIER Jean-François
Membres	:	LEFEBVRE Marc
		SAN AUGUSTIN Christophe
		COLOMBIES Philippe

ASSOCIATION SPORTIVE TAKU

Rectificatif

La présente annonce remplace celle parue au JOPF n° 15 du 10 avril 2008, page 1380.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(28 octobre 2007)

Président	:	TEAPIKI Joseph
Vice-président	:	TEAPIKI Jean-Claude
Secrétaire	:	GOODING Françoise
Secrétaire adjointe	:	MAMATUI Valérie
Trésorière	:	TEAUROA Reiono
Trésorière adjointe	:	TEAKAROTU Joséphine

ASSOCIATION TAMARII MUTUOIO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(6 avril 2008)

Présidents d'honneur	:	JORDAN Pierrot
		VANE Temanuarai
Président	:	HAOATAI Gaston
Vice-président	:	HAOATAI Mareto
Secrétaire	:	MARURAI Richmond
Secrétaire adjointe	:	MAI Chantal
Trésorière	:	GUILLOUX Pauline
Trésorière adjointe	:	MAI Teraimateata
Commissaire aux comptes	:	DENSAT Turia

ASSOCIATION FAA'AU NUI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(7 mars 2008)

Président	:	TOROHIA Jamet
Vice-président	:	AMO Itaia
Secrétaire	:	TOROHIA Marie
Trésorière	:	TEAMO Manuarii

ASSOCIATION SYNDICALE DES COPROPRIETAIRES DU VILLAGE TIAHURA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(23 février 2008)

Président	:	GISBERT Jean-Michel
Vice-président	:	NAVARRO Guy
Secrétaire	:	GUION Christian
Secrétaire adjointe	:	DEREDEC Isabelle
Trésorier	:	CHUNGUE Michel

ASSOCIATION MANAHERE TAURUMI

Modification de statuts
(13 février 2008)

L'association aura en plus comme mission :

- la relaxation ;
- de mettre en place des projets éducatifs, religieux et sportifs en faveur des enfants et adolescents de la commune de Mahaena ;
- de mettre en commun des projets culturels comme la danse pendant le Heiva ou par l'apprentissage de personnes jeunes ou adultes à travers l'activité "danse" ;
- d'organiser des activités sportives ou compétitives en faveur de la jeunesse de Mahaena ;
- d'organiser des expositions ou vente de plantes vertes, ou des produits locaux, fruits, légumes, etc. ;
- d'organiser des journées en faveur de l'handicap.

ASSOCIATION SPORTIVE TAURUA BOXING TEAM

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(2 avril 2008)

Président	:	TAURUA André
Secrétaire	:	TAURUA Manaarii
Trésorière	:	TAURUA Angéline

SYNDICAT DES GENS DE MER AFFILIE A LA CONFEDERATION OTAHI

Modification de statuts
(15 mars 2008)

Le siège social du Syndicat des gens de mer est fixé à Motu Uta, en face de l'école IFMPC, BP 9429, Motu Uta, téléphone/fax : 82 91 91.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(29 mars 2008)

Président d'honneur	:	KAUTAI Alphonse
Président	:	TUPANA Ploi
Vice-présidents	:	TOKORAGI Anthony
		MAHUTA Yves
		IOANE Thierry
		TIAREURA Casimir
Secrétaire	:	TEAHAMAI Olivier
Secrétaire adjoint	:	MAI Georges
Trésorier	:	AH YUN Gaston
Trésorier adjoint	:	TEHAHE Benjamin
Secrétaire archives	:	ADAMS Henere
Assesseurs	:	TEMATAHOTOA Tautu
		PAHUATINI Teiki
		PITO Emile
		RUAROO Rémy
		IOANE Edouard
		TEIVA Virtua
		DUCHEK François
		TEHEIPUARII Jacques
		HAATUKU Jean-Philippe
		TERE Olivier

ASSOCIATION TE HOTU RAU O FAIE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(9 février 2008)

Président : MAREA Axel
Vice-président : TEIHO Adrien
Secrétaire : TAPEA Ollivier
Secrétaire adjointe : PIHA Laiana
Trésorier : MAITERAI Gérard
Trésorier adjoint : HOLMAN Teraitua
Membres : TAEREA Drollet
AA Rémy
HOLMAN Tamatoa

ASSOCIATION PHILANTHROPIQUE CHINOISE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 mars 2008)

Présidente : LECHENE Eliane
Vice-présidents : CHAMP Jean
CHINGUE Gabriel
Secrétaire en langue chinoise : SACAULT Marceline
Secrétaire adjoint : LEOGITE Alfred
Secrétaire en langue française : MESLIN Liliana
Secrétaire adjointe : LEY Moea
Trésorier : CHAINE Jean
Trésorier adjoint : LEE SANG André
Relations et communications : KOO Liliias
Responsable animation : TCHUNG André
Responsable section jeunesse : LIU SING Jo Ann
Assesseurs : CHANSAY Raymond
LOUSSAN Guy

ASSOCIATION AHITITERA VAA NO FAAA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(25 janvier 2008)

Président : VAHINEMOEa Gaëtan
Vice-président : RAVATUA Albertine
Secrétaire : LAU Jessica
Secrétaire adjoint : TAMARINO Vaiarii
Trésorier : TERIIEROOITERAI Serge
Trésorier adjoint : FAARUIA Williams

ASSOCIATION FAMILIALE TE UI NUI NO ANANAHI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 mars 2008)

Présidente d'honneur : CHARLES Elizabeth
Président : TCHONG TAI Jérôme
Vice-président : TCHONG TAI Ezekiel
Secrétaire : MARUHI Laetícia
Secrétaire adjointe : TCHONG TAI Clémence
Trésorier : TCHONG TAI Jacky
Trésorier adjoint : TAMATI Tahema
Commissaire aux comptes : TCHONG TAI Gilda
Commissaire aux comptes adjoint : TCHONG TAI Rota

ASSOCIATION SPORTIVE TAMARII VAIRAO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(25 mars 2008)

Président d'honneur : VERNAUDON Clarentz
Président : MOANA Rodolphe
Vice-président : MAITERE Oscar
Secrétaire : SORIN Estelle
Secrétaire adjointe : WONG Christiane
Trésorier : MAROONUI Pierre
Trésorier adjoint : HUET Pierre
Commissaire aux comptes : TUTAVAE Teapua

ASSOCIATION ARTISANALE ET CULTURELLE ATITOKA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 mars 2008)

Président : POTATEUATAHI Alexandre
Vice-président : KIMITETE Simon
Secrétaire : PETERANO Lolita
Secrétaire adjointe : PAHUATINI Cécile
Trésorier : HUET Guy
Trésorière adjointe : TEIKIVAEHO Bernadette

**FEDERATION SPORTIVE ET CULTURELLE DE FRANCE -
UNION TERRITORIALE DE POLYNESIE FRANÇAISE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(5 mars 2008)

Président : CAILLET Francis
Vice-présidente : OPUU Linda
Secrétaire : MAONO Jean-Marc
Secrétaire adjointe : TUIRA Vania
Trésorier : TANÉPAU Justin
Trésorière adjointe : SOMMERS Anna-Maria
Directrice des services : TEARIKI Sylvie

**ASSOCIATION FAMILIALE TUUHIVA MARAMA
ET URARII A TUUHIVA
anciennement dénommée
ASSOCIATION FAMILIALE TUUHIVA MARAMA**

Modification de statuts

Le siège social est situé à Faa'a, Heiri.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(29 mars 2008)

Président : TERIITAHU Bernard
Vice-présidente : SADE Tetua
Secrétaire : TETOHU Marie-Louise
Secrétaire adjointe : DE SMET Vaea
Trésorière : NAKAEATOU Sylvana
Trésorier adjoint : TUHOE Samuel

TOMITE HEIVA RAU NO BORA BORA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(28 mars 2008)

Président	: TAPI Jules
Vice-présidents	: HAOATAI Tutea MOU KIOU Albert
Secrétaire	: TUAHU Anna
Secrétaire adjointe	: TAPI Mairena
Trésorier	: TEUPOOHUITUA Revanui
Trésorière adjointe	: TERIIPAIA Angèle

ASSOCIATION A TAUTURU IA NA MAHINA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(15 mars 2008)

Présidente	: FAREATA Irène
Vice-présidente	: TAPUTUARAI Moea
Secrétaire	: JAMET Ariimihi
Secrétaire adjointe	: TUMAHAI Bernadette
Trésorière	: UTIA Sidonie
Trésorier adjoint	: CHANGUY Roger

ASSOCIATION ARTISANALE TE IMA HAATUPUAE**RENOUVELLEMENT DE BUREAU :**
(31 mars 2008)

Président	: TEIEFITU Jean
Secrétaire	: IOTEFA Anita
Trésorière	: TEIEFITU Giovanna
Trésorière adjointe	: TEIEFITU Annette

ASSOCIATION TE UPA NUI O TAHAA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(1er avril 2008)

Présidente	: TETUANUI Pascaline
Vice-président	: NAORE Roland
Secrétaire	: BENNETT Jack
Secrétaire adjointe	: MAHANORA Gloria
Trésorière	: ARIIOEHAU Nathalie
Trésorière adjointe	: BAMBRIDGE Dolorès

ASSOCIATION UAIVI NO TE UI HOU**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(6 avril 2008)

Président	: BONNO Charles
Vice-président	: SAI-NE Gilles
Secrétaire	: BONNO Angéline
Secrétaire adjointe	: SAI-NE Hinano
Trésorière	: BONNO Marie-Yannick
Trésorier adjoint	: BONNO Jean-Pierre
Assesseurs	: SAI-NE Arsène TAUIRA Teikikautai

ASSOCIATION SPORTIVE AUONA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(21 décembre 2007)

Président d'honneur	: TETUANUI Joseph
Président	: BOUYER Jean
Vice-président	: BOUYER Paulo
Secrétaire	: KOHUEINUI Denis
Secrétaire adjoint	: GILMORE Didier
Trésorier	: ROPATI Hahioa
Trésorier adjoint	: TEVEPAUHU Eric
Commissaires	: GILMORE Tehaumataua TEHEVINI Muieinui

Section boxe

Président	: ROPATI Hahioa
Secrétaire	: MARAETAATA Roberto
Trésorier	: TAMETONA Edwin

Section pirogue

Président	: PAHUTOTI Athanase
Secrétaire	: VAKI Thierry
Trésorier	: PEETAU Rudy

Section chasse sous-marine

Président	: POEVAI Richard
Secrétaire	: MITITAI Pierre-Marie
Trésoriers	: TEHEVINI Stellio GILMORE André MARAETAATA Roberto

Section athlétisme

Président	: PEETAU Marc
Secrétaire	: KAMIA Francklin
Trésorier	: PETERS Jacques

Section tennis de table

Président	: AMARU Jean-Claude
Secrétaire	: PAHUTOTI Athanase
Trésorier	: BOUYER Jean-Mathias

ASSOCIATION HERITIERS DE FEU TEFAARAVA A TAVAE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(8 mars 2008)

Présidents d'honneur	: TIAOAO Vahinano IRITI Louis DEANE Teumere TAUHIRO Alphonse
Président	: TIAOAO Stanislas
Vice-présidente	: MAERE IRTI Yolande
Secrétaire	: DEANE Alfred
Secrétaire adjointe	: RICHMOND Heiata
Trésorière	: TEOTAHU Vaite
Trésorier adjoint	: TAUHIRO Gilles
Assesseurs	: IRTI Karim TIAOAO Tumataaroa MAERE Victor TURI Chestine

ASSOCIATION ARTISANALE TE AHI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(3 avril 2008)

Président : MARUAE Apera
Secrétaire : MARUAE Angéline
Trésorière : MARUAE Marceline

FEDERATION DES ŒUVRES LAIQUES DE POLYNESIE FRANÇAISE (FOL)

Modification de statuts
(19 mars 2008)

Il est constitué, selon les dispositions de la loi du 1er juillet 1901 et ses textes d'application, une association ayant pour dénomination : "LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT, FEDERATION DE POLYNESIE FRANÇAISE, MOUVEMENT D'EDUCATION POPULAIRE" dite "FEDERATION DES ŒUVRES LAIQUES DE POLYNESIE FRANÇAISE".

La ligue de l'enseignement de Polynésie française, fondée en 1966, a pour but, au service de l'idéal laïque, démocratique et républicain, de contribuer au progrès de l'éducation sous toutes ses formes.

Elle fédère et rassemble des personnes morales et des membres animés du même esprit.

ASSOCIATION TERE A TEA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(29 mars 2008)

Président : LEMAIRE Lazare
Vice-président : HOMER Joseph
Secrétaire : BONNO Angéline
Secrétaire adjointe : MOU SING Ingrid
Trésorière : TINORUA Johanne
Trésorière adjointe : DEANE Hinatea
Commissaires aux comptes : TINORUA Ron
MOU SING Thierry
Membre actif : EBB Andy

ASSOCIATION DES FORAINS DE LA VILLE DE UTUROA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 mars 2008)

Président d'honneur : SAM KOUA Siméon
Président : BROTHERSON Matahi
Vice-président : TUUHIA Eugène
Secrétaire : BONNO Angéline
Secrétaire adjointe : AMARU Moeani
Trésorier : AMARU Daniel
Trésorière adjointe : TEHAHE Marianne
Commissaire aux comptes : DE-BALMANN Victorine
Assesseeurs : LACHAUX Wilda
LACHAUX Christian

ASSOCIATION TU'ARO NUI NO MATAIREA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(27 mars 2008)

Président : MAPUHI Taheta
Vice-président : TAI Tevanaa
Secrétaire : ROURA David
Secrétaire adjoint : LE FOC Yannick
Trésorier : MOANA Imelda
Trésorier adjoint : TIATIA David

ASSOCIATION NATIONALE DES SOUS-OFFICIERS DE RESERVE DE L'ARMEE DE L'AIR - SECTION DE TAHITI

Modification de statuts

Le siège social est situé à Faa'a, BA 190.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er mars 2008)

Président d'honneur : BALCON Jean-Noël
Président : LAGUERRE Amédée
Vice-présidents : POULIQUEN Henri
GAY Michel
Secrétaire : TEMU Lorenzo
Trésorier : TERA Marius
Porte-drapeau : BERNIER Jean-Marie

ASSOCIATION AGRI TAMARII PIHA FAAPU NO RAIATEA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(23 novembre 2007)

Présidents d'honneur : TAPAO Gabriel
NEUFFER Siméon
TEFAAORA Arthur
TAUTU Victor
Présidente : LACHAUX Valentine
Vice-président : BUIILLARD Joël
Secrétaire : HAGEL Haydée
Secrétaire adjoint : BROTHERSON Georges
Trésorier : TAUTU William
Trésorier adjoint : ATIU Denise
Assesseeurs : VAUCHEROT Vincent
TAUTU Gaëtan
MOUTAME Philippe

ASSOCIATION TE ONE MAOA DE RIMATARA ANAPOTO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 janvier 2008)

Présidente : IOTUA Albertine
Vice-président : TUNUTU Faretapu
Secrétaire : IOTUA Rosa
Secrétaire adjointe : SAN-CHIO-ON Liana
Trésorière : BARSINAS Tamara
Trésorier adjoint : TEMATAHOTOA Tepuruna

ASSOCIATION JEUNESSE CATHOLIQUE DE AHE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(30 mars 2008)

Président	: RAGIVARU Benoît
Vice-président	: REID Roland
Secrétaire	: CHAN Faria
Secrétaire adjointe	: TEHEIURA Véronique
Trésorière	: BELLAIS Mere
Trésorier adjoint	: DELORD Charles
Assesseurs	: BELLAIS William
	: MAIFANO Edouard
	: RICHMOND Ariitama
	: PANG-FAT Suzanne
	: FAREEA David
	: DELORD Miriana
	: BELLAIS Jean
	: TEURU Landry
	: PEU Aroarii

FONDATION DES PROPRIETAIRES FONCIERS**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(29 mars 2008)

Président	: TANERPAU André
Secrétaire/trésorière	: TANERPAU Tihinarii

ASSOCIATION FAMILIALE ATIROATEA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(8 février 2008)

Présidente	: HATITIO Tiaretutahi
Secrétaire	: HATITIO Rodrigo
Trésorier	: HATITIO Antonio

ASSOCIATION MANUTAHU A TEIRI - TAPI A OPE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(25 novembre 2007)

Présidente	: TAPI Georgina
Vice-présidente	: HANERE Tautiare
Secrétaire	: DEANE Richard
Secrétaire adjoint	: TERAAITEPO Bill
Trésorière	: PEU Imelda
Trésorier adjoint	: MAIRAU Taripo

ASSOCIATION FAMILIALE VAHINEARII**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(7 mars 2008)

Présidente	: OPUU Heiarii
Secrétaire	: OPUU Edith
Trésorier	: OPUU Georges

**ASSOCIATION TERRITORIALE
D'EDUCATION MUSICALE DE POLYNESIE (ATEMPO)****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(22 janvier 2008)

Président	: GUESSAL Mohamed
Secrétaire	: CAMPAN Claudine
Trésorière	: ROBERT Sophie

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE DE HAKAHETAU****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(19 mars 2008)

Présidente	: HATUUKU Brigitte
Vice-présidente	: HUHINA Loiana
Secrétaire	: HOKAUPOKO Etienne
Secrétaire adjoint	: HOKAUPOKO Adrien
Trésorière	: TEREINO Miriam
Trésorière adjointe	: HIKUTINI Nadia

ASSOCIATION HITI ORA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(29 mars 2008)

Présidente	: TAMARINO Reva
Vice-président	: TUA Félix
Secrétaire	: TEINAORE Evelyne
Secrétaire adjointe	: ALLOUCHE Heipua
Trésorière	: HAUATI Rosita
Trésorière adjointe	: DACEONCEICAO CASTELO Claire
Assesseurs	: TEHARIKI Patrick
	: UITA Lucie

ASSOCIATION SPORTIVE VAITAHANI PETANQUE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(3 avril 2008)

Président	: TIARE Zekaria
Vice-président	: TEMAURI Aumoana
Secrétaire	: MAIHUTI Serge
Secrétaire adjoint	: PENI Pascal
Trésorier	: PETIS Philippe
Trésorier adjoint	: TUPAHIROA Lubini

ASSOCIATION MA'I RU**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(18 mars 2008)

Président	: COULON Laurent
Vice-présidente	: TEINAORE Dimicia
Secrétaire	: HUMBERT Tiare
Secrétaire adjoint	: TEAOTE A Emile
Trésorier	: PRIN Jean-Yves
Trésorier adjoint	: ROMEA Fabien

CLUB DES PIROGUIERS IHILANI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(8 décembre 2007)

Président	: WONG Jacques
Vice-président	: MALBRUN John
Secrétaire	: WONG Lena
Secrétaire adjoint	: WONG Terevanui
Trésorière	: MALBRUN Sylvie
Trésorier adjoint	: WONG Garry

ASSOCIATION VAIHINANO - NUI
(Récépissé n° 62 TG du 14 avril 2008)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION VAIHINANO - NUI, fondée le 22 janvier 2008, a pour objet :

- de promouvoir la pratique des activités physiques, sportives, culturelles, de jeunesse, et en particulier la pratique des sports traditionnels "Tu'aro maohi" ;
- l'organisation d'activités sportives, culturelles, de jeunesse ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Son siège social est fixé à Kaukura, chez Robert Hopue-Tamahuta.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: HENRY Vara
Président	: HOPUE-TAMAHUTA Robert
Vice-président	: RICHMOND Alphonse
Secrétaire	: HOPUE-TAMAHUTA Lucienne
Secrétaire adjointe	: TUPAI Madeleine
Trésorier	: MAIROTO Bruno
Trésorier adjoint	: TAUIRATEA Ernest

**ASSOCIATION POUR LA PROTECTION DE LA VALLEE
DE FAA RAHI OROFERO**

(Récépissé n° 3051 DRCL du 11 avril 2008)

Extraits de statuts

Il est formé le 20 mars 2008 l'ASSOCIATION POUR LA PROTECTION DE LA VALLEE DE FAA RAHI OROFERO, régie par la loi du 1er juillet 1901 et les lois subséquentes.

Elle a pour but :

- 1° de regrouper les habitants et les propriétaires fonciers de la commune de Paea dans l'intérêt de la sauvegarde et de la mise en valeur de l'environnement de la vallée de Orofero ;
- 2° d'agir notamment en vue de préserver l'accès de cette vallée et d'organiser son utilisation afin de préserver la diversité de la faune et de la flore :
 - en fixant des conditions d'entrée de la vallée aux personnes intéressées par la visite, les randonnées, ou le camping ;
 - en mettant en place un plan de travail permettant le défrichage des chemins d'accès et des sites de la vallée ;
 - en fixant des conditions d'organisation relatives à la cueillette des oranges et la chasse aux chevrettes, notamment par la mise en place de dates d'ouverture et de fermeture ;
 - en mettant en place des conditions d'organisation relative à la chasse aux gibiers sauvages ;
 - en protégeant les sites archéologiques tels que marae et paepae afin de préserver le patrimoine culturel de la vallée de Faa Rahi Orofero.
- 3° d'intervenir auprès des autorités pour faire valoir les droits des propriétaires et des utilisateurs ;

4° en général, de prendre toutes les mesures utiles pour la sauvegarde des intérêts des membres adhérant au présent statut.

Son siège social est situé à Paea, Orofero, servitude Tixier.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: GRAFFE Gillo
Vice-président	: CLARK Taniera
Secrétaire	: HELME Terava
Secrétaire adjointe	: TAIABA Chantal
Trésorier	: HELME Heimata
Trésorier adjoint	: ATUAHIVA Eddy
Assesseurs	: PARAU Aporo ORA Yannick

**ASSOCIATION TE HUA'AI A TEHUIRA
E TETUAHEUEA TERIITAHU**

(Récépissé n° 3016 DRCL du 9 avril 2008)

Extraits de statuts

Il est fondé l'ASSOCIATION TE HUA'AI A TEHUIRA E TETUAHEUEA TERIITAHU, régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

Cette association a pour but de resserrer les liens familiaux et favoriser les rencontres entre tous les membres ascendants, descendants, collatéraux et alliés de M. Tehuira Teriitahi, né le 1er août 1884 à Mataiea, décédé le 26 juillet 1947 à Papeari, et de Mme Tetuaheuea a Tauniua, née le 6 janvier 1891 à Mahaena, décédée le 12 mars 1978 à Papeari. Tous deux mariés sous le régime légal de la communauté des biens préalable à leur union célébrée à la mairie de Papeari le 31 décembre 1921. Qu'ils soient situés en Polynésie française, dans les départements et territoires d'outre-mer, en métropole et dans le monde :

- rechercher et établir la généalogie de ses membres ;
- effectuer toute démarche et entreprendre toute action en vue de répertorier, borner, partager, protéger, défendre et administrer le patrimoine foncier ;
- promouvoir l'identité et l'image de la famille Teriitahi et alliés ;
- et généralement, défendre les intérêts de ses membres au plan économique, social, culturel et foncier.

Son siège social est fixé à Mataiea, au PK 47,500, chez Matahi Iorss.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: IORSS Matahi
Vice-président	: TERIITAHU Emile
Secrétaire	: TAPUTU Henriette
Secrétaire adjointe	: POROI Vaihere
Trésorière	: HAUMANI Simone
Trésorier adjoint	: TERIITAHU Villon
Documentaliste	: CHEUNG Symine
Assesseurs	: POROI Ben TERIITAHU Nelson

ASSOCIATION POIHERE IA MAIAO
(Récépissé n° 3050 DRCL du 11 avril 2008)

Extraits de statuts

Il est créé une association de jeunesse, d'éducation populaire, de loisirs et de protection de la nature dénommée POIHERE IA MAIAO, le 12 mars 2008. Cette association est régie par la loi du 1er juillet 1901 et par le présent statut.

Elle a pour but de :

- favoriser l'éducation, l'information à la préservation et à la protection de l'environnement ;
- favoriser les échanges culturels ;
- favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes ;
- sensibiliser et informer les jeunes à la prévention ;
- favoriser les relations entre les jeunes et les adultes qui les entourent ;
- prévenir et diminuer les problèmes d'adaptation sociale des jeunes ;
- mettre en place des centres de vacances et animations.

Son siège social est fixé à Maiao.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	TEARIKI Léon
Secrétaire	:	AIRIMA Irène
Trésorière	:	TEMAURI Brigitte

ASSOCIATION AIDE-FORMATION-INSERTION
(Récépissé n° 3017 DRCL du 8 avril 2008)

Extraits de statuts

Il est fondé le 28 mars 2008, entre les adhérents aux présents statuts, l'ASSOCIATION AIDE-FORMATION-INSERTION régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901.

Elle a pour objet :

- de former, d'encadrer et d'insérer les jeunes et adultes à la recherche d'un emploi dans les entreprises en partenariat avec les services de l'Etat, du pays, les communes, les entreprises et les associations de quartiers ;
- d'assurer leur suivi pour une meilleure gestion dans les quartiers et dans les entreprises ;
- de rechercher, d'exploiter toutes les pistes de travail en vue d'améliorer la qualité de vie des jeunes et des familles ;
- d'organiser des manifestations de loisirs, culturelles ou sportives en faveur des jeunes de divers milieux sociaux ;
- de promouvoir les échanges culturels et associatifs sur la Polynésie et sur la métropole.

Son siège social est fixé à la mairie de Papeete.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	VAHIRUA Pascal
Secrétaire	:	AYOU Dave
Trésorier	:	TAPUTU William

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE KAUEHI
(Récépissé n° 55 TG du 10 avril 2008)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE KAUEHI, fondée le 27 mars 2008, a pour objet :

- de développer et d'améliorer la vie scolaire ;
- de créer des liens culturels, administratifs et moraux ;
- de rechercher des fonds et être à l'écoute des parents ainsi que des enfants, etc.

Son siège social est fixé à Kauehi.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	TAVE Justin
Vice-président	:	TAIHAU Julien
Secrétaire	:	TAIHAU Jessica
Secrétaire adjointe	:	RAGIVARU Mélisa
Trésorière	:	RAGIVARU Doris
Trésorière adjointe	:	TAUTU Madeleine
Asseseurs	:	RAGIVARU Karane WILLIAMS Teata

COMITE TE ORA AMUI NO HAAPAPE
(Récépissé n° 3027 DRCL du 9 avril 2008)

Extraits de statuts

Il est fondé le 28 mars 2008 un comité régi par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901, dénommé TE ORA AMUI NO HAAPAPE.

Il a pour but :

- de réunir toutes personnes qui souhaitent œuvrer pour un changement dans la commune et engager des actions qui puissent la dynamiser, l'embellir et être par ailleurs davantage à l'écoute de ses administrés ;
- de mettre en place des actions sociales, sportives ou culturelles afin de mener à bien ce projet ;
- de trouver les moyens financiers afin de réaliser ses actions sur le terrain ;
- de travailler avec ou plusieurs groupes politiques de sa commune qui ont les mêmes objectifs et qui veulent les mêmes changements ;
- de constituer une liste pour les élections municipales de 2008.

Son siège social est fixé au domicile du président à Mahina.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	:	MANA Mataarii
Président	:	TEHEVINI Isaac
Secrétaire	:	TEHEVINI Pahoe
Trésorière	:	FRAMHEIN William
Asseseurs	:	TEHEI Tariu TETUANUI Jean-Marie MANA Julien TETIARAHI Dominique TEIKIOTIU Benjamin

SYNDICAT CFE-CGC AIR TAHITI NUI

(Inspection du travail n° 8 MEF/IT/HG/TH
du 20 février 2008)

Extraits de statuts

En conformité avec les lois françaises, il est constitué le 28 janvier 2008 un syndicat dénommé CFE-CGC AIR TAHITI NUI, pour représenter, défendre les intérêts des personnels d'Air Tahiti Nui et mener toutes actions. Il jouit de tous droits et prérogatives qui découlent des lois et usages en vigueur.

Il a pour but :

- la défense de ses membres dans le cadre de leur activité professionnelle ;
- de représenter les intérêts moraux et professionnels de ses adhérents sous tous leurs aspects individuels et collectifs, notamment dans leurs rapports avec leur employeur, l'Etat, les institutions sociales et économiques ou tout autre organisme s'y rattachant ;
- d'étudier toutes questions professionnelles, techniques, économiques ou sociales dont la solution peut améliorer les conditions de travail et d'existence, présentes ou futures de ses membres.

Son siège social est fixé au CFE-CGC Air Tahiti Nui, BP 2155, 98713 Papeete RP.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président : CUIRASSIER Didier
Secrétaire : MERMET Yannick
Trésorier : BERNIER Christophe

ASSOCIATION FAMILIALE RUAREI HOPOIE AMO

(Récépissé n° 3000 DRCL du 7 avril 2008)

Extraits de statuts

Il est constitué le 1er mars 2008 une association familiale régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée RUAREI HOPOIE AMO.

Elle a pour but principal de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent et ainsi se connaître. Elle se fixe comme objectifs :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire et mairie) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et de rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;

- l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des membres de l'association.

Son siège social est fixé à Punaauia, Punavai plaine, lot 132.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur : AMO Firmin
Président : MANUA Teraivivi
Vice-président : VOIRIN Vetea
Secrétaire : MOUA Pauline
Secrétaire adjoint : TUHAKAMARU Turiano
Trésorier : MANUA Temoe
Trésorière adjointe : AMO Teroro

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE AHE -
GOD DE MANIHI, COLLEGE RANGIROA ET CETAD
DITE TAMARIKI AHE**

(Récépissé n° 44 TG du 28 mars 2008)

Extraits de statuts

Il est constitué le lundi 11 février 2008 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents dénommée ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE AHE - GOD DE MANIHI, COLLEGE RANGIROA ET CETAD DITE TAMARIKI AHE.

Elle a pour but :

- de défendre les intérêts matériels et moraux des enfants du GOD de Manihi, du collège de Rangiroa et du CETAD ;
- de subvenir aux besoins matériels ou autres des élèves du GOD de Manihi, du collège de Rangiroa et du CETAD ;
- d'assumer le transport maritime intérieur et interîles (Manihi/Ahe - Ahe/Manihi) ;
- de protéger nos enfants des nuisances morales et physiques ;
- d'étudier et de réaliser toute organisation périscolaire ou post-scolaire.

L'association s'interdit toute discussion n'étant pas conforme à son objet et à son public (sujet politique ou religieux).

Son siège social est fixé à la mairie de Ahe, sise à Tenokupara village.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente : CHAN Faria
Vice-président : TUAUNU Ken
Secrétaire : TUAUNU Rosita
Secrétaire adjointe : MAIFANO Célestine
Trésorière : MATA Judy
Trésorière adjointe : HAUATA Esther
Assesseurs : BARFF Diessie
 PANI Teata
 TEURU Pierrette
 TUAUNU Tiare

**ASSOCIATION PAROISSIALE
DE SAINTE-BERNADETTE - PINAKI**
(Récépissé n° 51 TG du 7 avril 2008)

Extraits de statuts

Il est fondé le 30 mars 2008 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION PAROISSIALE DE SAINTE-BERNADETTE - PINAKI.

Elle a pour but :

- la mise en œuvre de tous les moyens visant à défendre les intérêts des membres ;
- de développer les activités paroissiales, kermesses, etc. ;
- d'aider les membres à s'insérer dans la vie active ;
- de resserrer les liens de fraternité entre les associés ;
- la construction d'une chapelle ;
- la mise en place des CPIA.

Son siège social est fixé au bureau de la paroisse de Sainte-Bernadette à Pinaki.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TEREROA Ligori
Vice-président	: MATAI Jean-Claude
Secrétaire	: TEARIKI/TEAVE Josiane
Secrétaire adjointe	: RAKA/LEI Kapua
Trésorier	: NORMAND Milton
Trésorier adjoint	: TEAVE Tuhoe
Assesseeurs	: APA Roland MOHAU Tamaroa

ASSOCIATION ENVIROPOL BASKET
(Récépissé n° 2174 DRCL du 8 avril 2008)

Extraits de statuts

Il est fondé le 25 février 2008, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée ENVIROPOL BASKET.

Elle a pour but :

- de participer à toutes les demandes de championnat de basket en Polynésie, dans le Pacifique, en France et à l'étranger ;
- d'organiser des soirées galas, bals, dîners dansants.

Son siège social est fixé à Paea, PK 20,800, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: ROBSON Adrien
Président	: ROBSON Steeve
Vice-président	: MAMAATUI Patrick
Secrétaire	: TANATA Albéric
Secrétaire adjoint	: PATU Sabbati
Trésorier	: MAITUI Claude
Trésorier adjoint	: MAITUI Yans
Assesseeurs	: TERITEHAU Hitimoe TAPATI Heiarii

ASSOCIATION ARTISANALE KANAHAU TE HANA HAATIKI
(Récépissé n° 2240 DRCL du 20 mars 2008)

Extraits de statuts

Il est constitué le 7 mars 2008, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901, dénommée ASSOCIATION KANAHAU TE HANA HAATIKI.

L'association a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans et des masseurs traditionnels de la commune de Papara :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Papara, PK 35,5, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: AH-LO Florentine
Secrétaire	: AH-LO Annabella
Trésorière	: TEHINA Rona

**ASSOCIATION FAMILIALE PAI TUAIRA
ET ANGELE TUAHINE**
(Récépissé n° 3026 DRCL du 9 avril 2008)

Extraits de statuts

Il est constitué le 1er mars 2008 une association régie par la loi du 1er juillet 1901, dénommée ASSOCIATION PAI TUAIRA ET ANGELE TUAHINE.

L'association a pour but principal de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent et ainsi se connaître. Elle se fixe aussi comme objectifs :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire, mairie) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des membres de l'association.

Le siège social est fixé à Papenoo, PK 15,800, côté montagne.

La durée de l'association est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: PAI Tuaira
Président	: TETUARAA Lionel
Vice-présidente	: PAOFAI Georgina
Secrétaire	: DOMINGO Poerava
Secrétaire adjointe	: TETUARAA Jeannette
Trésorière	: TAHUTINI Christine
Trésorière adjointe	: MAIHI Yvonne

ASSOCIATION TEHEIHAU

(Récépissé n° 2268 DRCL du 26 mars 2008)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION TEHEIHAU, fondée le 16 mars 2008, a pour objet :

- de faciliter l'insertion des jeunes au moyen d'animation, de formation, de sports d'encadrement et d'aides diverses ;
- de développer les activités et les animations dans le quartier ou la commune ;
- d'organiser des sorties et manifestations diverses ayant pour but de resserrer les liens entre ses membres ;
- de contribuer au développement du sport et de mettre en œuvre une politique de développement du sport en s'associant aux fédérations sportives "volley, surf, boxe...", afin de créer des sections sportives au sein de l'association et de participer aux différentes compétitions.

Elle a son siège à Moorea, district de Atiha, PK 18,500, Moorea.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: CADOUSTEAU Tania
Vice-présidente	: MARE Priscilla
Secrétaire	: MARE Vickie
Secrétaire adjoint	: TARATUA Tiurai
Trésorier	: CADOUSTEAU Ludovic
Trésorier adjoint	: AGNIE William

ASSOCIATION TAMARII HORO ATEA DE HUAHINE

(Récépissé n° 61 SAISLV du 8 avril 2008)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION TAMARII HORO ATEA DE HUAHINE, créée le 21 février 2008, a pour objet la pratique du sport nature dans un cadre de loisirs et de compétition.

Elle a son siège chez le docteur Motyka à Huahine, BP 153 Fare, 98731.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: LEE Juanito
Secrétaire	: MARIN Thierry
Secrétaire adjoint	: MANAORE Richard
Trésorier	: MOTYKA Pascal

ASSOCIATION SYNDICALE TERETIA

Extraits de statuts

Il est créé le 15 août 2005 l'ASSOCIATION SYNDICALE TERETIA. Elle a pour objet la gestion de la résidence Teretia.

Son siège est situé rue Gaspard-Coppenrath, Pirae.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président et trésorier	: COPPENRATH Clément
Secrétaire	: LECOINTRE Véronique

ASSOCIATION SPORTIVE POUTORU NUI

(Récépissé n° 68 SAISLV du 11 avril 2008)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION SPORTIVE POUTORU NUI, fondée le 7 mars 2008, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet la pratique des activités physiques et sportives, plus particulièrement le football, ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre les membres de l'association.

Elle a son siège à Poutoru.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: RUPEA Victor
Président	: ARAI Raymond
Vice-président	: RUPEA Marino
Secrétaire	: OOPA Cécile
Secrétaire adjoint	: TANE Ken
Trésorier	: TIAIHO Stéphane
Trésorier adjoint	: MATA Francis

ASSOCIATION POUTORU RAVA'I

(Récépissé n° 67 DRCL du 11 avril 2008)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION POUTORU RAVA'I, fondée le samedi 8 mars 2008, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet :

- de réaliser toutes opérations susceptibles de favoriser le développement de la pêche maritime, des cultures marines et de toutes autres activités maritimes sur l'île de Tahaa ;
- de fournir les services répondant aux besoins professionnels individuels ou collectifs de sociétaires ;
- d'approvisionner et d'avitailier les sociétaires en produits d'équipements, d'appâts et matériels nécessaires dans le cadre de la profession ;
- d'assurer et de faciliter la production et la vente des produits halieutiques ou aquacoles des sociétaires, soit en l'état, soit après conservation, conditionnement ou transformation ;
- l'organisation de manifestations exceptionnelles payantes ou de loteries ;
- la participation à des actions de promotion, de protection de l'environnement et des ressources naturelles, avec les professionnels de la mer ;
- d'assurer l'information et la formation des membres sur les dispositions réglementaires pour l'exercice de leur profession ;
- favoriser l'entraide, la collégialité et la solidarité entre les adhérents.

Elle a son siège à Niua (Poutoru), Tahaa.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: TAMU Marc
Président	: TAMATO A Richard
Vice-président	: ARIIHOHOA Ronald
Secrétaire	: ARAI Raymond
Secrétaire adjoint	: TIARE Edmond
Trésorier	: ARIIHOHOA Corina
Trésorière adjointe	: NOHO Titaina

SPACEM

Un conseil d'administration se tiendra avec les nouveaux administrateurs élus lors de l'assemblée générale exceptionnelle du 15 mai 2008, au siège social boulevard Pomare, immeuble Maori, Papeete, à 10 heures, le vendredi 16 mai 2008, avec comme ordre du jour :

I - Reconstitution des organes de direction

1) Désignation du président

- du secrétaire général
- du secrétaire général adjoint
- du trésorier
- du trésorier adjoint

2) Désignation d'un délégué général et d'un gérant

- reconduction ou non du mandat confié à M. Luc FAATAU
- dans le cas d'un vote négatif, désignation d'un nouveau délégué général et gérant sur proposition d'un ou de plusieurs administrateurs.

II - Examen du projet de protocole transactionnel avec TNTV et éventuellement décision.

L'administrateur provisoire,
Gérard PHILIPPOT.

ASSOCIATION TEAM JEUNESSE DE HAAPITI

(Récépissé n° 3053 DRCL du 11 avril 2008)

Extraits de statuts

Il est constitué le 31 mars 2008, sous l'égide de la loi du 1er juillet 1901, l'ASSOCIATION TEAM JEUNESSE DE HAAPITI.

Elle a pour objet de regrouper les jeunes de Haapiti, commune de Moorea, afin de les représenter à l'échelle territoriale et internationale dans le but notamment, de permettre aux jeunes, d'être des acteurs indispensables à l'action sociale de la commune.

Son siège social est fixé à Haapiti, PK 24, côté montagne, Moorea.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: VOIRIN Charles
Vice-présidente	: WHITE Rosalie
Secrétaire	: DEXTER Wendy
Secrétaire adjoint	: VOIRIN Herman
Trésorière	: TEVAATUA Laure
Trésorière adjointe	: AMARU Karen

ASSOCIATION HAWAII

(Récépissé n° 58 TG du 11 avril 2008)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION HAWAII, fondée le 5 avril 2008, a pour but :

- de faciliter l'insertion des jeunes au moyen d'animation, de formation, d'encadrement et d'aides diverses ;
- de développer les activités d'animation dans la commune ;
- d'organiser les sorties et manifestations diverses ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres ;
- de faire des rencontres amicales, sportives et culturelles avec les îles avoisinantes.

Elle a son siège à Fakarava.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: MAIROTO James
Vice-président	: TOAE Tane
Secrétaire	: TEANUANUA Kavera
Secrétaire adjointe	: TAURAATUA Taoahere
Trésorier	: TUTURURAI Charles
Trésorier adjoint	: TAU Christian
Assesseur	: TEANINIURAITAMOANA Tony

ASSOCIATION TETAMANU

(Récépissé n° 59 TG du 11 avril 2008)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION TETAMANU, fondée le 5 avril 2008, a pour but :

- de faciliter l'insertion des jeunes au moyen d'animation, de formation, d'encadrement et d'aides diverses ;
- de développer les activités d'animation dans la commune ;
- d'organiser les sorties et manifestations diverses ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres ;
- de faire des rencontres amicales, sportives et culturelles avec les îles avoisinantes.

Elle a son siège à Fakarava.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TORIKI Kehea
Vice-président	: KAIHA Maxime
Secrétaire	: AMARU Solange
Secrétaire adjoint	: TOKORAGI Tehono
Trésorier	: AMARU Geoffrey
Trésorier adjoint	: IPUTOA Tino

ASSOCIATION TIHOHORA

(Récepissé n° 57 TG du 11 avril 2008)

Extraits de statuts

Il est formé, le 31 mars 2008, une association entre la famille GARIKI de Manihi dite ASSOCIATION TIHOHORA.

L'association a pour but de permettre aux membres de la famille GARIKI :

- de veiller à la défense des intérêts matériels et moraux de la famille (tels que le cadastrage des terres,...) ;
- de subvenir aux besoins matériels ou autres ;
- d'étudier et de réaliser tous les projets de loisirs pour la famille ;
- de diversifier ses actions maritimes pour mieux préserver sa faune et veiller au bon maintien de l'environnement ;
- de créer des micro-entreprises (taxi-boat,...) :
 - de pratiquer la culture du coprah ;
 - de pratiquer la pêche lagonaire ;
 - d'ouvrir des conventions de production d'huîtres perlières ;
 - d'ouvrir des activités extratouristiques.

Son siège social est fixé à Manihi, Turipaoa (BP 39, code postal 98771 Polynésie française).

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: GARIKI Tehaamaru
Secrétaire	: GARIKI Heiata
Trésorière	: GARIKI Tora
Assesseeurs	: GARIKI Heins GARIKI Tiareroa

COMITE DU TOURISME POEHEVA

(Récepissé n° 56 TG du 11 avril 2008)

Extraits de statuts

Il est fondé le 8 avril 2008, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901.

L'association prend le nom de COMITE DU TOURISME POEHEVA.

Elle a pour objet :

- l'accueil ;
- l'information ;
- de promouvoir les sites ;
- de développer les pensions et leurs structures ;
- de faire des recherches culturelles ;
- l'aménagement des sites ;
- de mettre en place un comité de qualité ;
- l'acquisition d'un bateau et/ou d'un bus ;
- la vente de produits ;
- la création d'un site internet.

Son siège social est à Makemo, Tuamotu, Polynésie française.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: YIP Michel
Président	: TOKORAGI Pascal
Vice-président	: MARO Gérard
Secrétaire	: TOKORAGI Raphaël
Secrétaire adjointe	: SOMMERS Marina
Trésorière	: TOKORAGI Florence
Trésorière adjointe	: MARO Temarama
Assesseeurs	: MALARDE Kirianu MALARDE Heilani

ASSOCIATION TE REO O TE ATUA

(LA VOIX DE DIEU, THE VOICE OF GOD)

(Récepissé n° 55 SAISLV du 10 avril 2008)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION TE REO O TE ATUA a pour but de réunir, sans distinction de race, ni de religion, ni de culture, tous les hommes, toutes les femmes, tous les jeunes et tous les enfants de la Polynésie française et d'ailleurs quel que soit leur âge, décidés à remplir leurs devoirs de chrétiens, selon la volonté de Dieu, envers leurs prochains et leur pays, et à exercer ses droits pour conseiller et soutenir les "images et ressemblances de Dieu" ainsi que les pouvoirs politiques, économiques, sociaux et culturels pour que la fraternité devienne la commune identité quelles que soient les races ethniques.

Son jour d'adoration n'est autre que le 7e jour de la semaine, en d'autre terme, le samedi qui est absolument et indiscutablement la Saint-Shabbath, de YHWH Shabbaoth et à personne d'autre.

Il pratique le baptême par immersion.

Il se base sur les prophéties, et en particulier, sur cette question : A quelle époque sommes-nous donc du temps de la fin des temps ?

Sur la libération du peuple quel qu'il soit non pas seulement des restrictions de ce monde, mais plutôt, du joug du péché et de la mort, qui nous mènera à ce point suivant.

Sur l'accession à la vie éternelle dans la nouvelle Jérusalem.

En d'autres termes, le TE REO O TE ATUA est une église protestante apocalyptique qui proteste contre les dérapages d'interprétation, d'enseignement et de pratique de la parole de Dieu, car, jusqu'à aujourd'hui, nous revivons encore cette situation comme l'avaient vécue Luther, Calvin, Hugues, Zwingli... au 16e siècle, qui les avait poussés à vouloir "réformer" l'Eglise pour protester contre les injustices et ainsi ramener l'Eglise rien que sur la vérité, la parole de Dieu et le commandement de Dieu.

Le TE REO O TE ATUA prend pour base l'idéal commun de Liberté, Egalité, Fraternité.

La dénomination de notre mouvement est le TE REO O TE ATUA (la voix de Dieu, the voice of God)

La couleur du TE REO O TE ATUA est le violet qui symbolise la sainteté de Dieu.

Les couleurs des initiales du TE REO O TE ATUA sont celles de l'arc-en-ciel qui symbolisent l'alliance perpétuelle que Dieu a faite à Noé, ainsi à l'humanité, après le Déluge.

L'emblème du TE REO O TE ATUA est trois anges blancs en vol.

Le slogan d'or du TE REO O TE ATUA est No Te Ora Mure Ore (pour la vie éternelle, for the eternal life).

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: La Trinité
Président	: TCHONG TAI Ezekiel Kitty
Vice-président	: LOYAT Terihaunui
Secrétaire	: POTIE Yvonne Teura
Secrétaire adjointe	: TAMAHAHE Maea Poema
Trésorière	: TCHONG TAI née TAUMI Liliane Jeanny
Trésorière adjointe	: PARO Mayana

ASSOCIATION BARFF TERIIPAIA (Récépissé n° 3014 DRCL du 4 avril 2008)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION BARFF TERIIPAIA, fondé le 22 mars 2008, est régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901.

Elle a pour objet :

- de resserrer les liens entre les membres de la famille Barff, descendants de M. Charles Tanerahi Barff et de Mme Moetahora Raihei Ravea épouse Barff ;
- d'organiser des rencontres familiales des descendants de Barff Teriipaia, du territoire et hors territoire ;
- d'organiser et de participer à toutes activités artisanales, culturelles et sportives agréées par les fédérations reconnues du territoire et hors territoire ;
- de partir en voyage et de participer à l'environnement de la commune ;
- d'organiser des recherches de fonds (spectacles, vente de plats, etc.).

Son siège social est fixé à Tautira, lotissement Mairenuui, n° 43.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: BARFF Linda
Président	: ALEXANDRE-BARFF Charles
Secrétaire	: BARFF Vaiata
Trésorier	: BARFF Toahiti
Commissaire aux comptes	: BARFF Teriitua

ASSOCIATION FAMILIALE RUROA OOPA TIRIA - TETAA VIRI - PIU A TEUAI - TUARAE (Récépissé n° 3013 DRCL du 4 avril 2008)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION FAMILIALE RUROA OOPA TIRIA - TETAA VIRI - PIU A TEUAI - TUARAE, fondée le 15 mars 2008, est régie par la loi du 1er juillet 1901.

Elle a pour but principal de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent et ainsi se connaître. Elle se fixe aussi comme objectifs :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire et mairie) ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des membres de l'association.

Son siège social est fixé à Tipaerui, quartier Juventin, Puanea 2.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: ROURA Léon
Vice-présidente	: ROO Thérésina
Secrétaire	: DARGELOS Céline
Secrétaire adjointe	: TCHEOU Odile
Trésorière	: SMITH Jeanine
Trésorière adjointe	: LEOU Lydia

ASSOCIATION FAMILIALE OTITO ASSOCIATION DE JEUNESSE ET DE DEVELOPPEMENT DE AMANU (Récépissé n° 52 TG du 7 avril 2008)

Extraits de statuts

Il a été institué le 20 décembre 2007 pour une durée limitée à 3 ans, une association regroupant les jeunes gens de la commune de Hao associée de Amanu, sortis de cursus scolaire et jusqu'à leur autonomie professionnelle ou/et financière.

Cette association prend le titre ASSOCIATION FAMILIALE OTITO - ASSOCIATION DE JEUNESSE ET DE DEVELOPPEMENT DE AMANU.

Elle a pour rôle :

- de faciliter la recherche d'emplois des jeunes en fin d'études scolaires ;
- d'aider à la création d'entreprises et d'emplois sur l'atoll de Amanu ;
- d'offrir un lieu d'écoute et d'échange aux jeunes ;
- de créer et de promouvoir toutes les manifestations pouvant occuper, intéresser et responsabiliser les membres.

Son siège social est fixé au domicile du président à Amanu.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	PUTARATARA Tapu
Secrétaire	:	PUTARATARA Henriette
Trésorière	:	TAGAROA Emma

ASSOCIATION TE MAU TIARE RAU

(Récépissé n° 2251 DRCL du 25 mars 2008)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION TE MAU TIARE RAU, fondée le 1er mars 2008, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret d'application du 16 août 1901.

Elle a pour objet de soutenir les projets ou activités qui concourent aux besoins primaires des jeunes âgés de 12 ans et plus, par la prise en charge :

- des formations proposées par des organismes spécifiques ;
- des échanges culturels entre différentes cultures ;
- des participations aux activités sportives proposées.

Son siège social est fixé à Mahina au lotissement Matavai n° 103.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	CHAN Edmond
Vice-président	:	TERII Atamoe
Secrétaire	:	TEMARIIPATIARE Teravatea
Secrétaire adjointe	:	FAOA Lisette
Trésorière	:	PATU Alina
Trésorière adjointe	:	TERII Christerla

LOTO NATIONAL

LOTO NATIONAL N° 29

Premier tirage du mercredi 9 avril 2008 :

3 8 19 32 37 41

Numéro complémentaire : **7**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	2	68 004 653
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	17	835 513
5 bons numéros.....	621	79 558
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	1 568	4 558
4 bons numéros.....	25 341	2 279
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	41 380	524
3 bons numéros.....	418 581	262

Deuxième tirage du mercredi 9 avril 2008 :

3 5 9 14 32 48

Numéro complémentaire : **13**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	2	536 992 840
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	10	1 417 183
5 bons numéros.....	551	89 665
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	1 524	3 960
4 bons numéros.....	29 827	1 980
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	43 967	428
3 bons numéros.....	497 150	214

Joker + : 6 590 867

LOTO NATIONAL N° 30

Premier tirage du samedi 12 avril 2008 :

24 27 32 44 48 49

Numéro complémentaire : **34**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	4	26 900 715
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	9	1 237 756
5 bons numéros.....	338	113 651
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	765	5 346
4 bons numéros.....	17 629	2 673
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	21 398	548
3 bons numéros.....	321 735	274

Deuxième tirage du samedi 12 avril 2008 :

8 17 18 20 24 45

Numéro complémentaire : **25**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	0	0
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	3	3 600 441
5 bons numéros.....	305	125 453
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	809	5 202
4 bons numéros.....	18 048	2 601
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	24 358	500
3 bons numéros.....	353 835	250

Joker + : 9 509 803

KENO

Lundi 7 avril 2008

1er tirage

Jackpot : 3 35 30 29 — Joker + : 9 701 469

2	10	12	14	19	20	24	32	34	40
42	48	51	55	57	60	61	62	64	68

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Jackpot : 2 22 51 80 — Joker + : 3 670 081

5	8	9	15	16	19	22	23	28	33
39	45	49	53	54	58	59	62	63	68

Multiplicateur : x 1

Mardi 8 avril 2008

1er tirage

Jackpot : 4 07 01 48 — Joker + : 7 051 181

2	5	17	23	26	27	28	31	37	40
41	46	47	48	51	52	55	56	59	63

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Jackpot : 3 89 41 52 — Joker + : 3 483 247

2	4	7	8	15	20	23	26	29	34
36	45	46	55	56	59	60	62	63	66

Multiplicateur : x 1

Mercredi 9 avril 2008

1er tirage

Jackpot : 1 72 68 72 — Joker + : 2 312 203

9	10	11	14	21	22	27	29	30	31
33	39	42	48	49	51	64	66	67	68

Multiplicateur : x 1

2e tirage

Jackpot : 1 44 29 38 — Joker + : 6 590 867

4	10	15	19	20	21	24	25	33	36
39	40	44	48	50	62	64	67	68	69

Multiplicateur : x 3

Jeudi 10 avril 2008

1er tirage

Jackpot : 5 12 86 69 — Joker + : 8 524 650

2	4	12	18	19	20	21	23	47	48
50	55	58	59	60	61	65	67	68	70

Multiplicateur : x 1

2e tirage

Jackpot : 9 98 15 00 — Joker + : 2 959 953

1	2	3	6	7	9	13	15	21	27
29	30	33	34	38	42	52	55	64	69

Multiplicateur : x 4

Vendredi 11 avril 2008

1er tirage

Jackpot : 8 27 86 30 — Joker + : 6 286 401

4	7	8	11	20	21	22	25	29	30
33	39	40	43	47	52	62	64	68	70

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Jackpot : 4 83 74 46 — Joker + : 9 553 559

5	7	8	15	20	23	37	38	40	42
44	48	52	54	59	61	63	64	68	69

Multiplicateur : x 2

Samedi 12 avril 2008

1er tirage

Jackpot : 1 76 68 61 — Joker + : 2 018 323

4	6	7	13	14	16	18	19	23	36
37	39	40	42	49	51	52	53	66	69

Multiplicateur : x 1

2e tirage

Jackpot : 8 89 82 97 — Joker + : 9 509 803

3	4	5	7	18	22	23	28	33	36
37	39	40	47	48	51	53	58	62	69

Multiplicateur : x 3

Dimanche 13 avril 2008

1er tirage

Jackpot : 2 80 74 37 — Joker + : 8 119 782

6	12	18	22	23	24	26	28	35	37
38	45	48	49	50	54	55	59	63	69

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Jackpot : 6 16 22 45 — Joker + : 4 776 165

2	7	11	17	19	20	31	32	35	40
44	45	48	50	52	54	60	61	65	66

Multiplicateur : x 2

EURO MILLIONS

Vendredi 11 avril 2008 - N° 15

6 25 30 45 50



Bons numéros	Bonnes étoiles	Nombre de gagnants en France	Nombre de gagnants en Europe	Gains (pour 250 F CFP)
5 +	☆ ☆	0	0	0
5 +	☆	4	12	32 981 169
5		3	11	10 210 381
4 +	☆ ☆	28	167	480 381
4 +	☆	497	2 084	25 656
4		712	2 836	13 198
3 +	☆ ☆	1 544	6 980	7 661
3 +	☆	18 968	81 097	3 353
2 +	☆ ☆	22 553	100 386	2 338
3		26 376	110 658	2 267
1 +	☆ ☆	125 227	543 483	990
2 +	☆	273 719	1 172 899	1 085

Joker + : 9 553 559